

27000
v. 1



Banque mondiale
Rapport annuel

2003

Lettre d'envoi

Les Administrateurs de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et de l'Association internationale de développement (IDA) ont fait préparer le présent Rapport annuel, qui porte sur la période allant du 1^{er} juillet 2002 au 30 juin 2003, conformément aux dispositions des règlements des deux institutions. Ce rapport, accompagné des budgets administratifs et des états financiers vérifiés, a été soumis au Conseil des Gouverneurs par M. James D. Wolfensohn, Président de la BIRD et de l'IDA et de leurs Conseils des Administrateurs.

La Société financière internationale (SFI), l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) et le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) publient leurs propres rapports annuels.

BIRD

(millions de dollars)

	Ex. 03	Ex. 02	Ex. 01	Ex. 00	Ex. 99
Engagements	11 231	11 452	10 487	10 919	22 182
dont prêts d'ajustement	4 187	7 384	3 937	4 426	13 937
Nombre de projets	99	96	91	97	131
dont prêts d'ajustement	21	21	15	14	26
Décaissements bruts	11 921	11 256	11 784	13 332	18 205
dont prêts d'ajustement	5 484	4 673	4 393	4 924	10 002
Remboursements du principal (y compris remboursements anticipés)	19 877	12 025	9 635	10 398	9 972
Décaissements nets	(7 956)	(769)	2 149	2 934	8 233
Encours des prêts	116 240	121 589	118 866	120 104	117 228
Prêts non décaissés	33 031	36 353	37 934	44 754	51 372
Revenu net disponible	3 050	1 831	989	1 582	1 263
Capital et réserves disponibles	30 027	26 901	24 909	25 067	23 782
Ratio fonds propres/prêts	26,6 %	22,9 %	21,5 %	21,3 %	20,7 %

IDA

(millions de dollars)

	Ex. 03	Ex. 02	Ex. 01	Ex. 00	Ex. 99
Engagements	7 282	8 068	6 764	4 358	6 967
dont prêts d'ajustement	1 831	2 443	1 828	682	1 542
Nombre de projets	141	133	134	126	145
dont prêts d'ajustement	24	23	15	9	22
Décaissements bruts	7 019	6 612	5 492	5 177	6 172
dont prêts d'ajustement	2 795	2 172	1 280	860	1 214
Remboursements du principal	1 369	1 063	997	920	814
Décaissements nets	5 651	5 549	4 495	4 257	5 358
Encours des crédits	106 877	96 372	86 572	86 643	83 158

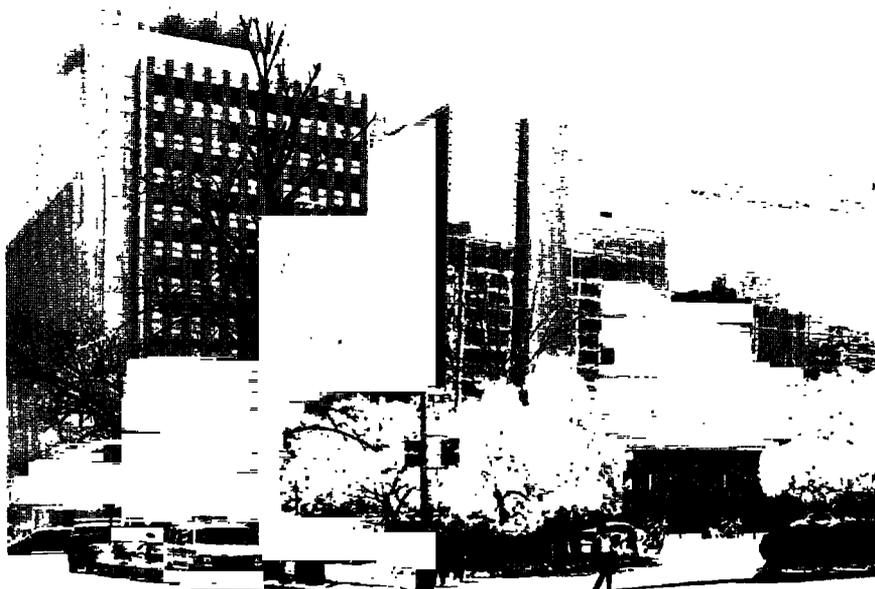
Banque mondiale

Rapport annuel

2003

Volume 1

Bilan de l'exercice



Couverture

Au Viet Nam, où les pauvres vivent majoritairement dans des zones rurales, la Banque réoriente ses prêts vers des projets participatifs décentralisés qui visent les régions les plus défavorisées. Il peut s'agir de petits projets d'infrastructure, conçus à partir de l'évaluation des priorités qui est faite par la population locale, ou d'investissements destinés à financer l'aménagement en milieu rural de routes, de marchés, de systèmes d'irrigation et d'approvisionnement en eau, ainsi que d'équipements de base dans les secteurs de l'éducation et de la santé. *Photo de couverture, Tran Thi Ho, Banque mondiale.*

Note

Le présent volume est le premier d'une série de deux mais le seul traduit en français. Le texte complet du Rapport de gestion de la direction, les états financiers vérifiés de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, les états financiers vérifiés de l'Association internationale de développement, et les Annexes sont publiés uniquement en anglais dans un volume distinct intitulé *The World Bank Annual Report 2003: Volume 2, Financial Statements and Appendixes*. Le présent rapport peut également être consulté sur l'internet à l'adresse suivante www.worldbank.org

Tous les montants en dollars figurant dans le présent « Rapport annuel » sont exprimés en dollars courants des États-Unis, sauf indication contraire.

Photo, en haut à droite : Siège de la Banque mondiale à Washington.

Table des matières

Message du Président	2
Conseil des Administrateurs	4
Le Groupe de la Banque mondiale	8
Chapitre 1 Stratégie et action	11
Chapitre 2 Vue d'ensemble des activités de la Banque mondiale pendant l'exercice 03	27
Chapitre 3 Améliorer l'efficacité du développement	45
Chapitre 4 Perspectives thématiques	59
Réduction de la pauvreté et gestion économique	60
Valorisation des ressources humaines	65
Vers une croissance écologiquement et socialement responsable	70
Développement du secteur privé et infrastructure	74
Renforcement des systèmes financiers	79
Des systèmes juridiques et judiciaires appropriés	82
Chapitre 5 Perspectives régionales	85
Régions, représentations à l'étranger et pays admis à bénéficier des prêts de la Banque mondiale	86
Afrique	88
Asie de l'Est et Pacifique	94
Asie du Sud	99
Europe et Asie centrale	104
Amérique latine et Caraïbes	109
Moyen-Orient et Afrique du Nord	114
Chapitre 6 La Banque mondiale en bref	119
Liste des pays de la Première et de la Deuxième parties membres de l'IDA	181
Sites web de la Banque mondiale	182
Liste des encadrés, figures et tableaux	184
Sigles et abréviations	186
Publications de la Banque mondiale : Titres principaux	188

Message du Président de la Banque mondiale, Président du Conseil des Administrateurs



Lors de son voyage en Chine en mai 2002, M. Wolfensohn a assisté à la cérémonie organisée pour célébrer la décision prise par ce pays de devenir un membre fondateur de la Fondation Development Gateway. Il a également participé, en compagnie de hauts responsables gouvernementaux au lancement du portail du développement de la Chine

L'année qui vient de s'écouler aura été singulièrement marquée par l'inquiétude et l'incertitude suscitées par l'atonie persistante de l'économie mondiale, le conflit en Iraq et l'impact d'une nouvelle maladie, le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS). Dans ce contexte, il importe plus que jamais qu'en collaboration avec nos partenaires de développement nous redoublions d'effort pour réduire la pauvreté.

Les engagements pris lors de la Conférence internationale sur le financement du développement qui s'est tenue à Monterrey en mars 2002 ont souligné l'importance de l'effort collectif qui s'impose si nous voulons atteindre les objectifs de développement pour le Millénaire (ODM), en particulier réduire de moitié le nombre de pauvres d'ici 2015. Le consensus de Monterrey définit le cadre des mesures à prendre et des obligations à assumer par toutes les parties, les pays développés comme les pays en développement. De l'avis de tous, il nous faut maintenant passer aux actes et accroître l'impact de nos efforts collectifs.

La Banque mondiale, pour sa part, s'attache tout particulièrement à intervenir dans quatre secteurs prioritaires, d'une importance cruciale pour la réalisation de certains ODM, à savoir l'Éducation pour tous, le VIH/SIDA,

l'eau et l'assainissement et la santé. Les travaux engagés avec nos partenaires dans ces domaines nous ont permis de tirer un certain nombre d'enseignements dont nous tiendrons compte dans nos actions à venir. Premièrement, l'aide doit aller à des programmes qui sont pilotés par les pays eux-mêmes et qui s'insèrent dans un cadre de politique économique cohérent. Deuxièmement, la communauté internationale doit être prête à fournir un appui supplémentaire aux pays qui mènent des politiques judicieuses pour les aider à atteindre leurs objectifs. Troisièmement, les ressources doivent parvenir aux pays sous une forme adaptée, autrement dit cadrer avec le cycle budgétaire, ne pas être liées à des obligations dictées par les donateurs, et être acheminées selon des procédures simplifiées et harmonisées entre les différents bailleurs de fonds. Pour réaliser les ODM, il faut non seulement accroître l'aide au développement, mais aussi faire en sorte que cette aide soit utilisée de manière encore plus efficace.

Le principe incarné dans le Cadre de développement intégré (CDI) et les Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) est notre meilleur atout face au défi qui consiste à renforcer l'efficacité du développement, et un grand nombre de pays parmi les plus déshérités le reprennent de plus en plus à leur compte.

Nous commençons également à mieux voir comment appliquer les principes du CDI aux pays à revenu intermédiaire pour traiter des questions liées à la pauvreté et à l'équité. Nous accordons par ailleurs une aide ciblée au groupe de pays à faible revenu dont les politiques et la gouvernance laissent particulièrement à désirer, notamment ceux qui connaissent des conflits de longue date. Si la situation de ces pays ne s'améliore pas, les ODM ne seront pas atteints.

L'appui fourni par la Banque, en collaboration avec d'autres donateurs, aux pays les plus pauvres a notamment pris la forme d'allègements de dette dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). À terme, l'Initiative permettra de réduire le stock et le service de la dette due à l'ensemble des créanciers de 40 milliards de dollars environ selon les estimations. Il ressort du bilan de l'Initiative dressé par la Banque durant l'année écoulée que nous pouvons encore améliorer le dispositif à plusieurs égards, et des mesures ont été engagées dans ce sens. La décision prise à l'occasion de la Treizième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA-13) d'accorder des dons aux pays les plus pauvres exposés au surendettement marque également un pas important dans la bonne direction.

Monterrey a mis en relief l'importance fondamentale des échanges pour la réalisation des ODM. À la réunion de Doha sur le commerce organisée l'année dernière, la communauté internationale a pris l'engagement de mener une action collective, qui donnait à espérer qu'il serait possible d'intégrer véritablement le commerce au développement. Nous sommes maintenant pratiquement au point médian de la période couverte par les négociations de Doha, et la traduction dans les faits de l'engagement pris à Doha pose un problème majeur. L'agriculture est la question la plus importante et la plus épineuse à l'ordre du jour, et les restrictions commerciales, ainsi que les subventions agricoles, sont les principaux obstacles extérieurs qui s'opposent à la réduction de la pauvreté dans les pays en développement. En fait, le volume global de l'aide dont les pays en développement ont besoin pour atteindre les ODM représente une fraction des ressources que les pays développés consacrent aux subventions agricoles. L'avancement du dossier commercial figure au premier rang des priorités de la communauté internationale.

La productivité et les investissements du secteur privé sont également nécessaires pour accélérer la croissance et atteindre les ODM. Dans certains secteurs de l'économie comme l'infrastructure, par exemple, c'est le secteur public qui continue de financer l'essentiel des équipements vitaux, soit 75 à 80 % des investissements d'infrastructure qui, dans les pays en développement, représentent chaque année

entre 250 et 300 milliards de dollars. Si l'on considère l'ensemble du monde en développement, plus de 1,2 milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau salubre, et quasiment le double ne bénéficient pas de services d'assainissement améliorés. Vu l'ampleur des besoins, le Groupe de la Banque mondiale, avec l'appui du Conseil et en collaboration avec un grand nombre d'autres acteurs du développement, augmentera ses investissements dans le secteur de l'infrastructure. Et il s'emploiera, via l'appui aux réformes et au renforcement des capacités, à mobiliser des financements supplémentaires auprès de sources publiques et privées.

Nos actions doivent aboutir à l'instauration d'un développement durable. Le Sommet mondial sur le développement durable qui s'est tenu l'année dernière à Johannesburg (Afrique du Sud) a souligné la nécessité de progresser vers un avenir viable, qui allie responsabilité environnementale et équité sociale. Le Groupe de la Banque continuera de tenir pleinement compte de l'impact de ses programmes de développement sur les futures générations.

Depuis quelques années, le resserrement de la collaboration avec ses partenaires est devenu pour la Banque un objectif central. Deux principes guident fondamentalement notre recherche d'une coopération plus étroite et cohérente. Tout d'abord, dans un souci d'efficacité et d'efficience, la Banque cherche à travailler en collaboration toujours plus étroite avec ses partenaires, en se rangeant à leur analyse et à leur avis dans les domaines où ils disposent d'un avantage comparatif. Ensuite, à l'échelon national, nous insistons sur la nécessité pour tous les partenaires de s'aligner sur les stratégies formulées par le pays lui-même. Au bout du compte, ce n'est qu'à partir du moment où les pays prendront véritablement en main leur propre développement avec le plein appui de la communauté internationale que l'aide pourra gagner en efficacité et que les pays auront de meilleures chances d'enclencher une dynamique de progrès durable.

Au cours de l'année écoulée, nous avons marqué des avancées importantes sur ce front. Mais il nous faut redoubler d'effort si nous voulons atteindre l'objectif que nous visons tous de réduire de moitié le nombre de pauvres d'ici 2015. Je peux vous assurer que le personnel du Groupe de la Banque mondiale est résolu à mettre tout son talent et son dévouement au service de cette entreprise durant l'année qui vient.



James D. Wolfensohn

Conseil des Administrateurs



De gauche à droite : (debout) Yahya Alyahya, Guangyao Zhu, Per Kurowski, Pietro Veglio, Pierre Duquesne, Eckhardt Biskup*, Eugene Miagkov*, Finn Jonck, Carole Brookins, Louis Kasekende, Paulo Gomes, Amaury Bier, Yuzo Harada, Neil Hyden, Alieto Guadagni, Kurt Bayer ; (assis) Rapee Asumpinpong, Tanwir Ali Agha, Mahdy Aljazzaf, Rosemary Stevenson*, Ad Melkert, C. M. Vasudev, Marcel Masse. (Un Administrateur était absent.)

*Administrateur suppléant.

Le Conseil des Administrateurs est responsable de la conduite des opérations générales de la Banque mondiale, fonction qu'il exerce en vertu des pouvoirs que lui a délégués le Conseil des Gouverneurs. En application des Statuts, cinq des 24 Administrateurs sont désignés par les États membres qui détiennent le plus grand nombre de parts du capital de la Banque, tandis que les 19 Administrateurs restants sont élus par les groupes constitués par les autres États membres à l'occasion des élections qui ont lieu tous les deux ans.

Les Administrateurs décident de la suite à donner aux propositions de prêt et de garantie de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et aux propositions de crédit, de don et de garantie de l'Association internationale de développement (IDA) soumises par le Président et fixent les politiques qui guideront les opérations générales de l'institution. Ils doivent également soumettre au Conseil des Gouverneurs, lors des assemblées annuelles, un rapport de vérification des comptes, un budget administratif et un Rapport annuel (le présent rapport) sur les opérations et les politiques de la Banque et sur d'autres questions. Le Conseil des

Administrateurs (le Conseil) détermine les grandes orientations de la Banque, compte tenu de l'évolution de la conception que se font les États actionnaires de la mission du Groupe de la Banque et de l'expérience opérationnelle de l'institution. À cet égard, le Département de l'évaluation des opérations (OED), qui rend compte directement au Conseil de l'exécution d'évaluations professionnelles conformément aux politiques, aux stratégies et au programme de travail approuvés par le Conseil, joue un rôle important. L'OED émet des avis indépendants, conseillant les Administrateurs sur la pertinence, la viabilité, l'efficacité et le caractère économique des opérations.

Durant l'exercice 03, les Administrateurs se sont régulièrement réunis au siège de la Banque dans le cadre de leurs fonctions. Ils sont en outre membres d'un ou plusieurs comités permanents du Conseil : Comité d'audit, Comité du budget, Comité du personnel, Comité pour l'efficacité du développement (CODE) et Comité des questions administratives concernant les Administrateurs (CODAM). Ce dernier comité ayant vu son mandat élargi cette année pour couvrir des domaines relevant de la gouvernance de l'institution, il a été rebaptisé Comité des questions

administratives concernant la gouvernance et les Administrateurs (COGAM). Ces comités étudient avec la plus grande attention les politiques et pratiques de la Banque pour aider le Conseil à s'acquitter de ses responsabilités de supervision. Concrètement, le Comité d'audit assure une fonction de conseil auprès des Administrateurs sur les questions concernant la gestion financière, la gouvernance et la supervision de l'institution, pour les aider à prendre des décisions éclairées dans ces domaines. Le Comité du budget examine tout ce qui, au niveau des méthodes de travail, des politiques administratives, des normes et du budget de l'institution, influe sensiblement sur la rentabilité des opérations du Groupe de la Banque mondiale. Le CODE émet des avis sur certaines questions ayant trait à l'évaluation des politiques et des opérations et à l'efficacité du développement, de sorte que les Administrateurs puissent se faire une meilleure idée des progrès enregistrés par la Banque dans l'accomplissement de sa mission de réduction de la pauvreté. Le Comité du personnel offre des recommandations au Conseil sur les questions de rémunération et d'autres dispositions importantes de la politique du personnel. Le COGAM émet des avis et des recommandations à l'intention du Conseil sur les questions de gouvernance et de politique administrative qui intéressent les Administrateurs, les Administrateurs suppléants et leurs collaborateurs ; ces questions peuvent être soumises au Comité par le Conseil ou le Comité peut s'en saisir de lui-même. Durant l'exercice 03, le Comité s'est notamment penché sur les moyens de renforcer les bureaux des Administrateurs de sorte qu'ils puissent mieux se faire entendre et participer au processus décisionnel du Groupe de la Banque mondiale.

Par ailleurs, des groupes d'Administrateurs et d'Administrateurs suppléants se rendent périodiquement dans les pays emprunteurs pour observer directement le déroulement des activités d'aide de la Banque. Ces voyages leur permettent de rencontrer de multiples interlocuteurs : responsables et bénéficiaires de projets, représentants des autorités nationales, organisations non gouvernementales, milieux d'affaires, autres partenaires de développement et institutions financières, ainsi que le personnel des missions résidentes de la Banque. Pendant l'exercice 03, des Administrateurs se sont ainsi rendus en République dominicaine, en Uruguay et au Venezuela.

Le Conseil prend également une part active à la préparation de l'ordre du jour et à la réflexion préliminaire sur les questions qui seront abordées dans le cadre de la réunion semestrielle du Comité du développement conjoint Banque mondiale-Fonds monétaire international. Il passe en revue et discute des éléments d'information à fournir aux

agents chargés de préparer les documents thématiques devant être soumis à l'attention du Comité du développement. Durant l'exercice 03, le Comité a réaffirmé sa détermination à appuyer les efforts déployés pour réduire la pauvreté, atteindre les objectifs de développement pour le Millénaire (ODM) et mettre en œuvre le Consensus de Monterrey en étudiant la stratégie définie par la Banque pour assurer un suivi mondial des politiques et des programmes d'action nécessaires en vue d'atteindre les ODM ; encourager l'ouverture des marchés aux exportations des pays en développement ; traduire dans les faits le Consensus de Monterrey ; poursuivre l'action entreprise pour harmoniser les politiques, procédures et pratiques opérationnelles des donateurs bilatéraux et multilatéraux ; et faire avancer les travaux concernant, entre autres, l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), l'analyse du degré d'endettement tolérable, l'aide aux pays à faible revenu en difficulté et les politiques de sauvegarde de la Banque. (Se reporter à l'annexe 13 du volume 2 du présent Rapport annuel.)

QUESTIONS STRATÉGIQUES

Durant l'exercice, le Conseil a prêté une attention particulière aux thèmes examinés ci-après.

Cadre stratégique

Pendant l'exercice 03, le Conseil a continué de fonder ses travaux sur le Cadre stratégique et les notes d'orientation stratégique (et le plan d'action de la Direction) examinés durant l'exercice 01, qui avaient été confirmés et mis à jour durant l'exercice 02. Les Administrateurs ont insisté sur la nécessité de faire avancer la mise en œuvre en s'attachant à mettre au point les procédures et les outils qui permettront de surmonter les difficultés inhérentes à la réalisation des ODM. Dans ce contexte, ils ont examiné plusieurs documents qui ont pour objet d'aider la Banque à affiner les politiques, les programmes et les instruments sur lesquels elle s'appuie pour s'acquitter de sa mission fondamentale, à savoir réduire la pauvreté. Parmi ces documents, citons la stratégie pour améliorer la mesure et le suivi du développement et la gestion axée sur les résultats et celle visant l'harmonisation des politiques, procédures et pratiques opérationnelles des bailleurs de fonds. L'attention du Conseil s'est également portée sur d'autres questions, comme le rôle de la Banque dans la reconstruction de l'Iraq, l'introduction du programme de dons dans la Treizième reconstitution des ressources de l'IDA, le bilan par l'OED de l'Initiative PPTE, les méthodes de lutte contre le financement du terrorisme et le blanchiment des capitaux et l'ouverture des marchés aux exportations en provenance des pays en développement.

Le rôle du Groupe de la Banque mondiale dans la lutte contre la pauvreté

Le Conseil s'est intéressé tout particulièrement aux contributions de la Banque à la réalisation des objectifs de développement pour le Millénaire. Dans ce contexte, les Administrateurs ont examiné le rapport intitulé « Atteindre les ODM et les résultats connexes : Cadre de référence pour le suivi des politiques et des programmes d'action ». Le Conseil a également continué de suivre de près la manière dont la Banque s'acquitte de sa mission de réduction de la pauvreté. Il a examiné 15 Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) et sept rapports d'étape sur les DSRP, en indiquant les aspects qu'il conviendrait d'approfondir.

Dans le même temps, le Conseil a reporté son attention sur l'Initiative PPTE renforcée. Les Administrateurs ont ainsi passé en revue deux documents du point d'achèvement¹ de l'Initiative. Ils ont en outre examiné plusieurs documents conjoints de la Banque et du FMI : « Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) — État d'avancement » ; *HIPC Initiative: Creditor Participation Issues* ; et *HIPC: Calculation for Completion Point Topping-Up*. Le Conseil a également étudié un rapport d'avancement sur les activités menées par la Banque durant l'exercice 02 pour réduire la pauvreté.

Programmes par pays

À l'échelon des clients, les stratégies d'aide-pays (CAS), et notamment les principes d'adhésion, de partenariat et d'orientation sur les résultats énoncés dans le Cadre de développement intégré (CDI), demeurent la clé de voûte des opérations du Groupe de la Banque mondiale. Les Administrateurs ont rappelé avec insistance qu'un lien plus étroit doit être établi entre la stratégie d'aide-pays et le DSRP. Le Conseil a examiné 24 de ces stratégies et produits connexes durant l'exercice. Il a contribué activement aux travaux entrepris pour affiner les instruments de prêt et les services hors prêt de la Banque et fait part de ses réflexions sur le bilan et les perspectives d'évolution des CAS, les problèmes de mise en œuvre posés par la modernisation des politiques et des instruments opérationnels, ainsi que d'autres thèmes pertinents. À propos de l'évolution des stratégies d'aide-pays, les Administrateurs, constatant que la politique de résultats de l'institution crée de nouvelles obligations et que le lien entre les objectifs de la CAS et les

instruments employés pour les atteindre fait souvent défaut, ont demandé qu'à l'avenir les CAS définissent des résultats intermédiaires concrets et des indicateurs permettant d'en assurer le suivi, afin de mieux rendre compte des réalisations, de responsabiliser davantage ceux à qui elles incombent et d'être ainsi davantage axées sur les résultats. La stratégie-d'aide au Sri Lanka a été la première CAS basée sur les résultats examinée durant l'exercice.

Programmes mondiaux et partenariats

Le Groupe de la Banque a continué de resserrer sa collaboration avec le Fonds monétaire international (FMI), d'autres banques multilatérales de développement et le système des Nations Unies, tout en développant ses communications avec la société civile. Les Administrateurs ont examiné les priorités dans le cadre des relations que la Banque entretient avec d'autres partenaires de développement. La collaboration avec le FMI a été particulièrement active en ce qui concerne les examens des dépenses publiques, les programmes d'évaluation du secteur financier et les activités de lutte contre le blanchiment des capitaux, ainsi que les travaux en cours sur la mise en œuvre des DSRP et de l'Initiative PPTE. La Banque et le FMI ont également préparé une étude conjointe sur les moyens de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, un document conjoint sur les systèmes informels de transfert de fonds et un rapport d'avancement sur la coopération des deux institutions dans le cadre des programmes relatifs aux pays et de la conditionnalité. D'autres documents ont été consacrés aux dépenses publiques, au Programme d'évaluation du secteur financier et aux rapports sur l'observation des normes et codes (ROSC). La Banque s'est également employée à faire avancer concrètement le consensus de Monterrey en examinant le rapport intitulé « Atteindre les ODM et les résultats connexes : Cadre de référence pour le suivi des politiques et des programmes d'action » cité plus haut, et elle a poursuivi les travaux entrepris avec d'autres banques multilatérales de développement et des organismes d'aide bilatéraux sur l'harmonisation des politiques, procédures et pratiques opérationnelles.

Dans le cadre de l'examen en cours de la politique de la Banque en matière de diffusion de l'information, le Conseil a examiné un rapport sur le renforcement des Centres d'information du public.

SURVEILLANCE ET RESPONSABILITÉ FIDUCIAIRE

Le Conseil exerce une surveillance et une responsabilité fiduciaire pour le compte de ses actionnaires par l'intermédiaire de son Comité d'audit. Le Comité a révisé son mandat de manière à tenir compte de l'évolution des

1. Point d'achèvement : Point auquel tous les créanciers versent, sans condition, le solde de leur contribution à l'allègement convenu au point de décision. L'accession au point de décision est liée à l'application des réformes et des mesures clés énoncées dans le DSRP.

fonctions et des responsabilités qui lui incombent dans les domaines de la surveillance et de la gestion des risques. Le Comité assure une fonction de conseil auprès des Administrateurs pour les questions de gestion et de gouvernance financière, afin de guider leurs décisions en matière de politique financière et de mécanismes de contrôle financier.

OUVERTURE ET TRANSPARENCE

Dans le droit fil des actions menées antérieurement pour diffuser l'information plus largement dans le public, les changements apportés en 2001 à la politique d'information de la Banque préconisaient la divulgation d'un plus grand nombre de documents relatifs aux projets (notamment des documents concernant les prêts d'ajustement) et une approche plus systématique de l'accès aux données chronologiques (voir Banque mondiale, Politique d'information, 2002).

Consciente de la nécessité d'adopter une stratégie plus dynamique de communication et de diffuser des données ciblées, la Banque a dressé des plans durant l'exercice 03 en vue d'améliorer l'accès à l'information par l'intermédiaire des Centres d'information du public qu'elle a ouverts dans les pays en développement. En janvier 2003, la Banque a approuvé un rapport de la Direction sur le renforcement de ces centres intitulé *Strengthening Public Information Centers*. La mise en œuvre des mesures préconisées dans ce document s'étalera sur les exercices 04 et 05. Le Conseil a également examiné un rapport intitulé *A Document Translation Framework for the World Bank*, qui traite de la traduction de l'éventail des informations divulguées par la Banque dans le cadre de sa nouvelle politique d'information.

BUDGET ADMINISTRATIF

Après examen par le Comité du budget, les Administrateurs ont approuvé un budget administratif total, net de remboursements, de 1 672,6 millions de dollars pour l'exercice 03, dont 157 millions de dollars destinés au Mécanisme d'octroi de dons pour le développement. Ce budget net reflète une augmentation de 0 % en valeur réelle (3,1 % en valeur nominale) par rapport à celui de l'exercice 02. En juin 2003, les Administrateurs ont approuvé un budget administratif total, net de remboursements, de 1 870 millions de dollars pour l'exercice 04.

PANEL D'INSPECTION

En 1993, les Administrateurs ont créé un Panel d'inspection indépendant pour mieux faire droit aux préoccupations des populations affectées par les opérations de la Banque. Le Panel veille à ce que cette dernière respecte ses politiques et procédures opérationnelles lors de la conception, de la

préparation et de l'exécution d'un projet. Tout groupe d'individus estimant qu'un projet financé par la Banque risque de lui porter préjudice peut demander au Panel d'instruire une plainte selon laquelle le préjudice en question est dû à l'inobservance par la Banque de ses politiques et procédures. Les Administrateurs décident, sur recommandation du Panel, s'il sera donné suite à l'instruction.

Au cours de l'exercice 03, le Panel a reçu et enregistré une nouvelle demande d'inspection concernant la partie camerounaise du Projet d'exploitation pétrolière et d'oléoduc Tchad-Cameroun et le Projet de renforcement des capacités de gestion environnementale dans le secteur pétrolier du Cameroun. Cette demande émane d'organisations non gouvernementales et de citoyens camerounais. Le Conseil a approuvé en décembre 2002 la recommandation du Panel d'instruire le dossier. Le rapport du Panel, qui a été transmis aux Administrateurs en mai 2003, sera soumis à l'examen du Conseil en juillet 2003, ainsi que les recommandations de la direction de la Banque sur les conclusions du Panel.

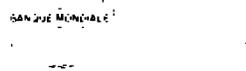
Durant l'exercice 03, le Panel a également adressé au Conseil son rapport sur la recevabilité de la demande d'inspection concernant le Projet de réforme pour les secteurs de l'eau et des télécommunications du Paraguay et le Projet de distribution d'électricité SEGBAV en Argentine (qui finance une partie du Projet hydroélectrique Yacretá en faveur de l'Argentine et du Paraguay). Le Conseil a entériné les conclusions du Panel recommandant d'instruire la demande en septembre 2002, instruction qui suit actuellement son cours.

Le Conseil a examiné le Rapport d'instruction du Panel sur une demande d'inspection concernant la partie tchadienne du Projet d'exploitation pétrolière et d'oléoduc Tchad-Cameroun (demande reçue durant l'exercice 01) et, en septembre 2002, a approuvé les recommandations de la direction de la Banque. En juillet 2003, le Conseil examinera le rapport d'instruction du Panel et les recommandations de la direction concernant le Projet d'atténuation des effets environnementaux et sociaux de la production de charbon en Inde.

Vingt-sept demandes d'inspection ont été déposées depuis la création du Panel, neuf émanant de pays d'Afrique, neuf de l'Amérique latine et des Caraïbes, sept de l'Asie du Sud et deux de l'Asie de l'Est et du Pacifique. Le Panel a recommandé que 13 des 27 demandes officiellement reçues soient instruites : six en application des règles en vigueur jusqu'en avril 1999, date à laquelle des précisions ont été apportées à la résolution portant création du Panel, et sept depuis lors.

Le Groupe de la Banque mondiale

Le Groupe de la Banque mondiale, qui a pour mission de combattre la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie des populations des pays en développement, compte parmi les principales organisations de développement dans le monde. Il accorde des prêts et fournit des conseils sur l'action à mener, ainsi qu'une assistance technique et des services en rapport avec le partage du savoir. La BIRD et l'IDA qui, conjointement, constituent la « Banque mondiale », appartiennent aux pays membres qui ont le pouvoir de décision en dernier ressort. Le Groupe de la Banque mondiale compte aujourd'hui cinq institutions qui entretiennent des liens étroits.



La Banque internationale pour la reconstruction et le développement

Créée en 1945 ■ 184 États membres
Volume de prêt cumulé : 383 milliards de dollars
Volume des prêts de l'exercice 03 : 11,2 milliards de dollars pour 99 nouvelles opérations dans 37 pays



Depuis l'octroi de son premier prêt à un projet de santé, nutrition et population en 1970, la Banque a considérablement développé ses activités dans ce secteur. La Banque est aujourd'hui la principale source de fonds extérieurs pour ce type de projets dans les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire.

La BIRD s'efforce de faire reculer la pauvreté dans les pays à revenu intermédiaire et dans les pays plus pauvres solvables en favorisant un développement durable par l'octroi de prêts, de garanties et de services (hors prêt) de conseil et d'analyse. La BIRD ne cherche pas à maximiser ses bénéfices, mais elle affiche un revenu net positif depuis 1948. Celui-ci lui permet de financer diverses actions de développement et lui assure une assise financière qui lui permet d'emprunter à faible coût sur les marchés financiers et d'accorder des conditions favorables à ses emprunteurs. Le Conseil de la BIRD, qui compte 24 Administrateurs, représente les 184 États membres. Il se compose de 5 Administrateurs désignés et de 19 Administrateurs élus.



L'Association internationale de développement

Créée en 1960 ■ 164 États membres
Volume de prêt cumulé : 142 milliards de dollars
Volume des engagements de l'exercice 03 : 7,3 milliards pour 141 nouvelles opérations dans 55 pays



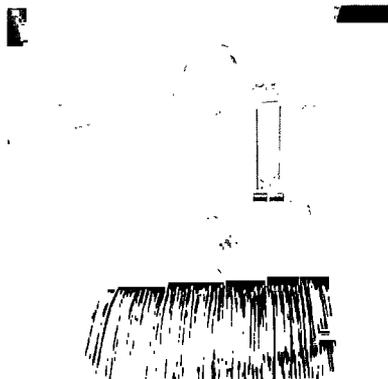
L'Association, par ses financements, aide les pays à étendre la couverture des services de base dans les secteurs de l'éducation, des soins de santé, de l'eau salubre et de l'assainissement et à améliorer la qualité de ces services. Les ressources de l'IDA permettent à des millions d'enfants de bénéficier d'une éducation primaire.

Les contributions à l'IDA permettent à la Banque mondiale d'accorder chaque année 7 à 8 milliards de dollars de financements très concessionnels aux 81 pays les plus pauvres, qui comptent 2,5 milliards d'habitants. Ces crédits et dons de l'IDA, qui ne portent pas intérêt, sont vitaux pour ces pays qui n'ont guère ou pas les moyens d'emprunter aux conditions du marché. Dans la plupart d'entre eux, l'immense majorité de la population dispose de moins de deux dollars par jour pour vivre. Les ressources de l'IDA appuient les stratégies de réduction de la pauvreté arrêtées par les pays eux-mêmes, notamment pour accroître la productivité, promouvoir une gouvernance responsable, améliorer le climat de l'investissement privé et faciliter l'accès des pauvres à l'éducation et aux soins de santé.



La Société financière internationale

Créée en 1956 ■ 175 États membres
Engagements en portefeuille : 23,4 milliards de dollars (dont 6,6 milliards de prêts syndiqués)
Engagements de l'exercice 03 : 3,9 milliards pour 204 projets dans 64 pays



La SFI a accordé un financement à la société péruvienne Tecnofil pour l'aider à moderniser ses processus de fabrication d'articles en cuivre.

La SFI favorise le développement économique par l'entremise du secteur privé. En collaboration avec des partenaires commerciaux, elle investit dans des entreprises privées viables de pays en développement, sans accepter de garanties de l'État. La SFI propose divers produits : prises de participation, crédits à long terme, garanties de prêts, instruments de gestion des risques, et services de conseil à ses clients. Elle a pour objectif d'aider les entreprises situées dans des régions et dans des pays qui n'auraient sans elle qu'un accès limité au capital. La SFI investit sur des marchés que les investisseurs privés jugeraient trop risqués en l'absence de sa participation et ajoute de la valeur aux projets qu'elle finance par son expérience du gouvernement d'entreprise et des questions environnementales et sociales.



L'Agence multilatérale de garantie des investissements

Créée en 1988 ■ 162 États membres
Montant cumulé des garanties¹ émises : 12,4 milliards de dollars
Garanties émises pendant l'exercice 03 : 1,4 milliard de dollars



Le programme de garantie de la MIGA a appuyé le projet d'un investisseur singapourien d'acheminer vers le nord-est du Brésil des groupes électrogènes de secours montés sur des barges pour atténuer la grave pénurie d'électricité due à la sécheresse.

La MIGA encourage l'investissement étranger dans les pays en développement en garantissant les investisseurs étrangers contre les pertes liées à des risques non commerciaux — expropriation, inconvertibilité de la monnaie et restrictions sur les transferts, guerres et troubles civils, ou ruptures de contrats. Elle fournit par ailleurs des services d'assistance technique et de conseil en vue d'aider les pays à faire connaître les possibilités d'investissement qu'ils offrent et à renforcer la capacité des intermédiaires chargés de promouvoir les investissements. Sur demande, la MIGA assure aussi des services de médiation en cas de différends liés aux investissements.

1. Dont une partie a été mobilisée dans le cadre du Programme coopératif de garanties.



Le Centre international de règlement des différends relatifs aux investissements

Créé en 1966 ■ 139 États membres
Nombre total d'affaires enregistrées : 129
Affaires enregistrées durant l'exercice 03 : 26



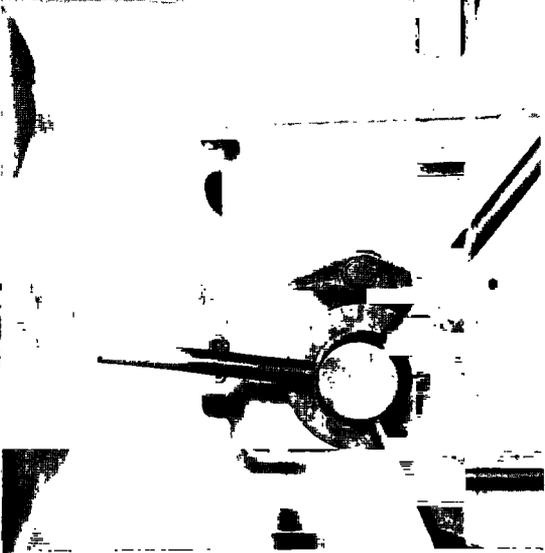
Un projet de construction de route fait l'objet d'un arbitrage du CIRDI.

Le CIRDI encourage l'investissement étranger en offrant des services internationaux de règlement, par voie de conciliation ou d'arbitrage, des différends relatifs aux investissements, et favorise ainsi l'instauration d'un climat de confiance mutuelle entre les États et les investisseurs étrangers. Nombre d'accords internationaux relatifs aux investissements font mention de ses mécanismes d'arbitrage. Le CIRDI mène également des activités de recherche et de publication dans les domaines du droit de l'arbitrage et du droit relatif à l'investissement étranger.



Chapitre 1

Stratégie et action



Stratégie et action

La Banque mondiale se compose de la BIRD et de l'IDA, organisations financières internationales ayant pour mission commune de lutter contre la pauvreté dans le monde. Elle a pour actionnaires 184 États membres. Pour aider ses pays clients à parvenir à un développement durable, la Banque mobilise des ressources et forme des partenariats, notamment avec des organismes de prêt en faveur du développement et des organisations de la société civile.

Le développement implique des changements.

Il nécessite de déterminer ce qui fonctionne, ou non, dans telle ou telle situation, puis de renforcer les capacités indispensables pour pouvoir appliquer ce savoir dans tous les domaines d'une économie. C'est en tirant les leçons de l'expérience et en sachant mettre à profit les instruments et les ressources disponibles que la Banque peut obtenir des résultats à la mesure des problèmes à résoudre. Plusieurs dizaines d'années de travail ont permis à l'institution d'identifier plusieurs facteurs que l'on retrouve partout où le développement progresse. Ces facteurs — sur lesquels repose la stratégie de la Banque — sont les suivants :

- *Un État actif* : lorsqu'il opère dans un contexte caractérisé par une bonne qualité de gouvernance tant dans le secteur public que dans le secteur privé, l'État

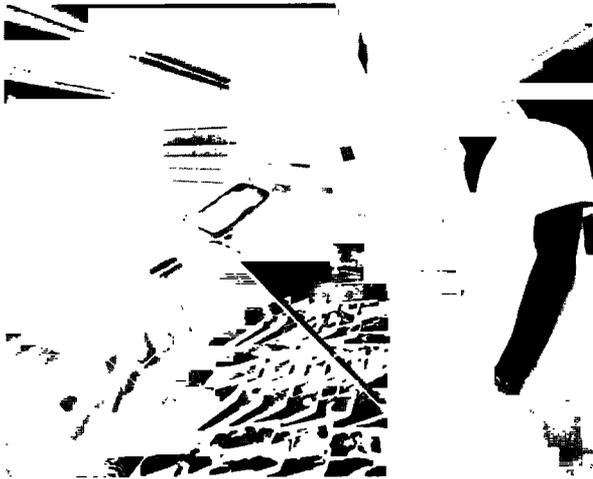


peut créer un environnement porteur dans lequel les contrats sont exécutés et les marchés peuvent fonctionner, les infrastructures de base sont opérantes, la population bénéficie de services de santé, d'éducation et de protection sociale d'un niveau convenable et peut participer aux décisions qui la concernent.

- *L'autonomisation des citoyens* : elle permet de donner à tous les moyens de prendre leur destinée en main en leur ouvrant des possibilités, en assurant leur sécurité et en encourageant leur participation effective et leur insertion sociale.
- *La croissance économique* : elle est essentielle. Les pays qui ont obtenu les meilleurs résultats en matière de lutte contre la pauvreté sont en effet ceux dont le rythme de croissance a été le plus rapide et il n'y a aucun exemple de développement réussi sans périodes prolongées de forte augmentation de la production par habitant.
- *Le secteur privé* : il faut un secteur privé dynamique pour servir de locomotive à une croissance économique durable. Les petites et moyennes entreprises jouent un rôle particulièrement important en la matière en offrant des possibilités d'emploi aux pauvres.
- *Le secteur financier* : il est essentiel que ce secteur soit régi par une politique rationnelle et adaptée au pays, et que *les obstacles au commerce international soient levés* afin que les exportations des pays en développement puissent contribuer à la croissance.
- Enfin, *l'adhésion du pays et de la société au programme de développement* : elle assure la compatibilité du programme avec la situation qui règne dans le pays et son économie politique.

DEUX PÔLES D'INTERVENTION POUR RÉDUIRE LA PAUVRETÉ

Partant de ce constat, la Banque a décidé d'axer sa stratégie d'intervention sur deux pôles principaux, exposés ci-après.



Créer un climat propice à l'investissement, à l'emploi et à une croissance durable

Ce premier pôle d'intervention vise à créer un climat d'investissement favorable, qui stimule l'esprit d'entreprise en encourageant les petites et les grandes entreprises à investir, à créer des emplois et à accroître leur productivité. Il comprend plusieurs composantes :

- *Une situation macroéconomique stable* qui met les entreprises en confiance et leur permet donc de prendre des décisions de production et de les exécuter, et des *politiques commerciales* favorisant le libre-échange, l'innovation et l'esprit d'entreprise.
- *Des institutions et une gouvernance* sans corruption, bureaucratie hypertrophiée ni crime organisé, sur lesquelles on sait pouvoir compter pour faire exécuter des contrats et faire appliquer des règlements selon les lois de l'éthique.
- *Des infrastructures physiques et financières* (par exemple : transports, services collectifs et systèmes bancaires) convenables en qualité et en quantité, à la fois fiables et d'un prix abordable, afin que les particuliers et les entreprises puissent participer aux activités économiques.

Donner aux pauvres les moyens de participer au développement et investir dans leur capital humain

Il importe de donner aux individus plus de possibilités de participer aux décisions qui affectent leur vie et celle de leur famille. C'est là le second pôle d'intervention de la stratégie de la Banque à l'appui du développement. Dans ce domaine, les droits de l'homme et les législations qui protègent les biens et les moyens de subsistance jouent un rôle fondamental en permettant aux pauvres d'investir dans leur avenir et de prendre leur place dans la société.

Bien qu'il reste beaucoup à apprendre en la matière, les études et les projets menés par la Banque montrent que quatre éléments sont indissociables du succès lorsqu'on cherche à démarginaliser les pauvres et à augmenter leur liberté de choix : *l'accès à l'information*, afin que les pauvres puissent prendre des décisions en connaissance de cause, *la participation*, qui permet aux pauvres d'exprimer leur voix dans les programmes publics, *l'obligation* pour les responsables politiques et les institutions de rendre des comptes à leurs administrés, et *les capacités d'organisation locales*, qui permettent aux institutions publiques de fonctionner correctement. La réunion de ces quatre éléments est propre à engendrer une société informée capable de contribuer au programme de développement de son pays.

Démarginaliser les pauvres, investir dans les hommes est une étape incontournable si l'on veut atteindre les objectifs de développement pour le Millénaire (ODM), en particulier ceux qui se rapportent à l'éducation, à l'égalité des sexes, à la santé et à l'environnement. Donner à chacun les moyens d'avoir un impact sur la fourniture des services à l'échelon local peut ouvrir la voie à la réalisation des ODM.

Concrètement, cela peut se traduire par la participation des populations locales au fonctionnement des écoles, par des groupes de santé locaux ou par des associations d'usagers de l'eau. Parce qu'elles favorisent la meilleure adéquation des services aux besoins des populations démunies, toutes ces démarches peuvent contribuer notablement à améliorer les conditions de vie des pauvres.

Dans beaucoup de communautés, le principal enjeu est *l'autonomisation des femmes*. L'expérience prouve en effet qu'en donnant plus de possibilités aux filles et aux femmes, non seulement on améliore leur position dans la société, mais aussi l'on accroît considérablement l'efficacité globale du développement. Les études montrent que l'instruction des mères a une incidence majeure sur la santé de leurs enfants et que, quand les femmes contrôlent davantage les revenus et les moyens de production de la famille ou leur transfert, c'est l'ensemble de la famille qui y gagne.

La stratégie de la Banque et le caractère plurisectoriel des objectifs de développement pour le Millénaire

Les deux pôles d'intervention qui définissent la stratégie de la Banque sont essentiels pour parvenir à réduire durablement la pauvreté et aider les pays à atteindre les objectifs fixés. Néanmoins, tous les pays clients n'ont pas les mêmes besoins. La plupart des pays à faible revenu s'efforcent en priorité de travailler avec la Banque pour atteindre les ODM, tandis que les clients à revenu intermédiaire recherchent plus souvent l'aide de la Banque pour améliorer le climat de l'investissement.

LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT POUR LE MILLÉNAIRE

LES ODM CONSTITUENT LE CADRE DE RÉFÉRENCE QUI GUIDE LE TRAVAIL DE LA BANQUE, EN PARTENARIAT AVEC D'AUTRES INSTITUTIONS INTERNATIONALES. ENSEMBLE D'OBJECTIFS CONCRETS DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ POUR LA PÉRIODE 1990-2015, ILS SONT LE FRUIT D'UN CONSENSUS MONDIAL SANS PRÉCÉDENT SUR CE QU'IL FAUT FAIRE POUR PARVENIR À RÉDUIRE DURABLEMENT LA PAUVRETÉ.



1. RÉDUIRE L'EXTRÊME PAUVRETÉ ET LA FAIM

Réduire de moitié le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté, et le nombre de personnes souffrant de la faim, d'ici 2015



2. ASSURER L'ÉDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS

Donner à tous les enfants les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires d'ici 2015



3. PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES

Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici 2005, et à tous les niveaux de l'enseignement d'ici 2015



4. RÉDUIRE LA MORTALITÉ INFANTILE

Réduire de deux tiers le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans d'ici 2015

Au cours de l'exercice 03, la Banque a analysé ses stratégies régionales et les demandes des pays, et mis à plat ses capacités et ses contraintes au regard des besoins associés aux objectifs de développement. Sachant que la réalisation de ces objectifs nécessite un ensemble d'actions touchant plusieurs secteurs, la Banque a commencé à ajuster ses programmes en conséquence, pour appuyer des activités dépassant le cadre de secteurs strictement définis comme la santé, l'éducation et l'environnement. Par exemple, bien que les infrastructures ne soient pas expressément mentionnées dans les ODM, il est absolument indispensable d'investir dans ce domaine pour atteindre les objectifs fixés : il faut des routes et de l'électricité pour pouvoir construire des écoles convenables qui permettent aux pays d'assurer l'éducation primaire pour tous, et aussi pour construire des établissements sanitaires de manière à réduire la mortalité infantile, améliorer la santé maternelle et traiter des maladies transmissibles telles que le VIH/SIDA. Il est également essentiel que les pauvres participent à la définition des besoins en infrastructures de leur pays.

La contribution que peut avoir la Banque elle-même à la réalisation d'un objectif de développement particulier doit

être identifiée de façon réaliste, en tenant compte des demandes exprimées par les clients, des possibilités qu'ils ont de travailler avec d'autres partenaires, des capacités financières et des ressources humaines de l'institution.

La Banque est consciente qu'il existe aussi des différences de moyens au sein de la communauté du développement dans son ensemble — aussi bien en termes de financement que de capacités — qui freinent la progression des pays vers les ODM. La collaboration entre pays en développement et pays développés peut faire beaucoup pour combler les écarts.

Afin de mieux définir sa propre contribution, la Banque a confronté ses engagements potentiels aux programmes de travail établis à l'initiative de ses clients, et travaille à mieux les aligner en renforçant la concertation entre les réseaux, les directeurs-pays et les clients. Cet examen aide à préciser en quoi la Banque peut contribuer à la réalisation des ODM.

Il est clair qu'une partie de ces objectifs ne pourront sans doute pas être atteints dans certains États si les pays en développement, les pays développés et l'ensemble de la communauté du développement ne redoublent pas d'efforts. La Banque s'efforce de dynamiser l'action concertée en faveur de ces pays, par le biais à la fois des Documents de

LES THÈMES INSCRITS DANS LES ODM NE SONT PAS NOUVEAUX POUR LA BANQUE. LE PREMIER — LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ — CONSTITUE SON OBJECTIF PRIMORDIAL DEPUIS DE NOMBREUSES ANNÉES. LA NOUVEAUTÉ TIENT DANS L'ACCENT MIS SUR LES RÉALISATIONS, SUR LA DÉFINITION D'OBJECTIFS QUANTITATIFS ASSORTIS D'UN CALENDRIER DE RÉALISATION, ET SUR LES OBLIGATIONS DES PAYS DÉVELOPPÉS DANS LE CADRE D'UN PARTENARIAT MONDIAL EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT.



5. AMÉLIORER LA SANTÉ MATERNELLE

Réduire de trois quarts le taux de mortalité maternelle d'ici 2015



6. COMBATTRE LE VIH/SIDA, LE PALUDISME ET D'AUTRES MALADIES

Stopper la propagation du VIH/SIDA, de la tuberculose et d'autres grandes maladies, et commencer à inverser la tendance actuelle, d'ici 2015



7. ASSURER UN ENVIRONNEMENT DURABLE

Réduire de moitié le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable d'ici 2015



8. METTRE EN PLACE UN PARTENARIAT MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT

Poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier multilatéral ouvert, fondé sur des règles, prévisible et non discriminatoire.

stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) qui donnent un cadre aux stratégies nationales de lutte contre la pauvreté, et des rapports de suivi qu'elle soumet au Comité du développement.

Assurer le suivi des politiques et des actions menées pour atteindre les objectifs de développement pour le Millénaire

À sa réunion de septembre 2002, le Comité du développement a annoncé son intention de procéder à un suivi régulier des politiques et des actions que doivent poursuivre les pays en développement et les pays développés pour atteindre les ODM, ainsi que les résultats associés. Il a demandé à la Banque et au Fonds monétaire international (FMI) de lui soumettre des propositions pour promouvoir cette opération, tout en reconnaissant le rôle que doit jouer l'Organisation des Nations Unies (ONU) dans le suivi de ces objectifs. En réponse à la demande du Comité, les services de la Banque et du FMI, en consultation avec ceux des Nations Unies, d'autres banques multilatérales de développement (BMD), de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation pour la coopération et le développement

économiques (OCDE), ont élaboré un cadre de suivi qu'ils ont entrepris d'appliquer dans une phase initiale.

Le dispositif proposé doit servir à rendre compte régulièrement au Comité du développement pour lui permettre d'évaluer de façon continue les progrès accomplis au plan de l'application des mesures prises et les domaines auxquels il importe de porter attention en priorité. Les rapports fournis seront étayés par une base de données publique, consultable sur le site *Development Gateway* (voir encadré 1.2), conçue pour faciliter un suivi transparent et donner aux pays la possibilité de comparer leurs performances à celles de pays de référence. Ce dispositif de suivi contribuera également à garantir que les partenaires de développement tiennent les engagements qu'ils prennent vis-à-vis des ODM. Les activités de suivi proposées ont été soumises au Comité du développement à sa réunion d'avril 2003 et accueillies, dans l'ensemble, favorablement par les ministres. Sur la base des recommandations de ces derniers, la Banque et le FMI mettent à présent en application le dispositif de suivi, en collaboration avec des organismes partenaires.

Résultats

Il n'est pas possible d'assurer un suivi efficace sans avoir les moyens de mesurer les résultats des actions menées.

Au cours de l'exercice 03, la Banque a élaboré dans ce domaine un plan d'action afin d'amener la direction à se préoccuper davantage des résultats obtenus. La problématique des résultats est évoquée plus en détail au chapitre 3.

DES PARTENARIATS POUR AMPLIFIER L'IMPACT DES ACTIONS EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT

Le partenariat est devenu un principe central du mode de fonctionnement de la Banque. Le fait de s'associer à des partenaires de la communauté internationale pour identifier les domaines dans lesquels chacun dispose d'un avantage comparatif permet d'amplifier l'effet produit par chaque dollar consacré au développement. En examinant très attentivement ce qui donne ou non de bons résultats dans une situation donnée, on peut se baser sur les expériences concluantes pour lancer des projets adaptés qui donneront de meilleurs résultats. En même temps, du fait de l'importance croissante des partenariats dans le travail de la Banque, il faut veiller à ce que les nouveaux partenariats soient bien en phase avec les priorités de la Banque et avec les stratégies de développement nationales.

Partenariats institutionnels

La Banque travaille en partenariat avec d'autres institutions internationales parmi lesquelles le Fonds monétaire international, les Nations Unies, d'autres banques multilatérales de développement, l'OCDE, l'Union européenne (UE) et l'OMC.

Fonds monétaire international. Le FMI est le principal allié institutionnel de la Banque, avec qui elle collabore sur un certain nombre d'initiatives de lutte contre la pauvreté. La Banque et le FMI ont encore renforcé leur coopération au cours de l'exercice 03. Chaque organisation se concentre sur les domaines dans lesquels elle a un avantage comparatif : le FMI est chargé du dialogue avec les autorités nationales sur les questions macroéconomiques, tandis que la Banque mondiale s'occupe des questions sociales et structurelles.

Pendant l'exercice 03, les Administrateurs des deux institutions ont non seulement poursuivi leurs opérations d'allègement de la dette des pays admissibles dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), mais aussi déterminé que deux PPTE avaient atteint le point d'achèvement. Les Administrateurs de la Banque ont également examiné le rapport d'avancement intitulé

Strengthening IMF—World Bank Collaboration on Country Programs and Conditionality—Progress Report.

Le FMI et la Banque mondiale ont travaillé en étroite collaboration au cours de l'exercice 03 dans le cadre du dispositif DSRP ciblé sur les pays à faible revenu avec l'appui de la Facilité du FMI pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance, afin de soutenir les stratégies-pays communes et de concentrer leurs efforts sur leurs domaines de compétence respectifs. Par ailleurs, ils se sont davantage efforcés d'améliorer la coordination de leurs activités concernant les pays à revenu intermédiaire en faisant participer les services des deux institutions à des consultations sur les nouvelles questions structurelles qui ressortent des programmes nationaux.

La Banque et le FMI ont deux autres programmes conjoints : le Programme d'évaluation du secteur financier et l'initiative relative aux Rapports sur l'observation des normes et codes (ROSC). En mars 2003, les Administrateurs de la Banque et du FMI ont examiné les documents préparés conjointement par les deux institutions et discuté de ces deux programmes.

Organisation des Nations Unies. La Banque et l'Organisation des Nations Unies sont déterminées à mettre en œuvre le cadre de développement qui a été défini par la communauté internationale et accepté par tous. La Banque a établi des relations étroites avec les institutions spécialisées, les programmes et les fonds du système des Nations Unies.

Pendant l'exercice 03, la Banque et l'ONU, qui se sont engagées à adopter une démarche concertée pour aider les pays à élaborer leurs stratégies nationales de lutte contre la pauvreté, ont enregistré certains progrès. Elles ont notamment cherché à identifier les complémentarités existant entre les ODM et le processus DSRP. La Banque et le Groupe des Nations Unies pour le développement ont entretenu un dialogue ouvert sur l'harmonisation des politiques, des procédures et des pratiques (voir encadré 1.1). Aujourd'hui, priorité est donnée à l'amélioration de l'efficacité de l'aide et au renforcement de l'adhésion des pays.

La Banque a appuyé le processus parallèle mis en place au niveau intergouvernemental. Lors des réunions tenues par le Comité du développement de la Banque en 2002, les ministres ont demandé que le suivi mondial des actions et politiques menées en vue d'atteindre les ODM fasse l'objet d'une plus grande attention. De nombreux hauts responsables de la Banque participent au dialogue instauré entre la Banque et les Nations Unies sur ces questions, un dialogue qui permet de mieux comprendre les fonctions et

ENCADRÉ 1.1 HARMONISATION

Après avoir organisé une table ronde sur les moyens de mesurer, suivre et gérer les résultats de l'aide au développement, les BMD ont poursuivi leurs consultations sur les résultats obtenus au plan du développement. En février 2003, elles ont parrainé, avec le CAD de l'OCDE, un forum international sur l'harmonisation des politiques, des procédures et des pratiques en vue d'améliorer l'efficacité de l'aide au développement. Les principaux bailleurs de fonds internationaux (bilatéraux et multilatéraux) et près de trente pays en développement ont envoyé des représentants de haut niveau à cette conférence, qui a été accueillie à Rome par l'État italien. Le document de clôture « Déclaration de Rome sur l'harmonisation » représente le manifeste le plus exhaustif jamais prononcé sur l'harmonisation par la communauté internationale. (Voir le site www.worldbank.org.) Cette déclaration définit un programme de travail ambitieux visant à garantir que les efforts d'harmonisation soient adaptés à chaque contexte national et que l'aide des donateurs corresponde aux priorités du bénéficiaire, à élargir les actions menées par les pays pour rationaliser les procédures et les pratiques des bailleurs de fonds, notamment par le renforcement de la coopération technique axée sur la demande, à examiner et identifier les moyens d'adapter les politiques, les procédures et les pratiques des institutions et des pays pour faciliter

attributions de chaque partie dans le programme de développement.

Les dimensions politiques, sociales, économiques et internationales des conflits sont de plus en plus complexes et compromettent la capacité des pays à avancer en direction des ODM. Les Nations Unies et la Banque ont forgé un étroit partenariat et s'efforcent de coopérer encore plus, entre elles et avec les principales parties prenantes, pendant les conflits et durant toutes les phases de reconstruction post-conflit.

Banques multilatérales de développement. La Banque et les autres banques multilatérales de développement (BMD) telles que la Banque africaine de développement (voir le site www.AfDB.org), la Banque asiatique de développement (www.ADB.org), la Banque interaméricaine de développement (www.IADB.org), la Banque européenne de reconstruction et de développement (www.EBRD.com) et la Banque islamique de développement (www.ISDB.org) ont continué de travailler en étroite collaboration. Celle-ci s'est,

l'harmonisation, et à mettre en application de façon progressive les principes et critères de bonnes pratiques en matière de développement formulés par les banques multilatérales de développement et le CAD de l'OCDE pour servir de base à l'harmonisation des politiques, des procédures et des pratiques des bailleurs de fonds et des pays partenaires.

Des progrès importants ont aussi été réalisés en ce qui concerne la formulation de principes ou normes concertés pour les études environnementales, les évaluations, la gestion financière, la préparation de rapports et la passation des marchés. Ces importants documents de référence internationaux seront utiles au travail d'harmonisation mené au niveau des pays. La coordination des activités opérationnelles, essentiellement sur la base des DSRP, a également été améliorée, notamment dans les stratégies d'aide-pays (CAS).

Les efforts d'harmonisation visent maintenant l'exécution des programmes dans les pays. S'appuyant sur trois projets pilotes officiels appuyés par la Banque (en Éthiopie, à la Jamaïque et au Viet Nam), 14 autres pays partenaires ont engagé un travail d'harmonisation conduit par les autorités nationales (Bangladesh, Bolivie, Cambodge, Honduras, Îles du Pacifique, Kenya, Maroc, Nicaragua, Niger, Philippines, République kirghize, Sénégal, Tanzanie et Zambie).

en outre, notablement renforcée dans plusieurs domaines ainsi qu'il apparaît dans le rapport conjoint *Recent Progress in Cooperation among Multilateral Development Banks*.

Suite à leur déclaration conjointe sur l'efficacité de l'aide au développement prononcée à la Conférence internationale de Monterrey sur le financement du développement en 2002, les présidents des BMD se sont consultés périodiquement sur les questions opérationnelles et de politique générale, en se penchant particulièrement sur les incertitudes mondiales et régionales auxquelles sont confrontées plusieurs de ces banques et sur les moyens de renforcer encore le système des banques multilatérales de développement. Afin d'informer les actionnaires des BMD des progrès considérables réalisés en matière de coopération ces dernières années, ils ont communiqué à tous les administrateurs et gouverneurs des BMD un document faisant l'état de la situation en ce domaine (*Update on Progress in MDB Cooperation*). Lors de la Journée internationale de la femme, les présidents des BMD et le directeur général du FMI ont publié une

déclaration commune sur l'importance de la parité hommes-femmes dans les opérations auxquelles participent les BMD et le FMI, et au sein même de ces institutions.

Organisation pour la coopération et le développement économiques et Comité d'aide au développement. Le partenariat de la Banque et de l'OCDE s'est encore resserré en mai 2000 avec la signature, par les dirigeants des deux institutions, d'une déclaration conjointe de coopération. Depuis lors, la Banque et l'OCDE ont mis en place des points de contact bien définis pour une collaboration effective.

La Banque et l'OCDE travaillent ensemble sur le programme de travail du CAD de l'OCDE afin d'organiser l'appui des bailleurs de fonds au Cadre de développement intégré et aux DSRP, de mettre davantage l'accent sur les résultats, de mieux harmoniser les politiques et les pratiques des donateurs, et de remédier aux problèmes des pays à faible revenu en difficulté.

Des efforts systématiques sont par ailleurs déployés pour renforcer la collaboration sur les questions qui ne figurent pas à l'ordre du jour du CAD. Les priorités comprennent la conduite des affaires publiques et la gestion du secteur public, la politique et l'administration fiscales, les échanges, le gouvernement d'entreprise, le développement durable, l'agriculture et l'économie du savoir. La Banque et l'OCDE, avec le FMI, ont également lancé un « Dialogue fiscal international » qui doit permettre de partager les expériences et de favoriser la communication multilatérale sur les systèmes fiscaux.

En plus de ces travaux, la Banque collabore avec l'OCDE dans des pays où les deux institutions sont présentes. Il s'agit de pays en développement membres de l'OCDE comme le Mexique et la Turquie, de pays candidats à l'UE, et de pays non-membres plus particulièrement suivis par l'OCDE, à savoir le Brésil, la Chine et la Russie. Ces actions ont permis à la Banque et à l'OCDE d'éviter les doubles emplois et de mettre en synergie leurs travaux respectifs.

Union européenne. L'Union européenne est un partenaire naturel pour le Groupe de la Banque mondiale. Son programme d'aide multilatérale, géré par la Commission européenne, est le troisième en importance à l'échelle mondiale.

L'UE fournit 55 % de l'aide publique au développement dans le monde — plus de 26 milliards de dollars en 2001 — et est le premier partenaire commercial du monde en développement, dont elle absorbe 21 % des exportations et avec lequel elle a conclu des accords préférentiels. L'UE, qui doit accueillir 10 nouveaux États membres — soit

100 millions de personnes — en 2004, œuvre en faveur des réformes politiques et économiques et de la réduction de la pauvreté dans le monde, en particulier dans les régions voisines telles que le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, avec lesquelles elle entretient des rapports actifs en matière de commerce, d'investissement et d'immigration.

La collaboration entre l'UE et le Groupe de la Banque mondiale s'est étendue sur de nombreux fronts ces dernières années, notamment celui des DSRP, de l'Initiative PPTTE, de la reconstruction post-conflit dans les Balkans et en Afghanistan, et du Partenariat stratégique avec l'Afrique, ainsi que dans le dialogue sur l'action publique relative au commerce et au développement.

Organisation mondiale du commerce. Le renforcement des capacités de la Banque en matière de commerce et la création du nouveau Département du Commerce ont permis d'élargir le partenariat avec l'OMC dans l'optique commune d'encourager le libre-échange et de stimuler le développement. À la suite d'une visite du Président de la Banque mondiale à l'OMC, une stratégie de collaboration entre les deux institutions a été élaborée selon les grands axes suivants : a) coopération pour diffuser le savoir et les études de politique générale, b) collaboration pour la mise en œuvre du Cadre intégré pour l'assistance technique en faveur des pays les moins avancés, c) coopération dans le domaine de la formation et du renforcement des capacités en matière de commerce assurés par l'Institut de la Banque mondiale (WBI) et l'OMC, et d) coopération pour la promotion d'un dialogue mondial renforcé sur le commerce et le développement.

Société civile mondiale

Au-delà des partenariats qu'elle a forgés avec différentes institutions, la Banque entretient des relations avec l'ensemble de la société civile, avec des fondations privées, des parlementaires et le secteur privé dans le monde entier.

Société civile. L'émergence et l'accroissement de l'influence de la société civile au cours des deux dernières décennies constituent l'une des évolutions les plus remarquables du développement international. La Banque mondiale est consciente que la société civile a un rôle particulièrement important à jouer pour faire entendre la voix des plus pauvres, demander des comptes aux autorités et aux décideurs, et améliorer l'efficacité et la durabilité du développement. À l'heure actuelle, la Banque consulte et collabore avec des milliers d'organisations de la société civile de par le monde, notamment des organisations communautaires et des associations de populations

ENCADRÉ 1.2 LA FONDATION DEVELOPMENT GATEWAY

Cette Fondation a pour mission de lutter contre la pauvreté et de promouvoir un développement durable grâce à l'utilisation des technologies de l'information et des communications (TIC). En tant que membre fondateur, le Groupe de la Banque mondiale est représenté au conseil d'administration de la Fondation par son Président, James D. Wolfensohn, son Directeur général, Mamphela Ramphele, et son Vice-président et chef des services d'information, Mohamed Muhsin. Alan Rossi a été nommé Directeur général de la Fondation en décembre 2002.

Les principaux objectifs de la Fondation sont les suivants :

- *Améliorer la transparence dans le secteur public.* Pour favoriser la transparence et l'efficacité des services gouvernementaux, le dgMarket mondial en ligne propose aux partenaires et aux autorités des pays en développement des solutions clés en main de soumissionnement par voie électronique. La Fondation et le Gouvernement italien ont créé un programme d'administration électronique qui va permettre de déployer rapidement des applications dans ce domaine.
- *Augmenter l'efficacité de l'aide.* La base de données AiDA (Informations accessibles sur les activités de développement) est la plus importante source

autochtones, des syndicats, des groupes confessionnels et des fondations.

La Banque mondiale entretient trois types de rapports avec ces organisations. Tout d'abord, elle *facilite* le dialogue et le partenariat entre la société civile et les pouvoirs publics en fournissant des ressources, des formations et un appui technique, souvent en organisant des rencontres, comme elle l'a fait dans le cadre du processus de formulation des DSRP nationaux engagé aujourd'hui dans plus de 40 pays en développement. En second lieu, la Banque *consulte* les organisations de la société civile sur les problèmes, les politiques et les programmes, en écoutant leur point de vue et en les invitant à faire des suggestions. Au cours de l'exercice 03, la Banque a organisé des consultations mondiales avec la société civile sur la politique de prêts d'ajustement et sur les investissements dans l'industrie extractive, ainsi que sur le nouveau « Rapport sur le développement dans le monde 2004 » qui est consacré à la fourniture des services de base. Troisièmement, la Banque est

d'information sur les projets de développement au monde pouvant être consultée en ligne. Le portail Development Gateway de la Fondation offre une plateforme d'échange d'idées et de coordination d'activités axées sur les grands problèmes mondiaux.

- *Développer le partage du savoir.* Le portail Development Gateway est la principale source d'information sur les questions de développement durable et de lutte contre la pauvreté. Pour promouvoir l'échange d'informations, le portail crée des communautés interactives autour de thèmes clés du développement. Le Forum annuel Development Gateway organisé par la Fondation rassemble des dirigeants du monde entier pour partager les expériences et améliorer l'impact de l'aide au développement.
- *Autonomiser les populations locales.* Les 44 passerelles nationales du réseau de la Fondation sont des initiatives partenariales gérées localement, qui poursuivent la mission de la Fondation au niveau national. Le portail Development Gateway peut offrir des plates-formes de dialogue entre organisations de différents pays. Le dgMarket comprend des portails nationaux de passation de marché dans les langues locales, qui diffusent des appels d'offres susceptibles d'intéresser les entreprises du pays.

partenaire des organisations de la société civile dans la mesure où elle passe contrat pour des services d'assistance technique et de formation, elle finance des initiatives de la société civile et elle administre des programmes conjoints. Par exemple, le Programme d'élimination des stocks africains de pesticides périmés a été lancé récemment par des gouvernements, des organisations de la société civile et des organismes donateurs pour décontaminer et éliminer en toute sécurité tous ces stocks, et mettre au point des mesures préventives pour éviter l'accumulation de nouveaux stocks à l'avenir. La participation des organisations de la société civile dans les projets financés par la Banque n'a cessé d'augmenter depuis une douzaine d'années : alors qu'elle s'établissait à 21 % du nombre total de projets pendant l'exercice 90, cette participation était évaluée à 71 % au cours de l'exercice 03.

Les partenariats de la Banque avec des groupes confessionnels ne cessent d'évoluer pour se développer et se resserrer encore dans un vaste éventail de domaines, notamment la lutte contre le VIH/SIDA, l'éducation, la

santé, la résolution des conflits et la parité hommes-femmes. La Banque entretient un dialogue avec un réseau mondial de responsables de groupes confessionnels et interconfessionnels, notamment le World Faiths Development Dialogue (www.wfdd.org.uk), le Conseil œcuménique des églises et la Conférence mondiale des religions pour la paix. En octobre 2002, le Président de la Banque mondiale et l'Archevêque de Canterbury ont réuni à Canterbury (Angleterre) des dirigeants d'organismes spirituels et de développement du monde pour débattre des défis posés par la lutte contre la pauvreté, la mondialisation et la justice sociale, en mettant l'accent particulièrement sur les ODM. Cette réunion a rassemblé des responsables venant d'horizons très divers : organismes de développement, grandes confessions du monde, secteur des affaires, fondations et monde des arts.

Le dialogue avec la société civile et les relations avec le mouvement syndical international se sont systématiquement améliorés au cours des dernières années. Durant l'exercice, la Banque et le FMI ont arrêté un programme de travail conjoint avec la Confédération internationale des syndicats libres et la Confédération mondiale du travail, qui a donné lieu à une réunion des principaux dirigeants de la Banque et du FMI et des responsables syndicaux en octobre 2002, à des projets de recherche communs et à des échanges de personnel (voir le site www.worldbank.org/civilsociety).

Fondations. La Banque travaille en partenariat avec des fondations pour renforcer l'impact sur le développement de l'aide fournie à ses pays membres. Ces partenariats contribuent à mobiliser des ressources techniques et financières externes et à identifier des modes de travail inédits, dont la Banque peut ensuite tirer profit. (voir aussi l'encadré 1.2 « La Fondation Development Gateway ».)

Au niveau des pays, les partenariats établis entre la Banque et des fondations telles que Ford, Gulbenkian, Hewlett, MacArthur, Mott, Packard, Rockefeller, Soros et Eurasia aident à promouvoir le processus DSRP, appuient des initiatives thématiques complétant les efforts en direction des ODM et parrainent la participation des organisations de la société civile dans des consultations de la Banque comme celles tenues pour le « Rapport sur le développement dans le monde ». Une nouvelle initiative créée avec les fondations Ford et Mott et le Council on Foundations va explorer le concept de fondation de proximité pour renforcer la capacité des populations locales à promouvoir un développement axé sur les collectivités dans les pays clients de la Banque.

Aux niveaux régional et mondial, la Fondation Bill and Melinda Gates, le Rotary International, la Fondation pour les

Nations Unies et la Banque mondiale parrainent une action financière originale qui consiste à acquérir des vaccins contre la polio au moyen de crédits de l'IDA convertis en dons dans l'optique d'une éradication mondiale de la polio d'ici 2005 (voir aussi « Faits marquants de l'exercice 03 », au chapitre 2, et « Valorisation des ressources humaines », au chapitre 4).

Parlementaires. Le PNoWB (Réseau parlementaire sur la Banque mondiale) est une association indépendante qui regroupe plus de 400 parlementaires de quelque 60 pays développés et en développement. Créé en 2000 par un petit groupe de parlementaires européens, son but est d'accroître leur contribution au développement international et à la réduction de la pauvreté. Le PNoWB a notamment mis en place une mission de veille parlementaire destinée à promouvoir et suivre les actions ciblées sur les ODM, établi un programme de visites de terrain, et créé un comité spécial sur le VIH/SIDA. Son assemblée annuelle est devenue une vaste tribune d'échanges sur les questions du développement entre les parlementaires eux-mêmes, et entre les parlementaires et la Banque (voir le site www.pnowb.org).

Secteur privé. Les sociétés privées sont de plus en plus nombreuses à adhérer aux principes de la responsabilité sociale des entreprises, qui préconisent des pratiques commerciales ouvertes et transparentes répondant ou dépassant les attentes de la société sur le plan éthique, juridique, commercial et public. Dans le même temps, le Groupe de la Banque mondiale travaille à renforcer ses relations avec le secteur privé pour accroître les flux de capitaux privés, améliorer les conditions dont ils sont assortis et faire en sorte qu'ils profitent davantage aux pauvres. Différents services du Groupe de la Banque mondiale mettent aujourd'hui en place des relations partenariales avec des entreprises privées afin d'optimiser les gains en termes de développement, tout en reconnaissant la nécessité pour les sociétés participantes de maximiser leurs propres bénéfices commerciaux. Ce ne sont pas les initiatives isolées qui produisent les meilleurs résultats mais les efforts qui s'inscrivent dans des actions plus larges du Groupe de la Banque mondiale, qu'il s'agisse de programmes mondiaux ou régionaux ou d'actions au niveau des pays. Ce rapprochement avec les activités opérationnelles de l'institution, conjugué à une correspondance plus étroite entre les objectifs des différents partenaires, permet d'augmenter à la fois l'impact sur le développement et les bénéfices des entreprises.

En Angola par exemple, le Groupe de la Banque mondiale étudie les moyens de concilier des activités axées sur le développement du contenu local, la transparence des

revenus et le développement social dans le secteur pétrolier, avec les priorités du secteur public dans le contexte de l'après-guerre. Il s'agit d'un projet réunissant l'équipe de la Banque chargée de l'Angola, le Fundo de Apoio Social, la Division du pétrole et du gaz du Groupe de la Banque et le service de conseil de la Banque sur la responsabilité sociale des entreprises. Le Groupe de la Banque mondiale travaille avec la société civile, les grandes compagnies pétrolières nationales et des organisations multinationales actives en Angola, et avec les ministères angolais du Pétrole et du Plan.

Des partenariats mondiaux

La Banque participe également à des programmes d'action mondiaux, complémentaires de l'aide qu'elle apporte directement aux pays. Ces programmes sont ciblés sur des problèmes récents ou nouveaux tels que la dégradation de l'environnement, la propagation des maladies transmissibles, l'instabilité financière et l'insécurité internationale. Ils nécessitent une action internationale concertée pour venir appuyer les mesures prises aux niveaux national et local. Les programmes mondiaux concernent tous les pays clients et sont une composante essentielle des opérations de la Banque. Conformément à son mandat, la Banque participe aux programmes et partenariats mondiaux si une action planétaire peut compléter et renforcer les programmes nationaux et si la Banque a la possibilité de s'associer à des partenaires pour fournir des biens publics ne pouvant être générés par un seul pays. Pour amplifier cet effort, la Banque intervient dans des programmes nationaux qui constituent un complément indispensable à l'action mondiale. C'est le cas en particulier dans le domaine des maladies transmissibles : des programmes ciblés sur le VIH/SIDA, le paludisme, la tuberculose et la polio sont en cours dans de nombreux pays, renforçant ainsi l'action menée au niveau mondial. La Banque est impliquée à titre de membre fondateur, bailleur de fonds, administrateur ou participant dans 70 programmes mondiaux, dont la majorité ont été mis en place il y a moins de 5 ans — même si 12 programmes sur 70 existent depuis 10 à 30 ans.

La Banque est ainsi partenaire, entre autres, du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR), de partenariats dans le domaine de l'énergie, du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et d'autres partenariats en rapport avec l'environnement, mais aussi d'actions mondiales menées dans le domaine de la santé, de la nutrition et de la population, des réseaux de savoir et du développement urbain.

Recherche agricole. Le CGIAR est une alliance stratégique qui réunit des pays, des organisations internationales et



Un objectif important du Réseau Environnement de la Banque est de veiller à ce que les actions entreprises aujourd'hui pour promouvoir le développement et combattre la pauvreté n'entraînent pas à l'avenir une dégradation de l'environnement et une plus grande pauvreté

régionales et des fondations privées, et assure un appui à 16 centres de recherche agricole internationale travaillant avec des systèmes nationaux de recherche agricole, le secteur privé et la société civile. Cette alliance fait appel à la science agricole pour lutter contre la pauvreté, accroître le bien-être des populations, promouvoir la croissance agricole et protéger l'environnement. Les scientifiques du CGIAR mettent au point des technologies améliorées dans chaque domaine crucial du secteur agricole, notamment l'agroforesterie, la diversité biologique, les cultures alimentaires, fourragères et arbustives, la pêche, l'industrie forestière, l'élevage et les politiques alimentaires. Ils renforcent également les services de recherche agricole. Les avantages procurés par la recherche en termes de biens publics sont très importants : les spécialistes du CGIAR fournissent des semences et une assistance technique en Afghanistan pour relancer l'agriculture, le programme Nouveaux riz pour l'Afrique (NERICA) stimule la production agricole et fait augmenter les revenus des fermiers en Afrique subsaharienne, et de nouvelles techniques accroissent la production de riz et de poisson en Asie. Des « programmes pionniers » sont mis en place pour remédier à différents problèmes d'envergure mondiale, comme les carences en oligoéléments ou la pénurie d'eau. Les scientifiques du CGIAR ont remporté le Prix mondial de l'alimentation trois années consécutives (voir le site www.cgiar.org). Au cours de l'exercice 03, le Département de l'évaluation des opérations a présenté aux

Administrateurs un rapport spécial sur le CGIAR, dont les conclusions sont examinées au chapitre 3.

Énergie. Les membres du Partenariat de la Banque pour la réduction du torchage de gaz se sont rendus dans les pays clients et chez les entreprises concernées pour préciser les modalités de leur coopération et identifier les solutions pratiques et économiques qui permettraient de lever les obstacles actuels aux investissements dans la réduction du torchage. La première réunion du comité de pilotage, qui s'est tenue en décembre 2002, a abouti à l'adoption d'un programme de travail et d'un budget sur trois ans.

Les premiers membres de ce partenariat (la Banque, Shell, BP, la société algérienne Sonatrach et les gouvernements équatorien, nigérian et norvégien) ont été rejoints depuis par l'Angola, le Cameroun et les États-Unis, ainsi que par Chevron Texaco et TotalFinaElf.

Le Partenariat mondial pour l'énergie dans les villages s'efforce d'améliorer la fourniture de services énergétiques modernes aux populations jusque-là non ou mal desservies. Il est administré par le Programme d'assistance à la gestion du secteur énergétique, un programme conjoint du Programme des Nations Unies pour le développement et de la Banque mondiale. Aujourd'hui, 150 organisations ont adhéré à la déclaration de principes associée au partenariat. De BP Solar à la République unie de Tanzanie, ces organisations représentent un large éventail de parties impliquées dans la fourniture de services énergétiques modernes. Pendant l'exercice 03, le secrétariat technique du partenariat a coordonné des ateliers régionaux sur l'énergie et la pauvreté à Addis-Abeba et à Dakar, qui ont accueilli des délégations de 13 pays différents, et il prévoit d'organiser des ateliers au Ghana, en Ouganda, en Tanzanie et en Zambie afin de prolonger le travail en élaborant et en coordonnant de nouvelles stratégies pour améliorer l'accès à l'énergie.

Environnement. Le concours de la Banque mondiale compte pour beaucoup dans le succès du Fonds pour l'environnement mondial, partenariat dynamique qui mobilise des fonds multilatéraux au profit des pays en développement au titre de projets intéressants en termes de partenariat local et mondial. Le FEM appuie des actions visant à préserver la diversité biologique, réduire les risques liés à l'évolution du climat, protéger la couche d'ozone, lutter contre la pollution des eaux internationales et la dégradation des sols, et éliminer progressivement les polluants organiques toxiques.

Depuis sa création en 1991, le FEM a obtenu des résultats remarquables sur plusieurs grands fronts écologiques mondiaux, comme la réduction notable des substances

appauvrissant la couche d'ozone en Europe orientale et en Asie centrale, la lutte contre le déboisement et la désertification en Afrique subsaharienne, ou la fourniture d'énergies renouvelables aux populations des pays en développement éloignées des réseaux d'électricité existants.

En sa qualité d'Agent d'exécution du FEM, la Banque aide ses pays clients à préparer et superviser les projets de ce Fonds. Plus de 370 projets Banque-FEM, dont certains conduits en coopération avec les deux autres Agents d'exécution, sont en cours dans 129 pays. Ils sont financés à hauteur de 2,7 milliards de dollars par des subventions du FEM et reçoivent en outre plus de 12,2 milliards de dollars de financements de partenaires publics et privés. Le Secrétariat du FEM, assuré par la Banque, joue un rôle essentiel dans la gestion des projets Banque-FEM.

La Banque est également l'Administrateur de la Caisse du FEM et fournit un appui administratif au Secrétariat de ce Fonds (voir les sites www.theGEF.org ou www.worldbank.org/gef).

Le Fonds fiduciaire pour le développement écologiquement et socialement durable (www.worldbank.org/tfessd) représente un nouveau type de partenariat entre les bailleurs de fonds participants et la Banque. Il fournit des ressources sous forme de don au titre de projets de la Banque mondiale qui intègrent les différentes dimensions du développement durable : environnement, composante sociale et lutte contre la pauvreté.

Lors du Sommet mondial pour le développement durable qui s'est tenu pendant l'exercice 03, la Banque mondiale a lancé un nouveau fonds carbone : le Fonds pour l'aide au développement de proximité (www.communitycarbonfund.org). Ce partenariat entre la Banque mondiale et l'Association internationale pour l'échange de droits d'émission, qui devrait lever 100 millions de dollars, permettra de financer la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le cadre de projets de petite taille portant, par exemple, sur les énergies renouvelables locales et rurales, l'augmentation des rendements énergétiques, la conversion des déchets solides en énergie et l'agroforesterie dans les pays en développement. Il viendra compléter l'action du Fonds prototype pour le carbone (www.prototypecarbonfund.org).

Santé, nutrition et population. Il ne sera pas possible d'atteindre les ODM dans les domaines de la santé, de la nutrition et de la population sans partenariats. La réduction de la mortalité infantile est au cœur du travail de l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination, qui gère un fonds de 12 milliards de dollars pour élargir l'accès aux

ENCADRÉ 1.3 LA SUISSE ET L'INSTITUT DE LA BANQUE MONDIALE COLLABORENT DANS LE DOMAINE DU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

La Direction suisse du développement et de la coopération et le WBI ont formé un partenariat axé sur le renforcement des capacités qui permet au WBI de bénéficier des avantages comparatifs de la Direction et des institutions techniques suisses. Les 3,5 millions de francs suisses engagés sur trois ans dans le cadre de ce partenariat serviront à appuyer la décentralisation budgétaire, le développement durable et l'autonomisation des populations locales. Le WBI profite des compétences du personnel de la Direction basé en Suisse et dans les bureaux locaux, et a accès aux moyens dont disposent des universités et des organisations de la société civile suisses.

vaccins dans 64 pays. L'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition a pour mission de réduire les carences en oligoéléments. L'amélioration de la santé maternelle est un objectif fondamental de partenariats tels que l'Initiative pour la nutrition des femmes, qui vise à améliorer la nutrition pendant tout le cycle de vie, ou encore du Programme spécial de recherche, de développement et de formation à la recherche en reproduction humaine, qui veille depuis 30 ans à la sécurité des contraceptifs les plus utilisés. Enfin, parce qu'il est essentiel de disposer de données fiables pour suivre la réalisation des ODM, des partenariats tels que INDEPTH (le réseau international de sites de terrain dans les pays en développement qui suit en permanence la situation démographique des populations et leur état de santé) contribuent à améliorer le volume et la périodicité des informations sur les maladies et la santé, en particulier sur la nutrition et la santé génésique, qui peuvent être communiquées notamment aux responsables politiques.

La Banque joue un rôle majeur dans l'organisation de la réponse planétaire à l'épidémie de VIH/SIDA puisqu'elle est l'une des huit entités coparrainantes du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA. Au cours des exercices 02 et 03, la Banque mondiale a présidé le Comité des organisations coparrainantes du groupe. Avec ces coparrains et les gouvernements nationaux, entre autres, la Banque travaille activement à améliorer la qualité du suivi et de l'évaluation des projets et des programmes relatifs au sida au niveau des pays (voir le site www.worldbank.org/hiv aids).

En travaillant avec des partenaires du secteur privé, la Banque aide à accélérer et améliorer l'accès aux traitements

médicamenteux des personnes infectées par le VIH, par exemple à travers la Coalition internationale pour l'accès aux traitements contre le VIH (voir le site www.who.int).

La Banque a participé activement à la création du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (voir le site www.globalfundatm.org). Ce fonds est un partenariat indépendant entre le secteur public et le secteur privé, qui a pour l'instant engagé 1,5 milliard de dollars dans la lutte contre ces trois maladies. La Banque continue d'être impliquée dans deux autres partenariats de plus longue date : Halte à la tuberculose et Faire reculer le paludisme.

Avec le PNUD et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la Banque apporte son concours à la mise au point d'outils plus performants pour maîtriser d'autres maladies transmissibles comme la lèpre et la schistosomiase, par l'entremise du Programme de recherche sur les maladies tropicales.

Réseaux de savoirs. L'Institut de la Banque mondiale collabore avec différents organismes partenaires fournissant des financements, du contenu et des installations de formation pour appuyer des réseaux de savoirs. Ces réseaux améliorent la capacité des pays à mettre en œuvre les projets de développement. De plus en plus, des bailleurs de fonds tels que la Belgique, le Canada, l'Espagne, la Finlande, l'Irlande, l'Italie, les Pays-Bas et la Suisse prennent des engagements financiers pluriannuels et proposent des modes d'assistance inédits (voir l'encadré 1.3 « La Suisse et l'Institut de la Banque mondiale collaborent dans le domaine du renforcement des capacités »). Les partenariats amplifient l'impact de l'action de renforcement des capacités de l'institution. Aujourd'hui, le WBI a conclu des accords de partenariat officiels avec plus de 115 organismes, et des accords informels, avec 250 entités.

Développement urbain. L'Alliance pour l'avenir des villes est un partenariat mondial qui rassemble des villes et leurs partenaires de développement. Lancé en 1999 par la Banque mondiale et le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), l'Alliance pour l'avenir des villes comprend aujourd'hui 18 membres, dont tous les pays du Groupe des Sept, la Norvège, les Pays-Bas, la Suède, les quatre associations internationales de collectivités locales, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, et la Banque asiatique de développement.

L'Alliance s'est fixé deux axes de travail : tout d'abord, appuyer des stratégies globales de développement urbain pour les villes qui souhaitent revoir entièrement leurs modes de fonctionnement, et en second lieu, accompagner les villes et les pays qui entreprennent des programmes de réhabilitation des taudis au niveau communal et national.

ENCADRÉ 1.4 LE CADRE DE DÉVELOPPEMENT INTÉGRÉ, FONDEMENT DU TRAVAIL DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Le Cadre de développement intégré (CDI) forme la base du travail du Groupe de la Banque dans tous les pays. Dans les pays à faible revenu, les principes du CDI servent de fondement au DSRP du pays. Le CDI permet de combattre plus efficacement la pauvreté au niveau du pays en suivant quatre grands principes interdépendants : un programme de développement global sur le long terme, la large adhésion du pays qui aura identifié lui-même les priorités nationales, un partenariat beaucoup plus étroit, défini par le pays, entre les pouvoirs publics, la société civile, le secteur privé et les bailleurs de fonds pour la mise en œuvre de la stratégie nationale, et enfin l'évaluation transparente des résultats obtenus en termes de développement.

Au printemps 2003, une analyse portant sur 48 pays à faible revenu qui avaient préparé soit un DSRP, soit un DSRP-I a montré que, globalement, les principes du Cadre de développement intégré aidaient les pays à atteindre leurs objectifs de développement nationaux et à progresser vers les objectifs de développement pour le Millénaire. Pour augmenter le niveau d'adhésion national, les pays élargissent de plus en plus le cercle de parties prenantes consultées aux fins de la formulation des politiques et des stratégies. Toutefois, l'analyse montre également que cette consultation se fait parfois avec réticence et sans le suivi nécessaire. Il importe que les parlementaires et le secteur privé soient impliqués plus systématiquement dans cette démarche.

Le processus d'élaboration des DSRP aide les pays à mieux équilibrer leurs programmes institutionnel et socioéconomique, même s'il arrive encore fréquemment que les actions prévues dans les DSRP et le processus

budgétaire ne soient pas suffisamment bien alignés. Les partenaires externes prennent aujourd'hui davantage en compte les DSRP dans leurs opérations d'assistance, et plusieurs d'entre eux fournissent un appui au niveau des programmes. Un certain nombre d'initiatives d'harmonisation et de coordination sont en cours, mais les partenaires externes doivent faire beaucoup plus, en particulier au niveau institutionnel. Les principes du CDI exigent une nouvelle façon de travailler, à laquelle il convient d'adapter les compétences du personnel de la Banque et le système d'incitations qui lui est offert.

Pendant l'exercice 03, une série de tables rondes ont été organisées pour étudier la possibilité d'utiliser les principes du CDI dans les pays à revenu intermédiaire d'Amérique latine. Une autre table ronde, à laquelle ont participé des représentants des pouvoirs publics, du secteur privé et de la société civile, a été consacré à l'examen du CDI dans le contexte des pays africains touchés par un conflit. Un grand nombre de ces pays utilisent les principes du Cadre de développement intégré pour élaborer et mettre en œuvre des stratégies de développement nationales ciblées sur la croissance, la lutte contre la pauvreté et la justice sociale. Cet effort encourage le renforcement de la coopération, en particulier entre le secteur privé et les autorités locales, et place davantage l'accent sur la nécessité d'obtenir des résultats (voir www.worldbank.org/cdf).

Différents organismes d'aide bilatéraux et multilatéraux ont réalisé une évaluation conjointe du Cadre de développement intégré, qui a abouti en juin 2003 à la publication du document « Vers un développement impulsé par les pays : Évaluation multipartite du CDI ».

L'un des premiers résultats concrets de l'Alliance pour l'avenir des villes a été le plan d'action Villes sans taudis. L'Alliance agit au travers de ses membres et est aidée par un petit secrétariat basé à la Banque mondiale.

PRIVILÉGIER LES PRIORITÉS NATIONALES

Dans la mise en œuvre de sa stratégie, la Banque adapte son approche aux besoins particuliers de chaque pays. La stratégie d'aide-pays (CAS) est définie à partir de la vision qu'a le pays de son développement, d'un diagnostic solide des trains de mesures proposés, d'un programme élaboré par la Banque pour accompagner ce projet, et d'une approche axée sur les résultats (voir l'encadré 1.4 « Le Cadre de

développement intégré »). Cette optique se traduit par l'adoption de démarches différentes pour les pays à faible revenu, pour les pays à faible revenu en difficulté, et pour les pays à revenu intermédiaire.

La stratégie d'aide-pays

Fondée sur la connaissance du pays, la CAS est le programme stratégique qui guide les opérations du Groupe de la Banque dans un pays client. La CAS est élaborée en consultation avec les pouvoirs publics, les organisations de la société civile, les partenaires de développement et d'autres parties prenantes. Elle définit un programme de financement et de services de conseil et de diffusion de savoir qui est

fonction de la stratégie de développement nationale telle que définie dans un DSRP, le Cadre de développement intégré ou tout autre dispositif ayant l'adhésion du pays.

Pendant l'exercice 03, la Banque a aligné les CAS formulées pour les pays bénéficiaires de crédits de l'IDA sur les DSRP de ces pays. Les CAS pour l'Azerbaïdjan, l'Éthiopie, la Gambie, la Guinée, la Guyane, le Honduras, le Malawi, le Nicaragua, le Niger, la République kirghize, la République du Yémen, le Rwanda, le Sénégal, le Sri Lanka, le Tadjikistan et le Viet Nam ont été ainsi établies. Durant l'exercice, la Banque a également introduit un nouveau produit de type CAS, la Note de reprise d'un programme dans un pays (CRN), qui a pour objet d'appuyer l'action menée dans les pays à faible revenu en difficulté (LICUS).

Pendant l'exercice 03, le Conseil a examiné 41 produits de type CAS, notamment une fiche-pays/CRN pour Haïti, une CRN pour la Somalie, et 4 stratégies d'appui transitoire pour des pays sortant d'un conflit, à savoir l'Afghanistan, l'Angola, le Kosovo, et la Serbie-et-Monténégro (ex-République fédérale de Yougoslavie). Au cours de cet exercice, la Banque a préparé 15 documents de CAS en collaboration avec la Société financière internationale (SFI). Tous les produits CAS de l'exercice 03 ont été rendus publics ou sont sur le point de l'être.

Le troisième examen rétrospectif des CAS, mené à bien pendant l'exercice 03, a mis l'accent sur la nécessité d'intégrer davantage la dimension résultats dans les CAS. Il va falloir renforcer sensiblement les cadres de suivi et d'évaluation de manière à ce que les gouvernements et la Banque puissent évaluer périodiquement les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la stratégie, et mesurer au final les résultats obtenus. À cette fin, pendant l'exercice 03, la Banque a examiné la première CAS axée sur les résultats établie à titre d'opération pilote, qui concerne le Sri Lanka. Des projets pilotes donnent lieu à l'introduction d'un rapport d'achèvement de la CAS. Ce rapport, figurant en annexe à la CAS, présente une auto-évaluation détaillée en vue de son examen par le Département de l'évaluation des opérations de la Banque, lequel juge dans quelle mesure les résultats ont été atteints dans le cadre de la CAS précédente et en tire les leçons pour la stratégie suivante. L'expérience menée avec les CAS pilotes axées sur les résultats devrait faire l'objet d'une évaluation dans le courant de l'exercice 04.

Pays à faible revenu

La stratégie bipolaire de la Banque est particulièrement difficile à mettre en œuvre dans les pays à faible revenu, où est concentrée l'immense majorité des populations les plus pauvres du monde. Le climat de l'investissement dans ces pays n'est pas toujours de nature à favoriser une croissance durable, et le manque de ressources institutionnelles,

humaines et matérielles fait souvent obstacle à la participation des pauvres au développement.

Depuis la fin de l'année 1999, la Banque fournit son appui aux pays à faible revenu en utilisant un outil précieux, le DSRP. Celui-ci est un programme de travail global axé sur les résultats, préparé sur la base d'une large consultation de parties prenantes et de partenaires internes et externes. Il doit servir de cadre aux politiques intérieures et aux programmes intersectoriels de lutte contre la pauvreté, ainsi qu'à l'aide au développement. Le DSRP doit avoir l'adhésion du pays pour lequel il est préparé pour que les plans élaborés reflètent la situation et les besoins propres du pays en question. La Banque intervient activement en aidant les clients à renforcer le rôle des parties prenantes dans le processus DSRP. (Voir « Réduction de la pauvreté et gestion économique », au chapitre 4.) Elle encourage également les pays à tenir compte des ODM dans la préparation de leur document de stratégie en considérant les actions à mener sur différents plans pour atteindre ces objectifs. Cette approche permettra de garantir que les stratégies des pays intègrent les compromis nécessaires pour réaliser les ODM.

Parce que les DSRP exigent l'adhésion du pays et que le processus de rédaction peut être long et complexe, il a été décidé de préparer des DSRP intérimaires (DSRP-I), qui utilisent un format plus simple, pour éviter de retarder l'accès des pays pauvres aux financements concessionnels de l'IDA et aux allègements de la dette dans le cadre de l'Initiative PPTE. Les pays peuvent également obtenir une aide pour l'élaboration de leur stratégie de réduction de la pauvreté auprès du Fonds fiduciaire des stratégies de réduction de la pauvreté, qui a reçu une contribution initiale de 20 millions de dollars des Pays-Bas et du Japon. Ce fonds fiduciaire finance des dons pouvant aller jusqu'à 500 000 dollars.

L'aide fournie par l'IDA aux pays à faible revenu sur la base d'un DSRP peut revêtir la forme de crédits à l'appui de la réduction de la pauvreté, conçus pour soutenir les priorités définies par le pays pour combattre la pauvreté. Ces crédits privilégient le renforcement des institutions et des capacités gouvernementales, en particulier celles qui servent les pauvres. Au 30 juin 2003, les Administrateurs de la Banque mondiale avaient approuvé sept de ces crédits en faveur de sept pays. Une nouvelle disposition a été en outre adoptée, qui autorise l'affectation de ressources de l'IDA à des projets menés dans le cadre du secteur privé.

Pays à faible revenu en difficulté (LICUS)

Les financements accordés aujourd'hui étant généralement assortis de conditions de performance, la Banque et d'autres bailleurs de fonds ont constaté que les pays les plus pauvres étaient souvent laissés pour compte. Ils ont reconnu la

nécessité d'aider beaucoup plus activement les pays à faible revenu ayant les problèmes chroniques les plus graves en matière de politique publique et de gouvernance. En juin 2002, le Groupe d'étude sur les pays à faible revenu en difficulté a recommandé au Conseil des Administrateurs que la Banque travaille en étroite collaboration avec ses partenaires pour développer et affiner son travail d'analyse, investir dans le renforcement des capacités et identifier des types de projets novateurs permettant d'améliorer la gouvernance et d'assurer des services sociaux élémentaires dans ces pays.

La mise en œuvre des recommandations du Groupe d'étude, commencée au cours de l'exercice 03, est menée dans une optique nationale, chaque pays ayant des caractéristiques spécifiques et progressant à son propre rythme. Sept équipes-pays de la Banque se sont à ce jour proposées pour poursuivre une initiative LICUS dans le cadre de leurs activités de l'exercice 03, et d'autres les rejoindront pour l'exercice 04. Au niveau des pays, les principes de l'initiative en faveur des LICUS ont été intégrés aux CAS. C'est le cas, notamment, pour l'Angola avec un programme hautement sélectif portant sur la gestion des revenus issus des ressources naturelles, la démobilisation des combattants et l'action sociale de proximité ; Haïti avec des activités de reconstruction de la base de savoir et la reprise du dialogue bailleur de fonds-gouvernement ; la République centrafricaine avec la finalisation d'une mission multidonateur ; la Somalie avec des projets de démonstration pour la fourniture de biens publics ; le Soudan avec la poursuite du dialogue de politique générale et le renforcement des capacités pour appuyer le processus de paix, et le Tadjikistan avec des programmes sectoriels destinés à améliorer la conduite des affaires publiques en associant une gestion centralisée des finances publiques à la poursuite d'initiatives à l'échelon local.

Les partenariats contribuent de façon décisive au succès des actions menées dans les pays à faible revenu en difficulté. Des études ont montré que le moyen le plus efficace pour les partenaires de développement d'avoir un impact réel dans ces environnements difficiles et risqués était de travailler de concert aux réformes prioritaires. La Banque collabore avec le CAD de l'OCDE pour mettre sur pied un groupe de conseil et de développement des connaissances qui rassemble les bailleurs de fonds et les représentants des pays en développement pour échanger des idées et se faire part

des travaux de recherche et des enseignements tirés. Quatre des équipes-pays poursuivant la démarche adoptée à titre pilote pour les LICUS sont en train de mettre au point des stratégies communes avec le PNUD, et les trois autres travaillent en étroite collaboration avec des partenaires bilatéraux. Les sept équipes pilotes ont constaté qu'il était indispensable de renforcer le dialogue avec les partenaires de la Banque très tôt dans le processus d'élaboration des stratégies.

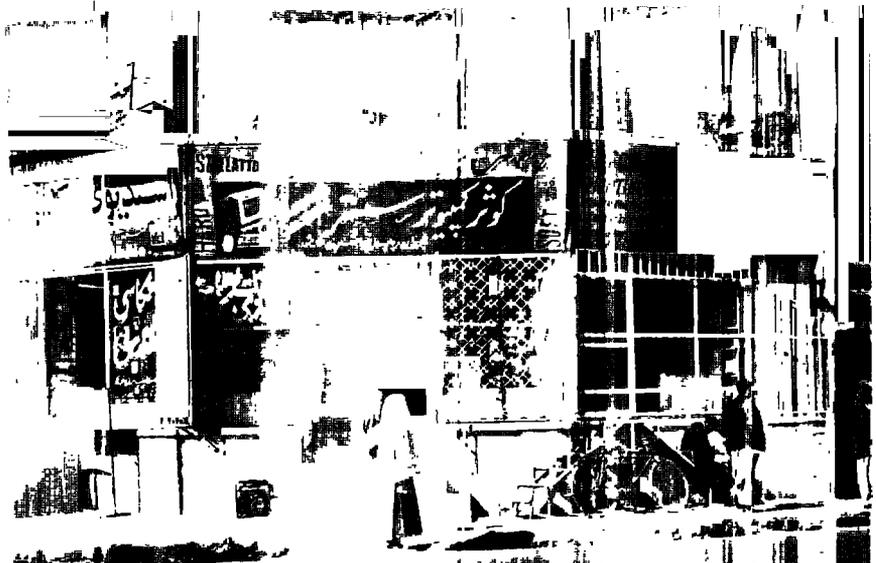
Pays à revenu intermédiaire

La pauvreté reste un enjeu de taille dans les pays à revenu intermédiaire, où vivent les trois quarts des pauvres du monde. Ces pays sont confrontés à des problèmes de développement majeurs et divers.

La Banque a ici plusieurs rôles déterminants à jouer, en aidant les gouvernements à mettre en place des réformes qui améliorent le climat de l'investissement, en appuyant la restructuration économique et en subvenant aux besoins d'investissement de ces pays tant que leur accès à des financements de longue durée reste limité, en les aidant à réduire les poches de pauvreté résiduelles et à atténuer leur vulnérabilité aux chocs économiques, et en soutenant les actions nationales susceptibles de promouvoir des biens publics mondiaux.

La Banque intervient également dans les pays à revenu intermédiaire pour encourager le développement du secteur privé, d'une part en aidant les pouvoirs publics à mener à bien des réformes fondamentales d'ouverture du marché qui rendent le pays plus attractif pour les investisseurs, et d'autre part en appuyant les réformes structurelles et sociales qui s'en suivent. À cette fin, la Banque emploie un certain nombre d'outils pour poursuivre un dialogue productif avec les pays et garder le contact avec les emprunteurs inactifs.

L'un de ces outils consiste à établir des rapports de diagnostic et à les utiliser de manière plus efficace pour mieux comprendre les priorités de développement d'un pays et les liens et implications intersectoriels de la lutte contre la pauvreté. Par ailleurs, la Banque propose des garanties partielles du risque de crédit ou des risques souverains pour mobiliser des capitaux privés au titre de projets individuels. L'aide de la Banque au développement du secteur financier exploite la complémentarité des rôles de la BIRD, de la SFI et de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA).



Chapitre 2

**Vue d'ensemble des activités
de la Banque mondiale
pendant l'exercice 03**



FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 03

- **Les prêts de la BIRD** ont atteint un total de 11,2 milliards de dollars cette année. L'enveloppe substantielle de 5,7 milliards de dollars en faveur de l'Amérique latine explique en bonne partie ce résultat. **Les engagements de l'IDA** se sont élevés à 7,3 milliards de dollars, montant qui n'a été dépassé que deux fois dans l'histoire de l'Association, et la région Afrique en a été la principale bénéficiaire avec 3,7 milliards de dollars.
- Lors de la **Conférence annuelle de la Banque mondiale sur l'économie du développement**, qui s'est tenue en mai à Bangalore, en Inde, sur le thème « Accélérer le développement », plus de 300 chercheurs, universitaires, spécialistes du développement et étudiants venus de l'ensemble du pays, de l'Asie du Sud et de différents pays du monde, ont échangé des idées, tirées de leurs recherches théoriques et de leur expérience pratique du développement, sur les moyens à mettre en œuvre pour accélérer la réduction de la pauvreté. C'est la première fois que cette Conférence était organisée dans un pays en développement (voir www.econ.worldbank.org/abcde).
- En avril, la Banque et trois organisations partenaires ont lancé un programme de financement novateur pour soutenir l'**éradication de la poliomyélite** dans le monde d'ici à 2005. Le **Partenariat d'investissement contre la poliomyélite** — qui regroupe la Banque, la Fondation Bill & Melinda Gates, Rotary International et la Fondation pour les Nations Unies — vise à réduire ce qu'il en coûte à un pays de rembourser un crédit de l'IDA à l'appui de la lutte contre la polio en transformant ce crédit en don une fois que le pays concerné a atteint les objectifs décrits dans le projet (voir www.worldbank.org/hnp).
- La Banque a continué de participer au programme de **l'Éducation pour tous (EPT)** et à **l'Initiative pour l'accélération de l'aide en faveur de l'Éducation pour tous**, tout en menant une action énergique pour soutenir le développement des jeunes enfants, l'éducation de base et la scolarisation des filles et pourvoir aux besoins des enfants souffrant d'un handicap, des orphelins et des enfants vulnérables. En mars 2003, les donateurs qui appuient l'Initiative ont annoncé des contributions supplémentaires de plus de 200 millions de dollars afin de soutenir l'action engagée pour que tous les enfants d'âge primaire puissent achever leurs études primaires sur la période 2003-2005. Dans le même temps, de nouveaux travaux d'analyse ont conclu que les pays doivent absolument reconnaître le rôle crucial des études universitaires pour créer des sociétés du savoir dynamiques, dont dépend la survie économique (voir « Valorisation des ressources humaines », chapitre 4).
- Le **Marché du développement** de la Banque vise à promouvoir des idées novatrices en matière de développement, et fournit des financements initiaux qui permettent de jeter un pont entre les entrepreneurs qui ont des idées originales pour combattre la pauvreté et des partenaires qui disposent de ressources. Pendant l'exercice 03, le Marché du développement a organisé neuf Journées nationales d'innovation décentralisées dans divers pays du monde et accordé un total de 2,5 millions de dollars de dons, dont 1,5 million de dollars a été mobilisé par les représentations de la Banque mondiale à l'étranger. Ces manifestations ont été organisées au Brésil, au Burkina Faso, en Asie centrale, en Égypte, en Éthiopie/Soudan, au Guatemala, au Pérou, en Ukraine/Bélarus/Moldova et au Viet Nam. Elles ont permis de glaner des idées de projets allant de la fabrication d'engrais organiques à partir des résidus du café au Guatemala à une pompe à incendie montée sur une motocyclette pour les cités anciennes du Viet Nam.
Depuis 1998, le Marché du développement a attribué plus de 16 millions de dollars à des organisations publiques et privées, en particulier à des organisations de la société civile, des universités et des sociétés du secteur privé, pour plus de 230 projets novateurs dans plus de 50 pays (voir www.developmentmarketplace.org).
- En décembre 2002, la Banque a organisé le premier **Symposium de recherche sur les problèmes d'urbanisme**, à l'occasion duquel 280 participants, et notamment des agents de la Banque, des chercheurs, des représentants d'organisations publiques et privées et des membres de réseaux de recherche du monde entier, ont examiné les travaux récents consacrés à la pauvreté urbaine dans les pays en développement et les pays en transition. L'événement a marqué l'intérêt renouvelé de la Banque pour la recherche sur la pauvreté en milieu urbain et mis en lumière la richesse et la diversité de la recherche dans le monde. Les documents et les annonces concernant le symposium 2003 peuvent être consultés sur le site : www.worldbank.org/urban/symposium2003.
- **Le Sommet de Johannesburg 2002 — Sommet mondial sur le développement durable** — qui a fait suite au Sommet de la terre de Rio organisé il y a dix ans, s'est tenu à Johannesburg, en Afrique du Sud, du 26 août au 4 septembre 2002. L'événement, qui a rassemblé des milliers de participants, notamment chefs d'État et de gouvernement, délégués nationaux et responsables d'organisations de la société civile et d'entreprises du monde entier, visait à attirer l'attention sur la nécessité d'améliorer les conditions de vie des populations en adoptant des stratégies de croissance qui servent les intérêts de la collectivité et ménagent l'environnement compte tenu de l'accroissement de la population et de l'augmentation inexorable des besoins dans les domaines de l'alimentation, de l'eau, du logement, de l'assainissement, de l'énergie ou des services de santé et de sécurité économique (voir www.worldbank.org/sustainabledevelopment).

Vue d'ensemble des activités de la Banque mondiale pendant l'exercice 03

La croissance mondiale durable que laissait espérer la reprise des dépenses d'investissement dans les pays à revenu élevé ne s'est pas matérialisée. Le risque de guerre en Iraq est l'un des facteurs qui a pesé sur la croissance mondiale dans le premier semestre de 2003, en poussant les cours du pétrole à la hausse et la confiance des investisseurs à la baisse. Les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire ont enregistré un taux de croissance de 3,3 % en 2002, contre 2,8 % en 2001. La croissance des pays en développement a été affectée par le manque de vigueur de la reprise dans les pays industrialisés et par les incertitudes financières et politiques qui planaient sur plusieurs marchés émergents importants. La demande d'exportations en provenance des pays en développement n'a progressé que de 2,5 %, alors que les prix des produits non pétroliers ont augmenté de 5,1 %. Les apports nets de capitaux ont été faibles, en particulier en Amérique latine, et les investissements étrangers directs ont diminué de 16 milliards de dollars.

L'année 2002 a été marquée par la grande disparité des profils de croissance des grandes régions du monde en développement, disparité attribuable pour l'essentiel à la situation intérieure des pays.

L'Asie de l'Est a enregistré un taux de croissance de 6,7 %, grâce au dynamisme de la Chine, dont la croissance a atteint 8 %, et aux politiques porteuses d'autres pays. À l'autre bout du spectre, le produit intérieur brut (PIB) de l'Amérique latine et des Caraïbes a baissé de 0,8 % sous l'effet de divers facteurs : effondrement du secteur bancaire et défaillance de l'Argentine, incertitude planant sur les élections au Brésil, aggravation de la situation au Venezuela, et diminution de plus de 30 milliards de dollars des flux émanant des marchés financiers. En Europe et en Asie centrale, la croissance s'est établie à 4,6 % grâce à la forte reprise de l'activité économique en Turquie après la crise de 2001 et aux gains continus engrangés par la Russie et la Communauté des États indépendants du fait de la hausse des cours du pétrole. La vigueur soutenue de la demande intérieure en Inde a permis à l'Asie du Sud d'afficher un taux de croissance de 4,2 % malgré les perturbations engendrées dans la région par la guerre contre le terrorisme. En Afrique et dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, la croissance est restée molle, avec des taux respectifs de 2,8 % et 3,1 % pour ces régions.

La croissance des pays en développement considérés globalement devrait s'accélérer pour atteindre 4 % en 2003 et 4,9 % en 2004. Ces prévisions tiennent compte en

particulier de la fin de la situation de crise dans plusieurs pays dont la production a grandement souffert en 2002. Mais elles sont aussi fondées sur un certain nombre d'hypothèses déterminantes concernant les conditions auxquelles sont confrontés les pays en développement, notamment les perturbations liées à l'action militaire en Iraq, mais qui ne devraient pas avoir d'effets importants ou durables ; l'expansion des échanges mondiaux, qui devraient progresser de 4,6 % en 2003 (soit le double de la croissance du PIB mondial, qui devrait s'établir à 2,3 %) ; et une légère reprise des investissements étrangers directs, ainsi qu'une augmentation modeste des apports nets de capitaux privés.

Dans ce contexte, la Banque mondiale a continué d'adapter ses activités en fonction des besoins des pays, tant pour ce qui est des services axés sur le savoir et les conseils, que pour les prêts.

SERVICES DE DIFFUSION ET D'ACQUISITION DU SAVOIR

Le corps de connaissances constitué par la Banque dans le domaine du développement a toujours été un élément important de son assistance aux pays clients. Les services ayant trait au savoir couvrent tout un éventail d'activités, qui vont de la recherche sur les pays à l'élaboration de cadres d'analyse et d'orientation de l'aide fournie par l'institution à ses clients, en passant par des initiatives visant à diffuser l'information pour que ces derniers aient accès à la masse des connaissances disponibles à travers le monde. Les activités menées par la Banque dans le domaine du savoir au cours de l'exercice 03 sont décrites ci-après.

Recherche

La recherche sur les pays constitue l'élément central de la base de connaissances de la Banque. Plusieurs produits de promotion du savoir et, en particulier, les documents de travail sur les politiques institutionnelles, les données sur le développement, l'analyse des perspectives à cet égard et un large éventail de publications sur le thème du développement en sont les formes abouties. On attire ici l'attention sur trois de ces activités.

Le climat de l'investissement. Le Groupe de recherche sur l'économie du développement travaille en étroite collaboration avec d'autres unités de la Banque et des partenaires locaux pour conduire des études sur le climat de



Un projet de construction au Sénégal montre combien il est important de doter les communautés pauvres des moyens d'élaborer et de gérer des activités de développement qui améliorent leurs conditions de vie.

l'investissement. Il s'agit d'enquêtes aléatoires de grande portée réalisées auprès d'entreprises privées opérant dans tel ou tel secteur, comme la confection, l'électronique ou les technologies de l'information. Ces travaux aident les clients à comprendre les principaux problèmes rencontrés par les investisseurs, à définir les réformes les plus efficaces pour y remédier, et à mettre ces réformes en place.

Ces enquêtes sont centrées sur les principaux blocages auxquels se heurtent les entreprises, tels que les déficiences de l'infrastructure, l'inefficacité de l'administration publique et la corruption. Comme elles portent sur de larges échantillons, les chercheurs peuvent établir un lien entre les écarts de performance des entreprises et divers indicateurs du climat de l'investissement. À partir de là, ils peuvent se livrer à des exercices théoriques, par exemple estimer quels seraient les gains de croissance des entreprises bangladaises si le climat de l'investissement du pays atteignait le niveau moyen du climat de l'investissement en Chine. L'un des aspects du travail de la Banque consiste donc à évaluer le climat de l'investissement de manière objective et à déterminer en quoi ce climat influe sur la performance des entreprises, de sorte que les responsables nationaux (et municipaux) puissent juger des progrès accomplis et cerner les domaines à réformer en priorité.

Un objectif plus important, toutefois, est de promouvoir un véritable changement. Ces études ne peuvent être effectuées qu'en étroite coopération avec les milieux d'affaires — locaux et étrangers — de chaque pays. La deuxième phase du processus consiste à travailler avec ces partenaires du secteur privé pour intégrer l'information dans le débat politique et déterminer les réformes spécifiques à engager en priorité de manière à promouvoir le développement du secteur privé. La Banque mondiale et d'autres bailleurs de fonds peuvent alors soutenir les réformes qui ont été identifiées (voir aussi « Développement du secteur privé et infrastructure » au chapitre 4).

Le Rapport sur le développement dans le monde. Cette publication annuelle phare incorpore les résultats des travaux de recherche menés par les différents services de la Banque. *Le Rapport sur le développement dans le monde 2004 : Des services pour les pauvres*, examine de quelle manière les services d'éducation, de santé, d'alimentation en eau, d'énergie et d'assainissement font défaut aux pauvres, parce que l'accès à ces services est trop restreint, et parce qu'ils sont insuffisants tant au plan quantitatif que qualitatif. La chaîne d'organisation des services fait intervenir trois catégories d'acteurs : les pauvres en tant que clients, les prestataires de services, et les responsables politiques, qui définissent la politique en matière de services. Pour améliorer les services fournis aux pauvres, il faut réformer et renforcer les relations qui s'établissent entre les trois maillons de la chaîne : entre les pauvres et les prestataires de services, entre les pauvres et les responsables politiques, et entre les responsables politiques et les prestataires de services. Les responsables gouvernementaux, les citoyens et les bailleurs de fonds peuvent obtenir des résultats en plaçant les pauvres au centre de l'organisation des services, en leur donnant les moyens de surveiller les prestataires, en leur permettant de se faire mieux entendre des responsables de l'élaboration des politiques et en incitant davantage les prestataires de services à prendre les besoins des pauvres en compte.

Recherche sur la pauvreté. Depuis 1993, le Réseau pour la lutte contre la pauvreté et pour la gestion économique établit un rapport annuel intitulé « La réduction de la pauvreté et la Banque mondiale », qui analyse l'incidence des activités de la Banque sur la pauvreté (voir www.worldbank.org/poverty).

Études économiques et sectorielles

Les activités menées par la Banque dans les domaines de la création, du partage et de l'application des connaissances permettent d'enrichir les activités de prêt/crédit de la BIRD et de l'IDA et, par là même, d'avoir un impact plus important sur le développement. Les services de conseil de la Banque incluent en particulier les études économiques et sectorielles. Les produits liés à ces activités comprennent notamment des études diagnostiques de base, qui sous-tendent l'analyse des stratégies d'aide aux pays et le dialogue engagé avec les responsables gouvernementaux sur la politique à suivre ; d'autres études diagnostiques qui

permettent de disposer d'une analyse en amont pour élaborer et mettre en œuvre des programmes de prêt efficaces et évaluer leurs résultats ; des rapports sur les pays et des rapports régionaux qui comportent des recommandations sur des thèmes précis ; et d'autres produits de type plus informels, notamment des notes de synthèse et des manifestations telles qu'ateliers et conférences. Parce qu'il constitue le principal outil d'analyse et de conseil de la Banque mondiale, le programme des études économiques et sectorielles fait l'objet d'un suivi minutieux de la part de l'institution. Le tableau 2.1 montre les différents types d'études réalisées pour l'ensemble des régions sur la période couvrant les exercices 98 à 03.

Ces dernières années, la part des études diagnostiques de base dans le programme d'études économiques et sectorielles de la Banque est restée à peu près stable, ce qui témoigne de l'importance particulière que l'institution attache à ce type de produit (voir tableau 2.1). Dans le même temps, on constate que les autres travaux diagnostiques et les rapports consultatifs ont été délaissés au profit de produits informels. Ce net recentrage des activités s'explique par la priorité accrue accordée par la Banque au renforcement des capacités, à la diffusion des connaissances et à la fourniture de conseils « juste à temps » aux clients. La plupart des études économiques et sectorielles réalisées durant l'exercice 03 ont porté sur le secteur financier et le développement du secteur privé, la gouvernance du secteur public et la gestion économique. La Banque a aussi consacré une part importante de ses études à des thèmes tels que la valorisation des ressources humaines, la protection sociale, la gestion des risques, le commerce et le développement rural, ce qui a permis de réunir les éléments diagnostiques pour la conception des projets et la programmation par pays. Plus de 25 % du programme au titre de l'exercice 03 a été réalisé par l'Afrique, suivie par l'Europe et l'Asie centrale (24 %) et l'Asie de l'Est et le Pacifique (14 %). Les rapports sur les pays ont été complétés par des rapports régionaux centrés sur des questions telles que les échanges et les transports régionaux, la santé, la répartition du revenu, et les objectifs de développement pour le Millénaire (ODM). La Banque a entrepris d'intégrer plus étroitement les études économiques et sectorielles au cadre général de l'aide-pays, l'accent étant

mis de plus en plus sur l'adhésion du pays concerné aux programmes, les processus participatifs, l'établissement de partenariats et le renforcement des capacités. C'est ainsi que la région Moyen-Orient et Afrique du Nord et la région Asie de l'Est et Pacifique ont systématiquement intégré les études économiques et sectorielles à leurs programmes, et que la région Moyen-Orient et Afrique du Nord a pris une part plus active au programme de coopération technique remboursable, sans négliger pour autant son portefeuille classique d'études économiques et sectorielles. Pendant l'exercice 03, 591 produits ont été livrés aux pays clients contre 457 pour l'exercice 02. Parmi ces produits, on dénombrait 120 rapports diagnostiques de base, tels qu'évaluations de la pauvreté, examens des dépenses publiques, mémorandums économiques sur les pays, examens de la politique de développement, évaluations de la responsabilité financière des pays et rapports analytiques sur la passation des marchés dans les pays. Ces rapports sous-tendent l'élaboration des stratégies d'aide-pays (CAS), des crédits à l'appui de la réduction de la pauvreté et d'autres prêts à l'ajustement, et ils contribuent à nourrir le dialogue engagé avec les pays clients.

Documents de stratégie sectorielle

Les documents de stratégie sectorielle traitent des principaux secteurs économiques et domaines thématiques dans lesquels la Banque intervient. Ces rapports détaillés, qui reposent sur des analyses minutieuses et un dialogue approfondi entre les services de la Banque et les principales parties prenantes, représentent une somme importante de connaissances. Ils déterminent les orientations stratégiques de l'institution et guident l'action des services opérationnels. Ils définissent par ailleurs les priorités stratégiques de la Banque dans chaque domaine d'intervention et proposent un plan pour mettre en œuvre la stratégie sectorielle dans le contexte des CAS. La direction de la Banque assure un suivi périodique de l'application concrète des documents de stratégie sectorielle.

La Banque a réalisé trois études économiques et sectorielles au cours de l'exercice 03 : *Reaching the Rural Poor*, *Water Resources Sector Strategy: Strategic Directions for World Bank Engagement* et *A Revised Forest Strategy for the World Bank Group*.

Tableau 2.1 Études économiques et sectorielles par type de produit, Ex. 98-03

Type de produit	Nombre d'études réalisées					
	Ex. 98	Ex. 99	Ex. 00	Ex. 01	Ex. 02	Ex. 03
Études diagnostiques de base	60	75	63	62	90	120
Autres travaux diagnostiques	134	118	100	74	35	39
Rapports consultatifs sur les pays	75	132	79	71	101	124
Rapports régionaux	38	47	50	28	22	36
Total	307	372	292	235	248	319
Autres produits	21	28	86	100	209	272
Total des études économiques et sectorielles	328	400	378	335	457	591

ENCADRÉ 2.1 LE RÉSEAU MONDIAL D'ÉCHANGE DU SAVOIR AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

Le réseau mondial d'échange du savoir au service du développement (www.gdln.org) représente un partenariat de plus en plus large d'organisations publiques et privées qui ont pour mission de promouvoir le développement et de lutter contre la pauvreté. Dans plus de 50 centres d'apprentissage à distance disséminés à travers le monde, les partenaires utilisent des technologies interactives pour partager leurs connaissances, coordonner leurs activités et fournir des conseils et des cours de formation dans le but de renforcer les capacités. Le réseau a récemment organisé à l'intention des dirigeants et des responsables des communautés de diverses régions un forum sur l'opprobre qui frappe les malades du VIH/SIDA et la discrimination dont ils font l'objet. Ce forum a permis à des participants de la Barbade, de la Chine, de la Moldova, de l'Ouganda, de la Tanzanie et de la Thaïlande d'examiner plusieurs initiatives visant à sensibiliser les populations et à combattre la discrimination.

L'étude sur les pauvres a permis de renouveler la stratégie de la Banque en matière d'agriculture et de développement rural via l'adoption d'une approche holistique qui prenne en compte les intérêts des pauvres ; de stimuler la croissance économique des régions rurales non seulement à travers l'agriculture, mais aussi à travers des activités économiques non agricoles et le secteur privé ; de promouvoir des approches intersectorielles à long terme qui traitent l'espace rural dans sa globalité ; et de favoriser la participation au sens large des parties prenantes aux projets et aux programmes.

L'étude sur les ressources en eau met l'accent sur le rôle crucial de la gestion et de la valorisation des ressources en eau pour faire reculer la pauvreté et promouvoir une croissance durable, et elle préconise de lancer un programme d'action tant pour la gestion de l'eau que pour le développement des infrastructures hydrauliques ; de prendre en compte l'économie politique des réformes ; de constituer et d'entretenir un stock approprié d'équipements hydrauliques en mobilisant à la fois des capitaux publics et privés ; et de respecter les mesures de sauvegarde appropriées au plan environnemental et social.

La nouvelle stratégie forestière, qui doit contribuer efficacement à la lutte contre la pauvreté et à la gestion de l'environnement, s'articule autour de trois axes interdépendants : exploiter le potentiel des forêts pour réduire la pauvreté, intégrer les forêts dans le développement économique durable, et protéger les valeurs et les services vitaux liés à l'environnement local et mondial.

Renforcement des capacités : l'Institut de la Banque mondiale

L'Institut de la Banque mondiale (WBI) renforce les capacités des pays en mettant à leur disposition des cours de formation, des conseils de politique générale, des produits de promotion du savoir et des services destinés à les aider à atteindre leurs objectifs de développement. Les services de l'Institut sont conçus pour aider les responsables gouvernementaux et les parties prenantes de la société civile à améliorer leurs compétences, à acquérir des connaissances émanant de multiples sources à l'échelon mondial, et à adapter ensuite ce nouveau savoir aux institutions et aux politiques de leur pays. L'Institut de la Banque mondiale aide aussi les services opérationnels de l'institution à concevoir et réaliser les composantes de projets axées sur le renforcement des capacités. Pendant l'exercice 03, l'Institut a organisé des programmes dans les domaines d'intervention prioritaires que constituent pour la Banque la valorisation des ressources humaines, la réduction de la pauvreté et la gestion économique, le développement écologiquement durable, le secteur financier et le développement de secteur privé.

Au cours de l'exercice 03, l'Institut de la Banque mondiale a opté pour un mode de fonctionnement centré sur les pays et s'emploie dans ce contexte à adapter ses programmes de renforcement des capacités aux besoins prioritaires des pays, à appliquer les pratiques optimales en matière de pédagogie, à maintenir une présence sur le terrain et à collaborer avec les intervenants clés à même d'appliquer les décisions des gouvernants. La Banque a identifié 41 pays devant bénéficier de ces programmes sur mesure, au nombre desquels l'Afghanistan, la Somalie et le Soudan, où les activités d'acquisition de connaissances et de promotion du savoir dominant la stratégie d'engagement de la Banque ; l'Albanie, le Kenya et la République démocratique populaire lao, où les programmes d'apprentissage sont particulièrement importants pour compléter et soutenir d'autres activités de la Banque ; et enfin le Brésil, la Chine et l'Inde, qui comptent un grand nombre de pauvres et qui sont très soucieux de se familiariser avec la gestion stratégique de l'économie du savoir.

On a entrepris à titre expérimental d'évaluer les besoins de renforcement des capacités de pays comme le Burkina Faso, le Nigéria et le Tadjikistan. Un bilan complet des lacunes et des priorités dans ce domaine est établi sous la direction des pays eux-mêmes, à l'issue duquel l'Institut de la Banque élabore une stratégie pour remédier aux insuffisances et pourvoir aux besoins dans les meilleures conditions possible. Le rôle que l'Institut est appelé à jouer dans le cadre de la stratégie d'aide de la Banque est également défini.

Parmi les autres produits de l'Institut de la Banque mondiale, citons le Programme du savoir au service du développement, qui fournit aux pays clients une analyse de leur état de préparation à l'économie du savoir. Cet instrument permet de déterminer, à partir d'une série de 69 variables structurelles et qualitatives utilisées comme éléments de référence, comment se situe l'économie considérée par rapport à ses voisins, à ses concurrents et aux pays auxquels elle souhaite emboîter le pas. L'analyse sert à

identifier les problèmes auxquels un pays est confronté, ainsi que les possibilités qui s'offrent à lui.

Pour élargir son rayon d'action, l'Institut de la Banque mondiale travaille avec des partenaires et utilise des instruments et des technologies d'apprentissage à distance. Il aide les pays clients à accéder à l'information via la formation en ligne, les activités de diffusion sur le Web (B-SPAN), les sites Internet et le Réseau mondial d'échange du savoir au service du développement, qui a permis d'atteindre plus de 36 000 participants durant l'exercice 03 grâce au télé-enseignement par vidéoconférence (voir encadré 2.1). L'Institut aide aussi ses clients à accéder au savoir mondial en leur offrant des services et des outils qui favorisent la mise en commun des connaissances et la constitution de communautés d'apprentissage et de cercles de praticiens. Le Service de conseil pour la diffusion du savoir et le développement des connaissances, qui est géré par l'Institut, permet aux agents de la Banque de savoir ce qui se fait de mieux dans les différents services de l'institution.

LES OPÉRATIONS DE PRÊT DE LA BANQUE MONDIALE PENDANT L'EXERCICE 03

La Banque mondiale regroupe plusieurs institutions coopératives qui mobilisent des financements sous diverses formes : participations au capital des actionnaires, emprunts sur les marchés internationaux de capitaux (pour la BIRD)

ou contributions directes des pays membres les plus riches (pour l'IDA). Elle déploie ces ressources pour servir les couches pauvres des pays emprunteurs.

Les opérations de prêt de la Banque sont centrées sur les activités au niveau des pays et elles traduisent l'importance attachée par la Banque aux ODM. Les prêts sont adaptés aux besoins de chaque pays et font intervenir des instruments d'une souplesse grandissante.

Les clients de la BIRD sont généralement des pays à revenu intermédiaire. Compte tenu du caractère limité des ressources de l'IDA, certains pays à faible revenu de taille relativement importante sont jugés suffisamment solvables pour pouvoir eux aussi emprunter à la BIRD. Cette dernière offre des prêts à longue échéance, dont le prix reflète les conditions favorables qu'elle obtient elle-même sur les marchés. Pendant l'exercice 03, les prêts consentis par la Banque ont totalisé 11,2 milliards de dollars, qui ont servi à financer 99 projets dans 37 pays.

Les clients de l'IDA sont les pays les plus pauvres de la planète, qui n'ont en général pas les moyens de contracter des emprunts aux conditions du marché. L'Association offre à ces pays des prêts concessionnels, sans intérêt (appelés « crédits de développement »), qui sont normalement remboursables en 35 ou 40 ans à l'issue d'un différé d'amortissement de dix ans. Durant l'exercice 03, l'IDA a fourni 7,3 milliards de dollars de financements à l'appui de 141 projets dans 55 pays à faible revenu.

Figure 2.1 Le cycle du projet

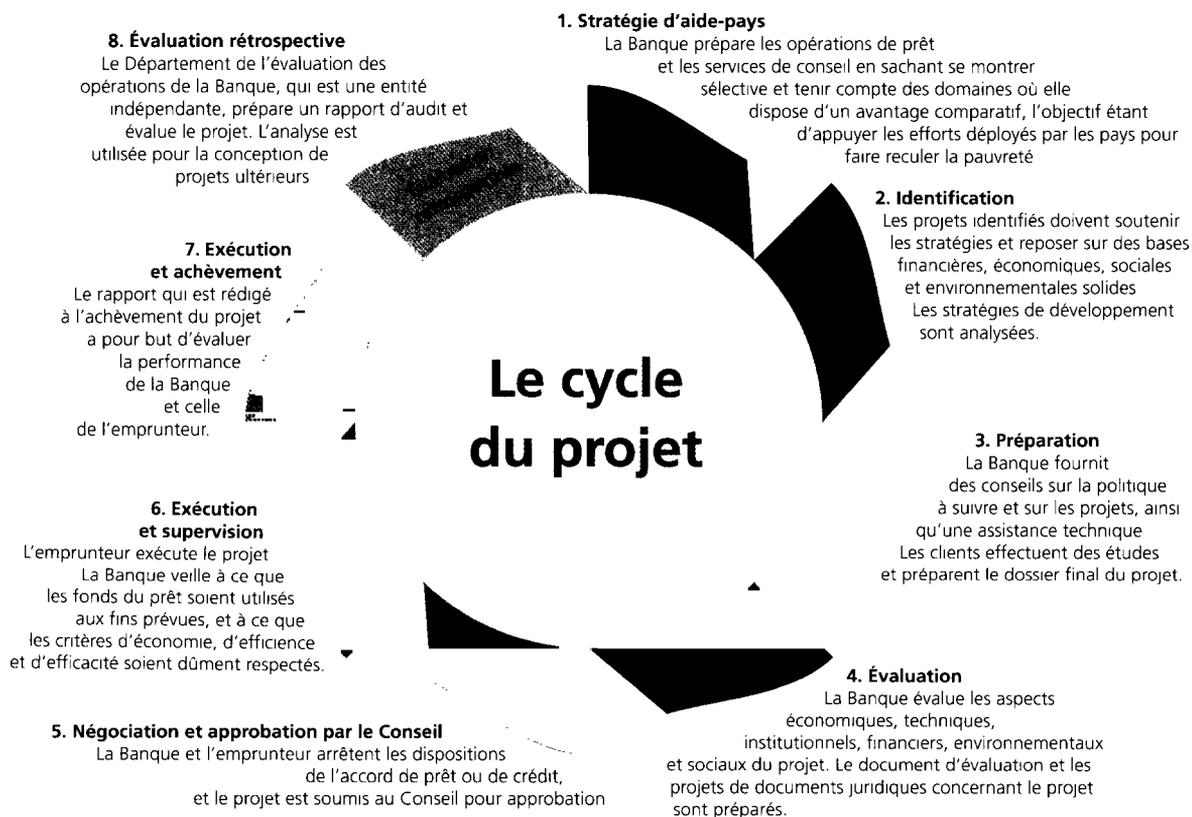


Figure 2.2 **Prêts de la BIRD et crédits de l'IDA par région, Ex. 03**
Pourcentage du total (USD 18,5 milliards)

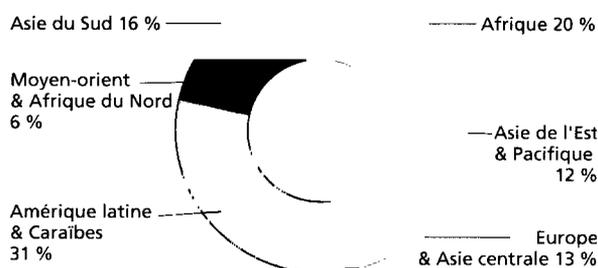
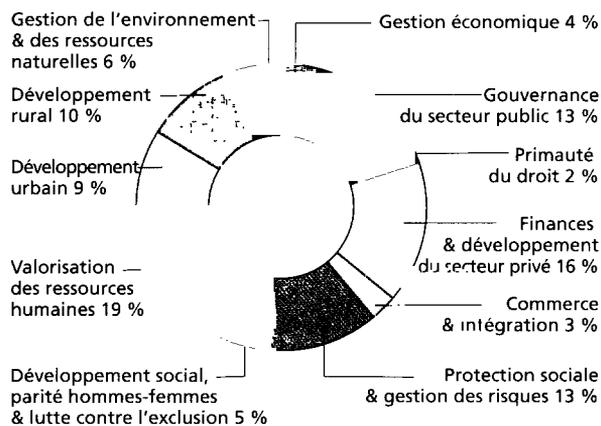
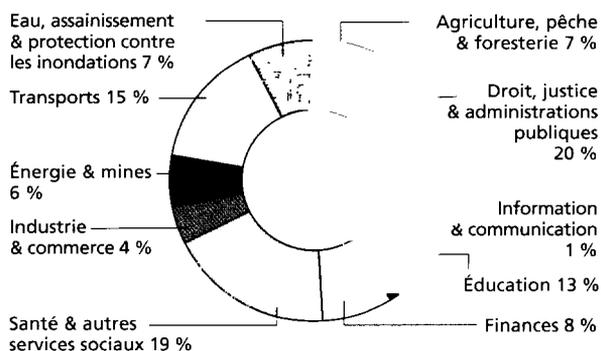


Figure 2.3 **Prêts de la BIRD et crédits de l'IDA par thème, Ex. 03**
Pourcentage du total (USD 18,5 milliards)



Note : Voir tableau 2.2.

Figure 2.4 **Prêts de la BIRD et crédits de l'IDA par secteur, Ex. 03**
Pourcentage du total (USD 18,5 milliards)



Note : voir tableau 2.2.

Les prêts de la BIRD et les crédits de l'IDA ont pour objectif central de réduire la pauvreté en finançant des investissements destinés à promouvoir la croissance et la fourniture de services publics de base. Les partenariats établis avec d'autres institutions permettent aussi de mobiliser des cofinancements et des fonds fiduciaires à l'appui des projets. La figure 2.1 illustre le cycle normal d'un projet de la Banque. Les figures 2.2 à 2.4 indiquent la répartition des prêts de la Banque mondiale par thème et par secteur. Le volume 2 de ce Rapport annuel contient une explication détaillée des financements de la Banque (en anglais seulement).

Le rôle de la BIRD

Les pays qui ont un revenu par habitant inférieur à 5 115 dollars et qui ne sont pas des pays exclusivement IDA sont admis à emprunter à la BIRD. Les pays dont le revenu par habitant est supérieur à ce montant peuvent emprunter dans des cas spéciaux ou dans le cadre d'une stratégie de relassement. Il importe toutefois de noter que le montant que la BIRD est disposée à prêter à tout moment aux pays qui remplissent les conditions voulues dépend de la solvabilité du pays considéré. Ainsi, un pays peut satisfaire aux conditions requises pour emprunter, mais ne pas avoir accès aux ressources de la BIRD parce qu'il n'a pas la surface financière voulue. En outre, l'encours net des prêts consentis par la BIRD à un emprunteur donné ne peut actuellement dépasser 13,5 milliards de dollars, et ce quelle que soit sa solvabilité.

Soixante-quinze pour cent des habitants de la planète qui subsistent avec moins de 1 dollar par jour vivent dans des pays qui reçoivent des prêts de la BIRD. En règle générale, les emprunteurs de l'institution sont des pays à revenu intermédiaire qui peuvent dans une certaine mesure lever des fonds sur les marchés de capitaux privés. Certains pays admis à bénéficier d'un crédit de l'IDA parce qu'ils affichent un revenu par habitant faible sont néanmoins suffisamment solvables pour pouvoir aussi emprunter à la BIRD. Ces pays sont dits « à financement mixte ». Même si l'on ne tient pas compte des prêts de la BIRD aux pays bénéficiant par ailleurs de crédits de l'IDA, 25 % des pauvres qui subsistent avec moins de 1 dollar par jour vivent dans des pays qui sont des emprunteurs de la BIRD. La BIRD contribue de façon importante à faire reculer la pauvreté en aidant les pays clients à se procurer dans de bonnes conditions et de façon plus durable des ressources plus abondantes et assorties d'échéances plus longues que ce que les marchés de capitaux peuvent offrir.

La BIRD est une institution financière qui bénéficie de la notation AAA — et qui présente des caractéristiques inhabituelles. Ses actionnaires sont des États souverains. Les pays membres emprunteurs ont un droit de regard sur l'élaboration des politiques de l'institution. Les prêts de la BIRD (et les crédits de l'IDA) sont en général assortis de services hors prêt, le but étant d'assurer que les fonds prêtés sont utilisés à bon escient. Et, contrairement aux banques commerciales, les activités de prêt de la BIRD sont motivées par le souci de contribuer au développement plutôt que par celui de maximiser le profit.

Tableau 2.2 Prêts de la Banque mondiale par thème et par secteur, Ex. 94-03 (USD millions)

	Ex. 94-97 (Moyenne annuelle)	Ex. 98-99 ^a (Moyenne annuelle)	Ex. 00	Ex. 01	Ex. 02 ^b	Ex. 03
THÈME						
Gestion économique	1 033,9	1 952,7	799,6	895,3	1 408,0	1 777,7
Gouvernance du secteur public	1 582,5	2 552,4	2 142,5	2 053,7	4 247,2	2 488,5
Primauté du droit	323,0	362,9	373,6	410,0	273,2	356,6
Finances & développement du secteur privé	5 933,3	9 486,0	3 368,4	3 940,9	5 055,4	2 957,5
Commerce et intégration	711,9	813,2	426,4	1 059,9	300,9	580,9
Protection sociale & gestion des risques	1 162,6	2 653,9	1 895,0	1 651,0	1 086,4	2 345,8
Développement social, parité hommes-femmes & lutte contre l'exclusion	1 061,3	1 320,5	800,8	1 469,7	1 385,7	1 003,1
Valorisation des ressources humaines	1 869,0	2 484,8	1 190,3	1 134,7	1 756,1	3 356,3
Développement urbain	2 099,5	2 403,3	1 036,6	1 458,6	1 482,4	1 576,9
Développement rural	2 327,5	2 746,4	1 413,7	1 822,3	1 600,0	1 970,9
Gestion de l'environnement & des ressources naturelles	2 859,7	2 018,6	1 829,4	1 354,6	924,0	1 102,6
Total	20 964,1	28 794,8	15 276,2	17 250,6	19 519,4	18 513,2
SECTEUR						
Agriculture, pêche & foresterie	1 572,7	2 097,1	837,5	695,5	1 247,9	1 213,2
Droit & justice, et administrations publiques	3 241,8	6 127,2	4 525,4	3 843,0	5 199,6	3 947,5
Information & communication	220,4	179,4	273,8	216,9	153,2	115,3
Éducation	1 661,5	2 154,3	728,1	1 094,7	1 384,6	2 346,7
Finances	2 060,9	5 167,1	1 580,9	2 253,4	2 862,4	1 965,3
Santé & autres services sociaux	1 891,3	3 114,5	1 491,7	2 521,2	2 366,1	3 442,6
Industrie & commerce	1 714,0	2 922,7	1 036,7	718,3	1 394,5	796,7
Énergie et mines	3 362,0	2 311,0	1 572,4	1 530,7	1 974,6	1 080,9
Transports	3 281,0	3 511,3	1 717,2	3 105,2	2 390,5	2 727,9
Eau, assainissement & protection contre les inondations	1 958,5	1 210,2	1 512,6	1 271,7	546,0	1 376,3
Total	20 964,1	28 794,8	15 276,2	17 250,6	19 519,4	18 513,2
Dont BIRD	15 027,4	21 634,3	10 918,6	10 487,0	11 451,8	11 236,7
Dont IDA	5 936,8	7 160,5	4 357,6	6 763,6	8 067,6	7 276,5

Note . Les opérations de prêts sont récapitulées dans les 11 grandes catégories thématiques et les 10 grandes catégories sectorielles du nouveau système de codage bidimensionnel, qui comporte 68 thèmes et 57 secteurs. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme ne correspond pas toujours au total indiqué. Se reporter à l'annexe 11 du volume 2 pour de plus amples détails sur les prêts de la BIRD et les crédits de l'IDA par thème et par pays.

a. Les prêts de la Banque afférents aux exercices 98 et 99 sont présentés globalement car ces deux années ont été exceptionnelles en raison de la crise financière en Asie de l'Est.

b. Un projet ayant changé de code, on constate une discordance entre ces chiffres et ceux qui apparaissent dans le rapport annuel de 2002 (tableau 2.2.). Cette discordance de 2,2 millions de dollars apparaît dans les montants engagés pour l'exercice 02 au titre de la protection sociale & de la gestion des risques, et du développement rural (les montants respectivement indiqués pour les deux thèmes étant supérieurs de 2,2 millions de dollars pour le premier, et inférieurs de 2,2 millions de dollars pour le second).

Prêts de la BIRD

Les nouveaux prêts consentis par la BIRD pendant l'exercice 03 étaient inférieurs de 221 millions de dollars au montant atteint l'année précédente, alors que le nombre des nouvelles opérations approuvées (99) était supérieur à celui de l'an dernier. Les nouvelles opérations approuvées dénotent un

volume d'engagement par intervention plus modeste en moyenne, la part des prêts à l'ajustement étant revenue à la normale après avoir atteint un niveau record l'an dernier. La diminution des engagements liés aux prêts à l'ajustement a été compensée dans une certaine mesure par les engagements en faveur des prêts à l'investissement, qui sont

Tableau 2.3 Engagements de la Banque mondiale à des fins d'ajustement, Ex. 00-03

	Ex. 00		Ex. 01		Ex. 02		Ex. 03	
	Millions de dollars	%						
Engagements par région								
Afrique	495	10	908	16	1 437	15	789	13
Asie de l'Est & Pacifique	552	11	250	4	17	0	100	2
Asie du Sud	251	5	500	9	850	9	618	10
Europe et Asie centrale	950	19	1 132	20	4 743	48	710	12
Amérique latine & Caraïbes	2 860	56	2 788	48	2 517	26	3 639	60
Moyent-Orient & Afrique du Nord	0	0	185	3	263	3	185	3
Engagements de la BIRD et de l'IDA								
BIRD	4 426	87	3 937	68	7 383	75	4 187	70
IDA	682	13	1 826	32	2 443	25	1 831	30
Total des prêts à l'ajustement	5 108	100	5 763	100	9 826	100	6 018	100
Total des engagements de prêts de la Banque mondiale								
BIRD	10 919		10 487		11 452		11 231	
IDA	4 358		6 764		8 068		7 283	
Total BIRD + IDA	15 276		17 251		19 519		18 514	
Part des prêts à l'ajustement		33		33		50		34

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme ne correspond pas toujours au total indiqué.

passés à 7 milliards de dollars, soit le volume le plus important enregistré depuis l'exercice 99.

L'ampleur particulière du programme de prêts de la BIRD pour l'exercice 03 tient en partie au volume important des opérations en faveur de l'Amérique latine, qui se sont élevées globalement à 5,7 milliards de dollars, soit 50 % du volume total des prêts. Viennent ensuite l'Europe et l'Asie centrale avec 2 milliards de dollars, et l'Asie de l'Est et le Pacifique avec 1,8 milliard de dollars. Les prêts n'ont pas été aussi concentrés que lors de l'exercice 02. Alors que l'an dernier deux pays seulement, le Brésil et la Turquie, représentaient environ 45 % des prêts, ils sont cinq cette année, à savoir l'Argentine, le Brésil, la Chine, la Colombie et le Mexique, à absorber 49 % du total des engagements pour l'exercice.

Le secteur droit, justice et administrations publiques a reçu la part la plus importante des prêts de la BIRD avec 2,6 milliards de dollars, soit 23 % du total. Les prêts pour la santé et d'autres services sociaux occupent la deuxième place avec 2,1 milliards de dollars, ou 18 % du total.

La répartition thématique des prêts pendant l'exercice 03 place en première position les finances et le développement du secteur privé, ainsi que la valorisation des ressources humaines. Les figures 2.5 à 2.7 indiquent la répartition des prêts de la BIRD par région, par thème et par secteur.

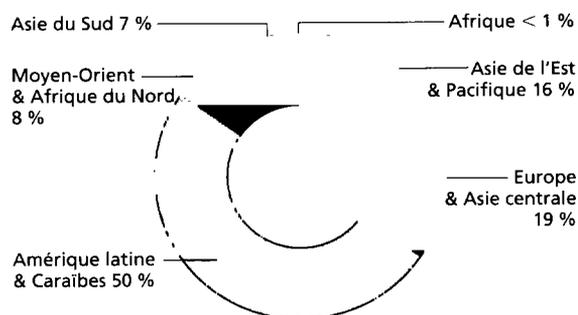
Le tableau 2.3 chiffre les engagements de la Banque mondiale en faveur de l'ajustement pour les exercices 00-03.

Les ressources de la BIRD

Durant l'exercice 03, dans le cadre de ses opérations de financement courantes, la BIRD a levé 17 milliards de dollars à moyen et long terme sur les marchés internationaux des capitaux, contre 23 milliards de dollars pendant l'exercice précédent. Au cours de l'exercice 03, la BIRD a accordé des prêts reflétant un large éventail d'échéances et de structures. En diversifiant ses produits, l'institution peut élargir la base de ses investisseurs et réduire les taux applicables à ses prêts. Elle tire sa solidité financière de l'appui qu'elle reçoit de ses actionnaires et du système de politiques et de pratiques financières qu'elle a su concevoir pour s'assurer une cote de crédit élevée sur les marchés internationaux.

L'assise financière de la BIRD. Le résultat d'exploitation de la BIRD pour l'exercice 03 s'élève à 3 021 millions de dollars, et le revenu net disponible (qui peut être affecté aux réserves et aux activités de développement) à 3 050 millions de dollars. La BIRD a prélevé sur ce revenu disponible un montant de 2 410 millions de dollars pour le verser à la réserve générale — contre 1 291 millions de dollars l'année précédente — conformément à la stratégie qu'elle a adoptée pour préserver

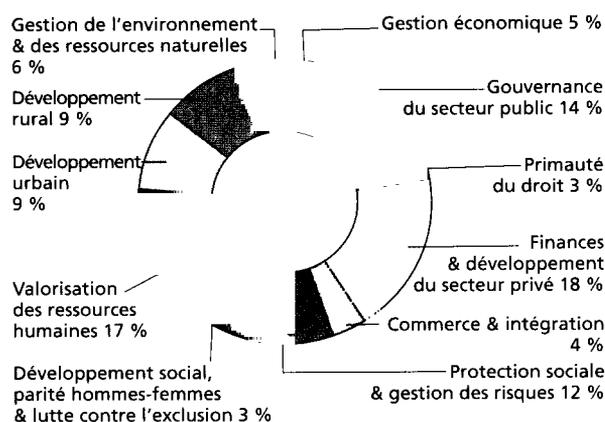
Figure 2.5 **Prêts de la BIRD par région, Ex. 03**
Pourcentage du total (USD 11,2 milliards)



sa solidité financière à long terme et répondre à d'autres besoins de développement. Elle a par ailleurs affecté 100 millions de dollars du revenu de l'exercice 03 au compte de surplus. La BIRD a maintenu une liquidité suffisante pendant l'exercice 03 pour pouvoir disposer d'une trésorerie qui lui permette d'honorer ses obligations. Au 30 juin 2003, son portefeuille d'actifs liquides s'élevait à 27 milliards de dollars environ.

Rentabiliser les actifs afin de maintenir l'assise financière. En tant qu'institution coopérative, la BIRD ne cherche pas à maximiser les profits, mais à obtenir un rendement suffisant sur ses actifs pour préserver sa solidité financière et poursuivre de manière durable ses activités de développement. Le rendement net de l'actif de la BIRD est de l'ordre de 1 % par an. Il a néanmoins dépassé les 2 % pour l'exercice 03, suite à la réduction des provisions pour pertes sur prêts. La figure 2.8 illustre l'évolution du rendement net des actifs productifs sur la période 99-03.

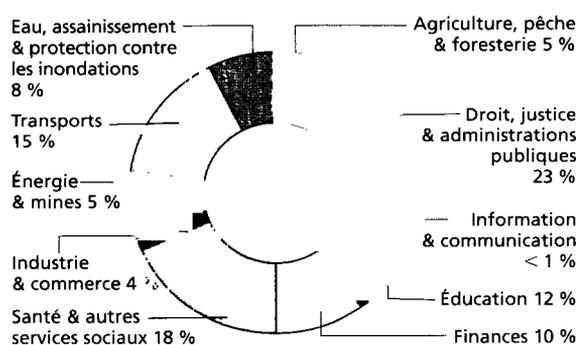
Figure 2.6 **Prêts de la BIRD par thème, Ex. 03**
Pourcentage du total (USD 11,2 milliards)



Savoir gérer les risques. De par sa mission de développement, la BIRD est particulièrement exposée au risque-pays inhérent à son portefeuille de prêts et de garanties. Les risques liés aux taux d'intérêt et aux taux de change sont minimisés, même si la Banque reste très active sur les marchés internationaux du crédit afin de pouvoir offrir, aux meilleures conditions, des instruments qui soient aussi le mieux adaptés aux besoins des emprunteurs. Le ratio des prêts de la BIRD aux fonds propres est un indicateur synthétique de la capacité de la Banque à assumer ces risques. La Banque suit attentivement l'évolution de cet indicateur, compte tenu des perspectives financières et des risques auxquels elle est exposée. La figure 2.9 illustre l'évolution du ratio des fonds propres aux prêts jusqu'au 30 juin 2003.

Assurer une intermédiation efficace. La Banque jouit d'un crédit exceptionnel sur les marchés de capitaux. En effet, les souscriptions des actionnaires souverains au capital de l'institution et le statut de créancier privilégié que lui accordent les pays membres emprunteurs lui permettent de bénéficier d'une notation élevée (AAA) et de contracter des emprunts à long terme à des conditions favorables. De ce fait, le coût des ressources qu'elle emploie pour financer ses nouveaux prêts est relativement faible, puisque le spread moyen est resté inférieur de 37,8 points de base environ (un point de base est égal à 0,01 %) au taux interbancaire offert sur la place de Londres pendant l'exercice 03, et qu'elle peut mobiliser un volume de financement élevé par rapport à son capital libéré et à ses bénéfices non distribués.

Figure 2.7 **Prêts de la BIRD par secteur, Ex. 03**
Pourcentage du total (USD 11,2 milliards)



Pendant l'exercice 03, l'encours des emprunts contractés sur les marchés financiers a dépassé 103 milliards de dollars (swaps non compris), et le montant total des prêts décaissés et non remboursés s'élevait à 116 milliards de dollars environ. Le volume des emprunts équivalait à trois fois environ celui des capitaux propres. La figure 2.10 indique le montant des emprunts et des investissements de la Banque au 30 juin 2003. Le tableau 2.4 récapitule les données financières représentatives de la BIRD pour les exercices 02 et 03.

Tableau 2.4 **Données financières relatives à la BIRD**
(Millions de dollars)

	Ex. 03	Ex. 02
Pour l'exercice^a		
Produits des prêts	5 742	6 861
Produits des placements	418	734
Charges liées aux emprunts	(3 504)	(4 903)
Frais de gestion	(600)	(876)
Divers	1 232	108
Revenu d'exploitation ^b	3 288	1 924
Revenu net disponible	3 060	1 831
Engagements de prêts	11 231	11 452
Décaissements de prêts	(11 921)	11 256
À la clôture de l'exercice^a		
Disponibilités et placements liquides	25 020	25 056
Encours des prêts	115 240	121 589
Encours des emprunts ^c	(102 017)	(111 205)
Fonds propres	(37 000)	(32 313)

a. Extraits des états financiers certifiés qui figurent dans le volume 2 du présent Rapport annuel.

b. Avant ajustement de la norme FAS n° 133.

c. Encours des emprunts hors swaps.

Origine et répartition du revenu net de la BIRD

Le revenu de la BIRD provient de la marge financière qu'elle applique à ses prêts (produits financiers liés aux prêts moins le coût des emprunts), de la marge financière applicable aux investissements et de la contribution des fonds propres. Sauf événements imprévus sur le front du crédit, la BIRD dégage un revenu net après avoir déduit les provisions constituées pour pertes sur prêts et les frais divers de gestion, notamment sa contribution à la caisse de retraite du personnel.

Le revenu net disponible de la BIRD sert plusieurs objectifs, qui sont liés à la mission de la Banque mondiale. Une partie du revenu net est réservée chaque année afin de préserver l'assise financière de l'institution. La réserve générale lui permet d'assumer le risque de crédit lorsqu'elle octroie des prêts à ses États membres, tout en maintenant ses coûts de financement au niveau le plus bas possible, ce qui profite aux emprunteurs. C'est en affectant une part de son revenu à la réserve que la BIRD a pu maintenir sa solidité financière durant les périodes où elle a dû faire face à la fois à une dégradation de la qualité des prêts et à une forte progression de la demande de financements émanant de ses clients.

Le soutien à l'IDA a toujours été une priorité de la BIRD. Au cours des cinq dernières années, elle a transféré à l'Association un montant de 1 570 milliards de dollars (soit environ 18 % de son revenu net).

Par ailleurs, la BIRD fournit un soutien important à l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (Initiative PPTe). Les transferts qu'elle a opérés au cours des cinq derniers exercices en faveur du Fonds fiduciaire PPTe s'élèvent à environ 1 030 millions de dollars, soit approximativement 12 % de son revenu annuel net.

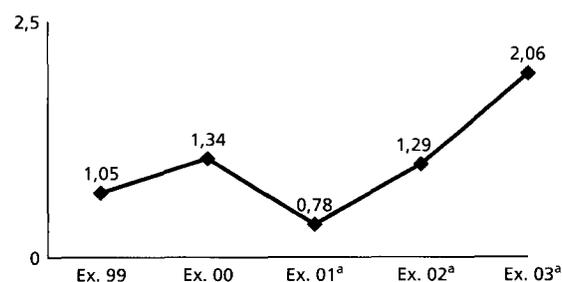
Le revenu net disponible est ce qui permet à la BIRD de faire face aux besoins de développement qui peuvent se présenter. Il lui permet de réagir face aux crises humanitaires imprévues et d'appuyer des causes valables au moyen de dons ou d'autres instruments d'aide. La BIRD distribue aussi périodiquement une partie de son revenu à ses États membres en accordant des abattements sur les commissions d'engagement et, pour les emprunteurs remplissant les conditions requises, sur les paiements d'intérêt aux termes de l'Accord de Prêt.

La solidité financière de la BIRD et le crédit dont elle jouit sur les marchés lui permettent de mobiliser quatre fois le volume de ses capitaux propres sur les marchés obligataires internationaux. Cet effet de levier accroît sa capacité à financer des activités de développement. La figure 2.11 illustre la répartition envisagée du résultat net d'exploitation de la Banque.

Le rôle de l'IDA

L'IDA est la principale source d'aide financière concessionnelle aux pays les plus pauvres de la planète, et elle investit dans des projets de base axés sur l'économie et la valorisation des ressources humaines. Pour pouvoir obtenir des ressources de l'Association, un pays doit remplir deux critères fondamentaux : satisfaire à la condition de pauvreté relative (telle que mesurée par le revenu par habitant) et avoir une solvabilité insuffisante pour pouvoir solliciter la BIRD. Le seuil du revenu national brut par habitant retenu pour l'exercice 03 pour être admis à bénéficier des concours de l'IDA était de 875 dollars. Le volume des ressources que les pays reçoivent de l'IDA dépend de la qualité des politiques qu'ils ont adoptées pour promouvoir la croissance et réduire la pauvreté, politiques qui font l'objet d'une évaluation annuelle. Dans des circonstances exceptionnelles,

Figure 2.8 **Rendement net de l'actif**
(pourcentage)



a. Au cours de l'exercice 01, la BIRD a adopté la norme comptable FAS n°133 et la norme comptable internationale IAS N° 39, qui stipulent que les produits dérivés doivent être comptabilisés à leur juste valeur. Les rendements indiqués ci-dessus pour les exercices 01, 02 et 03 ont été calculés sans tenir compte des ajustements à opérer en application de ces normes afin de faciliter la comparaison avec les exercices précédents. Lorsque ces ajustements sont pris en compte, les ratios pour les trois exercices susvisés s'établissent respectivement à 0,87, 1,87 et 3,64.

Figure 2.9 **Ratio des fonds propres aux prêts au 30 juin 2003**
(pourcentage)

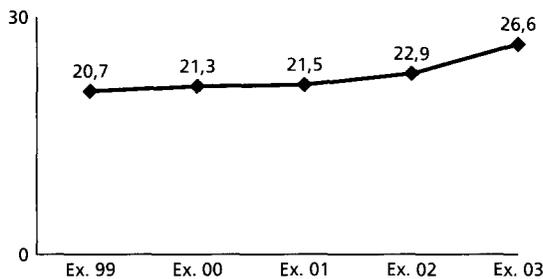


Figure 2.10 **Emprunts et placements au 30 juin 2003**
(USD milliards)

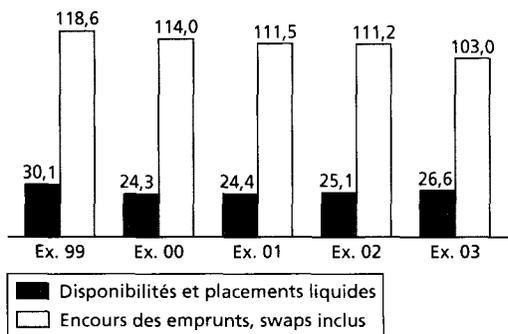
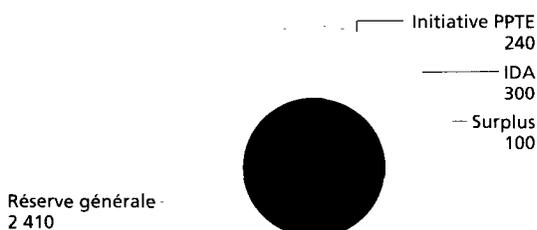


Figure 2.11 **Affectation prévue du revenu net disponible de l'exercice 03**
(3 050 millions de dollars)



Note : Proposition soumise au Conseil des Gouverneurs.

l'Association accorde son aide à des pays dont le revenu par habitant dépasse le seuil fixé, mais qui ne sont pas suffisamment solvables pour emprunter à la BIRD. C'est le cas par exemple des petites économies insulaires.

Les pays admis à bénéficier des concours de l'IDA sont confrontés à des problèmes d'une complexité particulière pour atteindre les ODM. Parmi les tâches prioritaires auxquelles les pouvoirs publics doivent s'atteler, citons le renforcement de la lutte contre la propagation des maladies transmissibles et du VIH/SIDA en particulier ; l'instauration d'un climat porteur pour l'investissement ; la promotion de la parité hommes-femmes ; et l'amélioration de la qualité de l'éducation de base et de l'accès des pauvres à ce type d'enseignement.

L'assistance de l'IDA prend la forme de crédits assortis de conditions extrêmement favorables et, depuis le début de l'exercice 03, l'Association a introduit un programme élargi de dons, conformément à l'arrangement conclu pour la Treizième reconstitution des ressources de l'IDA (IDA-13) qui régit ses opérations pendant la période couvrant les exercices 03 à 05. La finalité des dons est d'aider les pays les plus pauvres et les plus vulnérables à faire face à leurs difficultés. Ils servent donc à financer des opérations dans les pays les plus démunis et les plus exposés au surendettement et dans les pays sortant d'un conflit. Ils servent aussi à financer des programmes de lutte contre le VIH/SIDA et des activités de reconstruction à la suite de catastrophes naturelles.

L'Association finance ses opérations sur ses propres ressources et grâce aux contributions des pays bailleurs de fonds, qui se réunissent tous les trois ans pour déterminer le montant des ressources nouvelles dont l'IDA a besoin pour financer son futur programme de crédit, et pour examiner les politiques de prêt et les priorités de l'Association. Depuis 2001, les représentants des pays emprunteurs participent aussi aux discussions concernant la reconstitution des ressources. Trente-huit pays fournissent actuellement des fonds à l'IDA.

Les contributions des bailleurs de fonds ont toujours été fonction de leur puissance économique et de leur engagement envers les pays pauvres, et c'est la raison pour laquelle les grands pays industrialisés sont ceux qui versent les contributions les plus importantes. Les bailleurs de fonds comptent également des pays en développement et des pays en transition — dont certains sont des emprunteurs de la BIRD et d'anciens emprunteurs de l'IDA — comme l'Argentine, le Brésil, la Fédération de Russie, la Hongrie, la République de Corée et la Turquie. L'assise financière de l'Association repose sur le soutien déterminé et continu de ses bailleurs de fonds, ainsi que sur le remboursement des crédits passés (voir IDA à l'adresse : www.worldbank.org).

Engagements de l'IDA

Les engagements de l'IDA pendant l'exercice 03 se sont élevés à 7,3 milliards de dollars pour 141 opérations. Ce montant inclut 6,1 milliards de dollars de crédits (non compris une garantie de 75 millions de dollars de l'IDA en faveur du Viet Nam) et 1,2 milliard de dollars de dons. Sans atteindre le niveau record de l'an dernier, le volume des

Figure 2.12 Engagements de l'IDA par région, Ex. 03
Pourcentage du total (USD 7,3 milliards)

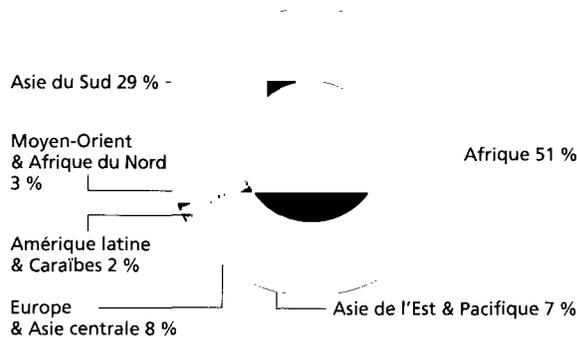
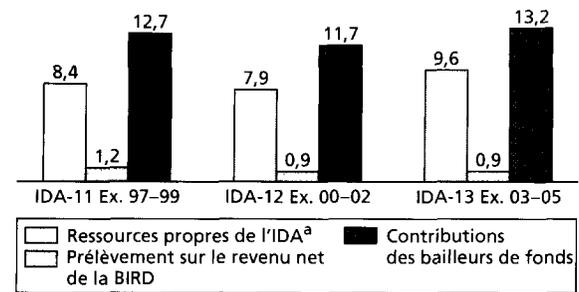


Figure 2.15 Sources de financement de l'IDA



a. L'IDA tire ses ressources propres des remboursements au titre du principal de ses crédits antérieurs, du produit des commissions minoré des charges administratives et du revenu des placements.

Figure 2.13 Engagements de l'IDA par thème, Ex. 03
Pourcentage du total (USD 7,3 milliards)

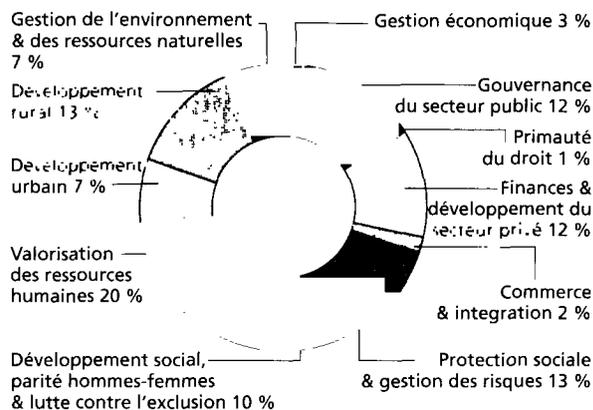


Figure 2.14 Engagements de l'IDA par secteur, Ex. 03
Pourcentage du total (USD 7,3 milliards)

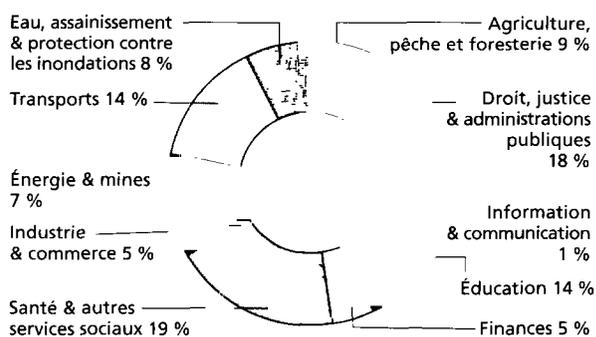
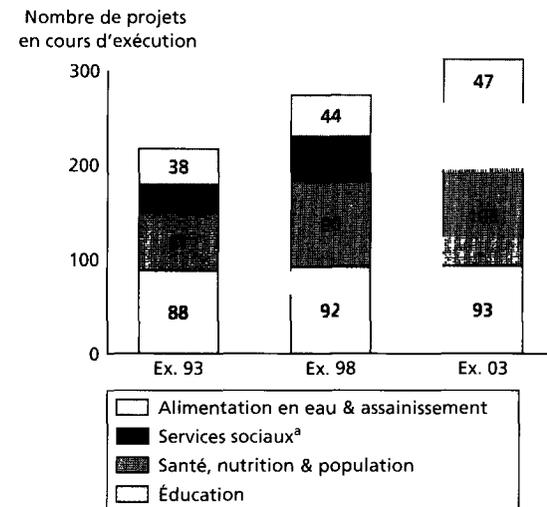


Figure 2.16 Renforcement de l'action de l'IDA dans les secteurs sociaux

297 projets en cours (contre 190 dix ans auparavant)



Note : Le nombre des projets en cours d'exécution inclut les projets dans les pays exclusivement IDA et dans les pays à financement mixte. Engagements de l'IDA dans les projets en cours axés sur les secteurs sociaux : 1993, USD 10,1 milliards ; 1998, USD 14,2 milliards ; 2003, USD 14,0 milliards.

a. Les services sociaux englobent le développement social et la protection sociale.

engagements au titre de l'exercice 03 reste le troisième, en valeur, jamais enregistré par l'Association, et il dépasse le niveau moyen des engagements des cinq dernières années.

C'est l'Afrique qui a absorbé la plus large part des ressources de l'IDA avec 3,7 milliards de dollars pour 60 opérations, soit 51 % des engagements de l'Association et 43 % de ses opérations. L'Asie du Sud occupe la deuxième place avec 2,1 milliards de dollars pour 29 opérations. Au niveau des pays, ce sont le Bangladesh, l'Éthiopie, l'Inde, l'Ouganda et la République démocratique du Congo, qui sont les principaux bénéficiaires des financements de l'IDA.

Pendant l'exercice 03, approximativement 17 % des financements opérationnels de l'IDA ont pris la forme de dons dans les catégories suivantes : opérations en faveur

des pays les plus pauvres, 241 millions de dollars ; opérations en faveur des pays les plus pauvres et les plus exposés au surendettement, 406 millions de dollars ; opérations en faveur des pays sortant d'un conflit, 306 millions de dollars ; projets et éléments VIH/SIDA, 214 millions de dollars ; et projets de reconstruction à la suite de catastrophes naturelles, 65 millions de dollars.

La santé et les services sociaux, ainsi que le secteur droit, justice et administrations publiques sont ceux qui ont le plus bénéficié des concours de l'IDA, puisque chacun a reçu 1,4 milliard de dollars, soit 19 % du total.

Le thème qui a absorbé la part d'engagements la plus importante durant l'exercice 03 est celui de la valorisation des ressources humaines, avec 21 % du total. L'Association a également fourni un appui substantiel à des projets dans les domaines de la protection sociale et de la gestion des risques, du développement rural, de la gouvernance du secteur public, ainsi que des finances et du développement du secteur privé.

Les ressources de l'IDA

L'exercice 03 marque la première année de la période couverte par IDA-13, dont les ressources financent les engagements de l'Association pendant les exercices 03 à 05. IDA-13 fournira des ressources concessionnelles d'une valeur totale de 18 milliards de droits de tirages spéciaux (environ 24 milliards de dollars) aux pays admis à emprunter à l'Association durant cette période de trois ans. Ce montant inclut 10 milliards de DTS (approximativement 13 milliards de dollars) de nouvelles contributions des bailleurs de fonds ; les ressources internes de l'Association, y compris les remboursements du principal des crédits antérieurs et les commissions de service, qui représentent à peu près 7,3 milliards de DTS (environ 10 milliards de dollars) ; les prélèvements sur le revenu net de la BIRD (le cas échéant), soit 0,7 milliard de DTS ; et le report, d'un montant modeste, des contributions des bailleurs de fonds au titre de la reconstitution précédente. La figure 2.15 indique les sources de financement de l'IDA pour les trois dernières reconstitutions des ressources de l'Association. La figure 2.16 illustre le renforcement de l'action de l'IDA dans les secteurs sociaux.

Dans le cadre des dispositions prises pour IDA-13, une initiative majeure a été lancée afin de renforcer la culture de résultats de l'Association. Il s'agit de mettre en place un système permettant de mesurer et de suivre les effets de l'action de l'IDA dans les différents pays qui bénéficient de son aide, et d'apprécier l'incidence des programmes de l'Association sur les réalisations de ces pays.

LES FONDS FIDUCIAIRES

Les fonds fiduciaires, qui ne font pas partie des ressources propres de la Banque, sont des dispositifs financiers et administratifs mis en place avec des bailleurs de fonds extérieurs dans le but de financer par des dons des interventions hautement prioritaires pour le développement, telles que l'assistance technique, les services de conseil, les

allègements de dettes, les périodes de transition à l'issue d'un conflit et des opérations de cofinancement. Les fonds fiduciaires permettent d'accroître l'efficacité des programmes de réduction de la pauvreté mis en place par la Banque en encourageant l'adoption d'approches novatrices pour les projets, en favorisant la constitution de partenariats et en élargissant le champ de la coopération au service du développement.

De nombreux pays industrialisés, certains pays en développement de taille relativement plus importante, le secteur privé et des fondations mettent à la disposition de la Banque des fonds fiduciaires servant des fins précises, arrêtées d'un commun accord entre les parties concernées. La Banque contribue aussi directement à certains fonds fiduciaires en fournissant des dons.

Contributions, décaissements et soldes

Le portefeuille de fonds fiduciaires de la Banque s'est étoffé au cours de l'exercice 03. Les contributions des bailleurs de fonds se sont élevées à 4,44 milliards de dollars, soit une augmentation de 1,83 milliard de dollars (70 %) par rapport à l'exercice 02, et les fonds détenus en fiducie sont passés de 5,33 milliards de dollars à 6,89 milliards de dollars (ce qui représente une progression de 30 %). Ces chiffres représentent les contributions effectivement versées pour tous les fonds fiduciaires, sauf pour l'Initiative PPTE, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (GFATM), pour lesquels les contributions sont comptabilisées sur la base du fait générateur (à partir de l'exercice 03 pour le FEM et le GFATM). Les dix principaux bailleurs de fonds, dont la liste figure dans le tableau 2.5, ont fourni 79 % des contributions.

Les décaissements effectués au cours de l'année se sont élevés à 2,56 milliards de dollars, soit une progression de 0,63 milliard de dollars (33 %) par rapport à l'exercice 02. Les décaissements les plus importants concernent cinq programmes, à savoir l'Initiative PPTE (751 millions de dollars), le FEM (409 millions de dollars), le Fonds fiduciaire pour la reconstruction de l'Afghanistan (182 millions de dollars), le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (118 millions de dollars) et le GFATM (64 millions de dollars), soit 1,52 milliard de dollars au total représentant 60 % des décaissements. Les décaissements effectués au titre des fonds fiduciaires sont tous comptabilisés sur la base des montants effectivement décaissés. La figure 2.17 indique l'évolution des contributions aux fonds fiduciaires et des décaissements effectués sur ces fonds pendant les exercices 99-03.

Nouvelles initiatives importantes

Pour faire face aux nouveaux problèmes de développement qui se posent, la communauté des bailleurs de fonds a décidé de mettre en place un certain nombre de fonds fiduciaires dont elle a confié la gestion à la Banque durant l'exercice 03. Il s'agit de l'Initiative pour la réforme et le renforcement du secteur financier, du Programme de comparaison internationale, du Programme mondial d'éradication

Tableau 2.5 **Les dix principaux bailleurs de fonds fiduciaires** (Millions de dollars)

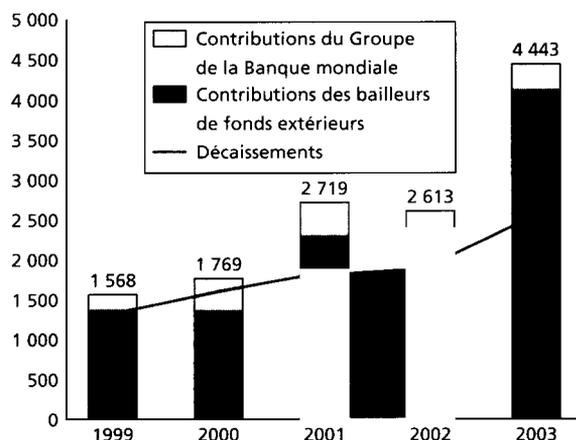
	Ex. 02	Ex. 03
États-Unis	1 085	1 085
Japon	500	500
Groupe de la Banque mondiale	329	329
Pays-Bas	269	269
Royaume-Uni	252	252
Communauté européenne (CE)	241	241
France	217	217
Suède	201	201
Allemagne	194	194
Fondation Gates	170	170
Autres bailleurs de fonds	985	985
Contributions totales	2 809	4 443

de la poliomyélite, et du Fonds d'adaptation aux changements climatiques pour les pays les moins avancés.

Consultations avec les bailleurs de fonds et réforme des fonds fiduciaires

Pendant l'exercice 03, la Banque a poursuivi les consultations engagées avec les donateurs sur la réforme en cours des fonds fiduciaires et instauré de nouvelles règles de gestion applicables aux fonds fiduciaires destinés à financer les services de consultants. Le principal objectif de ces réformes est d'uniformiser les politiques et les procédures régissant les fonds fiduciaires ; de faire cadrer les activités financées par ces fonds avec les stratégies et les priorités de la Banque ; de mettre en place un programme spécial de formation et d'accréditation à l'intention des agents qui assurent la gestion de ces fonds pour les

Figure 2.17 **Fonds fiduciaires : contributions et décaissements, Ex. 99–03** (Millions de dollars)



responsabiliser davantage ; de renforcer les mécanismes de contrôle financier des fonds fiduciaires ; de faciliter l'accès aux rapports financiers y afférents ; et de simplifier et d'uniformiser les systèmes d'audit de ces fonds.

OPÉRATIONS DE COFINANCEMENT

Le terme de cofinancement désigne les fonds engagés à l'appui de tel ou tel projet de la Banque par les partenaires bilatéraux et multilatéraux au titre de l'aide publique, par les organismes de crédit à l'exportation et par des sources privées. Les opérations de cofinancement permettent à la Banque de mobiliser des ressources supplémentaires à des conditions concessionnelles pour aider les pays bénéficiaires. Au cours de l'exercice 03, les fonds tirés de ces sources en complément des financements de la BIRD et de l'IDA se sont levés à 3,0 milliards de dollars. Parmi les principaux partenaires financiers de l'exercice 03, citons la Banque interaméricaine de développement, le Fonds pour l'environnement mondial et la Banque européenne d'investissement.

Pendant l'exercice 03, les cofinancements sont allés pour la majeure partie aux régions suivantes : Amérique latine et Caraïbes (0,87 milliard de dollars), Afrique (0,85 milliard de dollars) et Asie de l'Est et Pacifique (0,64 milliard de dollars). La figure 2.18 indique la répartition des cofinancements par région.

Principales opérations de cofinancement de projets durant l'exercice 03

Au cours de l'exercice 03, 103 projets ont été cofinancés par la Banque et ses partenaires. Parmi les exemples de projets comportant un élément important de cofinancement, citons a) le Programme colombien d'ajustement du secteur social (390 millions de dollars) ; b) le Deuxième projet de soutien au programme ghanéen du secteur de la santé (310 millions de dollars) ; c) le Prêt à l'ajustement structurel et au développement des services financiers dans les régions rurales du Mexique (300 millions de dollars) ; et d) le Projet jordanien de réforme de l'éducation et d'appui à l'économie du savoir (120 millions de dollars). La figure 2.19 illustre l'évolution des prêts de la Banque et des cofinancements sur la période couvrant les exercices 00 à 03.

ASSISTANCE SPÉCIALE FOURNIE PENDANT L'EXERCICE 03

Allègement accéléré de la dette

Des avancées importantes ont été enregistrées durant l'exercice 03 dans l'action engagée pour alléger la dette des pays les plus pauvres et les plus endettés. L'Initiative PPTE, qui est l'un des éléments d'une stratégie globale visant à promouvoir le développement, est bien placée pour atteindre son objectif fondamental, à savoir permettre aux PPTE de prendre un nouveau départ en ramenant leur endettement extérieur à un niveau supportable. Vingt-six pays — soit les deux tiers des PPTE admis à bénéficier de l'Initiative — ont

Figure 2.18 **Cofinancements par région, Ex. 00-03**
(Millions de dollars)

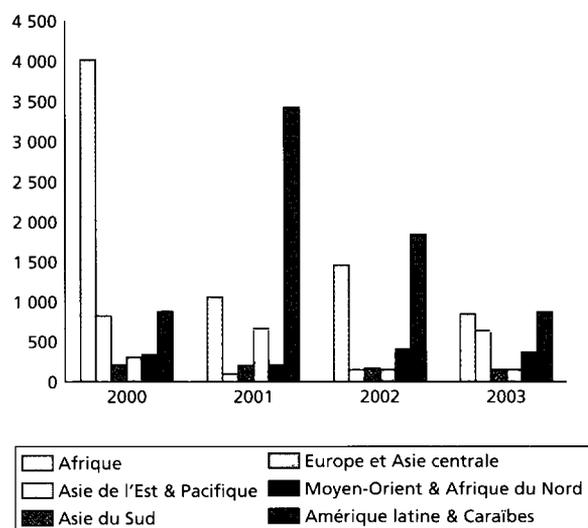
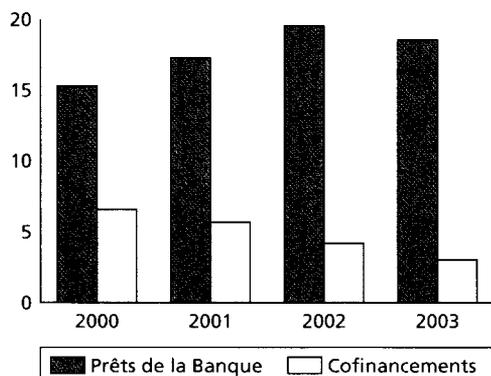


Figure 2.19 **Prêts de la Banque et cofinancements, Ex. 00-03**
(Milliards de dollars)



obtenu un allègement de dette qui représentera in fine une remise de plus de 40 milliards de dollars de la part de tous les créanciers concernés. Parmi ces pays, le Bénin et le Mali ont récemment achevé le programme, ce qui porte à huit le nombre des pays qui ont atteint le point d'achèvement. Les six autres pays sont la Bolivie, le Burkina Faso, la Mauritanie, le Mozambique, l'Ouganda et la Tanzanie.

L'Initiative présente plusieurs difficultés majeures : a) il faut encourager les pays, dont beaucoup sont en proie à un conflit, à atteindre le point de décision tout en se conformant aux normes de performance économique prévues dans le programme ; b) il faut encourager les pays en phase transitoire à remplir rapidement les critères d'accession au point d'achèvement ; c) une fois atteint le

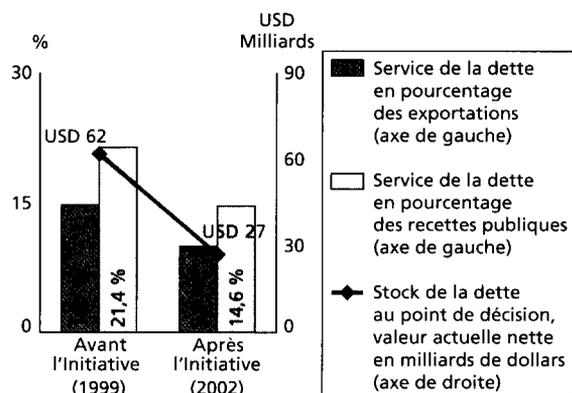
point d'achèvement, il faut tout mettre en œuvre, dans le cadre du programme d'action défini par le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), pour aider les pays très endettés à atteindre les ODM tout en maintenant leur endettement dans des limites tolérables ; d) il faut inciter un certain nombre de créanciers bilatéraux non-membres du Club de Paris, d'organismes de crédit et de petits créanciers multilatéraux à participer plus activement à l'Initiative ; et e) il faut continuer d'aider les pays lourdement endettés à mettre en œuvre des stratégies de croissance qui servent les intérêts des pauvres, en gardant à l'esprit que l'Initiative est l'un des moyens qui permettront d'atteindre cet objectif. La figure 2.20 indique les allègements de dette accordés au titre de l'Initiative, et la figure 2.21 montre l'évolution des dépenses sociales avant et après l'octroi de ces allègements de dette.

La mise au point de stratégies permettant aux pays à faible revenu de ne pas retomber dans le surendettement a été un thème de réflexion majeur durant l'exercice 03. Des ateliers ont été organisés en collaboration avec des bailleurs de fonds bilatéraux afin d'examiner les problèmes liés au maintien de l'endettement à un niveau supportable sur le long terme, et ces initiatives devraient désormais faire partie des activités régulières de la Banque. Dans la même logique, les CAS formulées par la Banque pour les PPTE et d'autres pays à faible revenu incluent maintenant des évaluations du degré d'endettement tolérable.

La plupart des pays qui ne peuvent toujours pas participer au programme d'action de l'Initiative sont aux prises avec un conflit. L'Unité PPTE travaille en étroite coopération avec les responsables de l'Initiative en faveur des pays à faible revenu en difficulté pour traiter des problèmes propres à ces pays. La Banque soutient également d'autres initiatives, notamment la stratégie d'appui transitoire au Burundi, la stratégie de réengagement en République centrafricaine et au Soudan, le fonds post-conflit en faveur de la République du Congo, et l'entité mise en place pour coordonner l'aide à la Somalie.

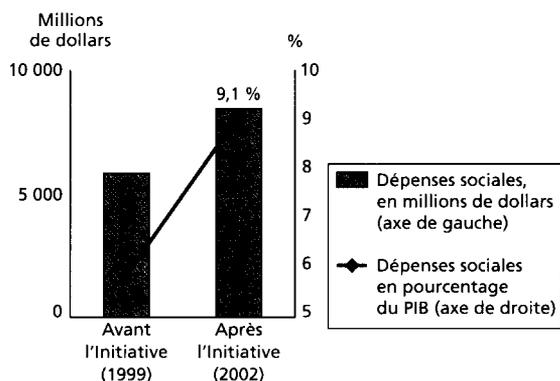
Les pays qui remplissent les conditions voulues pour obtenir un allègement de dette au titre de l'Initiative PPTE doivent élaborer un document intérimaire de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP-I) pour atteindre le point d'achèvement. Ce document présente le plan d'action adopté par le pays pour réorienter les ressources libérées grâce aux allègements de dette vers des programmes de réduction de la pauvreté. Ces programmes tiennent compte des priorités établies par les populations locales dans le cadre d'un large processus consultatif qui intègre les vues des parties prenantes et notamment des organisations de la société civile. Le processus du DSRP, qui met l'accent sur une stratégie de croissance favorable aux pauvres, sur la réduction de la pauvreté à long terme et sur les mesures à prendre pour atteindre les ODM, ne s'applique désormais plus uniquement aux pays concernés par l'Initiative, mais englobe un groupe de pays qui bénéficient des concours de l'IDA. Dorénavant, les CAS formulées par la Banque pour aider ces pays devraient normalement être basées sur les DSRP qu'ils auront eux-mêmes établis.

Figure 2.20 **Allègement de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE) — Réduction du stock de la dette et amélioration des ratios du service de la dette**



Note : Moyennes pondérées pour les 26 pays qui ont atteint le point de décision à la fin de mars 2003.
 Source : Banque mondiale : Initiative PPTE — Rapport d'avancement, 28 septembre 2002 ; Initiative PPTE — Mise à jour statistique, mars 2003.

Figure 2.21 **Dépenses sociales avant et après l'octroi d'une aide au titre de l'Initiative PPTE**



Note : Moyennes pondérées pour les 26 pays qui ont atteint le point de décision à la fin de mars 2003.
 Source : Banque mondiale : Initiative PPTE — mise à jour statistique, mars 2003.

Les PRSC approuvés cette année concernent le Burkina Faso, le Ghana, le Guyana, l'Ouganda, le Sri Lanka, la Tanzanie et le Viet Nam. La poursuite du dialogue qui s'est établi avec les représentants des pays ayant élaboré un DSRP, les partenaires de développement et les organisations de la société civile montre à quel point il importe d'adapter le processus du DSRP à la situation propre à chaque pays, de veiller à ce que le DSRP fixe des priorités et des objectifs réalistes et d'en faciliter la réalisation concrète en encourageant une meilleure harmonisation des politiques des bailleurs de fonds.

Afghanistan

Le Projet de réorganisation d'urgence des transports, qui est assorti d'un crédit de 108 millions de dollars de l'IDA, contribuera à éliminer les goulets d'étranglement dans ce domaine et à promouvoir la remise en état du réseau routier et des aéroports du pays. Le Projet de travaux publics d'urgence et d'autonomisation des communautés (42 millions de dollars) a permis de remettre en état le tunnel de Salang. Ce tunnel couvre une section cruciale de l'axe routier qui relie Kaboul à huit provinces du pays, et c'est le seul point d'entrée de la capitale pour l'aide humanitaire et d'autres marchandises, ainsi que pour les réfugiés qui reviennent du nord du pays.

Iraq

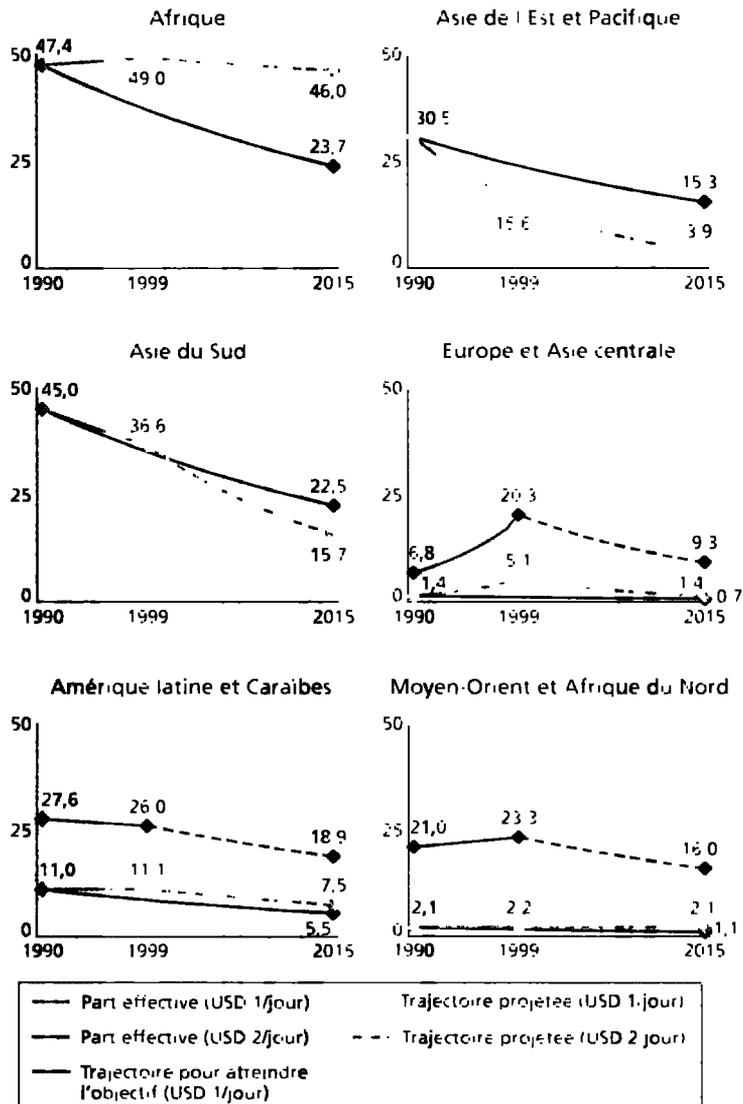
Conformément aux décisions prises par le Comité du développement en avril 2003, le Conseil des Administrateurs de la Banque a autorisé la direction de l'institution à entreprendre une évaluation des besoins en Iraq et notamment à y envoyer une mission d'enquête afin de déterminer les besoins de reconstruction. La Banque évalue les besoins les plus urgents dans ce domaine, travaillant entre autres avec les Nations Unies, la Banque islamique de développement et l'Union européenne (voir la section « Moyen-Orient et Afrique du Nord » au chapitre 5 du rapport).

Crédits à l'appui de la réduction de la pauvreté (PRSC)

La formule du DSRP permet d'ancrer la stratégie de développement et l'aide au développement dans une dynamique de concertation qui associe le plus grand nombre et emporte l'adhésion du pays concerné. Les PRSC sont conçus pour soutenir ce processus dans les pays qui appliquent de bonnes politiques et se sont dotés de solides institutions publiques. Ils fournissent un appui sur mesure, au cas par cas, aux programmes de réformes élaborés et adoptés par les pays eux-mêmes à l'issue de consultations poussées avec les parties prenantes. Ils sont essentiellement centrés sur le renforcement des capacités de l'État et des institutions, en particulier celles qui servent les pauvres.

Chapitre 3

Part de la population vivant avec moins de 1 ou de 2 dollars par jour (en pourcentage)



Note. Pour les régions Afrique, Asie de l'Est et Pacifique et Asie du Sud, les graphiques n'indiquent ni le pourcentage effectif, ni le pourcentage projeté de la population vivant avec moins de 2 dollars par jour.

Source : Banque mondiale 2003, *World Development Indicators* 2003, Washington.

Améliorer l'efficacité du développement

Les graphiques et les cartes qui figurent dans ce chapitre illustrent les progrès qui seront accomplis dans la mise en œuvre des objectifs de développement pour le Millénaire (ODM) si les tendances observées se confirment. Ils représentent une évaluation de l'état actuel des pays et des régions, et non une prévision des résultats qu'ils obtiendront à terme.

Améliorer l'efficacité du développement

Les organismes de développement œuvrent aujourd'hui dans un monde différent. Une ère nouvelle a commencé, qui se caractérise par des rapports d'interdépendance entre les pays et un souci accru de stabilité et de prospérité mondiales. Les efforts de développement doivent désormais non plus être axés principalement sur les processus mais viser à produire des résultats en ciblant des réalisations quantifiables. Ces réalisations consistent, par exemple, à sortir davantage de familles de la pauvreté, à relever le niveau d'instruction des adultes et à réduire les taux de mortalité infantile. Les pays doivent considérer les résultats voulus afin de prendre des décisions plus judicieuses et d'élaborer de meilleures stratégies pour assurer leur propre développement. Le nouveau partenariat pour le développement issu des sommets de Monterrey, de Johannesburg et de Doha met l'accent sur les résultats afin d'atteindre plus rapidement les objectifs de développement pour le Millénaire (ODM). Dans le cadre de l'orientation de son action de développement sur les résultats, la Banque mondiale a adopté un plan d'action destiné à rendre ses activités plus efficaces. Ce plan s'articule autour de plusieurs axes : fixer des objectifs clairs, définir des indicateurs pouvant faire l'objet d'un suivi, établir un lien entre les activités et les résultats recherchés et utiliser ces informations pour prendre des décisions en matière de gestion.

PRIORITÉ AUX RÉSULTATS

La Banque a décidé d'axer son action sur les résultats en partant de l'idée fort simple qu'il serait possible d'améliorer les résultats en ciblant davantage l'attention de la direction sur ces derniers. Cette stratégie, employée depuis quelques années pour la qualité des produits et services de la Banque, s'est révélée payante en ce domaine. Au début des années 90, la Banque a commencé à suivre la qualité des prêts qu'elle approuvait et des études et analyses qu'elle réalisait. Il s'en est suivi une amélioration progressive de la qualité des produits et services qui a contribué à l'amélioration des réalisations dans les pays. La Banque a établi son plan d'action en partant du principe qu'il est nécessaire

d'examiner les résultats à tous les stades du cycle de développement : au départ, pour la planification stratégique et la formulation des programmes ; pendant la période couverte par les projets, pour la gestion courante et l'adaptation des stratégies et ; vers la fin, pour les évaluations ex post et l'obtention d'informations en retour utiles à des travaux futurs. Le plan d'action de la Banque comprend plusieurs volets : renforcer les capacités dont les pays ont besoin pour axer les décisions de gestion et d'orientation sur la recherche de résultats, notamment en poursuivant des activités de suivi et d'évaluation basées sur les résultats ; affiner les mesures d'incitation, les instruments et les procédures de la Banque et renforcer ses capacités à cibler son action sur les résultats ; et enfin encourager la constitution d'un partenariat mondial qui permette d'adopter des méthodes de gestion centrées sur les résultats et d'augmenter l'impact des projets grâce à une action collective.

Renforcer les capacités des pays

Ce sont les pays qui, en définitive, doivent obtenir les résultats, avec l'appui d'organismes de développement et d'autres partenaires. Or beaucoup de pays ne disposent pas de systèmes de suivi et d'évaluation appropriés permettant à leurs dirigeants de suivre les progrès accomplis en direction des résultats recherchés, de faire apparaître les réalisations et les conséquences d'une politique, d'un programme ou d'un projet donné, d'en tirer les conclusions qui s'imposent et de baser leurs décisions sur ces dernières. Dans de nombreux pays, les statistiques de base nécessaires pour évaluer les changements intervenus dans des domaines essentiels tels que la pauvreté, la santé et l'éducation durant la période de trois à cinq ans couverte par les Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) sont insuffisantes, voire inexistantes. Le plan d'action de la Banque s'attache en priorité à encourager ces pays à assurer l'évaluation et le suivi des résultats, à renforcer leurs capacités à en tirer des informations et à utiliser ces dernières. Ce plan pourra être mené à bien si les DSRP des pays à faible revenu ciblent

mieux les résultats, si le secteur public met davantage l'accent sur l'obtention de résultats par le biais des programmes de gestion du secteur public et si l'amélioration des systèmes de statistique nationaux est appuyée par un programme simplifié de financement du renforcement des capacités dans le domaine des statistiques.

Suivre les progrès réalisés

Il ne suffit pas que les projets soient bien conçus et qu'ils atteignent leurs objectifs, il faut aussi que ces derniers favorisent la croissance, le bien-être social et le recul de la pauvreté au niveau des pays. Les stratégies et les instruments de la Banque devront refléter ce changement d'orientation, en accordant beaucoup plus d'importance à la mesure des résultats au niveau des pays qu'aux résultats au niveau des seuls projets. La Banque devra notamment axer davantage son action sur les réalisations, mieux définir celles qui sont attendues des pays et décrire la manière dont le programme de la Banque contribuera à les concrétiser dans les stratégies d'aide aux pays (CAS), les stratégies sectorielles, les prêts d'investissement et les prêts à l'appui de réformes. Enfin, elle devra simplifier les documents qui doivent être présentés et les processus qui doivent être suivis. Cette nouvelle manière de procéder exige également une structure intégrée permettant de mieux suivre les progrès accomplis grâce à des indicateurs quantifiables au niveau des projets ainsi qu'aux plans sectoriel, national et international.

Il est important de suivre les progrès réalisés pour aider les emprunteurs à obtenir des résultats, gérer les activités de la Banque et mettre en évidence l'efficacité des efforts déployés. Un certain nombre de mesures doivent être prises, qui consisteront notamment à intégrer une évaluation systématique des résultats dans les processus d'examen de la Banque, y compris l'examen annuel du portefeuille (voir plus loin la partie consacrée au Groupe d'assurance de la qualité de la Banque mondiale), le système d'évaluation de l'IDA et le processus d'établissement de la stratégie et du budget.

Simplifier les politiques et les procédures

Pour renforcer sa contribution aux résultats obtenus par les pays, la Banque s'est efforcée, durant l'exercice, de simplifier et de moderniser ses politiques et ses procédures internes dans trois domaines. (Ce travail servira également à compléter son programme d'harmonisation.) Dans le domaine de la *gestion financière*, la Banque a considérablement modifié ses politiques d'audit, s'est entendue avec d'autres bailleurs de fonds sur l'harmonisation des méthodes d'établissement des rapports financiers et de vérification des comptes et a entrepris un examen des règles d'admissibilité des dépenses.

Dans le domaine des *politiques et des procédures de financement*, la Banque a engagé des consultations approfondies sur le projet de mise à jour de sa politique opérationnelle sur les prêts d'ajustement et sur les procédures d'approbation du report rétroactif des dates de clôture. Elle a simplifié les procédures devant être utilisées pour des financements complémentaires (projets répliques) et des projets simples qui présentent peu de risques, elle a grandement simplifié et modernisé les modèles et directives pour les principaux documents relatifs aux prêts d'investissement et elle a mis en place un service d'assistance téléphonique pour aider ses agents à résoudre rapidement les problèmes opérationnels.

Dans le domaine de la *passation des marchés*, La Banque et d'autres banques multilatérales de développement ont entrepris d'harmoniser les politiques et les procédures et de standardiser les dossiers d'appel d'offres. À ce sujet, la direction de la Banque a engagé des consultations avec des bailleurs de fonds, des emprunteurs et des représentants du secteur industriel et de la société civile sur un projet de modification de ses directives pour la passation des marchés, qui sera soumis à l'approbation du Conseil. Les directives révisées permettront à la Banque de commencer à recourir à des systèmes électroniques de passation des marchés qui auront pour effet de simplifier les procédures et d'harmoniser les politiques. Ces mesures, qui s'ajoutent au relèvement effectif des plafonds en deçà desquels les pouvoirs sont délégués aux bureaux extérieurs, à l'examen préalable des activités des emprunteurs et au recours accru à des appels d'offres nationaux, réduiront les coûts de transaction pour les pays partenaires. Les études économiques et sectorielles incluent maintenant les rapports analytiques sur la passation des marchés dans les pays et les évaluations de la responsabilité financière dans les pays.

Forger des partenariats pour améliorer les résultats

L'amélioration des résultats au niveau des pays est le fruit d'une action concertée de spécialistes appartenant à différentes institutions ou différents pays. L'un des principaux défis que doivent relever la Banque et ses partenaires consiste à coordonner la présentation des résultats au niveau international de façon à établir un ensemble d'indicateurs fondamentaux des réalisations des pays qui correspondent aux priorités de leur DSRP et à établir leur lien avec les ODM. Un autre défi consiste à identifier les lacunes au niveau des données nationales et à proposer un soutien coordonné en vue de renforcer les capacités statistiques.

Au sein de la Banque, la priorité donnée aux résultats s'inscrit dans un processus évolutif. De nombreuses unités

font déjà état de progrès. Ainsi, la version révisée du guide relatif aux DSRP (publié en deux volumes sous le titre *A Sourcebook for Poverty Reduction Strategies*) préparé pour les pays clients contient des chapitres particulièrement détaillés sur la définition des buts, les activités de suivi et d'évaluation et la contribution de la société civile au suivi des progrès réalisés. L'utilisation de systèmes de suivi et d'évaluation basés sur les résultats pour améliorer la gestion fait l'objet d'un plus grand nombre d'analyses et de financements du secteur public. Différentes équipes chargées de pays comme celles du Cameroun et de l'Ukraine ont adopté, à titre d'essai, des CAS basées sur les résultats. La Banque a mis au point un nouveau programme de financement, StatCap, qui permet à différents bailleurs de fonds de financer des activités de renforcement des capacités statistiques nationales en suivant un plan directeur pour les statistiques. L'Ukraine est le premier pays à utiliser ce système. Des fonds supplémentaires ont été levés, qui pourront être utilisés pour d'autres pays et d'autres équipes chargées de pays qui s'intéressent à ce programme (pour plus d'informations, consulter le site www.banquemondiale.org et cliquer sur la rubrique « Données et statistiques » sur la page d'accueil).

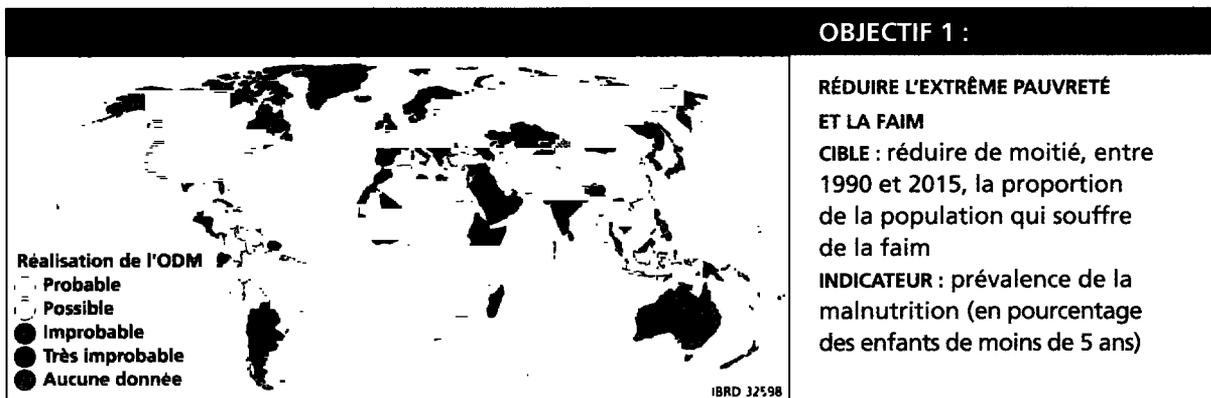
Le programme d'action axé sur les résultats vise à produire des réalisations plus efficaces et à poursuivre les progrès déjà accomplis en direction des ODM.

ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT POUR LE MILLÉNAIRE : UN PARI DIFFICILE

En souscrivant aux objectifs de développement pour le Millénaire, la communauté internationale s'est résolument engagée à adopter une vision plus vaste du développement, qui fait du développement humain l'élément crucial d'un progrès économique et social durable dans tous les pays, et a reconnu combien il était important de forger un nouveau partenariat mondial pour le développement. Pour la Banque mondiale, les ODM posent de nouveaux problèmes, mais ouvrent également de nouvelles perspectives puisqu'il lui faut accroître encore l'efficacité de ses activités opérationnelles et fournir à ses clients des produits et des services de plus haute qualité.

Pauvreté et faim

Le premier ODM consiste à réduire de moitié entre 1990 et 2015 la proportion de la population vivant dans des conditions d'extrême pauvreté ainsi que celle souffrant de la faim. Les enfants sont mal nourris lorsqu'ils ne consomment

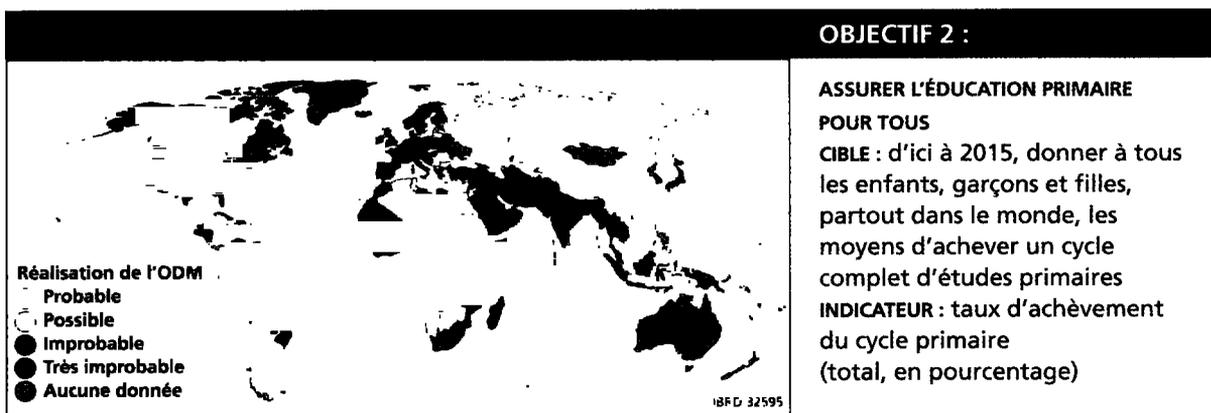


OBJECTIF 1 :

RÉDUIRE L'EXTRÊME PAUVRETÉ ET LA FAIM

CIBLE : réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim

INDICATEUR : prévalence de la malnutrition (en pourcentage des enfants de moins de 5 ans)



OBJECTIF 2 :

ASSURER L'ÉDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS

CIBLE : d'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires

INDICATEUR : taux d'achèvement du cycle primaire (total, en pourcentage)

OBJECTIF 3 :



PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES
CIBLE : éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005, si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015, au plus tard
INDICATEUR : rapport filles/garçons dans l'enseignement primaire et secondaire

OBJECTIF 4 :



RÉDUIRE LA MORTALITÉ INFANTILE
CIBLE : réduire de deux tiers, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans
INDICATEUR : taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)

pas suffisamment d'aliments sources d'énergie nutritive pour satisfaire les besoins de leur organisme. Ce problème est exacerbé par des régimes alimentaires pauvres en nutriments essentiels, des maladies qui provoquent l'épuisement des éléments nutritifs et des mères sous-alimentées qui donnent naissance à des enfants présentant une insuffisance pondérale. Les tendances régionales révèlent des taux de malnutrition élevés en Asie du Sud et en augmentation en Afrique subsaharienne. Dans ces régions, de nombreux pays pourraient avoir des difficultés à atteindre le premier ODM si les tendances observées se confirment (figure 3.1).

Éducation primaire pour tous

La figure 3.2 montre que des progrès ont été faits en direction de l'objectif d'une éducation primaire pour tous, mesurée par le taux de rétention dans l'enseignement primaire, c'est-à-dire la proportion d'enfants qui achèvent la dernière année des études primaires. Trois régions — Asie de l'Est et Pacifique, Europe et Asie centrale et Amérique latine et Caraïbes — sont en passe d'atteindre cet objectif. Cependant, trois autres régions, qui comptent 150 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire, risquent de

ne pas l'atteindre. L'Afrique subsaharienne, qui n'a guère fait de progrès en ce domaine depuis 1990, arrive en dernière position. L'Asie du Sud affiche de longue date de faibles taux de scolarisation et d'achèvement des études, et la région Moyen-Orient et Afrique du Nord n'a enregistré que des progrès limités depuis 1990 même si quelques pays, dans ces deux régions, ont fait un grand bond en avant. La suppression des obstacles auxquels sont confrontées ces régions et la réduction des coûts peuvent contribuer à accroître le nombre d'enfants scolarisés.

Égalité des sexes

Il existe des disparités entre les sexes partout dans le monde. Les femmes sont sous-représentées dans les organes de décision locaux et nationaux, elles ont une moindre probabilité que les hommes d'avoir un emploi rémunéré et, lorsqu'elles en ont un, elles gagnent moins qu'eux. En outre, dans de nombreux pays à faible revenu, les filles sont moins susceptibles d'être scolarisées. À l'exception de l'Amérique latine et des Caraïbes, aucune région n'atteindra l'étape prévue pour 2005, qui consiste à éliminer les disparités entre les sexes à l'école (figure 3.3). Ce sont dans les régions où le taux d'achèvement des études primaires et le revenu moyen

OBJECTIF 5 :



AMÉLIORER LA SANTÉ MATERNELLE
CIBLE : réduire de trois quarts, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité maternelle
INDICATEUR : accouchements assistés par du personnel de santé (en pourcentage du total)

OBJECTIF 6 :



COMBATTRE LE VIH/SIDA, LE PALUDISME ET D'AUTRES MALADIES
CIBLE : d'ici à 2015, avoir stoppé la propagation du VIH/SIDA et commencé à inverser la tendance actuelle
INDICATEUR : prévalence du VIH (total en pourcentage de la population âgée de 15 à 49 ans)

sont les plus bas que les disparités entre la scolarisation des garçons et des filles sont les plus prononcées. En Afrique subsaharienne, le rapport filles/garçons dans le primaire et le secondaire (80 % en 1998) n'a pratiquement pas changé depuis 1990. En Asie du Sud, les progrès ont été plus sensibles, mais la proportion de filles inscrites par rapport aux garçons n'était que de 78 % en 1998.

Mortalité infantile et juvénile

Les améliorations rapides observées avant 1990 avaient laissé espérer que le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans pourrait être réduit des deux tiers au cours des 25 années suivantes. Or les progrès se sont ralentis pratiquement partout dans les années 90 et aucune région, sauf peut-être l'Amérique latine et les Caraïbes, ne se trouve en bonne voie pour atteindre cet objectif (figure 3.4). Les progrès ont été particulièrement lents en Afrique subsaharienne, où les troubles civils et l'épidémie de virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise (VIH/SIDA) a fait augmenter le taux de mortalité infantile dans plusieurs pays. En 2001, le taux moyen de mortalité des enfants de moins de 5 ans était de 121 pour 1 000 naissances vivantes dans les pays à faible revenu, de 41 pour 1 000 dans les pays à revenu

intermédiaire – tranche inférieure et de 27 pour 1 000 dans les pays à revenu intermédiaire – tranche supérieure tandis qu'il était inférieur à 7 pour 1 000 dans les pays à revenu élevé. Les taux de mortalité infantile et juvénile ne s'améliorent que lentement dans les pays à faible revenu, où ils n'ont baissé que de 12 % depuis 1990. Ce sont les pays à revenu intermédiaire – tranche supérieure, qui ont fait le plus de progrès mais, s'ils ont abaissé de 36 % leur taux moyen de mortalité, cet accomplissement ne sera pas suffisant pour leur permettre d'atteindre cet ODM.

Santé maternelle

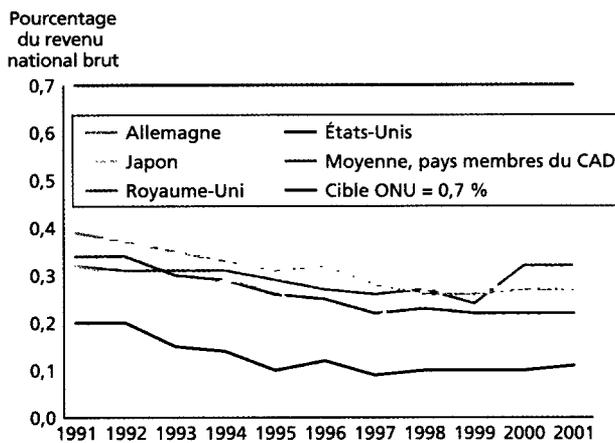
Si l'on veut réduire les taux de mortalité maternelle, il faut donner aux femmes accès à des services de santé modernes. La proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié est un bon indicateur des régions dans lesquels les besoins sont les plus pressants. Dans les pays en développement, la proportion des femmes qui accouchent avec l'assistance d'une sage-femme qualifiée ou d'un médecin n'est que de 58 %. En Amérique latine, où cette proportion est élevée, la mortalité maternelle est relativement faible. Il semble que de nombreux pays des régions Europe et Asie centrale et Moyen-Orient et Afrique du Nord fassent des progrès suffisamment rapides pour

OBJECTIF 7 :



ASSURER UN ENVIRONNEMENT DURABLE
CIBLE : réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau de boisson salubre
INDICATEUR : source d'eau améliorée (pourcentage de la population sans accès)

OBJECTIF 8 :



Note : Les données pour 2001 sont provisoires.

Source : Comité d'aide au développement de l'OCDE.

METTRE EN PLACE UN PARTENARIAT MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT
CIBLE : poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier multilatéral ouvert, fondé sur des règles, prévisible et non discriminatoire
INDICATEUR : APD nette, en pourcentage du revenu national brut des pays donateurs membres du CAD de l'OCDE

atteindre l'objectif fixé, mais en Afrique, où il est difficile d'avoir accès à un personnel de santé qualifié et à des formations sanitaires, la mortalité maternelle reste très élevée et les progrès sont lents (figure 3.5).

VIH/SIDA

En Afrique, la propagation du VIH/SIDA a réduit à néant l'amélioration de l'espérance de vie obtenue après plusieurs décennies et a rendu orphelins des millions d'enfants. L'épidémie entraîne une chute du nombre d'enseignants et une dégradation de la qualité de l'enseignement. En 2002, 42 millions de personnes, dont 3,2 millions d'enfants, avaient contracté le VIH/SIDA. Plus de 95 % des individus infectés vivaient dans des pays en développement, et 70 % en Afrique subsaharienne. Près d'un million de nouveaux cas s'étaient déclarés en Asie du Sud et de l'Est, où plus de 7 millions de personnes sont infectées par le VIH/SIDA. D'après les dernières projections, d'ici à 2010, 45 millions de personnes supplémentaires seront infectées dans les pays à

revenu faible et intermédiaire si une campagne mondiale efficace n'est pas lancée pour enrayer la propagation de l'épidémie (figure 3.6).

Environnement durable

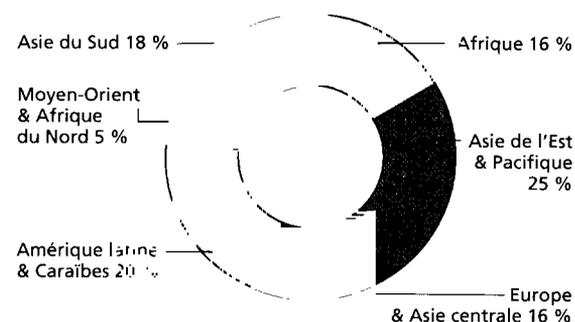
On entend par source d'eau améliorée tout système de collecte des eaux ou de canalisation servant à donner un accès régulier à l'eau. Cette définition se distingue de celle de « l'eau salubre », mais il n'existe aucun indicateur pratique permettant de déterminer si les sources d'eau produisent de l'eau salubre ou non. Le raccordement de tous les ménages à une source d'eau fiable et suffisamment protégée contre toute contamination contribuerait dans une large mesure à améliorer la situation sanitaire et réduire le temps que passe la population aux corvées d'eau. En l'an 2000, 1,2 milliard de personnes étaient toujours privées d'accès à une source d'eau améliorée. Quarante pour cent d'entre elles se trouvaient dans la région Asie de l'Est et Pacifique et 25 % en Afrique subsaharienne. Or pour atteindre les ODM, il faudra donner

accès à de l'eau potable à 1,5 milliard de personnes environ entre 2000 et 2015. S'il semble que de nombreux pays d'Asie du Sud soient en mesure d'atteindre cet objectif, les pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, où l'eau est une ressource rare, auront des difficultés à y parvenir (figure 3.7).

Partenariat mondial

Ce huitième objectif complète les sept premiers. En y adhérant, les pays riches s'engagent à coopérer avec les pays en développement pour créer un climat propice à un développement durable et rapide. Cet objectif suppose la mise en place d'un système commercial et financier ouvert et fondé sur des règles, l'octroi d'une aide plus généreuse aux pays déterminés à lutter contre la pauvreté et l'allègement de la dette des pays en développement. L'aide permet de lutter plus efficacement contre la pauvreté lorsqu'elle bénéficie à des pays pauvres qui ont adopté une bonne politique économique et ont une bonne gouvernance. L'aide a baissé, tant en pourcentage de la taille des économies des pays donateurs qu'en valeur nominale (figure 3.8). Pour aider les pays les plus pauvres à atteindre les ODM, il faudra doubler

Figure 3.9 **Portefeuille des projets actifs au 30 juin 2003, par région**
Part du total des prêts
(USD 96,8 milliards)



l'aide publique au développement par rapport à son niveau actuel de 52 milliards de dollars par an.

Étude de cas : Éducation pour tous

Dans le monde entier, 115 millions d'enfants ne reçoivent pas d'enseignement primaire. Or l'éducation est le pilier de toute société et le fondement de la prospérité économique. Comment les pays concernés peuvent-ils assurer le passage de tous les enfants par le primaire et atteindre, d'ici à 2015, l'objectif de l'Éducation pour tous (EPT) que s'est fixé la communauté internationale ?

Vingt études de cas menées au Brésil, en Guinée, en Inde et en Ouganda illustrent comment certains facteurs essentiels permettent d'atteindre plus rapidement l'objectif de l'EPT. Le cas de la Guinée montre que l'on peut réaliser cet objectif en s'engageant à long terme à obtenir des résultats, même lorsque les circonstances sont défavorables. L'exemple de l'Ouganda fait apparaître l'importance d'une volonté politique et d'une aide flexible des bailleurs de fonds. Le Brésil apporte la preuve qu'un pays peut agir en faveur de 10 à 15 % d'enfants non scolarisés en menant une action concertée axée sur l'équité et la

qualité. L'Inde a montré que l'on pouvait atteindre l'objectif de l'EPT tout en respectant l'équité et l'égalité, même dans un très vaste pays. Elle a aussi mis en évidence l'importance de solutions adaptées au contexte de chaque pays, d'une aide flexible et de l'adhésion des pays aux programmes.

Après avoir examiné ces études de cas, la Banque a conclu que, pour atteindre l'objectif de l'Éducation pour tous, il fallait à la fois que :

- une volonté politique réelle existe, appuyée par des politiques judicieuses et une stratégie efficace ;
- des efforts concertés soient déployés pour mobiliser les moyens disponibles au niveau national et les employer efficacement ;
- l'accent soit mis sur les résultats, et partant que l'on veuille réellement remédier au manque d'équité qui caractérise l'accès à l'éducation. En effet, les pauvres, les ruraux, les filles, les autochtones et les handicapés

ont souvent un accès plus limité que les autres groupes à un enseignement de bonne qualité ;

- la priorité soit accordée aux écoles et aux salles de classe, éléments essentiels au changement dans le domaine de l'éducation, et qu'un plus grand intérêt soit porté aux cadres moyens dans le système éducatif.

En 2002, la communauté internationale a donné son aval à l'Initiative pour la mise en œuvre accélérée du programme Éducation pour tous afin d'atteindre plus rapidement l'objectif d'EPT. Cette initiative a déjà conduit à de nombreuses avancées : collaboration accrue entre la Banque mondiale et divers organismes des Nations Unies, regain d'intérêt d'organisations non gouvernementales internationales et d'organisations de la société civile pour l'éducation primaire universelle, importance accrue accordée aux questions de développement et aux débats sur l'action à mener dans les pays qui bénéficient de cette Initiative.

Études de cas

Durant l'exercice 03, la Banque a réalisé des études de cas dans un certain nombre de pays afin d'analyser les progrès accomplis dans trois domaines d'action importants : l'éducation pour tous, les programmes de lutte contre le VIH/SIDA et l'approvisionnement en eau des communautés rurales. Les résultats obtenus sont présentés brièvement ci-contre.

ÉVALUER LA QUALITÉ DES ACTIVITÉS DE LA BANQUE

Le Groupe d'assurance de la qualité de la Banque (QAG) a pour mission de contrôler la qualité des projets et des travaux d'analyse actuels de la Banque. Il relève directement de la direction mais présente au Conseil ses rapports de synthèse (consultables sur le site www.worldbank.org). Il s'acquitte de sa tâche en faisant procéder à des examens par des pairs et en faisant appel tous les ans à des centaines de cadres supérieurs de l'institution et de spécialistes extérieurs expérimentés. Ce système permet à la fois d'augmenter la crédibilité des travaux de la Banque et de transmettre rapidement les conclusions des travaux du QAG aux opérations en première ligne. Le QAG évalue la qualité des nouveaux projets en « temps réel » : il communique immédiatement ses constatations aux équipes de projets et à leurs responsables dès qu'un projet est approuvé (qualité à l'entrée dans le portefeuille) et durant son exécution (qualité de la supervision). Il évalue également les services d'études et de conseils de la Banque, dits études économiques et sectorielles, immédiatement après qu'ils ont été fournis aux

clients. Sa publication phare intitulée « Rapport annuel sur la performance du portefeuille » présente son analyse de l'ampleur, de la structure, de la performance et de la qualité du portefeuille des projets en cours. Ce rapport examine également un ou deux grands enjeux des opérations en cours de la Banque sous un angle analytique. Cette année, il traite plus particulièrement des ODM et de l'adoption d'une stratégie axée sur les *résultats*.

Un indice composite de la qualité, qui regroupe les trois indicateurs de qualité du QAG, révèle que durant l'exercice 02, 90 % des projets ont été jugés satisfaisants, ce qui représente une nette amélioration depuis la première série d'évaluation des projets réalisés durant l'exercice 98, d'où il ressortait que 79 % des projets étaient jugés satisfaisants. Durant l'exercice 03, on observe un certain dérapage d'un indicateur important, la qualité à l'entrée dans le portefeuille, qui donne 86 % de résultats satisfaisants. La détérioration la plus significative concerne la qualité des modalités d'exécution des projets, qui peut avoir un impact considérable sur les chances de réalisation de leurs objectifs de développement. Les travaux du QAG ont mis en évidence

Étude de cas : combattre le VIH/SIDA, la tuberculose et le paludisme

Le VIH/SIDA, la tuberculose et le paludisme posent de graves problèmes aux pays en développement. En 2001, un million de personnes sont mortes du paludisme, près de 2 millions de la tuberculose et 3 millions du sida, dont 2,2 millions en Afrique subsaharienne. Ces maladies meurtrières touchent tous les pans de l'économie et de la société. Elles privent les enfants de leurs parents et les pays de leur population la plus productive. C'est pourquoi la communauté internationale s'est donné comme priorité absolue la lutte contre ces maladies.

Les études de cas que la Banque a réalisées au Brésil, en Chine, en Ouganda et en Tanzanie ont montré que les pays en développement peuvent lutter efficacement contre ces maladies apparemment réfractaires. Au Brésil par exemple, la prévalence du VIH/SIDA chez les adultes a été maintenue à moins de 1 %. En Chine, le nombre de cas de paludisme a été ramené de 30 millions en 1950 à 20 000 en 2000.

Quatre facteurs essentiels doivent être réunis pour qu'un pays puisse lutter efficacement contre ces maladies :

1. des politiques gouvernementales judicieuses ;
2. un système de santé disposant de solides capacités ;
3. des financements adéquats ;
4. un système de suivi et d'évaluation efficace des résultats.

Ces facteurs trouvent leur origine dans une ferme volonté politique. L'aide au développement peut jouer un rôle crucial dans le cadre des efforts déployés pour améliorer les politiques, renforcer les capacités nationales, accroître les moyens financiers et mettre davantage l'accent sur les résultats.

L'aide au développement a déjà permis d'obtenir des résultats tangibles, mais pour sauver des millions de vies humaines — atteindre l'objectif de développement pour le Millénaire qui consiste à stopper, d'ici à 2015, la propagation du VIH/SIDA, de la tuberculose et du paludisme et

à inverser la tendance actuelle — la communauté internationale doit continuer de consacrer des moyens substantiels à cette action.

d'autres points faibles : les modalités de suivi et d'évaluation, l'évaluation des risques et le réalisme et la sincérité des rapports.

Le degré de risque, qui exprime la probabilité d'atteindre les objectifs de développement, est un indicateur essentiel du portefeuille de projets. Un principe fondamental, auquel a souscrit le Conseil, est que cet indicateur possède un niveau optimal, résultat d'un dosage adéquat entre d'une part innovation et prise de risques calculés, et d'autre part responsabilité fiduciaire. Il est implicitement convenu que pour être « équilibré », le portefeuille de la Banque doit souvent comporter des projets jugés « risqués ». Durant l'exercice 02, suite à l'adoption par le QAG d'une nouvelle série d'indicateurs renforcés destinés à corriger des données qui auraient été surestimées depuis quelques années, la proportion de projets à risques a augmenté pour atteindre 19 % du portefeuille de projets en cours, ce qui reste dans la fourchette de 15 à 20 % retenue. On estime que ces résultats s'expliquent par des évaluations plus réalistes, mais le QAG note aussi qu'il importe de faire preuve d'une plus grande franchise lors de l'établissement des rapports. L'amélioration de cet indicateur de l'impact sur le développement observé

au cours des dix dernières années signifie que des projets appuyés par la Banque portant sur quelque dix milliards de dollars de plus ont atteint leur objectif.

Le processus de développement comporte nécessairement des risques élevés qui s'expliquent par une conjoncture économique mondiale et régionale souvent difficile, notamment dans de grands pays emprunteurs. Au cours des ans, le volume des prêts accordés pour faire face à des crises a augmenté, la Banque s'associant à des programmes d'aide internationaux, souvent en partenariat avec le Fonds monétaire international. On observe une augmentation du degré de risque estimatif du portefeuille de prêts d'ajustement, mais cette augmentation est imputée aux situations de crise et aux conditions souvent difficiles des pays plutôt qu'à une piètre préparation ou supervision des projets.

Bien que la supervision ait été jugée satisfaisante pour 85 % des projets, il est suggéré dans le rapport *Quality of Supervision* que le personnel de la Banque ne s'intéresse peut-être pas toujours suffisamment aux éléments du portefeuille qui présentent le plus de risques. Il est alors plus difficile de remédier aux faiblesses des projets durant leur

Étude de cas : l'approvisionnement en eau des populations rurales

Un milliard de ruraux n'ont pas accès à l'eau potable, et près de 2 milliards n'ont pas accès à des services d'assainissement. Il s'ensuit que, chaque année, 5 millions de personnes meurent de maladies d'origine hydrique. L'agriculture, qui constitue la principale activité économique dans les régions rurales pauvres, est également la plus grande consommatrice d'eau douce de la planète. L'amélioration de la gestion de l'eau peut entraîner une amélioration de la santé des populations rurales et accroître leurs moyens de subsistance.

Les études de cas que la Banque a menées en Albanie, dans le Bassin du Nil, au Brésil, au Ghana, en Inde et en Turquie montrent que lorsque la gestion de l'eau est replacée dans le cadre d'une logique de développement de proximité, la probabilité d'un approvisionnement en eau durable, de la perception de redevances et d'une gestion équitable et efficace des ressources en eau, augmente. Pour assurer le succès d'un programme de gestion de l'eau au niveau des communautés, les

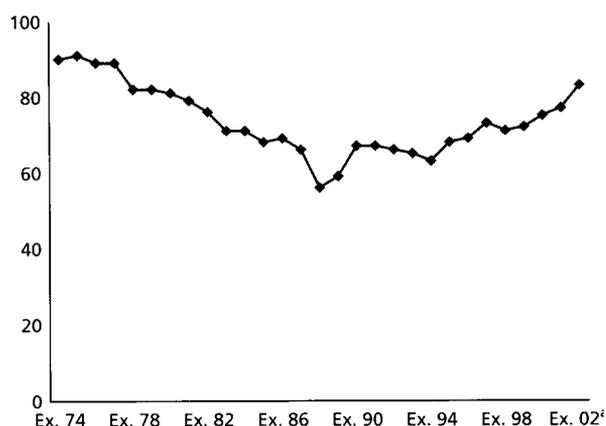
responsables doivent respecter les dix principes ci-après, à savoir :

1. veiller à ce que le programme ait l'adhésion du gouvernement et des associations locales du pays dans lequel il est poursuivi ;
2. adapter le programme en fonction des réalités locales, et non reprendre des modèles internationaux standardisés ;
3. adopter une démarche attentive aux besoins locaux et non une stratégie dirigiste ;
4. faire participer de nombreuses parties prenantes aux activités de gestion des programmes et des services ;
5. favoriser un cadre de l'action publique propice à l'approvisionnement en eau de la population ;
6. associer toutes les parties intéressées par l'eau et sa gestion à toutes les étapes de la chaîne de l'eau, y compris au niveau administratif. Ainsi, une association d'usagers de l'eau gère une pompe à eau communautaire, l'administration locale perçoit les redevances et

l'administration nationale définit la réglementation ;

7. considérer les activités de suivi et d'évaluation comme des outils de gestion et d'apprentissage ;
8. mettre l'accent sur le renforcement des capacités de toutes les parties prenantes ;
9. prévoir une présence à long terme ;
10. harmoniser les stratégies de la Banque, des autres bailleurs de fonds et des organisations de la société civile.

Figure 3.10 Projets ayant donné des résultats satisfaisants, 1974–2002 (en pourcentage)



Note : Opérations de financement uniquement.

a. Ce chiffre se rapporte à un échantillon partiel des projets de l'exercice 02.

Source : Calculs de l'OED.

exécution. Ce rapport montre également qu'il convient d'améliorer les mesures qui visent à inciter les responsables et les agents chevronnés de l'institution à travailler sur des projets à risques et dans des pays plus vulnérables.

Depuis deux ans, le QAG poursuit une démarche plus intégrée et axe davantage ses travaux sur les clients. S'inspirant d'un programme pilote lancé en 2002, le QAG réalise une évaluation de référence de la qualité de l'appui apporté par chaque commission technique aux activités de la Banque. Il vient d'achever un programme pilote qui visait à évaluer la qualité de l'appui fourni à un pays par le biais des analyses et des services de conseil sur l'action à mener pendant le cycle de la CAS. Le rapport intitulé « Examen annuel de la performance du portefeuille », qui sera publié prochainement, contiendra un nouvel élément d'appréciation du portefeuille, qu'il évaluera dans l'optique des *résultats*.

ÉVALUATION INDÉPENDANTE

Le Département de l'évaluation des opérations (OED) est indépendant de la direction et rend compte directement aux Administrateurs. Il suit l'efficacité de l'action de développement de la Banque en analysant ses projets, ses programmes et ses procédures. Il tire les leçons de l'expérience acquise dans le cadre de ses opérations et fournit aux Administrateurs de la Banque des avis fondés sur les évaluations menées au niveau des projets ainsi qu'au plan national, sectoriel et international.

Examen de l'efficacité du développement

Les évaluations de l'OED servent de point de départ à son rapport intitulé « Examen annuel de l'efficacité du développement – (ARDE) ». En 2002, ce rapport a permis de dégager trois idées-force qui sous-tendent l'action que mène la Banque pour atteindre les ODM :

1. Ayant souscrit aux ODM, la Banque a adopté une stratégie institutionnelle qui consiste à centrer ses efforts sur ceux-ci et à mettre en place un cadre général pour les atteindre. La Banque doit néanmoins évaluer plus en détail ce qu'impliquent les ODM, notamment en ce qui concerne l'utilisation de ses ressources financières et humaines.
2. Les programmes nationaux, sectoriels et mondiaux de la Banque s'inscrivent dans la philosophie des ODM et ciblent de plus en plus directement la lutte contre la pauvreté. La Banque peut focaliser bien davantage ces efforts en fixant des objectifs intermédiaires chiffrés assortis d'échéances pour la réduction de la pauvreté ainsi que pour d'autres réalisations pertinentes, et en aidant les pays clients à élaborer des stratégies pour les atteindre.
3. La performance des projets financés par la Banque continue de dépasser l'objectif de 75 % de projets satisfaisants fixé dans le Pacte stratégique (figure 3.10). Les ODM sont une gageure pour la Banque qui doit faire état d'améliorations au niveau des pays — au plan du bien-être économique, du développement humain et de la viabilité écologique. La Banque devra donc adopter des stratégies plurisectorielles axées sur les réalisations qui tirent parti des avantages comparatifs de ses partenaires. Le maintien du statu quo n'est plus une solution, ni pour les pays, ni pour les bailleurs de fonds.

Perspectives, risques et problèmes. Les objectifs de développement pour le Millénaire, que les 189 États membres des Nations Unies ont adoptés dans la Déclaration du Millénaire, ont suscité au sein de la communauté internationale un consensus sans précédent au sujet des réalisations essentielles que doit permettre l'action de développement. Les thèmes couverts par les ODM ne sont pas nouveaux pour la Banque. Le premier d'entre eux — réduire la pauvreté — est même l'objectif primordial de l'institution depuis 1990. Les ODM ont ceci de nouveau qu'ils sont axés sur les réalisations, qu'ils sont assortis d'objectifs quantitatifs liés à des échéances précises et qu'ils mettent l'accent sur les obligations des pays développés dans le cadre d'un partenariat mondial pour le développement. Ces nouveaux aspects des ODM ouvrent des possibilités

d'axer davantage les programmes des pays et des bailleurs de fonds sur les résultats, d'attirer l'attention sur les déterminants plurisectoriels des résultats et d'améliorer les systèmes de mesure et de suivi des résultats. Ils devraient également faciliter l'évaluation des programmes en fournissant des informations de meilleure qualité sur les données de référence et les accomplissements.

Dans le même temps, les objectifs qui ont été adoptés comportent des risques et soulèvent des problèmes pour la Banque. Si les tendances actuelles se confirment, de nombreux pays n'atteindront pas les ODM d'ici à 2015, ce qui risque de susciter des réactions de découragement et un certain cynisme. La Banque a également d'autres difficultés à surmonter : il faut adapter les ODM aux réalités locales, exploiter les contributions que peuvent apporter les secteurs pour lesquels aucun objectif spécifique n'a été fixé, centrer l'attention sur les réalisations des pays pauvres et des groupes de population démunis et non pas seulement sur les réalisations globales, et enfin identifier la chaîne des résultats et assurer le suivi des indicateurs intermédiaires appropriés. L'efficacité avec laquelle la Banque pourra mener l'action pour atteindre les ODM dépendra de la façon dont elle gèrera ces risques et ces problèmes.

Conclusions. Les conclusions du rapport *ARDE 2002* indiquent que les programmes nationaux, sectoriels et mondiaux s'inscrivent dans le droit fil des thèmes des ODM et que la Banque n'a cessé de les soutenir. En outre, la performance au niveau des projets continue de s'améliorer. La Banque doit maintenant augmenter l'impact de ses opérations au niveau des pays. Bien que la lutte contre la pauvreté occupe une place grandissante dans les stratégies d'aide aux pays, leurs objectifs sont habituellement exprimés en termes d'orientation des réformes plutôt qu'en termes d'accomplissements spécifiques. Au contraire, les Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté définissent mieux les accomplissements recherchés ; il importe toutefois d'en améliorer la formulation car ils peuvent être irréalistes et difficiles à atteindre. La Banque doit définir plus précisément les objectifs généraux et spécifiques de ses programmes-pays, à partir des buts que se sont fixés les pays à la lumière des objectifs de développement mondiaux et en se basant, le cas échéant, sur les DSRP. Elle doit améliorer son travail d'analyse, notamment sur la pauvreté.

Les stratégies sectorielles de la Banque montrent que l'institution replace de plus en plus ses programmes dans le contexte de la lutte contre la pauvreté. Si les programmes de la Banque accordent aussi une importance toujours plus grande au caractère plurisectoriel des facteurs déterminants

ENCADRÉ 3.1 EFFICACITÉ DE L'AIDE ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

En 2003, l'Institut de la Banque mondiale (WBI) a collaboré étroitement avec plusieurs partenaires extérieurs afin de se mettre d'accord sur la signification du renforcement des capacités pour les réalisations en matière de développement et sur les conséquences qui en découlent pour les instituts de formation du monde entier. Les participants à un colloque à Manille (Philippines), coparrainé par le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Agence japonaise de coopération internationale et l'Agence canadienne de développement international ont distingué trois niveaux de renforcement des capacités : individuel, institutionnel et organisationnel. Dans le prolongement de ce colloque, l'Institut de la Banque mondiale a organisé, en coopération avec InWent (Capacity Building International – Allemagne), un atelier sur ce qu'implique, pour les organismes de formation, la nouvelle orientation qui privilégie un renforcement des capacités axé sur les résultats. Les participants à cet atelier ont défini un vaste programme d'amélioration de la collaboration des organismes de formation aux niveaux mondial, régional et national et de la coordination de leurs travaux, notamment en vue de rationaliser les didacticiels, d'élucider la question des droits de propriété intellectuelle et d'organiser des formations conjointes du personnel des institutions (voir www.worldbank.org/wbi/RCET/berlin_workshop).

des réalisations, ils ne permettent cependant pas encore de guider la manière d'élaborer des stratégies plurisectorielles afin de parvenir à certaines réalisations déterminées dans le contexte de différents pays. Les stratégies doivent s'appuyer sur un mécanisme institutionnel plus efficace pour encourager la conception et la mise en œuvre de stratégies intersectorielles.

Les programmes de portée mondiale appuyés par la Banque cadrent de manière générale avec les ODM, mais rares sont ceux qui associent les pays en développement à l'administration et à la gestion des opérations et qui s'attachent à formuler une politique publique mondiale tenant compte des politiques des pays développés. Les investissements complémentaires au niveau des pays n'ont pas reçu l'attention qu'ils méritent. Les programmes mondiaux ne permettent pas mieux que d'autres initiatives de développement de suivre et d'évaluer les actions menées puisqu'ils contrôlent généralement les apports financiers, et non pas les réalisations.

Il importe de renforcer le suivi, non seulement des réalisations des projets mais aussi de l'efficacité des programmes que poursuit la Banque pour atteindre les ODM. La Banque doit davantage aider ses clients à améliorer la quantité et la qualité des données pertinentes qui servent à mesurer les progrès accomplis et à les accélérer.

Conclusions des évaluations de l'aide-pays

Les évaluations de l'aide-pays qu'entreprend l'OED portent sur l'ensemble du programme d'aide de la Banque pour un pays donné afin de déterminer l'efficacité de sa contribution au développement. Elles permettent à l'OED d'évaluer les divers services de financement et de conseil dans le contexte d'une CAS. Sept de ces évaluations ont été entreprises durant l'exercice 03.

Les résultats de ces évaluations confirment que les programmes formulés pour les pays privilégient la lutte contre la pauvreté, l'éducation primaire et les services de soin de santé primaires. Il ressort d'un certain nombre d'évaluations de l'aide-pays que les programmes de la Banque traitent mieux du problème de la pauvreté et que même dans des pays où le niveau de pauvreté est faible, la lutte contre celle-ci occupe une très large place dans les programmes élaborés pour ces pays. En revanche, les objectifs de lutte contre la pauvreté sont moins bien intégrés dans les programmes des pays en transition.

Conclusions des évaluations thématiques et sectorielles

Les évaluations thématiques et sectorielles de l'OED visent des questions intéressant l'ensemble des opérations de la Banque comme l'efficacité du dialogue entre les emprunteurs et l'institution sur l'action à mener et sur le choix, la conception et l'exécution des projets. Nombre d'entre elles reposent sur des évaluations de l'ensemble du portefeuille, des études de cas de pays et des évaluations de services hors prêts, notamment des études économiques et sectorielles. Elles font appel à des groupes consultatifs externes et à une vaste participation du public, notamment par des consultations, des ateliers, des groupes de discussion sur internet et des systèmes améliorés de diffusion d'informations. Les évaluations thématiques et sectorielles seront incorporées dans la révision ou la rédaction de Documents de stratégie sectorielle.

Un examen du développement du secteur privé dans le secteur de l'électricité (PSDE) réalisé conjointement par l'OED, le Groupe d'évaluation des opérations de la SFI et l'Unité de l'évaluation des opérations de la MIGA a révélé que les réalisations permises par les transactions de la SFI et de la MIGA étaient positives, mais que celles de la Banque au niveau du projet PSDE étaient décevantes. Il a également

montré qu'il restait encore beaucoup à faire pour intégrer la lutte contre la pauvreté et la dimension environnementale dans la conception des réformes du secteur de l'électricité et des stratégies de PSDE.

Conclusions des évaluations institutionnelles

L'ouvrage publié par l'OED intitulé « L'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés — Un bilan de l'OED » conclut que l'objectif fondamental de l'Initiative, à savoir réduire les hauts niveaux d'endettement des pays qui remplissent les conditions requises, est extrêmement pertinent, tant du point de vue de la politique économique que de l'efficacité de l'aide. Les PPTE, en tant que groupe, bénéficient d'une part croissante du montant global de l'aide, qui ne cesse quant à lui de diminuer, tandis que les transferts en faveur des autres pays pauvres (mais non très endettés) semblent décliner d'autant. En valeur absolue cependant, le montant des fonds que reçoivent les PPTE est plus faible qu'en 1995. Le fait que l'Initiative PPTE mette l'accent sur les dépenses au titre des services sociaux s'est traduit par une augmentation des dépenses de santé et d'éducation dans les budgets nationaux, mais il convient d'accorder une place plus grande à des programmes de nature à stimuler la croissance.

Conclusions des évaluations des programmes mondiaux

La Banque appuie aujourd'hui environ 70 programmes mondiaux grâce à des contributions financières qui ont dépassé 150 millions de dollars durant l'exercice 03. À la demande des Administrateurs, au cours de l'exercice 01, l'OED a entrepris un examen indépendant de l'efficacité, au plan du développement, de programmes mondiaux de plus en plus nombreux, et a évalué la performance de la Banque à trois niveaux : la stratégie institutionnelle, la gestion des programmes et les programmes considérés individuellement. Deux rapports ont été publiés à l'issue de cet examen. Le premier, intitulé *The World Bank's Approach to Global Programs: An Independent Evaluation*, traite de la gestion stratégique et programmatique du portefeuille de programmes mondiaux de la Banque. Il a déjà conduit la direction à proposer des mesures d'amélioration de la gestion et de renforcement des stratégies et des priorités de l'ensemble de l'institution.

Le second rapport, intitulé *The CGIAR at 31: An Independent Meta-Evaluation of the Consultative Group on International Agricultural Research* (à paraître), s'intéresse au Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR). Il en ressort que les travaux de recherche du Groupe axés sur l'obtention de gains de productivité ont eu des effets non négligeables sur la réduction de la pauvreté

puisqu'ils ont permis de créer des emplois, d'augmenter les revenus, d'abaisser le prix des produits alimentaires et de libérer des terres utilisées à des fins agricoles. Le rapport note cependant que le Groupe consultatif s'intéresse moins que par le passé à l'amélioration de la productivité agricole, et qu'il n'a pas pris de mesures suffisantes, au niveau systémique, pour faire face à la révolution biotechnologique, à l'importance accrue des droits de propriété intellectuelle et à l'essor de la recherche dans le secteur privé.

Comité pour l'efficacité du développement

Le Comité pour l'efficacité du développement (CODE) est chargé de suivre et d'évaluer l'efficacité avec laquelle le Groupe de la Banque mondiale s'acquitte de sa mission de lutte contre la pauvreté. Le Comité examine les travaux de l'OED, la suite que leur a donnée la direction et certains rapports de cette dernière, afin de s'assurer que les activités d'évaluation et d'autoévaluation des opérations de la Banque sont efficaces et appropriées. En outre, le Comité effectue, à l'intention des Administrateurs afin qu'il les examine et se prononce à leur sujet, des évaluations de certaines opérations et un examen des questions hautement prioritaires relatives à l'efficacité du développement. Il suit la mise en œuvre des décisions des Administrateurs pour veiller à ce que l'action de l'institution reste axée sur l'objectif général de lutte contre la pauvreté.

GESTION DES RISQUES

La Banque est confrontée à des risques très divers et de plus en plus complexes. Elle se trouve donc devant une tâche

délicate, qui consiste à faire en sorte de prendre des risques mûrement réfléchis qui cadrent bien avec sa mission. Pour bien gérer les risques, la Banque doit en permanence s'assurer du bien-fondé de ses décisions financières et le respect de ses responsabilités fiduciaires. Elle doit également agir de manière exhaustive, afin de garantir qu'elle ne laisse passer aucune occasion et qu'elle pèse l'ensemble des risques auxquels elle s'expose.

Le Cadre de gestion intégrée des risques, adopté durant l'exercice 03 s'appuie sur les pratiques de gestion des risques en usage de longue date à la Banque et vise à tirer des actions de la Banque une valeur supérieure à la somme de leurs éléments constitutifs. Ce cadre s'articule autour de quatre axes — efficacité stratégique, efficacité opérationnelle, appui des parties prenantes et solidité financière — qui constituent un principe d'organisation et forment un tout. En examinant les risques que peuvent poser certains domaines, le Comité de direction de la Banque, composé des Directeurs généraux, peut assurer une fonction de surveillance et donner des directives en matière de risques à tous les niveaux de la Banque. L'objectif de ce Comité est de faire en sorte non pas que la Banque évite les risques, mais qu'elle les gère mieux et qu'elle utilise tous les moyens à sa disposition pour accroître leur impact sur le développement. Le processus de gestion des risques financiers est décrit en détail dans le deuxième volume du rapport annuel, dans la partie intitulée *Management's Discussion and Analysis*.



Chapitre 4

Perspectives thématiques

Réduction de la pauvreté et gestion économique	60
Valorisation des ressources humaines	65
Vers une croissance écologiquement et socialement responsable	70
Développement du secteur privé et infrastructure	74
Renforcement des systèmes financiers	79
Des systèmes juridiques et judiciaires appropriés	82

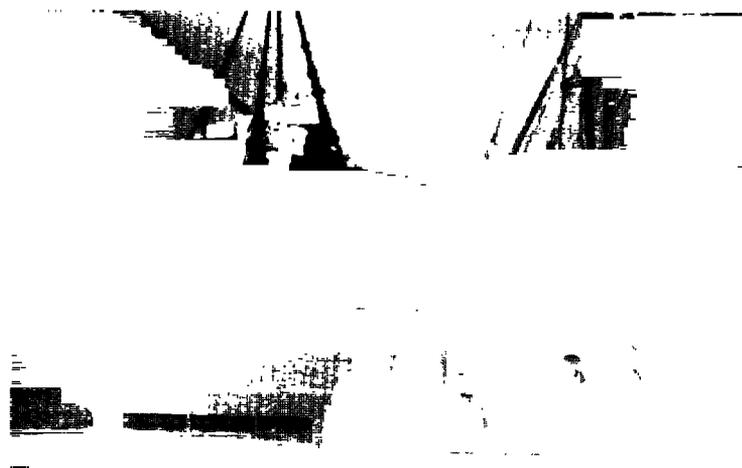
Réduction de la pauvreté et gestion économique

Le Réseau Lutte contre la pauvreté et gestion économique a pour mission, d'une part, d'enrichir les connaissances à partir desquelles formuler des politiques qui permettent de mieux générer une croissance économique favorable aux pauvres et, d'autre part, de favoriser l'instauration d'un environnement international porteur qui permette aux pays en développement d'appliquer durablement ces politiques.

DOCUMENTS DE STRATÉGIE POUR LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ ET ACTIVITÉS CONNEXES

Les populations les plus déshéritées vivent pour l'essentiel dans des pays à faible revenu. La stratégie suivie par la Banque mondiale pour lutter contre la pauvreté dans ces pays reste fondée sur le Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP). Au cours de l'exercice 03, les Administrateurs ont examiné 21 nouveaux DSRP entièrement formulés par les pays, et deux DSRP intérimaires (DSRP-I), ce qui porte le total à 28 et 46, respectivement. Pour renforcer le rôle des parties prenantes dans le processus d'élaboration du DSRP, une conférence a été organisée pour les organisations non gouvernementales sur le thème « Démocratiser le développement », et un programme à destination des parlementaires a été mis en place dans les pays à DSRP. Au niveau régional, une initiative ciblée sur les syndicats a été lancée en Afrique, et des forums régionaux sur la pauvreté ont été organisés dans les pays de la Communauté des États indépendants (CEI-7) et dans les Balkans. La campagne d'information qui a été lancée sur l'approche DSRP a donné lieu notamment à la large diffusion d'une brochure donnant des conseils généraux pour la rédaction des DSRP (*PRSP Good Practices*), à la mise à jour du guide sur les DSRP (*PRSP Sourcebook*) et à l'organisation d'un cours de formation sur la lutte contre la pauvreté à l'intention du personnel de la Banque (voir www.worldbank.org/poverty/strategies).

La Banque doit réajuster ses stratégies d'aide pour les aligner davantage sur les stratégies nationales de réduction de la pauvreté et renforcer le savoir et les compétences nécessaires pour appliquer ces stratégies. Dans cette optique, les services de la Banque et du Fonds monétaire international (FMI), en consultation avec d'autres bailleurs de fonds, ont défini un cadre de travail afin de coordonner l'appui budgétaire à la mise en œuvre par les pays de leurs stratégies de lutte contre la pauvreté. Avec le FMI et le Royaume-Uni, la Banque a coparrainé un atelier sur les problèmes macroéconomiques générés par les stratégies de



La mondialisation de l'économie rend les échanges plus importants que jamais. Les pays qui ont su s'intégrer davantage dans l'économie mondiale enregistrent habituellement une croissance plus forte, s'inscrivant dans la durée, et parviennent donc mieux à résorber la pauvreté.

réduction de la pauvreté afin d'identifier et de combler les lacunes dans ce domaine.

Des initiatives importantes ont été engagées au cours de l'exercice 03 pour aider les pays à préparer et appliquer leurs stratégies de lutte contre la pauvreté et pour faire en sorte que les activités de réduction de la pauvreté entreprises par l'institution elle-même soient davantage axées sur les résultats. C'est ainsi qu'un programme de travail sur le thème de la croissance favorable aux pauvres a été lancé, lequel vise à faire mieux comprendre les relations entre croissance et pauvreté, ainsi que les principaux leviers qui permettent d'accroître l'impact de la croissance sur les conditions de vie des pauvres. Un atelier a été organisé en mars 2003 pour définir un plan de travail, lequel devrait comporter six à neuf études sur des pays ciblés, ainsi qu'une analyse transversale.

Un autre chantier qui a bien avancé durant l'exercice concerne les études d'impact sur les conditions de vie et la pauvreté (PSIA). Ces analyses, en étudiant l'effet des réformes sur les populations pauvres et vulnérables, ainsi que les compromis à opérer entre différentes options possibles, aident à choisir une stratégie en connaissance de cause. Durant l'exercice 03, la Banque et d'autres bailleurs de fonds ont financé ce type d'analyses dans le cadre du processus DSRP dans 20 pays. La Banque a également utilisé

des PSIA pour ses propres travaux, en particulier, dans un premier temps, pour ses crédits à l'appui de la réduction de la pauvreté (voir www.worldbank.org/psia).

Pendant l'exercice, la Banque a renforcé son aide à l'autonomisation des pauvres. Un guide sur ce qu'il est possible de faire pour donner aux pauvres les moyens d'agir (*Empowerment and Poverty Reduction: a Sourcebook*) a été publié en juillet 2002 à l'usage des services de la Banque, et un travail original a été entrepris cette année pour mesurer la démarginalisation des pauvres, créer au sein de la Banque un cercle de spécialistes de ces questions, et appuyer une stratégie nationale de renforcement des capacités et d'autonomisation de la société civile en Éthiopie (voir worldbank.org/poverty/empowerment).

COMMERCE

Dans le domaine du commerce international, la Banque a pour objectifs prioritaires de promouvoir un système mondial d'échanges qui soit plus favorable au développement économique, et d'aider les pays à tirer parti des opportunités qui s'offrent. L'expérience tend à montrer que l'intensification des échanges stimule la productivité, et donc la croissance, qui est elle-même déterminante pour la réduction de la pauvreté. Pendant l'exercice 03, la Banque a créé un nouveau Département du commerce qui a permis de renforcer notablement les capacités, les activités et les engagements de l'institution dans ce domaine. Grâce à ce nouveau département, la collaboration avec les organisations internationales a été renforcée, le nombre d'études publiées sur le rôle du commerce dans le développement a augmenté, et les questions commerciales sont davantage prises en compte dans les stratégies régionales et nationales telles que les DSRP.

Avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), la Banque est le principal organisme de coordination et d'exécution de l'Initiative pour un cadre intégré, et elle joue un rôle moteur dans l'avancement du programme (voir encadré 4.1). Cette année, le travail de la Banque sur le front du commerce a été principalement axé sur le prochain grand rendez-vous du commerce international — la Conférence ministérielle de l'OMC à Cancun en septembre 2003 — qui fera le bilan des progrès réalisés au regard du programme de développement défini à la Conférence ministérielle de Doha en 2001.

La Banque a prêté son concours à plusieurs poids lourds du système mondial d'échanges, notamment au Brésil, pays pour lequel elle a effectué des études sur l'impact de la libéralisation du commerce et des services sur la répartition du revenu ; à la Russie, pour laquelle elle a réalisé une

ENCADRÉ 4.1 LE CADRE INTÉGRÉ POUR L'ASSISTANCE TECHNIQUE LIÉE AU COMMERCE

Le Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce à l'intention des pays les moins avancés a vocation à aider ces pays à mieux s'insérer dans l'économie mondiale. Les organismes partenaires de cette initiative sont le FMI, le Centre du commerce international, la CNUCED, le Programme des Nations Unies pour le développement, la Banque mondiale et l'OMC. La Banque et les parties prenantes du pays considéré jouent un rôle moteur au stade du diagnostic, qui permet d'analyser ce qui fait obstacle à l'insertion du pays dans l'économie mondiale, de recenser les besoins d'assistance technique et de les classer par ordre de priorité. Sont examinés les facteurs externes et internes qui déterminent le climat de l'investissement dans le pays, ainsi que les capacités institutionnelles de ce dernier à définir et mettre en œuvre une politique commerciale.

Au cours de l'exercice 03, le Comité directeur du Cadre intégré a étendu l'initiative au Burundi, à Djibouti, à l'Éthiopie, à la Guinée, au Lesotho, au Mali, au Népal, au Sénégal et à la République du Yémen. Certains pays participants comme le Cambodge et le Lesotho ont par ailleurs discuté des programmes envisagés avec les bailleurs de fonds, et l'Éthiopie, le Malawi et le Népal prévoient d'organiser des ateliers nationaux afin de valider les résultats de l'examen du Cadre intégré. Enfin, le Burundi et le Mali ont entrepris d'analyser les principaux obstacles à leur intégration dans les échanges mondiaux.

analyse des implications de l'adhésion à l'OMC ; et à l'Inde, qu'elle a aidée à concevoir un programme sur des questions en rapport avec l'OMC, par exemple les services. L'Institut de la Banque mondiale (WBI) a assuré des activités de renforcement des capacités en aidant les pays à analyser les conséquences économiques de leur politique commerciale et de leur cadre réglementaire, et les gouvernants à élaborer des réformes du commerce à l'échelon national, ainsi que des stratégies de négociation internationale. La Banque a entrepris d'étendre son assistance aux pays à faible revenu qui ne peuvent bénéficier d'une aide au titre du Cadre intégré, en commençant par réaliser des diagnostics sur le commerce qui couvrent à la fois les dimensions nationales et internationales du problème.

Deux aspects relevant de la dimension nationale auxquels la Banque s'intéresse de plus en plus sont la facilitation du commerce et la conformité aux normes internationales de produits. L'aide fournie par la Banque à la facilitation du commerce prend la forme de travaux d'analyse aussi bien que d'opérations de prêt. Les prêts à la facilitation du commerce représentent de loin l'essentiel du soutien financier de la Banque au secteur. Au cours des deux derniers exercices, ces prêts, à l'appui notamment du renforcement institutionnel, de la construction d'infrastructures physiques et du financement du commerce, ont constitué 86 % du total des prêts de la Banque au commerce. L'institution contribue par ailleurs de plus en plus au renforcement de la capacité des pays clients à élaborer et faire appliquer des normes au niveau national — par des opérations de prêt — et international — par le biais, par exemple, du lancement avec l'OMC, l'Organisation mondiale de la santé et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, d'un fonds destiné à aider les pays à mettre leurs produits aux normes internationales et à développer leur commerce (*Standards and Trade Development Facility*).

La Banque a publié, avant la Conférence ministérielle de Cancun, le rapport intitulé « Perspectives économiques mondiales 2004 ». Cette publication annuelle est l'un des principaux instruments employés par la Banque pour analyser les enjeux du commerce mondial et sensibiliser l'opinion publique à ces questions. Parmi les autres grands rapports publiés durant l'exercice 03 sur le même thème, citons *Agriculture, Trade, and the WTO ; Options for Global Trade Reform: A View from the Asia-Pacific* ; et *Regional Integration and Development*.

Législation sur le commerce

Au cours de l'exercice écoulé, la demande de formation est restée ferme pour ce qui est des aspects pratiques de la politique et de la législation en matière de commerce international, notamment l'accès aux marchés, les mesures antidumping, les mesures compensatoires, l'Accord général sur le commerce des services, les aspects des droits de propriété intellectuelle concernant le commerce, l'intégration régionale, l'environnement et les normes de travail, ainsi que les mécanismes de règlement des différends au sein de l'OMC. Entre autres séminaires dans ce domaine, la Banque a parrainé en décembre 2002 un séminaire sur la politique et la législation du commerce international pour les pays d'Afrique et d'Amérique latine. Ce programme de télé-enseignement a été réalisé en partenariat avec divers organismes : Institut de la Banque mondiale, International Law Institute, African Center of Legal Excellence (Ouganda)

ENCADRÉ 4.2 RECHERCHE, CONSEIL ET FORMATION

L'Institut de la Banque mondiale, en collaboration étroite avec le Groupe de recherche sur l'économie du développement (DEC) de la Banque et son Réseau Lutte contre la pauvreté et gestion économique (PREM), s'emploie à mieux aligner ses programmes de renforcement des capacités et de promotion du savoir sur les priorités institutionnelles de la Banque et les besoins des pays.

Ces trois entités disposent d'une panoplie complète d'instruments pour apporter leur concours aux clients de la Banque, que ce soit en leur livrant les conclusions de certains travaux, en leur recommandant la marche à suivre ou en leur offrant des services de renforcement des capacités adaptés à leurs besoins. Ainsi, le département conjoint DEC/PREM/WBI chargé du commerce international aide les pays à se doter des moyens de participer aux négociations commerciales et d'appliquer les règlements de l'OMC à leur meilleur avantage.

La Banque va mettre en place, sur le même modèle, des partenariats internes pour la réduction de la pauvreté et la gouvernance.

et Fondation Getulio Vargas (Bresil). Il a réuni quelque 90 participants bases a Kampala, Paris, São Paulo, Vienne et Washington. Sous la houlette de spécialistes mondiaux de la législation du commerce, les participants ont échangé leurs connaissances sur la politique et la législation du commerce international, et exploré de nouveaux domaines d'intervention possibles pour la Banque, notamment en ce qui concerne les réformes du cadre juridique.

La Banque appuie également des activités dans le domaine juridique et réglementaire pour aider les membres de l'OMC à respecter les engagements pris en matière de télécommunications et les pays candidats à l'OMC à satisfaire aux critères d'adhésion (voir également « Des systèmes juridiques et judiciaires appropriés » dans ce chapitre).

Transport et commerce

Le transport est un aspect essentiel de la compétitivité commerciale. En mars 2003, le secteur des transports et le Groupe sur le commerce du Réseau Lutte contre la pauvreté et gestion économique de la Banque ont décidé de créer ensemble un Groupe d'étude sur le transport et la facilitation du commerce, destiné à épauler la Banque dans

son travail sur les problèmes jugés prioritaires par l'OMC à la Conférence de Doha. Ce Groupe d'étude conjoint aidera les pays clients à déterminer ce qui bride l'expansion de leur commerce extérieur et leur croissance économique, et à prendre les mesures correctives nécessaires.

Recherche en matière de commerce

Le nouveau Département du commerce créé par la Banque a identifié plusieurs domaines à explorer, dont beaucoup font déjà l'objet de recherches : les institutions et les politiques commerciales intérieures, et plus particulièrement celles qui affectent directement le coût des échanges ; les effets de la libéralisation des échanges sur la pauvreté, notamment l'impact direct sur les conditions de vie des plus démunis de l'évolution du prix des marchandises consécutive à la libéralisation du commerce ; la manière dont les accords commerciaux multilatéraux et régionaux peuvent être exploités au maximum pour appuyer le processus de développement ; les sources de la croissance et leurs effets sur la réduction de la pauvreté, la structure économique et le commerce, et en particulier les possibilités de relier plus étroitement la politique commerciale à la politique de développement ; l'impact des normes internationales de produits sur les volumes et les caractéristiques des échanges ; les modalités existantes de règlement des redevances d'utilisation d'œuvres protégées par des droits de propriété intellectuelle et l'incidence probable sur les pays en développement d'une application plus rigoureuse des lois protégeant les droits de propriété ; les travaux en cours sur les effets de la libéralisation du commerce sur la fourniture de services, en particulier les services de télécommunication, et d'autres services d'infrastructure, tels que les installations portuaires et le transport international ; et la compilation de nouvelles données sur les échanges et la politique commerciale appelées à être mises à la disposition de l'ensemble de la communauté des chercheurs (voir encadré 4.2).

RÔLE DE LA FEMME DANS LE DÉVELOPPEMENT

La nouvelle stratégie de la Banque qui vise à prendre systématiquement en compte dans ses activités le rôle de la femme a bien progressé durant la première année d'exécution. La Banque s'est attachée à intégrer les questions d'égalité des sexes dans la plupart de ses stratégies d'aide-pays et d'appui à la réduction de la pauvreté, et à prêter davantage attention à ces questions dans les projets qu'elle finance, en particulier dans le domaine de l'éducation, de la santé et de la protection sociale.

Plus de 20 pays emprunteurs ont procédé à des évaluations sur la place réservée aux femmes dans leur pays.

Les progrès réalisés pour intégrer la problématique hommes-femmes sont importants dans les pays et les secteurs où une analyse a déjà été conduite, ce qui confirme le rôle décisif de ces évaluations pour traiter certaines questions et priorités essentielles du développement.

Parmi les opérations en cours qui encouragent l'égalité des sexes, la Banque appuie un projet sur le VIH/SIDA en Zambie, un projet d'autonomisation des populations locales dans le sud de l'Inde, et un projet de tourisme et de développement régional au Honduras. Elle continue de fournir des fonds et une assistance technique à des initiatives de développement originales qui font une place importante à la parité hommes-femmes, par exemple un projet sur les routes rurales au Pérou, un projet d'autonomisation des femmes et d'électrification rurale au Bangladesh, et un projet d'adduction d'eau et d'assainissement au Ghana. Une nouvelle étude sur les femmes et la politique économique a été entreprise ; les données obtenues permettront d'améliorer les politiques suivies dans des domaines tels que le commerce et la compétitivité, et la rationalisation du secteur public. La Banque a également encouragé la recherche sur les moyens de mesurer l'autonomisation des femmes, en appuyant, en collaboration avec des organismes de développement internationaux, des études qui démontrent de façon empirique l'importance de l'égalité des sexes pour tous les ODM. Les évaluations sur le climat de l'investissement préparées par la Banque cette année comportent des questions destinées à repérer les différences de traitement entre hommes et femmes.



Les populations ghanéennes ont une tradition d'auto-organisation et d'auto-administration, ainsi qu'une expérience du développement de proximité, qui peuvent leur permettre de prendre une part plus active au développement global du pays.

ENCADRÉ 4.3 EXAMEN DE LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT — UNE REPRÉSENTATION NOUVELLE ET GLOBALE DES PRIORITÉS ET DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT D'UN PAYS

L'examen de la politique de développement (DPR) rassemble les conclusions des études disponibles dans tous les secteurs pour présenter une vision globale des priorités du pays et des interactions en jeu en matière de développement. L'exercice 03 marque la deuxième année d'exécution réussie pour ce document. Neuf DPR sont attendus sur l'exercice 03 pour le Bangladesh, la Colombie, la Gambie, le Guyana, l'Inde, l'Indonésie, la République slovaque, la Russie et le Togo.

Mark Baird, directeur-pays pour l'Indonésie — le premier État pour lequel un DPR a été produit — a constaté que ce document « offre un cadre systématique de réflexion sur les priorités d'action. Il nous oblige à

considérer le développement dans une optique plus large et à long terme. L'accueil de nos clients a été excellent, surtout dans le secteur privé. Concis et facile à lire, le DPR a beaucoup contribué à faire comprendre à la population et au monde les problèmes de développement de l'Indonésie ».

Le DPR, qui sera rédigé périodiquement en fonction du cycle des CAS pour tous les pays clients de la Banque bénéficiant d'une aide, sert de base à l'élaboration de la CAS, au dialogue avec les gouvernants et à l'approche-programme de plus en plus utilisée par la Banque pour aider les pays.

GOVERNANCE ET RÉFORME DU SECTEUR PUBLIC

De très nombreuses études et les données d'expérience des pays montrent les liens fondamentaux qui existent entre bonne gouvernance, développement et réduction de la pauvreté. Une part croissante du travail de la Banque — environ 2,5 milliards de dollars d'engagements de prêts pour l'exercice 03 — touche à l'amélioration de la gouvernance et aux réformes du secteur public. Face à des institutions réfractaires au changement, la Banque a constaté qu'il était plus efficace d'opter pour une approche systématique, revoir les règles et les processus institutionnels par exemple ou encourager la demande de réformes via la participation des citoyens, la transparence, l'obligation de rendre compte et les partenariats. Les réformes réussies prennent en compte les particularités du cadre institutionnel du pays et se fondent sur une analyse minutieuse des institutions, des systèmes d'incitation et des influences en jeu.

Au cours de l'exercice 03, la Banque et le FMI ont rédigé des documents conjoints d'analyse des dépenses publiques, ainsi qu'un rapport sur l'avancement de l'exécution des plans d'action des pays pauvres très endettés. Les deux institutions ont également contribué aux travaux concernant la réforme de la fonction publique. La Banque a entrepris de définir une deuxième génération d'indicateurs de gouvernance parallèlement à des indicateurs intermédiaires de progrès pour les projets d'amélioration de la gouvernance. Un programme phare de formation de base dans le domaine de la gouvernance et de la lutte contre la corruption a été lancé pendant l'exercice. La Banque a

organisé une conférence d'une journée avec Transparency International pour déterminer les moyens d'accroître l'efficacité de ses activités de lutte contre la corruption et d'aide à l'amélioration de la gouvernance.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Les opérations de la Banque et ses activités de conseil dans le domaine de la croissance économique, de la gestion de la dette, de la viabilité des finances publiques, de la maîtrise de la volatilité, de la gestion économique des collectivités territoriales, de l'analyse globale des politiques et de l'élaboration des stratégies nationales de développement se fondent sur une solide analyse de la situation macroéconomique du pays considéré.

Durant l'exercice 03, des groupes thématiques ont entrepris la rédaction d'une série de manuels destinés à aider les praticiens à formuler des réponses adaptées aux questions les plus urgentes à l'ordre du jour du développement et à régler les problèmes d'exécution qui se posent avec le plus d'acuité. La Banque soutient activement le développement régional en rédigeant des rapports de diagnostic, notamment des examens de la politique de développement et des mémorandums économiques par pays. Ces documents fournissent une vision globale des priorités de développement du pays considéré et des liens entre les différents secteurs et la réduction de la pauvreté. Ils jouent à ce titre un rôle majeur en servant de base au dialogue sur l'action à mener, aux stratégies d'aide-pays (CAS) et aux prêts à l'appui de réformes (voir encadré 4.3).

Valorisation des ressources humaines

Réduire la pauvreté dans le monde et améliorer les conditions de vie des millions de pauvres de la planète représente un formidable défi. En 2002, près de 11 millions d'enfants sont morts avant leur cinquième anniversaire. La plupart de ces décès sont survenus dans des pays en développement, dont 4,5 millions rien qu'en Afrique subsaharienne et beaucoup d'autres en Asie du Sud. La mortalité maternelle est 20 fois plus élevée parmi le quart le plus pauvre de la population mondiale que parmi le quart le plus riche. En 2002, 3,1 millions de personnes sont mortes du VIH/SIDA. L'espérance de vie a dégringolé de 20 ans dans les pays ayant les taux de contamination les plus élevés, et des gains durement acquis en matière de mortalité infantile ont été perdus. Dans les pays en développement, quelque 115 millions d'enfants d'âge primaire ne sont pas scolarisés ; 64 millions sont des filles.

La Banque mondiale reste déterminée à redoubler d'efforts pour aider les pays à instaurer l'enseignement primaire universel, à combattre les maladies transmissibles, à réduire la mortalité infantile, à améliorer la santé maternelle et à protéger les populations vulnérables contre les crises.

ÉDUCATION

Pendant l'exercice 03, la Banque mondiale a apporté un concours important au secteur de l'éducation pour aider les pays à scolariser tous les enfants d'âge primaire — l'un des objectifs de développement pour le Millénaire — tout en se préparant à affronter la concurrence sur des marchés mondiaux dynamiques, fondés sur le savoir. Ce double travail est essentiel pour donner aux individus les moyens de se prendre en charge et favoriser la croissance économique — et faire reculer de la sorte la pauvreté.

Aujourd'hui, l'enseignement primaire universel apparaît de plus en plus comme l'ODM le plus accessible, la réalisation de cet objectif permettant en outre de progresser sur les autres fronts à l'horizon 2015. En partenariat avec des pays en développement, des donateurs, des organismes de développement et la société civile, la Banque appuie l'Initiative pour l'accélération de l'Éducation pour tous (voir encadré 4.4). Cette initiative a bien avancé durant l'exercice écoulé, grâce aux nouveaux concours financiers et techniques des bailleurs de fonds, et les enseignements tirés de l'expérience devraient profiter à beaucoup d'autres pays.

« L'Initiative accélérée » a projeté l'éducation sur le devant de la scène, renforcé la détermination des États et mis l'accent sur l'obtention de résultats — en particulier



Au sein de la Banque, le Réseau du développement humain a pour objectif d'exploiter les connaissances et l'expérience accumulées à l'échelon mondial en matière d'éducation, de santé, de nutrition, de population et de protection sociale pour améliorer l'aide fournie par la Banque à ses clients dans ces domaines

l'achèvement d'un cycle complet d'études primaires. Elle a permis de mieux coordonner les aides des différents donateurs et d'établir ainsi un dialogue plus cohérent sur l'action à mener, d'étendre et d'assouplir l'appui fourni à l'éducation primaire, et de conforter la volonté des bailleurs de fonds d'appliquer des critères économiquement rationnels pour la construction des écoles.

À l'échelon mondial, l'aide de la Banque a notamment pris la forme d'un important travail d'analyse sur le rôle de l'enseignement supérieur et sur les nouveaux enjeux liés aux besoins de formation continue dans le contexte actuel de marchés mondiaux dynamiques fondés sur le savoir. Une conférence sur la formation continue et l'économie du savoir, organisée à Stuttgart les 9 et 10 octobre 2002, a exploré les politiques d'éducation et de formation

ENCADRÉ 4.4 LE PROGRAMME ÉDUCATION POUR TOUS ET L'INITIATIVE ACCÉLÉRÉE

- Le lancement du programme **Éducation pour tous** remonte à 1990, date à laquelle la communauté internationale a appelé, lors de la Conférence de Jomtien, à l'universalisation de l'enseignement primaire d'ici l'an 2000. À la Conférence sur l'Éducation pour tous qui s'est tenue à Dakar en 2000, les États ont renouvelé leur engagement à ce sujet et défini six objectifs précis. En septembre de la même année, 189 pays ont donné une nouvelle impulsion au plan Éducation pour tous en incluant dans les ODM deux des six objectifs fixés dans le plan — assurer l'éducation primaire pour tous et l'égalité des sexes dans l'éducation — et en s'engageant à les réaliser d'ici 2015.
- En dépit de ces engagements mondiaux et des gros efforts consentis par de nombreux pays en développement, au rythme actuel, ce sont plus de 70 pays en développement qui risquent de ne pas parvenir à l'enseignement primaire universel d'ici 2015.
- Au cours de l'exercice 03, la Banque est intervenue à différents niveaux pour promouvoir l'Éducation pour tous :
 - Elle a fourni un appui très important à l'éducation de base, qui représente habituellement la moitié environ des prêts à l'éducation et qui a progressé de quelque 70 % pendant l'exercice 03.
 - Elle a soutenu la scolarisation d'orphelins et d'enfants vulnérables et amélioré la prévention du VIH/SIDA en collaborant avec le Groupe de travail inter-agences de l'ONUSIDA pour l'Éducation et avec l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique.
 - Elle s'est intéressée tout particulièrement à l'instruction des filles, notamment dans le cadre d'une nouvelle étude importante sur la rentabilité des investissements (une année supplémentaire de scolarité chez les filles abaisse le taux d'emploi des enfants de 1,4 à 3,8 points de pourcentage et augmente le taux de vaccination des enfants de 3,5 points de pourcentage). (voir le site www.girlseducation.org.)
 - Elle a accru son aide aux enfants handicapés, dont on pense qu'ils constituent une part importante des écoliers qui redoublent une classe ou abandonnent les études.
 - Elle a augmenté ses prêts en faveur du développement du jeune enfant, qui sont ainsi passés à 102 millions de dollars pour l'exercice 03 (soit près du double du chiffre de l'exercice 00), ce qui montre bien que les États comprennent de mieux en mieux à quel point les premières années de vie conditionnent la capacité d'apprentissage tout au long de la vie.
- Elle a aidé des pays à améliorer leurs services d'éducation de base aux adultes et mis au point de nouveaux indicateurs mondiaux d'alphabétisme.
- **L'Initiative pour l'accélération de l'Éducation pour tous** est un partenariat réunissant des donateurs et des pays à faible revenu qui vise à accélérer la progression vers les ODM touchant à l'éducation. Dans le cadre de cette Initiative, les bailleurs de fonds s'engagent à fournir une aide supplémentaire sous forme de conseils, de données, de renforcement des capacités et de financements à des pays qui s'engagent quant à eux résolument à prendre les mesures qui s'imposent et à répondre des résultats produits. Un premier groupe de 18 pays — dont 11 pays africains — qui ont déjà rédigé un DSRP et préparé, en accord avec les donateurs, un programme d'action pour le secteur de l'éducation ont été invités à participer à l'Initiative accélérée. Une assistance technique a également été proposée à cinq autres pays très peuplés, afin de les aider à renforcer leurs politiques et leurs capacités, l'objectif étant de favoriser les investissements dans l'Éducation pour tous.
- En novembre 2002, les bailleurs de fonds de l'Initiative accélérée ont promis de fournir un appui supplémentaire de plus de 200 millions de dollars à l'éducation primaire pour la période 2003–2005 au profit des sept premiers pays participant à l'Initiative (Burkina Faso, Guinée, Guyana, Honduras, Mauritanie, Nicaragua et Niger). Ce montant, qui représente un accroissement d'environ 40 % de l'aide publique au développement affectée à l'éducation primaire, permettra de scolariser un effectif supplémentaire de quelque quatre millions de filles et de garçons, en contribuant à financer le recrutement d'instituteurs, la construction d'écoles, l'achat de livres et de matériel pour améliorer la qualité des établissements et de l'enseignement, ainsi que des subventions ciblées sur les enfants vulnérables, notamment les orphelins du sida, pour les aider à poursuivre leur scolarité.
- Réunis en mars 2003 à Paris, les donateurs de l'Initiative accélérée sont convenus d'un document-cadre pour guider le processus de cette initiative et se sont engagés à appuyer trois autres pays : la Gambie, le Mozambique et la République du Yémen. Ils se sont également dit prêts à faire le nécessaire pour harmoniser leurs procédures d'acheminement de l'aide et réduire les coûts de transaction pour les pays bénéficiaires de l'initiative, par exemple en organisant des missions conjointes d'examen sectoriel et en optant pour une forme commune de communication des résultats.

susceptibles de répondre aux exigences de l'économie du savoir. Citons également comme autre contribution notable à la réflexion sur ce thème l'ouvrage intitulé *Closing the Gap in Education and Technology*, qui est une étude complète de la manière dont les savoir-faire et les technologies peuvent permettre aux pays d'Amérique latine et des Caraïbes de combler leur retard de productivité.

Au niveau des pays, l'aide à l'éducation s'est amplifiée. Les prêts à ce secteur ont augmenté pour la troisième année consécutive s'établissant à 2,3 milliards de dollars durant l'exercice 03. L'appui aux composantes d'éducation dans des projets relevant d'autres secteurs a aussi progressé, passant de 435 millions pendant l'exercice 02 à 577 millions de dollars pour l'exercice 03.

La région Amérique latine et Caraïbes arrive en tête des financements reçus avec 785 millions de dollars (voir tableau 6.12).

L'Afrique a bénéficié d'un appui aux réformes du secteur de l'éducation et à l'enseignement de base (424 millions de dollars provenant uniquement de l'IDA), ainsi que d'une aide à la création de « centres de formation sur le développement » devant permettre aux pays d'exploiter les connaissances accumulées à l'échelon mondial sur toute une série de questions de développement et de s'en inspirer pour formuler leur stratégie nationale de réduction de la pauvreté.

La Banque a par ailleurs renforcé l'aide qu'elle apporte sous forme de conseils et d'analyses aux pays et aux régions (Asie de l'Est, Afrique), notamment en préparant des notes de politique générale et des rapports d'orientation, en instaurant un dialogue avec les gouvernants et en réalisant des études approfondies dans les domaines de l'enseignement supérieur, de l'éducation des filles et de la fourniture des services (« Rapport sur le développement dans le monde 2003 : Des services pour les pauvres »).

D'après des données récentes du Département de l'évaluation des opérations de la Banque (exercice 02, partiel), 95 % des projets d'éducation se sont soldés par des résultats satisfaisants, contre 83 % pour l'exercice 01 et 74 % cinq ans auparavant.

SANTÉ, NUTRITION ET POPULATION

La charge de morbidité et le grand nombre de décès chez les plus démunis sont largement imputables aux maladies transmissibles, à la mauvaise santé des mères et des enfants et aux carences nutritionnelles. Chaque année, plus de 500 000 femmes meurent de complications liées à une grossesse. On évalue à 140 millions le nombre d'enfants de moins de cinq ans qui présentent une insuffisance pondérale, dont près de la moitié en Asie du Sud. Sur les 11 millions ou presque de décès d'enfants de moins de



La Banque mondiale célèbre cette année le 40^e anniversaire de son secteur de l'éducation, dont les prêts ont atteint un niveau record depuis quatre ans. La Banque a financé plus de 700 projets dans ce secteur depuis qu'elle a commencé à accorder des prêts à l'éducation à tous les niveaux, de l'instruction de base jusqu'à l'enseignement supérieur et à la formation continue

cinq ans, plus de la moitié sont imputables à des maladies pouvant être prévenues et traitées.

Pendant l'exercice 03, la Banque s'est employée, en collaboration avec ses partenaires et les pays, à accélérer les progrès en direction des ODM touchant à la santé, à la nutrition et à la population. Le fait que la Banque a engagé 1,6 milliard de dollars supplémentaires en faveur de la santé dans le cadre de 63 nouveaux projets témoigne de son souci de mieux faire cadrer ses activités avec les ODM.

Si l'on veut améliorer et étendre la couverture des services de base de manière à atteindre les ODM, il faut se doter de systèmes de soins de santé qui fonctionnent correctement. Au cours de l'exercice écoulé, le programme de la Banque dans ce domaine s'est focalisé sur les réformes institutionnelles et structurelles, le financement viable des systèmes de santé et le renforcement de la fonction d'encadrement de l'État (qu'il exerce par exemple à travers la définition des politiques publiques, la réglementation, les activités de suivi et d'évaluation et la mise en place de systèmes d'incitations basés sur la demande qui responsabilisent les prestataires publics vis-à-vis des patients). Les nouveaux engagements ciblés sur la performance des systèmes de santé se sont élevés à près de 505 millions de dollars.

Les maladies transmissibles, notamment le VIH/SIDA, sont restées au premier plan des préoccupations avec plus de 442 millions de dollars de nouveaux engagements.

Les nouveaux prêts à l'appui de projets de population, de santé génésique et de santé juvénile ont représenté 407 millions de dollars. L'aide à la nutrition a progressé sensiblement, atteignant plus de 199 millions de dollars.

Savoir innover est important pour parvenir aux ODM. Cette année, la Banque a approuvé plusieurs projets dans le cadre de l'action mondiale engagée pour éradiquer la polio au Nigéria et au Pakistan. Ces projets font appel à un mécanisme de rachat des crédits de l'IDA pour les convertir en dons, sous réserve que les critères de performance convenus soient satisfaits. La formule a été rendue possible par des contributions de Rotary International, de la Fondation des Nations Unies et de la Fondation Bill and Melinda Gates.

Enfin, la Banque a poursuivi ses interventions visant à enrayer la progression des maladies non transmissibles et des lésions corporelles. Au cours des négociations relatives à la Convention-cadre sur la lutte antitabac, un rapport de la Banque sur le tabac, « Maîtriser l'épidémie », a été fréquemment cité comme faisant autorité sur les aspects économiques du problème. L'institution a renforcé son action dans le domaine de la surveillance des facteurs de risque et accru sa collaboration avec des partenaires externes sur les questions liées à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène, à la pollution de l'air intérieur et à la sécurité routière.

PROTÉGER LES PLUS VULNÉRABLES

Les prêts ciblés sur la protection sociale et la gestion des risques (notamment la gestion des risques naturels) ont totalisé 2,3 milliards de dollars sur l'exercice 03, dont 1,1 milliard au profit de la région Amérique latine et Caraïbes.

Il est essentiel de mettre en place des mesures d'aide et de protection sociale, notamment pour réduire et atténuer les risques, si l'on veut protéger les populations vulnérables. En 2003, certains pays ont pu, grâce à des dispositifs de ce type, se doter de systèmes viables d'allocation vieillesse pour les pauvres, aider les chômeurs, instaurer des marchés de l'emploi équitables, éliminer le travail des enfants et faire bénéficier les groupes vulnérables de filets de protection sociale et de fonds sociaux. La Banque a en outre réalisé des analyses sur l'efficacité des interventions dans le secteur social et sur le bon dosage des actions à prévoir à l'échelon national.

En 2003, la Banque a pris des mesures importantes pour intégrer la protection sociale dans les DSRP d'un certain nombre de pays. Elle a commencé par organiser une série de formations à distance (mars-avril 2002, avec 21 pays et 170 participants), cinq exercices de relèvement de la qualité

ENCADRÉ 4.5 LA SITUATION DES HANDICAPÉS DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Sur les quelque 500 millions de personnes handicapées recensées dans le monde, 80 % vivent dans les pays en développement. Les handicapés sont souvent fuis, mis à l'écart et dévalorisés par la société. Exclue du système éducatif et du marché de l'emploi, ils vont généralement grossir les rangs des plus nécessiteux, en particulier les femmes et les enfants.

« Il s'agit d'aider les handicapés à mener une vie normale, de leur donner la possibilité de travailler, de devenir auto-suffisants et de participer à la vie de la collectivité » déclare M. James D. Wolfensohn, président de la Banque mondiale, « et ce, dans l'intérêt des handicapés eux-mêmes, mais aussi de leur famille, de la communauté dans laquelle ils vivent, de la société et de l'économie ».

Des infrastructures accessibles peuvent faciliter l'insertion des handicapés dans la société en leur donnant accès à l'éducation et à l'emploi.

La Banque mondiale joue un rôle moteur dans les travaux entrepris sur le handicap, en intégrant la question dans le dialogue qu'elle entretient avec les pays clients et dans les études qui sont réalisées à l'échelon national, et en appuyant des mesures, des programmes et des projets qui tiennent pleinement compte des handicapés dans les pays en développement.

En décembre 2002, la Banque mondiale a organisé une conférence sur le handicap et le développement, qui s'est attachée à montrer que la prévention des handicaps et l'intégration des personnes handicapées dans la société sont deux aspects essentiels de la lutte contre la pauvreté.

(28 juin-17 juillet, 15 pays), suivis de trois ateliers : à Paris en avril 2002 (17 pays et 101 participants), à Addis-Abeba en novembre 2002 (12 pays et 145 participants), et à Paris en juillet 2002 (100 participants).

La Banque a mis en œuvre la stratégie de protection sociale adoptée en septembre 2000, qui prévoyait la réalisation d'évaluations des risques et de la vulnérabilité, ainsi que d'évaluations de la protection sociale, dans les régions Amérique latine et Caraïbes, Asie du Sud, Europe et Asie centrale, et Asie de l'Est et Pacifique. Notamment, deux études régionales montrent les risques auxquels les pauvres sont exposés, les moyens dont ils disposent pour gérer ces

risques, et les interventions permettant de réduire leur vulnérabilité. Une nouvelle impulsion a été donnée au travail mené sur les enfants et les jeunes, les enfants vulnérables, en particulier les orphelins, et les handicapés par le recrutement de deux nouveaux conseillers chargés de ces questions auprès des différents services de la Banque.

La Banque achève cette année une synthèse complète des programmes et des interventions de portée nationale et internationale, ainsi que des données qualitatives et quantitatives sur le travail des enfants au Guatemala, au Maroc et dans la République du Yémen. Elle s'emploie par ailleurs à finaliser une stratégie pour rationaliser son travail sur les enfants et les jeunes. En mai, la Banque a tenu un deuxième atelier sur les orphelins et les enfants vulnérables.

Enfin, une conférence sur le handicap et le développement (voir encadré 4.5) a réuni les services de la Banque, des organismes de développement bilatéraux et des organisations non gouvernementales pour discuter du rôle de la Banque dans la lutte contre la pauvreté. Des groupes de travail régionaux sur le handicap et le développement ont été constitués, et des travaux sont en cours pour faire en sorte que le programme Éducation pour tous, la lutte contre le VIH/SIDA, ainsi que les questions de données et d'accès, tiennent davantage compte des besoins des handicapés. Le Fonds fiduciaire norvégien pour l'aide aux handicapés et le développement reste une source de financement importante pour toutes les activités menées dans ce domaine, notamment des projets sur place.

Vers une croissance écologiquement et socialement responsable

Au cours de l'exercice budgétaire 03, la Banque mondiale s'est fait le défenseur du concept de croissance responsable, qui a été développé dans le Rapport sur le développement dans le monde 2003 et défendu lors du Sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg (Afrique du Sud) en août 2002.

Le Sommet de Johannesburg a reconnu la nécessité d'ouvrir la voie, tant dans les pays riches que dans les pays pauvres, à une nouvelle forme de développement qui alliera croissance, responsabilité environnementale et équité sociale. La réduction de la pauvreté est bien plus qu'une question d'aide au développement — elle met en jeu la stabilité mondiale, comme l'ont souligné les intervenants du Sommet de Johannesburg.

Le message qui ressort de ce Sommet et que corrobore l'expérience opérationnelle de la Banque est clair : la réalisation des objectifs définis à Johannesburg et des objectifs de développement pour le Millénaire (ODM) d'ici 2015 passe par des politiques publiques judicieuses, un secteur privé responsable et des organisations de la société civile dynamiques. L'esprit de coopération et les propositions constructives de toutes les parties prenantes du Sommet de Johannesburg sont à cet égard encourageants (voir www.johannesburgsummit.org).

STRATÉGIES EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT

Durant l'exercice 03, le Conseil des Administrateurs de la Banque a approuvé un ensemble de stratégies sectorielles ayant pour objet de guider l'action de l'institution dans le domaine de la lutte contre la pauvreté rurale (*Reaching the Rural Poor*), dans le secteur de l'eau (*Water Resources Sector Strategy: Strategic Directions for World Bank Engagement*) et dans celui de la foresterie (*A Revised Forest Strategy for the World Bank Group*), ce dernier document s'accompagnant d'une politique de gestion des forêts. Jumelées à la stratégie en faveur de l'environnement qui est appliquée pour la deuxième année consécutive, ces initiatives marquent clairement une évolution vers une utilisation durable des ressources naturelles et s'inscrivent dans le droit fil des objectifs de développement pour le Millénaire et des priorités de développement du Sommet mondial sur le développement durable.

Dans le cadre de sa stratégie, la Banque s'intéresse tout particulièrement aux relations entre environnement, pauvreté et développement, ainsi qu'aux effets de l'environnement sur la santé, les moyens de subsistance et la



La communauté internationale renouvelle son engagement de réduire au plus vite la pauvreté dans les pays en développement. La Banque mondiale œuvre pour un développement durable, en regardant vers l'avenir pour orienter ses actions présentes.

vulnérabilité des populations pauvres (voir www.worldbank.org/environmentstrategy).

Des progrès ont été réalisés sur trois fronts :

1. *Faire le lien entre pauvreté et environnement.* Il s'agit de fournir des informations ciblées sur l'environnement et de les intégrer dans les Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), l'examen des aspects environnementaux traités dans ces documents permettant ensuite d'identifier les pratiques optimales (comme dans le cas du document consacré à la République du Yémen). La Banque fait aussi davantage appel à des approches-programmes et à des instruments de prêt (comme pour le Prêt d'ajustement structurel en faveur de l'environnement au Mexique) pour promouvoir les politiques et les institutions de protection de l'environnement.
2. *Conduire des analyses stratégiques.* Les travaux effectués par la Banque dans le cadre des analyses environnementales par pays, comme en Inde et en Tunisie, des évaluations stratégiques de l'environnement (comme l'Initiative pour le Bassin du Nil), de l'étude des liens qui existent entre pauvreté et environnement

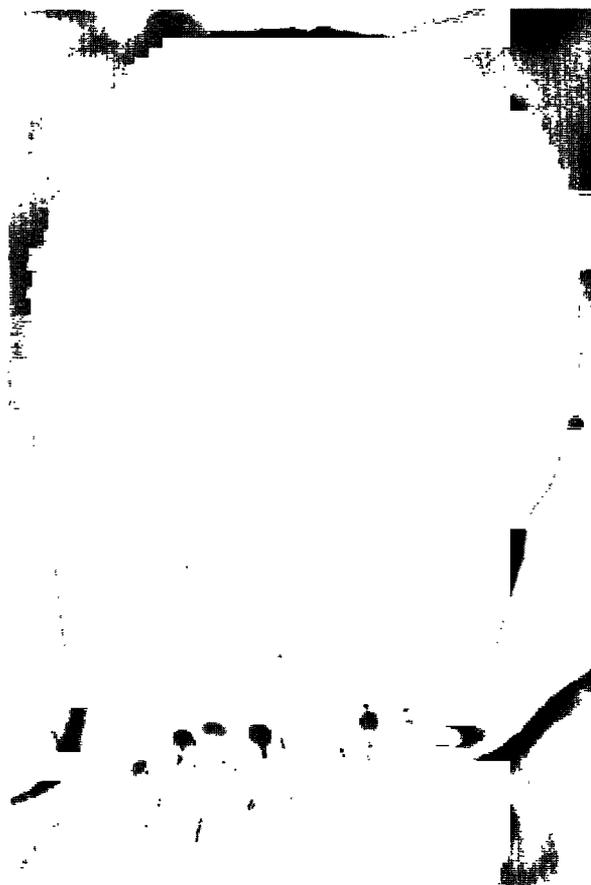
(comme en Asie de l'Est) et de l'élaboration d'indicateurs économiques contribuent à ce que les actions en faveur du développement débouchent sur des résultats concrets. Au cours de l'exercice 03, 52 nouveaux projets prévoyant un appui à la protection de l'environnement ont été approuvés pour un montant total de 1,1 milliard de dollars, soit 6 % de l'ensemble des nouveaux prêts accordés par la Banque durant l'exercice.

3. *Ajuster les mesures d'incitation et les ressources institutionnelles.* La Banque a également entrepris de renforcer la structure des incitations et les ressources à sa disposition pour accompagner l'évolution de ses activités de prêt et de ses travaux d'analyse dans les pays clients. Elle encourage désormais par des récompenses officielles (*Green Awards*) la prise en compte systématique des préoccupations environnementales et multiplie les actions de formation dans le domaine de l'environnement et des mesures de sauvegarde, tant au sein de l'institution qu'auprès des clients. La Banque utilise par ailleurs un fonds destiné à appuyer la prise en compte systématique des questions environnementales (*Mainstreaming Fund for the Environment*) pour financer la mise en œuvre de ces stratégies, ainsi que des travaux d'analyse intersectorielle. La nouvelle base de données dont elle s'est dotée lui permet également de fournir des informations à jour sur les indicateurs et les tendances concernant l'environnement.

En outre, la Banque aide les pays clients à honorer les engagements qu'ils ont pris aux termes des conventions internationales relatives à la biodiversité, à la dégradation des sols, à la couche d'ozone, aux polluants organiques persistants et aux changements climatiques par le truchement du Fonds pour l'environnement mondial (www.gefweb.org) et du Fonds multilatéral pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal (www.worldbank.org/montrealprotocol).

MESURES DE SAUVEGARDE

Au cours de l'exercice 03, les Administrateurs et la direction de la Banque ont réaffirmé l'importance du respect permanent des principes de sauvegarde. Dans cet esprit, la Banque a élaboré un document cadre sur les moyens à mettre en œuvre pour que les mesures de sauvegarde contribuent davantage à l'efficacité du développement. Les emprunteurs et autres parties prenantes peuvent consulter ce document sur l'internet pour commentaires (voir www.worldbank.org/safeguards). Ce cadre prévoit de tester, dans le cadre de programmes de sauvegarde pilotes, de nouveaux moyens d'atteindre les objectifs visés par la



Si l'on veut effectivement réduire la pauvreté — comme convenu à la Conférence de Monterrey et au Sommet de la Terre de Johannesburg en 2002 et comme stipulé dans les objectifs de développement pour le Millénaire — il faut une croissance plus forte. Et il faut que cette croissance soit centrée sur l'équité sociale et la responsabilité environnementale.

Banque en matière de sauvegarde, qu'il s'agisse d'harmoniser les procédures nationales, de mettre au point des mécanismes d'examen des nouveaux instruments de prêt, de vérifier l'utilisation de systèmes de sauvegarde par les emprunteurs ou d'étudier des solutions inédites. La Banque collabore par ailleurs étroitement avec le Groupe de travail sur l'environnement des institutions financières internationales pour parvenir à une approche commune de l'évaluation de l'impact sur l'environnement, qui a été publiée lors du Forum de haut niveau sur l'harmonisation, à Rome, en février 2003 (www1.worldbank.org/harmonization/romehlf). De plus, la Banque a approuvé en novembre 2002 une nouvelle politique opérationnelle concernant les forêts qui aborde également les questions de sauvegarde. La Banque a continué d'apporter son soutien aux nombreuses activités de formation aux principes de

ENCADRÉ 4.6 ÉVALUATION INTERNATIONALE DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE ET DES TECHNIQUES AGRICOLES

Au Sommet mondial sur le développement durable, la Banque mondiale a engagé un processus de consultation d'une durée de neuf mois pour savoir ce que pensent les parties prenantes du rôle de la recherche agronomique et des techniques agricoles s'agissant de lutter contre la faim, d'améliorer les moyens d'existence en milieu rural et d'encourager une croissance écologiquement viable (www.agassessment.org). Des exploitants agricoles et d'autres producteurs, des organisations non gouvernementales, des chercheurs, des représentants du secteur privé et des pouvoirs publics et des consommateurs du monde entier ont été conviés à cette consultation, qui doit durer jusqu'à la mi-2003. Les participants échangeront leurs vues sur la manière dont la recherche agronomique et les techniques agricoles peuvent aider à éradiquer la faim et la pauvreté en milieu rural. Au terme de ce processus, un comité directeur représentant toutes les parties intéressées soumettra un avis à la Banque sur l'intérêt de mener une évaluation internationale, la portée qu'elle devrait en principe avoir et les modalités d'organisation à envisager pour la mener à bien.

La sauvegarde et de renforcement des capacités dans ce domaine organisée, à l'intention du personnel, des emprunteurs et des autres parties prenantes, au siège de l'institution et sur le terrain, en insistant sur la nécessité d'appliquer ces principes à tous les stades du projet — depuis l'identification jusqu'à la supervision en passant par la préparation et l'évaluation.

AGRICULTURE, DÉVELOPPEMENT RURAL ET FORÊTS

Au cours de l'exercice 03, le volume des prêts en faveur du développement rural a atteint 1,9 milliard de dollars. La nouvelle stratégie de la Banque dans ce domaine préconise une croissance rurale diversifiée, qui renforce la productivité agricole. Il s'agit de cibler les populations pauvres, d'appréhender le secteur rural dans son ensemble, de bâtir des alliances avec les parties prenantes et d'analyser les effets de certains phénomènes de portée mondiale, comme les mesures protectionnistes ou les changements climatiques, sur les populations rurales (voir les encadrés 4.6 et 4.7, ainsi que le site www.worldbank.org/ruralstrategy).

La Banque est la principale source de financement des forêts protégées. Compte tenu de l'enjeu, l'institution a élaboré une nouvelle stratégie qui couvre tous les types de forêts et qui s'articule autour de trois objectifs :

1. Protéger les services et les valeurs procurés par les forêts qui présentent un intérêt vital pour l'environnement à l'échelon mondial et local.
2. Exploiter le potentiel des forêts pour réduire la pauvreté.
3. Intégrer les forêts dans le développement économique durable.

Cette nouvelle politique vise à accroître la proportion de zones forestières protégées dans les pays en développement — laquelle est actuellement de 8 % — et à maintenir une interdiction totale d'abattage dans ces forêts d'importance critique. En outre, le nouvel intérêt porté aux terres forestières situées en dehors des zones protégées contribuera à améliorer les moyens d'existence des populations pauvres. La politique opérationnelle révisée, qui couvre tous les types de forêts et pas uniquement les forêts tropicales humides, autorise un appui aux activités de récolte viables à long terme dans les forêts considérées comme « non critiques », à la seule condition que ces activités soient conformes à des normes de certification indépendantes.

L'accès à l'eau douce est essentiel pour l'agriculture et le développement rural. En encourageant une approche intégrée du développement des infrastructures et de la gestion des ressources en eau, la nouvelle stratégie de la Banque dans le secteur de l'eau contribuera à réduire de moitié la pauvreté d'ici 2015. Pour qu'ils puissent mieux se prémunir contre les variations climatiques, cette stratégie aidera les pays à se doter d'une infrastructure hydraulique performante et à en assurer l'entretien, à poursuivre la réforme des politiques publiques et à mobiliser des financements publics et privés. Bénéficieront d'un appui les projets d'infrastructure hydraulique dont les modalités opérationnelles sont conformes à des critères environnementaux et sociaux rigoureux, d'une part, et permettent une prise de décision plus rapide et cohérente, d'autre part (voir www.worldbank.org/water).

La Banque apporte également son appui au Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR). Durant l'exercice 03, trois pays (Israël, Malaisie, Maroc) et une fondation privée (Syngenta Foundation) sont devenus membres du CGIAR, renforçant ainsi le partenariat. Des pays membres clés comme le Canada, l'Espagne et les États-Unis ont par ailleurs annoncé un relèvement de leur contribution au CGIAR. Un nouveau Conseil scientifique a été créé dans le cadre d'un programme de réforme pour garantir la qualité et la pertinence des recherches du CGIAR, et une initiative axée sur des programmes pionniers a été lancée pour s'attaquer à des problèmes intéressant toute la communauté internationale, tels que les carences en micronutriments et la pénurie d'eau.

DÉVELOPPEMENT SOCIAL

La Banque s'attache à recentrer son approche du développement social, de manière à assurer que les principes de viabilité sociale sont bien pris en compte dans les projets et les programmes de l'institution. À cet effet, elle a entrepris de dresser des bilans et de mener de vastes consultations avec ses partenaires extérieurs (voir www.worldbank.org/sdstrategy).

La Banque aide également les gouvernements à intégrer dans leurs programmes publics la notion de responsabilité devant les citoyens, notamment dans le domaine de la gestion budgétaire, de la fourniture des services et de l'élaboration des stratégies de réduction de la pauvreté. À cette fin, elle utilise depuis peu des programmes cadres et des outils pilotes mis au point par ses soins pour évaluer la situation de l'engagement citoyen (voir www.worldbank.org/participation).

En ce qui concerne le développement de proximité, le portefeuille de la Banque s'est stabilisé à deux milliards de dollars environ, ce qui met en lumière l'importance des partenariats entre les administrations locales et les organisations communautaires. La Banque s'efforce par ailleurs de renforcer l'impact de cette forme de développement et de voir comment il s'articule avec d'autres

aspects de la dynamique sociale, comme la généralisation des mesures de décentralisation, les conflits, le capital social et la trame du tissu communautaire (voir www.worldbank.org/cdd).

Consciente de l'importance de l'analyse sociale, la Banque a entrepris d'élaborer des directives destinées à guider les projets et les politiques de l'institution dans ce domaine (voir www.worldbank.org/socialanalysisourcebook). Elle conduit également des études d'impact sur les conditions de vie et la pauvreté (PSIA) pour analyser les effets des réformes des politiques publiques sur les groupes sociaux concernés. La Banque a ainsi publié le premier guide traitant de ces questions (*User's Guide for Poverty and Social Impact Analysis*) (voir www.worldbank.org/psia).

Au cours de l'exercice 03, la Banque a continué d'apporter une aide aux pays en proie à un conflit, notamment aux pays à faible revenu en difficulté, en approuvant en leur faveur plus de 9,1 millions de dollars de dons au titre du Fonds d'aide aux pays sortant d'un conflit (FPC). L'institution s'est également intéressée aux liens qui existent entre les conflits et la gestion des ressources naturelles (voir www.worldbank.org/conflict).

Développement du secteur privé et infrastructure

Les réseaux Infrastructure et Développement du secteur privé de la Banque mondiale encouragent les initiatives privées en faveur de la réduction de la pauvreté et soutiennent le développement des infrastructures dans les pays pauvres. Pendant l'exercice 03, la vice-présidence Infrastructure et développement du secteur privé a été scindée en deux vice-présidences. La vice-présidence Infrastructure, qui vient renforcer les départements de la Banque spécialisés dans ce secteur, ainsi que les programmes de portée mondiale dans ce domaine, fonctionne sous la forme d'un réseau distinct depuis mai 2003. Il en va de même pour la vice-présidence Développement du secteur privé, qui est responsable de l'intégration stratégique des activités de la Banque et de la SFI en faveur du développement du secteur privé et du climat de l'investissement, ainsi que de la stratégie à long terme de la SFI. À noter cependant que les informations présentées dans ce chapitre couvrent essentiellement la période pendant laquelle ont fonctionné une seule vice-présidence et un seul réseau.

METTRE L'INITIATIVE PRIVÉE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

La stratégie de développement du secteur privé approuvée au cours de l'exercice 02 par le Groupe de la Banque mondiale explicite le rôle clé que peut jouer l'entreprise privée pour encourager la réduction de la pauvreté et la croissance. Pendant l'exercice 03, des enquêtes ont été réalisées auprès de 22 entreprises pour établir un diagnostic sur le climat de l'investissement. Elles ont mis en lumière les obstacles qui freinent la productivité et la croissance du revenu des entreprises. À partir du résultat de ces enquêtes, sept pays ont fait l'objet d'une évaluation du climat de l'investissement qui a permis de se faire une idée plus précise de l'environnement économique. Le coup d'envoi du projet Doing Business a également été donné. L'opération avait pour objet de consulter des experts, puis de définir cinq séries d'indicateurs se rapportant à l'exécution des contrats, au marché du crédit, aux règlements applicables à l'entrée sur le marché, à la législation du travail et à la faillite, pour obtenir un aperçu immédiat de la situation de l'investissement dans 130 pays, dont 55 pays de l'IDA. Le Groupe de la Banque mondiale a continué d'assurer une fonction de conseil auprès des pays membres pour les aider à améliorer le climat de l'investissement, notamment par le biais du Service-conseil pour l'investissement étranger.



Construction d'une route au Cambodge.

Toujours dans le cadre de la stratégie de développement du secteur privé, il a été proposé de tester, à titre expérimental, des formules d'aide axée sur les résultats pour encourager la prestation de services de base par des opérateurs privés, notamment dans le secteur de l'infrastructure, de la santé et de l'éducation. Au cours de l'exercice écoulé, 25 opérations de ce type ont été menées dans différents secteurs et différentes régions. Le Partenariat mondial pour l'aide axée sur les résultats a été instauré en 2003 pour encourager ce type d'actions pilotes, avec un appui initial de la Banque et du ministère britannique du développement international (voir également figure 4.1).

L'institution a entrepris de mieux exploiter les synergies entre les instruments de financement de la Banque mondiale, de la SFI et de la MIGA. Le projet de production d'électricité par le secteur privé de Pamir (Tadjikistan), qui a été approuvé en juin 2002, offre un bon exemple des synergies qui existent entre la rigueur commerciale et l'orientation privée des financements de la SFI, d'une part, et le potentiel des ressources de l'IDA, d'autre part, synergies qui peuvent être mises à profit pour subventionner les usagers les plus pauvres et mettre ainsi les services à leur portée. L'IDA et la MIGA elles aussi coopèrent, comme en témoigne le mécanisme de garantie que ces deux institutions ont mis au point conjointement pour encourager les investisseurs privés à financer des projets d'infrastructure et de privatisation de petite et moyenne envergure dans les pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine admis à bénéficier de ce mécanisme.

Le Groupe de la Banque mondiale, et la SFI en particulier, s'emploient activement à améliorer leur aide aux petites et moyennes entreprises (PME) en soutenant les intermédiaires au lieu de fournir des concours financiers aux entreprises, et en créant un marché de services d'appui au développement des PME au lieu de leur fournir des conseils.

INFRASTRUCTURE

Consciente du fait que des infrastructures inadaptées et inefficaces sont un frein majeur à la réduction de la pauvreté et à la croissance, la Banque a sensiblement augmenté ses investissements dans ce secteur durant l'exercice écoulé. La réduction effective de la pauvreté passe par des investissements publics et privés beaucoup plus importants dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. La Banque continue d'aider ses pays clients en les encourageant à mettre en place un cadre juridique et réglementaire qui permette véritablement de fournir des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement, comme en Arménie, en Jordanie, au Nigéria, au Sri Lanka et à Sainte-Lucie.

Dans toutes ses opérations d'infrastructure, la Banque met l'accent sur la nécessité d'instaurer un cadre réglementaire approprié. La fourniture de services (eau, assainissement, électricité, gaz, technologies de l'information et de la communication et transports) par des prestataires privés revêt des aspects juridiques et réglementaires qui sont

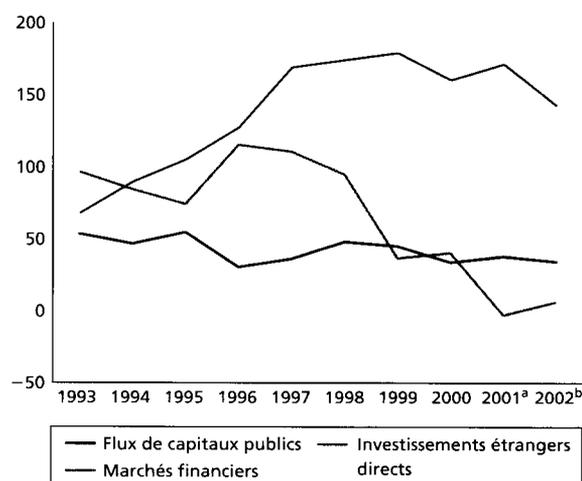
étroitement liés, indépendamment de la question de savoir si la mise en place d'une seule réglementation applicable à tous les secteurs est justifiée ou non. Comme c'est le cas pour le secteur bancaire ou celui des entreprises, il faut instaurer un cadre juridique et réglementaire clairement défini si l'on veut garantir un environnement adapté, transparent et prévisible (voir « Des systèmes juridiques et judiciaires appropriés » dans ce chapitre).

Approvisionnement en eau et assainissement

La focalisation sur les objectifs de développement pour le Millénaire (ODM) a fait de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement deux axes majeurs de l'action engagée à l'échelon international pour réduire la pauvreté. Au cours de l'exercice 03, la Banque a continué de contribuer à l'élaboration d'une stratégie globale dans le secteur de l'eau, en participant activement à plusieurs réunions internationales, parmi lesquelles la Conférence internationale sur le financement du développement de Monterrey (Mexique), le Sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg, le troisième Forum mondial de l'eau au Japon et le Sommet du G8 à Évian-les-Bains (France). En outre, le rapport du Panel mondial pour le financement des infrastructures hydrauliques présidé par Michel Camdessus souligne la nécessité d'agir sur tous les fronts — ressources en eau, prestation de services et interventions de grande ampleur ciblées sur la pauvreté — et exhorte la communauté internationale à intensifier ses efforts. La qualité des nouveaux projets de la Banque et les résultats des projets existants se sont notablement améliorés, alors que le montant total des engagements de financement de la BIRD et de l'IDA concernant l'approvisionnement en eau et l'assainissement a chuté ces dernières années, passant d'un niveau record de 1,7 milliard de dollars durant les exercices 94-97 à 493 millions de dollars au cours de l'exercice 02. Cette année, les engagements ont atteint 1,3 milliard de dollars, et il est prévu de revoir à la hausse l'aide accordée à ce secteur sur les trois prochaines années.

La Banque accorde une attention toute particulière à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement dans le cadre de ses opérations dans différents secteurs, notamment la protection sociale, la santé et l'éducation, le développement rural, la gestion municipale ou encore l'assainissement des quartiers insalubres. La nouvelle stratégie de la Banque en faveur du secteur de l'eau au niveau des pays va dans le sens du développement holistique, en définissant des approches qui permettront de mieux collaborer à l'avenir avec les pays clients et les partenaires sur tous les aspects de l'utilisation de l'eau. La réflexion engagée

Figure 4.1 Flux nets de financements à long terme vers les pays en développement, Ex. 93-02 (milliards de dollars)



a. Données provisoires. Les flux nets de financements à long terme représentent le montant net des transactions génératrices de dettes ayant une échéance initiale supérieure à un an.

b. Estimations.

Source : Banque mondiale. 2003. *Global Development Finance 2003*. Washington.

porte sur l'assainissement et l'hygiène, une meilleure intégration de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement dans les programmes nationaux, les réformes sectorielles et les nouveaux instruments financiers, tels que l'aide axée sur les résultats, le financement d'instruments destinés aux collectivités locales et les instruments d'atténuation des risques.

Énergie

La mise en œuvre de la stratégie de rénovation de ce secteur a bien démarré. Il s'agit d'encourager les ménages pauvres à utiliser des sources d'énergie plus modernes et de faire en sorte que le secteur de l'énergie soit performant, fiable et mieux à même de soutenir la croissance et la stabilité budgétaire. Environ 40 % des nouveaux engagements de prêts en faveur de l'Afrique pour l'exercice 03 prévoyaient une composante visant à faciliter l'accès à l'énergie, comme le Projet d'électrification pour la transformation rurale de l'Ouganda et le Projet d'exploitation du gaz de Songo Songo en Tanzanie destiné à électrifier les villages. Avec le concours de la BIRD, le Bangladesh et les Philippines ont engagé d'ambitieux programmes d'électrification du monde rural, qui favorisent en outre la production d'énergies renouvelables.

La réduction des gros déficits quasi-budgétaires dans le secteur de l'énergie est l'une des préoccupations centrales qui guide les interventions de la Banque, en Europe orientale notamment. Ainsi, les crédits d'ajustement pour la Bulgarie et la Roumanie sont assortis de conditions majeures dans le domaine de l'énergie. En Chine, la Banque soutient l'action engagée avec détermination pour restructurer l'industrie pétrolière et gazière et pour mettre en place un dispositif réglementaire étayé par une réforme du cadre juridique.

Des projets en faveur des énergies renouvelables et de la réduction des émissions de gaz à effet de serre ont été approuvés et sont en cours de réalisation dans un grand nombre de pays. Le projet de réduction des émissions de carbone de Jepirachi (Colombie) permettra de produire 19,5 mégawatts d'électricité éolienne. Le projet de gestion des déchets urbains solides de la région de Liepaja (Lettonie) utilisera des cellules énergétiques pour accroître la dégradation des déchets facilement biodégradables et produira de l'électricité à partir des gaz ainsi générés par la décharge.

Au cours de l'exercice 03, les financements engagés pour soutenir le développement des infrastructures et des services dans le secteur de l'énergie se sont élevés à 1 milliard de dollars réparti entre 14 projets. Outre l'octroi de prêts à des projets, l'appui fourni par la Banque aux travaux d'analyse et d'orientation dans ce secteur a représenté plus de 2,5 millions de dollars pour l'exercice 03.

Réduire la fracture numérique

Le département conjoint de la Banque et de la SFI chargé des technologies de l'information et des communications mondiales (GICT) aide les pays à optimiser l'impact de ces technologies sur le développement. La division chargée de conseiller les gouvernants en la matière a participé à des opérations financées par des dons dans chacune des régions de la Banque, ainsi qu'à deux projets de crédit et de prêt.

Trois projets de la Banque approuvés cette année ont mis en application le principe de l'aide axée sur les résultats pour aider les plus pauvres et les communautés rurales des pays en développement à accéder plus rapidement aux services de télécommunications. C'est ainsi que l'installation de téléphones publics dans des communautés jusqu'alors non desservies a été rattachée à l'amélioration des prestations de services publics, à l'expansion des PME et à la croissance du revenu.

La Banque recourt à des formules qui s'appliquent aussi à des environnements complexes ou à des économies de petite taille. En Afghanistan, l'administration a accordé une licence à un deuxième opérateur de téléphonie mobile, ce qui a favorisé l'afflux d'investissements étrangers directs et un déploiement rapide des services de télécommunications à Kaboul et au-delà. La Banque prête son concours à la mise en place des structures juridiques et réglementaires nécessaires à l'expansion de ces services et gère le soutien aux investissements dans le cadre du Fonds fiduciaire pour la reconstruction de l'Afghanistan. Un projet à l'appui des télécommunications et de la réforme du secteur a été approuvé cette année en faveur de Samoa pour donner la possibilité aux habitants de ces îles de vivre eux aussi à l'heure du numérique.

Le GICT gère également le programme de dons *InfoDev* financé par les bailleurs de fonds, qui encourage l'utilisation novatrice des technologies de l'information et des communications (TIC) pour améliorer les conditions de vie dans les pays en développement. Son portefeuille compte une quarantaine de projets pilotes, dont des activités d'assistance technique, visant à favoriser le développement des TIC. Cette année, *InfoDev* est à l'origine d'une nouvelle initiative qui permettra de créer un réseau de pépinières d'entreprises pour faciliter l'émergence et l'essor de PME spécialisées dans les TIC dans les pays en développement.

Transport

Le transport est un aspect essentiel de la dynamique devant aboutir à la réalisation de chacun des objectifs de développement pour le Millénaire. Les prêts à ce secteur ont atteint 2,7 milliards de dollars au cours de l'exercice 03 (voir également la rubrique « Transport et commerce » dans la

section « Réduction de la pauvreté et gestion économique » de ce chapitre).

Il est désormais admis que transport et santé sont étroitement liés. Les équipes de la Banque qui interviennent dans ces deux secteurs s'emploient, en étroite collaboration avec leurs homologues de l'Organisation mondiale de la santé, à préparer un Rapport mondial sur la prévention des accidents de la route. Ce rapport sera présenté le 7 avril 2004, date de la Journée mondiale de la santé. Cette journée, dont le thème change chaque année, sera consacrée en 2004 à la promotion de la sécurité routière.

Le Rapport mondial sur la prévention des accidents de la route sera une publication phare des institutions. Il sera porteur d'un message fondamental, à savoir que les accidents de la route constituent un problème majeur de santé publique et de développement longtemps ignoré, qui nécessite une action concertée pour que la prévention soit efficace et durable. Selon les prévisions, les accidents de la route passeront d'ici à 2020 du 9^e au 3^e rang des principaux facteurs expliquant le nombre d'années de vie corrigées du facteur d'invalidité dans les pays en développement. Les accidents de la route alourdissent la charge qui pèse sur des structures de soins déjà trop sollicitées. On estime en outre que les accidents de la route touchent bien plus durement les populations relativement plus pauvres. Les frais d'hospitalisation d'une personne victime de blessures ou d'une invalidité de longue durée peuvent souvent réduire une famille à la pauvreté, même si ses membres ont un emploi et gagnent raisonnablement bien leur vie au regard des critères locaux.

DÉVELOPPEMENT URBAIN

Durant l'exercice 03, le Conseil a examiné 15 projets urbains recouvrant des activités très diverses, depuis l'intervention classique axée sur l'amélioration de l'habitat urbain, notamment dans le cadre d'un programme national au Mexique, jusqu'à des opérations de développement économique à Saint-Petersbourg, de développement social à Djibouti, de gestion des catastrophes naturelles en Iran, de gestion d'actifs au Maroc, de développement culturel au Liban ou d'ajustement structurel en Uruguay. Les prêts à l'appui du développement urbain durant l'exercice 03 ont totalisé 1,6 milliard de dollars (voir également l'encadré 4.7).

Des travaux ont par ailleurs été engagés en collaboration avec les pouvoirs publics de Lima et de Lagos pour analyser la pauvreté urbaine et élaborer des stratégies en vue de la combattre, et 25 villes pilotes des pays baltes et de la région des Balkans ont entrepris de formuler des stratégies pour développer l'économie locale. Ces stratégies participatives permettent de recenser et de classer par ordre de priorité les

ENCADRÉ 4.7 PRÊTS DANS LES ZONES URBAINES ET RURALES

Dans les pays en développement, l'urbanisation entraîne des mouvements massifs de population et d'importants changements dans la taille et dans la nature des peuplements. La tendance générale à la décentralisation politique et budgétaire a en outre rehaussé l'importance des unités de gouvernance infranationales. La Banque a donc conscience de l'importance que revêt l'analyse spatiale et de l'intérêt que présente la désagrégation spatiale des données relatives aux prêts.

Durant l'exercice écoulé, les départements chargés du développement rural et du développement urbain ont analysé ensemble, dans le détail, les documents de projet afférents à toutes les opérations de prêt approuvées au cours de l'exercice 03, en tenant compte à chaque fois du contexte spatial. Environ 40 % des engagements de la BIRD et de l'IDA sont allés à des projets en zone rurale, contre quelque 30 % à des opérations en zone urbaine. Sur l'ensemble des prêts d'investissement et d'ajustement, quelque 30 % ne concernent qu'indirectement les zones rurales ou urbaines. De plus, on constate des disparités entre les régions au niveau de la répartition des prêts entre zones rurales et zones urbaines. Si l'on veut parvenir à un meilleur équilibre au sein d'une même région, il faudra peut-être que la répartition se fasse davantage en fonction de facteurs tels que la dynamique de la population, l'incidence de la pauvreté et les approches retenues à l'échelon national pour lutter contre la pauvreté. Les deux départements ont entrepris d'approfondir l'analyse spatiale du portefeuille de prêts.

mesures que les secteurs public et privé peuvent prendre localement pour améliorer le climat de l'investissement et l'économie. Afin de soutenir davantage les investissements dans les infrastructures locales, la Banque s'emploie avec la SFI à mettre au point un programme pilote destiné à financer des crédits et des garanties pour les collectivités locales.

Le Groupe de développement urbain s'est associé à l'Unité de lutte contre le VIH/SIDA pour lancer une initiative conjointe destinée à aider les autorités locales à combattre la maladie. Le VIH/SIDA compromet en effet gravement la croissance du revenu et la prestation de services en milieu urbain.

MÉCANISME DE GESTION DES OPÉRATIONS EN CAS DE CATASTROPHE NATURELLE

Les catastrophes naturelles représentent une source de risques majeure pour les populations pauvres. Le Mécanisme de gestion des opérations en cas de catastrophe est une ressource essentielle, qui a vocation à fournir un appui technique, à guider l'élaboration des politiques publiques, à diffuser des connaissances et à renforcer les capacités pour atténuer les risques liés aux catastrophes naturelles dans le cadre des opérations de la Banque et de ses partenaires. Ce mécanisme, qui fonctionne avec des partenaires du secteur public, du secteur privé et de la société civile dans le cadre d'un consortium (ProVention Consortium), doit favoriser l'acquisition de connaissances pratiques qui permettent de mieux anticiper les catastrophes naturelles et de contribuer à un développement durable.

FINANCEMENT ET GARANTIES DES PROJETS

Le ralentissement récent de l'économie mondiale a accentué la frilosité des investisseurs privés à l'égard des « marchés pionniers ». D'où l'importance des garanties pour mobiliser de nouveaux investissements à l'appui de projets d'infrastructure vitaux exposés à un risque souverain. Durant l'exercice écoulé, la Banque a mis au point des applications inédites de l'instrument de garantie. Elle offre aujourd'hui des garanties pour couvrir des risques liés à la réglementation et pour appuyer la privatisation d'entités publiques dans tous les secteurs. Des garanties sont également proposées dans le cadre de mécanismes couvrant des projets d'infrastructure de petite et moyenne envergure. La Banque s'emploie par ailleurs à concevoir des structures de garantie qui pourraient couvrir des contrats avec obligation de résultats, favoriser des emprunts en monnaie locale et atténuer les risques de dévaluation. Le portefeuille compte actuellement plusieurs projets dans les secteurs de l'eau, du pétrole, du gaz et des transports.

Pendant l'exercice 03, la garantie partielle de risques d'un montant de 75 millions de dollars accordée par l'IDA à l'appui de la phase 2 du projet de centrale électrique de Phu My 2 (Viet Nam) a permis de surmonter les difficultés

budgétaires de l'État, en répercutant le coût de l'investissement sur le secteur privé. Cette garantie devrait jouer un rôle catalyseur et attirer de nouveaux capitaux privés dans le pays. Le mécanisme de garantie à l'appui des secteurs charbonnier et forestier de la Russie, qui avait été approuvé par le Conseil au cours de l'exercice 01, est entré en vigueur cette année.

LE MICROFINANCEMENT AU SERVICE DE LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

Le Groupe consultatif pour l'assistance aux plus pauvres (CGAP), installé dans les locaux de la Banque mondiale, est une organisation multilatérale regroupant 30 bailleurs de fonds qui a pour mission de mettre en place des systèmes financiers pour venir en aide aux plus démunis. Dans le cadre de l'action qu'il mène pour développer le microfinancement, le CGAP continue de travailler en partenariat avec toute une série d'institutions (banques, caisses de crédit mutualiste, réseaux et autres) offrant divers services financiers, notamment d'épargne, d'assurance, de transfert de fonds et de crédit.

Au cours de l'exercice 03, l'une des activités majeures du CGAP a consisté à lancer une nouvelle initiative pour évaluer les politiques et les opérations de microfinancement des principaux organismes de développement, en vue d'améliorer l'efficacité de l'aide. Dix organisations internationales ont ainsi fait l'objet d'une évaluation en 2003, et plusieurs ont procédé à d'importants changements sur la base des recommandations formulées à l'issue de l'examen. Le CGAP propose également un nouveau service d'évaluation et de suivi d'institutions de microfinancement prometteuses pour le compte des bailleurs de fonds intéressés.

Mis en service en 2001, le portail du microfinancement (Microfinance Gateway) est aujourd'hui la source la plus complète d'informations sur le microfinancement accessible sur l'internet. Plus de 11 000 usagers consultent régulièrement ce site, qui attire environ 400 000 visiteurs par mois.

Renforcement des systèmes financiers

La Banque sait de longue date que, pour faire reculer la pauvreté et promouvoir la croissance économique, les pays doivent être dotés d'un système financier national solide. Les systèmes financiers qui se développent de façon erratique, qui manquent de transparence et qui ne sont pas encadrés par une réglementation appropriée sont plus sensibles aux chocs financiers et sujets à des crises. Les nombreux travaux de recherche de la Banque montrent que ces chocs et ces crises touchent les pauvres de façon disproportionnée. Lorsque les systèmes financiers des pays en développement sont précaires, ils contribuent aussi à accroître la pauvreté parce qu'ils n'offrent pas les financements et les services financiers nécessaires aux particuliers et aux petites et moyennes entreprises alors que ceux-ci sont essentiels à la croissance économique. La Banque répond aux besoins prioritaires du secteur financier de trois manières : en favorisant la diffusion des connaissances, en fournissant un appui financier et une assistance technique, et en établissant des partenariats.

LE SAVOIR : RECHERCHE, DÉVELOPPEMENT DES CONNAISSANCES ET DIFFUSION DU SAVOIR

En collaboration avec des groupes extérieurs, la Banque poursuit des travaux de recherche très poussés dans le domaine financier pour aider les spécialistes et les responsables gouvernementaux à prendre de meilleures décisions. La plupart des publications et données résultant de ces travaux peuvent être téléchargées à partir du site web : www.worldbank.org/finance.

Durant l'exercice, la Banque mondiale a joué un rôle de premier plan dans l'analyse d'un domaine d'actualité en plein essor, à savoir la finance électronique et la sécurité des échanges électroniques. La finance électronique, qui devient un élément clé de l'infrastructure financière, offre de grandes possibilités de réduire les coûts des transactions financières et commerciales. Mais elle présente aussi de nouveaux risques, qui tiennent à la sécurité des échanges électroniques. Une attention de plus en plus minutieuse devra être portée au développement de l'infrastructure des technologies de l'information au sein du secteur financier en raison des risques électroniques et des risques opérationnels associés à la finance en ligne. Une étude approfondie de cette question est présentée dans une note de la Banque intitulée *E-Security: Risk Mitigation in Financial Transactions*, que l'on peut consulter avec d'autres documents utiles à : www.worldbank.org/finance. (Cliquez sur *E-security*.)



Un marché de change afghan en 2002. La Banque mondiale a réalisé une étude sur les systèmes informels de transfert de fonds.

La Banque s'emploie à diffuser les résultats des études et le savoir de diverses façons. Une équipe d'analystes spécialisée anime l'unité des Services d'information et de diffusion des connaissances sur le secteur financier. Cette unité est un véritable centre de communication, de recherche et de documentation sur les questions touchant le secteur financier pour les agents de la Banque mondiale, les autorités des pays clients et les organisations non gouvernementales.

Le programme de développement des connaissances sur le secteur financier, qui est un pilier de l'Institut de la Banque mondiale, met l'accent sur le dialogue et la solution des problèmes par la collaboration. Ses activités prennent la forme de conférences, d'ateliers régionaux et internationaux et d'enseignement à distance via des vidéoconférences et l'internet. Excellent exemple de la façon dont il est possible d'utiliser directement les résultats de travaux de recherche et des outils qui permettent la création de savoir, ce programme a été organisé à la suite d'une publication conjointe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, *Developing Government Bond Markets, a Handbook*, et il offre une série de séminaires pratiques à l'intention des hauts fonctionnaires chargés de créer des marchés d'obligations d'État et des responsables de la gestion de ces marchés. Des ateliers régionaux ont déjà été organisés au Brésil, en Chine, en Tunisie et en Turquie afin de communiquer les résultats des études effectuées et de donner des conseils aux autorités des pays clients qui peuvent utiliser ces informations pour renforcer leur système financier (voir www.worldbank.org/wbi/banking).

OPÉRATIONS DE PRÊT ET ASSISTANCE TECHNIQUE

La Banque partage les préoccupations grandissantes que suscitent chez les dirigeants du monde entier le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, d'autant que les conséquences économiques et sociales dévastatrices de ces activités prennent une acuité particulière dans les pays en développement dont les systèmes financiers sont fragiles.

Elle a donc intensifié ses activités dans ce domaine et mis en place un solide programme pour pouvoir aider systématiquement les pays à renforcer leurs capacités. Depuis septembre 2001, la Banque et le Fonds monétaire international (FMI) ont achevé, lancé ou accepté d'offrir 52 programmes d'assistance technique au profit de 40 pays et de 12 régions. Plus de la moitié des projets d'assistance technique menés dans les pays ont donné lieu à la fourniture de conseils ou d'une aide pour la préparation de textes de loi, dont une proportion modeste mais croissante concernait la lutte contre le financement du terrorisme. Par ailleurs, la Banque a créé, conjointement avec le FMI, une base de données internationales sur la coordination de l'assistance dans le domaine de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Cette base de données permet d'identifier les priorités en matière d'assistance technique ou les lacunes qui existent dans ce domaine, et d'améliorer les flux d'informations entre les instances internationales en servant de centre d'information sur tous les services d'assistance technique fournis. Pour compléter cette base de données, la Banque et le FMI ont lancé un programme pilote d'évaluation basé sur l'ensemble des méthodes approuvées par les Administrateurs de la Banque et du FMI en septembre 2002 pour lutter contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Les évaluations seront incorporées à titre expérimental dans les programmes d'évaluation du secteur financier.

De nombreux clients de la Banque n'ont aucune possibilité d'accès aux services financiers, ce qui est un problème très préoccupant. Dans des pays tels que le Cameroun, le Gabon, la Guinée équatoriale, la République centrafricaine, la République du Congo et le Tchad (qui comptent globalement plus de 30 millions d'habitants), moins de 3 % de la population ont accès à des services bancaires et de paiements ordinaires, contre plus de 90 % dans les pays développés. Pour les opérations concernant la compensation et le règlement des paiements, le nombre moyen des transactions interbancaires par habitant et par an est inférieur à 0,05 dans ces pays d'Afrique centrale contre environ 0,10 en Afrique de l'Ouest, 3,0 en Tunisie et 200,0 en Europe.



Grâce au développement de l'infrastructure financière, les services bancaires sont devenus plus accessibles en Afrique.

Pour remédier à cette situation, la Banque a fourni une aide à la BEAC (qui est la banque centrale régionale des États de l'Afrique centrale susmentionnés) en définissant les éléments d'une large réforme de l'infrastructure des paiements. Elle a apporté son appui à un projet fondé sur une approche participative faisant intervenir toutes les parties prenantes, qui a été financé en partie par un crédit de 14,4 millions de dollars de l'IDA (le coût total du projet est de l'ordre de 22 millions de dollars). La Banque a entrepris d'élargir l'accès aux services financiers dans cette région, ainsi que dans d'autres régions où des projets analogues sont mis en œuvre, en accroissant l'efficacité des infrastructures de paiement aux niveaux national et régional, et en encourageant l'offre de services et d'instruments de paiement aux particuliers et aux petites et moyennes entreprises.

SERVICES DE CONSEIL AXÉS SUR LE SECTEUR FINANCIER

La Banque peut offrir des services de conseil axés sur le secteur financier grâce aux partenariats qu'elle a forgés. Le Programme conjoint d'évaluation du secteur financier mis en place en 1999 par le FMI et la Banque, permet d'identifier les points forts et les points faibles des systèmes financiers et contribue à réduire les risques de crise. Vingt évaluations de ce type ont été effectuées pendant l'exercice 03. Au cours de l'année écoulée, une place particulièrement importante a été accordée aux activités d'assistance technique menées en

ENCADRÉ 4.8 L'INITIATIVE POUR LE RENFORCEMENT ET LA RÉFORME DU SECTEUR FINANCIER (FIRST).

L'Initiative pour le renforcement et la réforme du secteur financier (FIRST) a pour but de répondre aux demandes d'assistance formulées à la suite des évaluations du secteur financier et des rapports sur l'évaluation des normes et codes. La Banque mondiale, le FMI, le Canada, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse ont ouvert un fonds mondial doté de 53 millions de dollars. L'Initiative FIRST permet de mener des activités d'assistance technique et de renforcement des capacités dans les pays à faible revenu et dans les pays à revenu intermédiaire, et il offre à la communauté internationale des bailleurs de fonds une structure pour coordonner et cofinancer les travaux réalisés dans le secteur financier. Parmi les opérations de l'exercice 03, citons :

- l'organisation en décembre 2002 d'un atelier sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme en Russie, qui a permis d'exposer les dispositions pratiques à prendre pour instaurer un régime permettant de lutter contre ces pratiques et de présenter des exemples des meilleures pratiques;
- la fourniture de conseils à l'Institut monétaire de l'Afrique de l'Ouest sur les mesures à prendre pour mettre en place une autorité commune de contrôle des activités bancaires dans la zone monétaire ouest-africaine.

complément à ces évaluations. La Banque a constitué avec divers bailleurs de fonds un nouveau partenariat pour la réforme et le renforcement du secteur financier afin de faciliter ces opérations relais d'assistance technique complémentaire (voir encadré 4.8).

La Banque maintient des relations de partenariat étroites avec des organismes internationaux et des organes chargés de l'établissement de normes tels que le Comité de Bâle, l'Organisation internationale des commissions de valeurs (OICV) et l'Association internationale des contrôleurs d'assurance (IAIS). Elle a répondu à une demande présentée directement par cette dernière en vue d'assurer la formation de contrôleurs de rang intermédiaire dans ses pays clients.

C'est ainsi que les spécialistes des questions d'assurance de la Banque ont pu former 250 contrôleurs dans 23 pays au cours des deux dernières années en tirant parti des possibilités offertes par le système de vidéoconférence, l'internet, la vidéo et les forums de discussion en ligne. Les experts les plus chevronnés de la Banque en ce domaine traitent de sujets tels que les méthodes de contrôle basées sur les risques, l'utilisation de tests d'alerte précoce et les barèmes réglementaires. En offrant aux contrôleurs la possibilité de se familiariser avec les normes internationales et d'avoir des contacts avec des experts internationaux, la Banque contribue à renforcer le secteur financier des pays qui sont ses clients.

Des systèmes juridiques et judiciaires appropriés

Des systèmes juridiques et judiciaires solides sont indispensables pour assurer un développement vigoureux et efficace. Or, dans un grand nombre de pays clients de la Banque mondiale, le processus d'élaboration des lois et les mesures visant à assurer le respect des lois et des contrats restent peu prévisibles et peu transparents.

La mission de la Banque consiste, pour une large part, à fournir des produits et à poursuivre des activités concernant le droit et la justice afin de progresser en direction des objectifs de développement pour le Millénaire dans le contexte des stratégies de réduction de la pauvreté des pays clients et des stratégies d'aide-pays de la Banque. L'institution procède de manière stratégique pour mettre en place une démarche cohérente et systématique de manière à promouvoir les réformes juridiques et judiciaires tout en collaborant étroitement avec ses partenaires dans les domaines public et privé (voir www.worldbank.org/legal).

À cette fin, la Banque analyse la situation d'un pays dans le domaine du droit et de la justice, et en particulier le régime législatif et les structures institutionnelles qui s'y rapportent. Elle effectue des évaluations diagnostiques, donne des conseils sur les réformes à engager, examine les déclarations de politique générale et les projets de lois du pays, et aide à renforcer les capacités des institutions du secteur public afin d'assurer un meilleur respect des obligations contractuelles, de la législation et de la réglementation (voir encadré 4.9).

Pendant l'exercice 03, la Banque s'est plus particulièrement préoccupée des aspects juridiques de ses activités dans les domaines touchant le climat de l'investissement et les finances, la protection durable de l'environnement, la promotion de la parité hommes-femmes (voir encadré 4.10), l'infrastructure (voir page 74) et le commerce (voir page 62).

CLIMAT DE L'INVESTISSEMENT ET FINANCES

La Banque s'emploie activement à améliorer le climat de l'investissement et les finances dans le cadre de l'action engagée pour promouvoir les réformes juridiques et judiciaires et améliorer les systèmes financiers.

Pour améliorer le climat de l'investissement dans un pays, il faut commencer par faire le point sur la situation. Les conseillers juridiques étudient les conclusions de l'évaluation, par la région concernée, du climat de l'investissement dans le pays étudié, puis ils interviennent dans le dialogue engagé avec le pays pour l'aider à établir la

liste des priorités en matière de réformes juridiques et judiciaires, et à programmer et exécuter ces réformes.

Au cours de l'exercice écoulé, la Banque a renforcé les moyens dont elle dispose pour évaluer les points faibles des systèmes juridiques et judiciaires et pour aider les pays à promouvoir la primauté du droit. Les réformes juridiques et judiciaires font désormais partie des principaux instruments de développement structurel et institutionnel de la Banque. Le travail effectué dans ce domaine a contribué à améliorer

ENCADRÉ 4.9 LA CONFÉRENCE PANAFRICAINNE SUR LE DROIT, LA JUSTICE ET LE DÉVELOPPEMENT, 4-7 FÉVRIER 2003

Au milieu de l'année 2000, les juristes africains ont formé une coalition afin de promouvoir un développement durable en Afrique en affirmant la primauté du droit et en assurant la justice pour tous. Sous la direction du Président de la Cour suprême du Nigéria, cette coalition a organisé la Conférence panafricaine sur le droit, la justice et le développement à Abuja en février 2003. Celle-ci a bénéficié d'un soutien de la Banque mondiale, d'autres organisations et de bailleurs de fonds bilatéraux, dont la France, l'Allemagne, l'Italie, le Nigéria, le Royaume-Uni, la Banque africaine de développement et l'Organisation internationale de la francophonie. Durant les séances, qui ont été très animées, de hauts fonctionnaires de 41 pays africains anglophones et francophones ont exprimé sans réserve leurs préoccupations et partagé leurs expériences dans les domaines du droit, de la justice et du développement. De nombreux présidents de cour suprême, d'autres membres de l'appareil judiciaire, des ministres de la justice, des procureurs généraux, des ministres des finances, des représentants de l'ordre des avocats et des milieux universitaires ainsi que des activistes des droits de l'homme et des praticiens privés du droit ont confirmé que les problèmes rencontrés ne peuvent être classés dans des catégories basées sur les différences linguistiques ou l'application de systèmes différents, qu'ils soient issus du droit romain ou de la *common law*, et que le partage des enseignements tirés des échecs ou des succès est d'une importance particulière pour toute l'Afrique.



M^{me} Effie Owuor, juge près la Cour d'appel du Kenya, prend la parole à une session de la Conférence panafricaine (photo prise par un photographe nigérian).

le climat de l'investissement dans les pays clients (voir www.worldbank.org/legal).

La prévisibilité, la transparence, l'efficacité et l'adhésion aux principes du respect de la légalité par les institutions judiciaires sont autant de facteurs qui contribuent à l'instauration d'un climat d'investissement sûr. Au cours de l'exercice 03, la Banque a organisé des cours de formation en droit commercial à l'intention des juges en Équateur et au Sri Lanka, des cours sur le droit des faillites en Croatie, et des cours sur l'administration des tribunaux dans une optique d'efficacité en El Salvador et en Mongolie. Elle s'emploie aussi à promouvoir des mécanismes de résolution des différends, par exemple la médiation commerciale en Albanie et au Sri Lanka.

Dans le secteur plus vaste du droit et de la justice, la Banque apporte son assistance aux organes chargés de promulguer des lois, aux commissions pour la réforme du droit, à l'ordre des avocats, aux institutions d'aide juridique, à la société civile et aux médias. En ce qui concerne la réforme de la législation, la Banque sait que beaucoup de ses pays clients n'ont toujours pas de cadres juridiques transparents susceptibles de fournir des incitations appropriées sur les marchés et d'ouvrir à un coût abordable des voies de recours exécutoires, qui sont essentielles pour instaurer un climat d'investissement sûr.

Des systèmes financiers bien rodés sont indispensables pour promouvoir une croissance entraînée par le secteur privé, sans laquelle il ne sera pas possible de faire reculer la pauvreté. Ils permettent aussi d'empêcher ou d'atténuer des crises financières qui ont toujours un coût extrêmement lourd pour les pays et accroissent encore la pauvreté. La Banque encourage les pays à réformer leur système financier et à renforcer les institutions et les marchés financiers. Dans ce contexte, et en liaison avec d'autres organisations

ENCADRÉ 4.10 LA PARITÉ HOMMES-FEMMES ET LE DROIT

La Banque vise à réduire les disparités et inégalités entre les sexes qui font obstacle au développement et elle aide les pays clients à définir leurs objectifs en matière de parité hommes-femmes et de développement et à mettre en œuvre les programmes d'action qui s'y rapportent.

La stratégie mise en place par la Banque pour systématiquement intégrer les problèmes d'inégalité entre les sexes dans ses opérations courantes donne lieu à une évaluation de la place réservée aux femmes dans les pays clients. Cette évaluation inclut une analyse du cadre juridique et réglementaire dans lequel se déroulera la poursuite des objectifs et des engagements dans les domaines de la parité hommes-femmes et du développement, et notamment des conventions internationales telles que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, souvent considérée comme une « déclaration internationale des droits des femmes ».

En mars 2003, la Banque a parrainé la cinquième Conférence annuelle sur le droit et l'égalité des sexes, intitulée « Le droit, les institutions et l'égalité des sexes ». Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la violence contre les femmes a présenté son étude sur les causes de cette violence et sur ses coûts économiques et sociaux. La Conférence a aussi traité de questions touchant le droit coutumier, les lois religieuses et le droit écrit ; la citoyenneté et la condition féminine face à l'État et sur les marchés du travail ; et la violence sexiste. Les juges des Cours suprêmes du Brésil et du Guatemala, un membre du Tribunal d'exception pour la Sierra Leone effectuant une enquête sur les crimes de guerre à l'encontre des femmes, et un membre du bureau du Haut commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme ont participé à la conférence.

internationales, elle aide les pays clients, conformément à son mandat et en fonction de ses compétences particulières, à lutter contre le blanchiment des capitaux et elle participe activement aux évaluations des cadres juridiques et réglementaires établis à cette fin et aussi pour empêcher le financement du terrorisme.

Compte tenu de la nécessité d'établir des normes pour le traitement des faillites et la protection des droits des créanciers, la Banque, en collaboration avec la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Banque interaméricaine de développement, la Commission des Nations Unies sur le droit commercial international, la

Fédération internationale des praticiens de l'insolvabilité (INSOL International), le FMI, l'OCDE, l'Ordre international des avocats et la SFI, a élaboré les Principes et les directives régissant le traitement de l'insolvabilité et la protection des droits des créanciers. C'est sur la base de ces principes que sont effectuées, sous la direction de la Banque, les évaluations des systèmes qui régissent les faillites et les droits des créanciers dans le cadre d'un programme mis en place conjointement avec le FMI pour élaborer des rapports sur l'évaluation des normes et codes (ROSC). Quatorze ROSC ont été achevés à ce jour et sept autres rapports sont en cours. Ces évaluations permettent d'établir des diagnostics et de programmer des activités stratégiques, elles sous-tendent le dialogue sur la politique à suivre et les opérations de prêt, et elles fournissent des éléments d'information pour les activités d'assistance technique et de renforcement des capacités (par exemple pour l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, la Croatie, la République tchèque, la Slovaquie et la Turquie). Les Principes ont notamment été utilisés par les pays pour évaluer les réformes de la législation même sans évaluation des normes et des codes (comme au Kosovo, en Pologne et en Serbie). En République slovaque, la réforme du droit des faillites est un élément fondamental de l'action entreprise par la Banque pour renforcer le secteur financier.

La Banque travaille aussi avec le FMI, la Banque des règlements internationaux et un groupe consultatif d'experts à l'élaboration de principes régissant le traitement de l'insolvabilité des institutions financières.

En janvier 2003, la Banque a organisé un Forum mondial sur la gestion du risque d'insolvabilité afin d'examiner les normes et les stratégies pour la prochaine décennie (voir www.worldbank.org/firm). Un des principaux objectifs du Forum était d'étudier les moyens de résoudre les problèmes de renforcement des capacités dans les domaines institutionnel et réglementaire pour promouvoir des systèmes d'investissement plus fiables. À cette fin, la Banque a été amenée à collaborer avec l'Association internationale des organismes chargés de la réglementation des faillites pour mettre au point un recueil des pratiques réglementaires et des données d'expérience qui peuvent être utiles pour les législateurs et les décideurs. En mai 2003, la Banque a aussi parrainé un Forum mondial des juges commissaires, au cours duquel des magistrats de 90 pays ont examiné les moyens permettant de mieux faire comprendre les problèmes d'insolvabilité à la communauté internationale grâce aux outils d'enseignement à distance et à la base de données internationales sur la législation des faillites constituée par la Banque (voir www.worldbank.org/gild).

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Sommet mondial sur le développement durable, qui s'est tenu en septembre 2002, a mis en lumière la contribution cruciale du droit à la réalisation de l'objectif du développement durable. Au cours de l'exercice écoulé, la Banque a fait d'importants efforts pour protéger l'environnement mondial en s'employant à promouvoir des réformes juridiques et institutionnelles ainsi que d'autres instruments juridiques, et notamment l'instrument novateur qu'elle a mis au point pour l'achat d'unités de réduction des émissions de gaz à effet de serre vérifiées de façon indépendante. Elle a aussi organisé des ateliers et mis en place un programme de bourses pour renforcer les capacités des pays en développement et des économies en transition dans le domaine juridique, ce qui leur a permis de participer activement au nouveau marché du carbone.

Parmi les derniers titres de la série de monographies sur le droit, la justice et le développement figurent *The Legal and Regulatory Framework for Environmental Impact Assessments*, et *Conflict and Cooperation on South's Asia International Rivers*. Des études juridiques concernant la participation du public, l'attribution de droits fonciers et les mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto sont aussi en préparation.

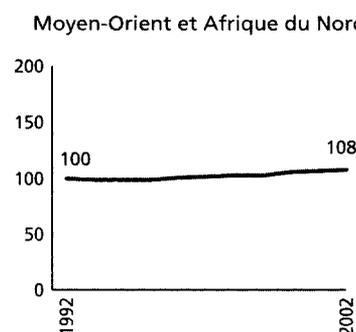
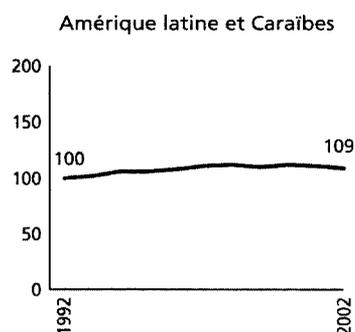
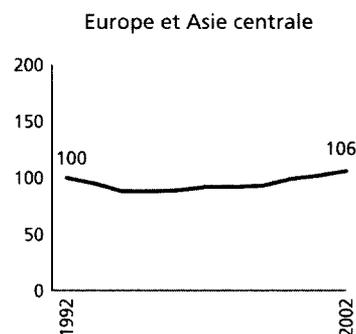
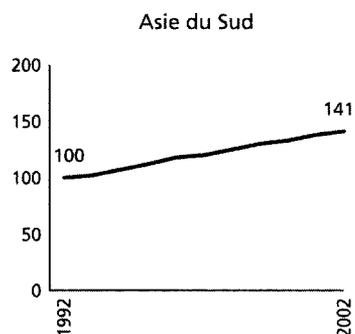
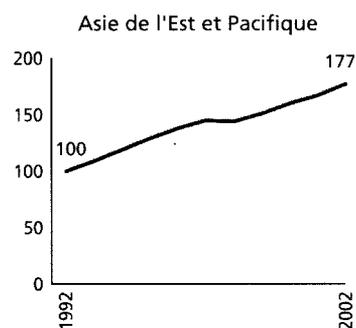
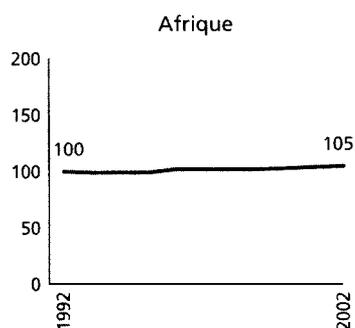
Les dix procédures de sauvegarde dans les domaines environnemental, social et juridique sont des principes systématiquement appliqués dans le cadre des activités de la Banque, et ils fournissent des normes pour le développement durable au niveau des projets (voir www.worldbank.org/safeguards).

D'autres principes sont actuellement examinés dans le cadre de l'action entreprise pour promouvoir le développement durable. Par exemple, les ressources de la Banque ne peuvent pas servir à acheter des terrains. Cette décision avait été prise en raison des problèmes que posaient antérieurement les graves distorsions qui caractérisaient en général les marchés de l'immobilier des pays clients et les incertitudes juridiques qui entouraient fréquemment les achats de terrains. La Banque a toutefois pu noter que, dans de nombreux pays, les marchés fonciers sont devenus plus stables et plus fiables. Elle a donc commencé, au cours de l'exercice écoulé, à tester un nouveau modèle de réforme foncière de vaste portée en vue de l'appliquer en particulier dans les pays pauvres. À ce jour, les Administrateurs de la Banque ont approuvé un projet géré par les communautés en Inde dans le cadre duquel un comité plurisectoriel local des achats fonciers est chargé de surveiller le déroulement des opérations. La Banque prépare aussi un autre projet intéressant le Malawi, qui doit être soumis à l'examen des Administrateurs.

Chapitre 5



Indice du produit intérieur brut par habitant, 1992-2002



Source : Base de données des *World Development Indicators*.

Perspectives régionales

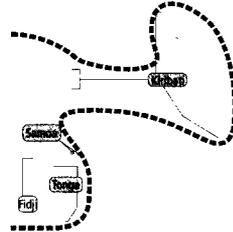
Régions, représentations à l'étranger et pays admis à bénéficier des prêts de la Banque mondiale	86
Afrique	88
Asie de l'Est et Pacifique	94
Asie du Sud	99
Europe et Asie centrale	104
Amérique latine et Caraïbes	109
Moyen-Orient et Afrique du Nord	114

Les données relatives au nombre des individus porteurs du VIH/SIDA qui figurent dans les encadrés « La région en bref » de ce chapitre sont basées sur les estimations d'ONUSIDA pour décembre 2002 et sur celles du Rapport intitulé *Averting AIDS Crisis in Eastern Europe and Central Asia: A regional Support Strategy* (Washington, Banque mondiale 2003) pour la région Europe et Asie centrale.

Régions, représentations à l'étranger et pays admis à bénéficier des prêts de la Banque mondiale

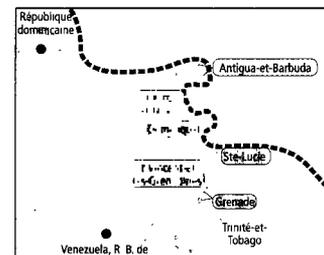
La Banque mondiale opère aujourd'hui à partir de plus de 100 représentations dans le monde. Cette présence plus importante auprès des pays clients lui permet de mieux les comprendre, de travailler en relation plus étroite avec eux et de leur fournir plus rapidement les services dont ils ont besoin. Les trois quarts des prêts en cours sont administrés par des directeurs-pays en poste à l'extérieur du siège de la Banque, situé à Washington. Trente pourcent des agents de la Banque sont désormais basés dans les bureaux extérieurs.

(partie de la Région
Asie de l'Est et Pacifique)

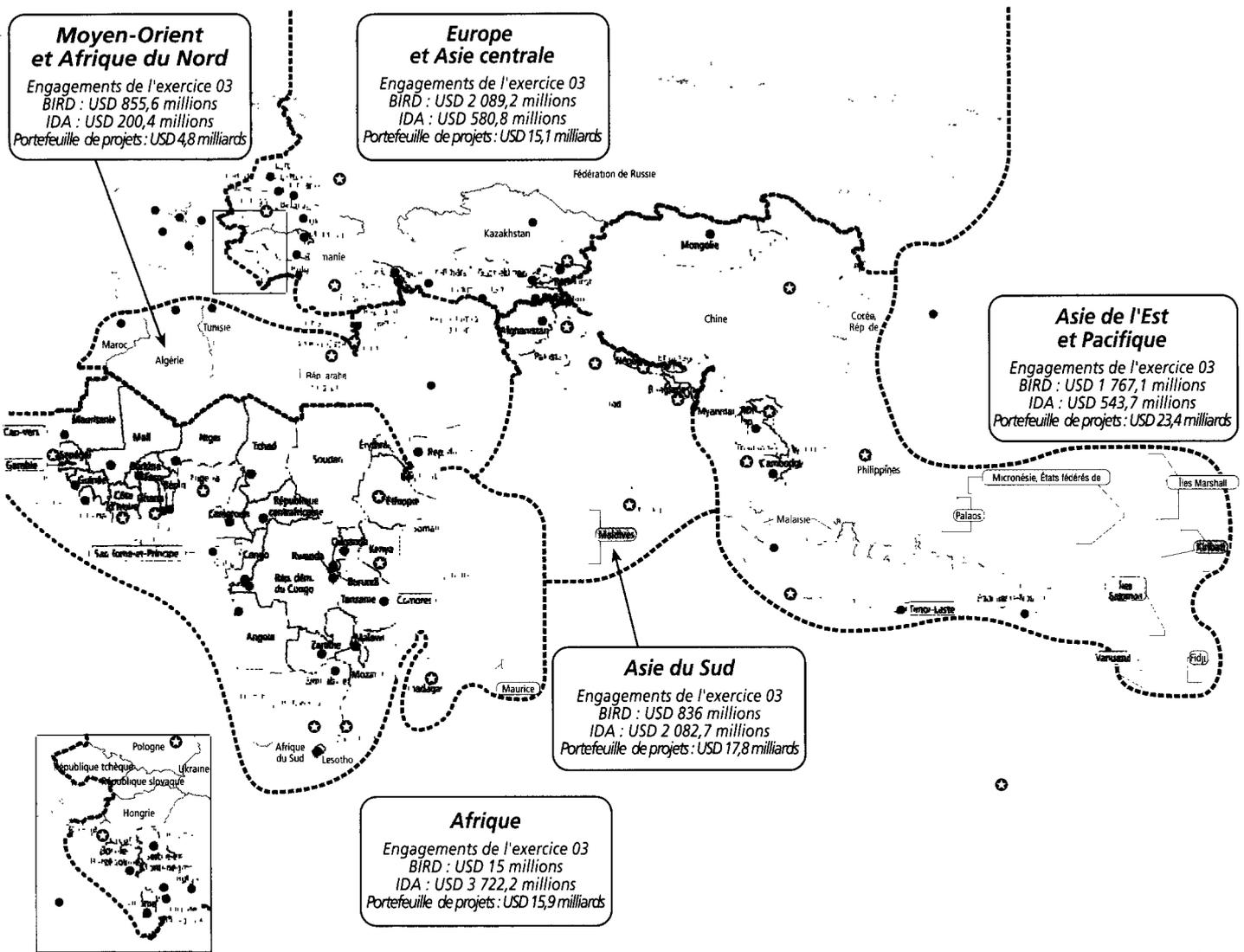


Carte établie par le Service de cartographie de la Banque mondiale. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur cette carte n'impliquent de la part du Groupe de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que le Groupe reconnaît ou accepte ces frontières.

**Amérique latine
et Caraïbes**
Engagements de l'exercice 03
BIRD : USD 5 667,8 millions
IDA : USD 152,7 millions
Portefeuille de projets: USD 19,8 milliards



- Pays ayant accès exclusivement aux financements de la BIRD
- Pays ayant accès à un financement mixte BIRD/IDA
- Pays ayant accès exclusivement aux financements de l'IDA
- Pays admis à emprunter à l'IDA mais n'ayant pas d'emprunt en cours
- Représentations de la Banque mondiale
- ⊙ Représentations où le directeur-pays est en poste sur place



La carte prend en compte les faits nouveaux survenus depuis la fin de l'exercice 02. Le Timor-Leste est admis à emprunter à l'IDA.

Pour l'adresse des bureaux et la liste des pays admis à emprunter à la Banque mondiale, on se reportera aux tableaux figurant au chapitre 6.

Pays admis
à emprunter
à la Banque
mondiale :

Afrique

L'Afrique a continué de progresser dans de nombreux domaines. Seize pays ont enregistré un taux de croissance moyen supérieur à 4 % au cours de la décennie écoulée. Les tendances de l'investissement et des échanges sont restées stables. Les investissements étrangers directs (IED) ont augmenté pour s'établir à 6,8 milliards de dollars en 2001, mais ils ont été fortement concentrés dans les pays exportateurs de pétrole et en Afrique du Sud. Le rendement des IED en Afrique a été le plus élevé de toutes les régions du monde, et les envois de fonds des travailleurs expatriés ont doublé en deux ans seulement, pour atteindre 4 milliards de dollars dans l'année civile 2002. L'accès aux nouvelles technologies de l'information augmente à l'heure actuelle au rythme de 10 % par an à peu près, et l'utilisation de l'internet progresse très rapidement. Les transports aériens sont un secteur de forte croissance, avec 31,8 millions de passagers — soit une progression annuelle de 9 % durant les années qui ont précédé les attaques terroristes du 11 septembre 2001. Le taux d'analphabétisme, qui baisse régulièrement, a été ramené de 50 % en 1990 à 37 % en 2001. Les dirigeants du continent ont fait avancer le règlement des principaux conflits de la région (Angola, République démocratique du Congo [RDC], République du Congo et Sierra Leone). Plusieurs pays ont aussi su gérer pacifiquement leur transition politique (Ghana, Kenya, Mali et Sénégal).

Toutefois, le continent reste confronté à d'immenses problèmes de développement. La moitié de la population vit avec moins de 1 dollar par jour. La moitié a accès à l'eau salubre. Parmi les familles pauvres des régions rurales, une fillette sur quatre seulement fréquente l'école primaire. Les indicateurs de santé et de nutrition évoluent dans la mauvaise direction, essentiellement à cause de la pandémie du VIH/SIDA (qui affecte à l'heure actuelle approximativement 30 millions d'Africains). Les conflits prélèvent encore un tribut énorme sur des États politiquement fragiles. La croissance du produit intérieur brut global atteint à peine 3 %, taux qui correspond à peu près à celui de la croissance démographique.

Pour relever ces défis, il faut des ressources suffisantes et les partenaires de développement se sont engagés à mettre à la disposition du continent les ressources dont il a

besoin. L'aide publique au développement (APD) pourrait augmenter de 12 milliards de dollars par an environ si les engagements pris lors du Sommet de Monterrey en 2002 sont tenus. La moitié de ce montant représenterait pour l'Afrique, si elle en bénéficiait, un accroissement d'environ 50 % de l'APD, ce qui porterait le volume de ces apports au niveau qu'ils atteignaient approximativement au début des années 90.

L'AIDE DE LA BANQUE MONDIALE

La Banque mondiale, qui est le plus important pourvoyeur d'aide au développement à l'Afrique, cherche à accélérer les progrès du continent en direction des objectifs de développement pour le Millénaire (ODM). L'objectif stratégique de la Banque, qui est cohérent avec les objectifs décrits par les chefs d'État africains dans le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), est basé sur l'analyse de l'étude intitulée « L'Afrique peut-elle revendiquer sa place dans le XXI^e siècle ? ». De fait, à la requête du NEPAD, la Banque mondiale a accepté de soutenir l'initiative panafricaine dans plusieurs domaines : infrastructure, agriculture, facilitation des échanges régionaux, santé, nutrition, population, éducation, programmes de développement de proximité et apports de capitaux.

Les engagements de la BIRD au cours de l'exercice 03 se sont élevés à 15 millions de dollars pour financer un seul projet. Les engagements de l'IDA atteignent un total de 3,7 milliards de dollars pour 60 projets et 10 crédits supplémentaires. La progression des engagements observée depuis quelques années devrait se poursuivre dans les années à venir, l'objectif étant de diriger 50 % des ressources de l'IDA vers l'Afrique.

AMÉLIORER LA GOUVERNANCE ET RÉSOUDRE LES CONFLITS

La Banque a accru son aide aux pays africains qui sortent d'un conflit en mettant en place un programme opérationnel pour mieux traiter des problèmes particuliers auxquels sont confrontés ces pays. À l'heure actuelle, 95 projets sont en cours d'exécution dans les pays africains affectés par un conflit. La RDC a obtenu un premier don de l'IDA (50 millions de dollars) pour stabiliser son économie

Afrique : la région en bref

Population totale : 0,7 milliard

Croissance démographique : 2,2 %

Espérance de vie à la naissance : 46 ans

Mortalité infantile pour 1 000 naissances : 105

Analphabétisme chez les filles : 27 %

RNB 2002 par habitant : 450 dollars

Nombre de personnes porteuses du VIH/SIDA : 28,5 millions

Note : Les données concernant l'espérance de vie à la naissance, la mortalité infantile pour 1 000 naissances et l'analphabétisme chez les filles se rapportent à 2001. Les autres indicateurs se rapportent à 2002 et sont tirés de la base de données World Development Indicators. Le concept du revenu national brut (RNB) remplace maintenant celui du produit national brut (PNB).

et s'attaquer à des problèmes urgents tels que le VIH/SIDA. La Banque administre le Fonds fiduciaire multidonneurs à l'appui du programme de démobilisation et de réinsertion pour la région des Grands lacs, qui a été mis en place pour définir un plan d'action global pour le désarmement, la démobilisation et la réinsertion dans la sous-région.

La Banque s'attache à améliorer la gestion des recettes provenant des ressources naturelles (qui servent à financer les conflits en Afrique). Elle a lancé une initiative en vue de promouvoir des mesures internationales pour améliorer la transparence des recettes d'exportation des produits de base (pétrole et gaz) et de réduire les rentes issues du commerce illicite des produits de base souvent associé aux conflits (diamants, métaux précieux et bois d'œuvre).

Pour aider les pays clients à mieux comprendre les problèmes de corruption et à intégrer des mesures anti-corruption dans l'action qu'ils mènent pour réduire la pauvreté, la Banque a étoffé ses programmes opérationnels de renforcement des capacités, de gouvernance et de gestion du secteur public. Cette stratégie est détaillée dans le document *Reforming Public Institutions and Strengthening Governance*.

VALORISER LES RESSOURCES HUMAINES

La valorisation des ressources humaines, qui passe par un meilleur accès aux services d'éducation et de santé et une action sociale en faveur des groupes vulnérables, est essentielle pour faire reculer la pauvreté. Pendant l'exercice 03, plus de 21 % (811 millions de dollars) des engagements de la Banque en Afrique ont porté sur la mise en valeur des ressources humaines. Les maladies transmissibles et le VIH/SIDA en particulier posent un énorme problème pour le développement du continent. La Banque a approuvé un financement de un milliard de dollars échelonné dans le temps pour lutter contre la pandémie en Afrique, et elle demeure la principale source de financement des programmes de lutte contre le VIH/SIDA dans la région. Un montant de 600 millions de dollars a été engagé par 20 pays dans le cadre du Programme plurinational de lutte contre le VIH/SIDA en Afrique. Dix-huit projets ont été approuvés au titre de ce programme, et 15 opérations ont déjà été lancées. Dans le cadre des autres programmes de santé, nutrition et population, 47 projets ont été mis en œuvre dans 30 pays (voir encadré 5.1).

La Banque participe activement à 41 projets d'éducation concernant la région, et elle centre particulièrement son action sur l'enseignement primaire et les pays où les taux de scolarisation sont faibles. Les engagements pour l'exercice 03 s'élèvent à 423,6 millions de dollars. Le programme Éducation pour tous est devenu une priorité importante, en particulier pour les filles, non seulement de par son incidence sur la productivité, mais aussi en raison des liens étroits entre ce programme et d'autres objectifs sociaux, tels que la réduction de la mortalité maternelle et infantile.

Décaissements de l'exercice 03

BIRD : USD 54,8 millions

IDA : USD 3 226,2 millions

Portefeuille de projets en cours d'exécution au 30 juin 2003 :
USD 15,9 milliards



La route est devenue le principal moyen de transport dans la région Afrique. Le réseau routier comprend près de 2 millions de kilomètres de routes. Ce projet routier en Tanzanie est financé par l'IDA via le Fonds d'action sociale pour la Tanzanie

ENCADRÉ 5.1 LE VIH/SIDA EN AFRIQUE

- Le VIH/SIDA a infecté plus de 50 millions d'Africains depuis le début de l'épidémie.
- Neuf pays d'Afrique comptent plus de un million de personnes contaminées. Les 21 pays qui ont le taux d'infection le plus élevé de la planète se trouvent tous en Afrique subsaharienne. Dans la tranche des 15-24 ans, 9 % des femmes et 4,3 % des hommes sont contaminés. Ces chiffres sont extrêmement inquiétants, car ils mettent en lumière la dynamique profonde de l'épidémie, qui frappe les femmes de façon disproportionnée, et montrent que l'infection va continuer de se propager dans la prochaine génération.
- **Impact démographique** : l'espérance de vie a diminué de plus de 10 ans dans de nombreux pays, et elle est sans doute inférieure à 40 ans à l'heure actuelle dans les pays les plus touchés. La mortalité chez les adultes en âge de travailler a déjà doublé dans de nombreux pays, et elle va probablement continuer à augmenter.
- **Impact sur le développement** : les décès d'enseignants ont doublé en Zambie et triplé au Kenya. L'an dernier, près de un million d'élèves ont vu un de leurs professeurs emporté par l'épidémie. Le sida aggrave fortement les conséquences de la sécheresse qui a frappé l'Afrique cette année. À cause du sida, l'économie de l'Afrique du Sud pourrait accuser une contraction de 17 % en 2010, ce qui serait lourd de conséquences pour les partenaires commerciaux du pays dans l'ensemble du continent. Le sida coûte déjà sans doute à l'Afrique 1 % de croissance annuelle par habitant. Les 20 millions et plus d'orphelins que comptera l'Afrique en 2010, si l'on en croit les prévisions, poseront un problème social sans précédent. Étant donné que le sida jette des millions de gens dans la pauvreté, les plus démunis seront probablement contraints d'accepter des emplois ou des situations où les risques de contamination sont plus élevés, enclenchant ainsi un cercle vicieux.
- **La gageure des ODM** : l'Afrique n'a aucune chance d'atteindre la plupart des ODM tant que le VIH/SIDA ne sera pas vaincu. Plusieurs indicateurs sont déjà mal orientés pour la région à cause de l'épidémie, et les progrès en direction d'autres objectifs sont ralentis.
- **Promesse d'un partenariat renouvelé** : les trois dernières années ont été marquées par une amélioration sans précédent de la collaboration des bailleurs de fonds sur le front du VIH/SIDA, tant au niveau des pays qu'au niveau international. Les derniers examens conjoints des donateurs effectués sous la direction des pays concernés sont un modèle prometteur de soutien harmonisé aux programmes pris en charge par les pays.

Note : Les données citées dans cet encadré datent du 31 décembre 2002.

Les pays d'Afrique doivent absolument renforcer leur système d'enseignement supérieur afin de mieux pourvoir aux besoins de leur économie. La Banque soutient activement cet effort et elle finance certaines composantes de ce degré d'enseignement dans une vingtaine de pays (voir encadré 5.2).

L'interaction entre le VIH/SIDA et l'éducation est une autre question préoccupante. Le VIH/SIDA a des effets dévastateurs sur les systèmes éducatifs, en particulier dans les pays où la prévalence de la maladie est élevée, en raison notamment du net accroissement de la mortalité et de l'absentéisme parmi les enseignants. Ces effets ne sont pas bien cernés et, en règle générale, aucune mesure n'est prise pour y remédier. Dans le même temps, l'éducation ne parvient généralement pas encore comme elle le devrait à encourager les changements de comportements nécessaires pour prévenir la propagation de la maladie. Malheureusement, la pandémie s'est traduite par une augmentation alarmante du nombre des orphelins — dont la population devrait passer d'environ 13 millions actuellement à 35 millions peut-être en 2010. Plusieurs études importantes sont en cours en vue d'élaborer un mémento des « bonnes pratiques » qui permettent de a) maximiser le rôle que l'éducation peut jouer au niveau de la prévention du VIH/SIDA ; b) traiter le problème de l'impact du VIH/SIDA sur le système éducatif ; et c) fournir une éducation de base aux orphelins. Par ailleurs, la Banque collabore avec le Groupe de travail inter-agences de l'ONUSIDA sur l'éducation afin d'aider les pays à renforcer leurs capacités pour traiter ces problèmes et mettre au point des interventions susceptibles de bénéficier d'un financement au titre du Programme plurinational de lutte contre le VIH/SIDA financé par l'IDA.

La protection sociale, qui recouvre des activités ciblées sur l'amélioration ou la protection du capital humain, allant d'interventions sur le marché du travail au soutien des revenus en passant par la réforme du régime des pensions, est un domaine auquel la Banque prête une attention croissante (543,7 millions de dollars, soit 14,6 % pendant l'exercice 03). Les fonds sociaux, qui représentent 60 % du portefeuille actuel de protection sociale de la région, comptent parmi les programmes les plus prometteurs pour le développement de proximité.

DYNAMISER LA CROISSANCE

Pour promouvoir la croissance en Afrique, il faut des politiques et un cadre institutionnel qui attirent les investisseurs, tant nationaux qu'étrangers, et il faut réduire le coût de l'activité économique, en particulier améliorer l'infrastructure. Les financements de la Banque à l'appui de projets d'infrastructure dans la région ont plus que doublé entre les exercices 01 et 03. La stratégie dans ce domaine repose sur trois axes : a) assurer à tous les agents économiques un accès aux services de base ; b) doter les pays d'un réseau minimum d'infrastructures qui créent un environnement favorable à l'activité des entreprises privées, à l'investissement et à la création de richesses ; et c) faire de la région une « bonne adresse » pour les entreprises.

ENCADRÉ 5.2 L'UNIVERSITÉ VIRTUELLE AFRICAINE

L'Université virtuelle africaine (UVA) est le premier réseau de télé-enseignement interactif jamais créé pour servir les pays africains. Principalement financée par la Banque, qui a engagé 13 millions de dollars sur trois ans à l'appui du programme, l'UVA met la puissance des techniques modernes de télécommunications au service de l'éducation pour fournir un enseignement et des programmes de formation de qualité internationale à des étudiants et des cadres africains. Comme plus de 50 % des 700 millions d'habitants que compte l'Afrique ont moins de 20 ans, plusieurs facteurs poussent vers le haut la demande d'enseignement supérieur dans la région :

- Le nombre de places dans les universités est limité pour les diplômés du secondaire.
- Les budgets publics sont déjà sollicités à l'extrême.
- L'enseignement supérieur privé est coûteux et les candidats sont trop nombreux.
- La population active est nombreuse et ses compétences doivent être améliorées.
- L'Afrique est de plus en plus isolée des cercles du savoir mondial.

L'UVA, qui était au départ un projet de la Banque mondiale, est devenue une organisation intergouvernementale indépendante, basée à Nairobi (Kenya), qui compte 34 centres d'apprentissage dans 17 pays africains.

À ce jour, l'Université a à son actif les réalisations suivantes :

- Elle a mis en place dans les pays francophones, anglophones et lusophones d'Afrique un réseau d'institutions partenaires reliant des centres d'apprentissage implantés pour la plupart dans des universités publiques.
- Elle a lancé un programme homologué d'études supérieures en sciences informatiques, sanctionné par un diplôme.
- Plus 23 000 étudiants ont suivi ses cours, qui durent un semestre.
- Près de 2 500 cadres se sont inscrits dans des séminaires.
- Elle a dispensé plus de 3 000 heures d'enseignement faisant appel à des supports didactiques de grandes universités d'Afrique, d'Australie, d'Europe et d'Amérique du Nord.
- Elle a fourni 1 000 ordinateurs individuels aux centres d'apprentissage.
- Elle a créé un réseau de 45 000 détenteurs de comptes e-mail et une bibliothèque numérique contenant plus de 1 000 journaux.
- Elle a enregistré dans les cours pré-universitaires des centres d'apprentissage les plus actifs un taux de participation féminine de plus de 40 %.

L'UVA prévoit d'étendre ses activités à l'ensemble de l'Afrique au cours des cinq prochaines années et d'établir un partenariat avec le NEPAD pour valoriser les ressources humaines et les mettre au service du développement durable.



Un cybercafé à Kampala (Ouganda). Les technologies de l'information et de la communication, ainsi que l'enseignement à distance, peuvent aider à traiter des grands problèmes qui se posent aux pays clients en matière de qualité de l'enseignement, d'accès à l'éducation et de gestion efficace des programmes.

L'intégration régionale est indispensable à la création de marchés plus vastes qui favorisent les économies d'échelle, la concurrence et les investissements étrangers. La Banque a déjà formulé des stratégies d'aide à l'intégration régionale pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale et compte faire de même pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe. Ces stratégies visent à appuyer l'harmonisation des politiques macroéconomiques, la libéralisation des échanges intrarégionaux et la promotion des investissements régionaux. Elles prévoient également d'encourager l'élaboration de projets régionaux d'infrastructure et le renforcement des capacités des institutions régionales. La Banque apporte aussi son soutien à des initiatives visant à accroître la coopération pour traiter de problèmes communs dans un contexte régional, comme l'Initiative pour le Bassin du Nil, par exemple, et à des mesures destinées à prévenir la transmission du VIH/SIDA dans les corridors de transport régionaux.

Figure 5.1 Afrique : Répartition thématique des prêts de la BIRD et des crédits de l'IDA, Ex. 03
Pourcentage du total (USD 3,7 milliards)

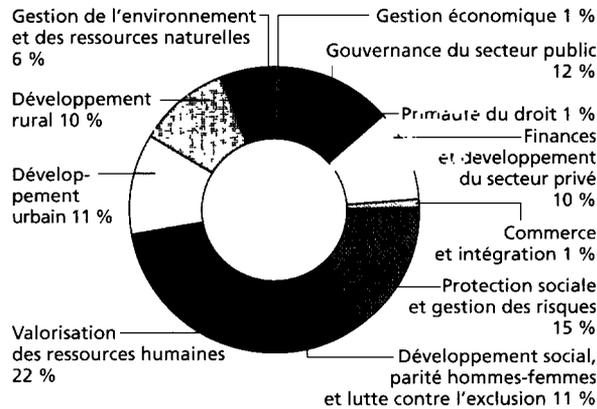
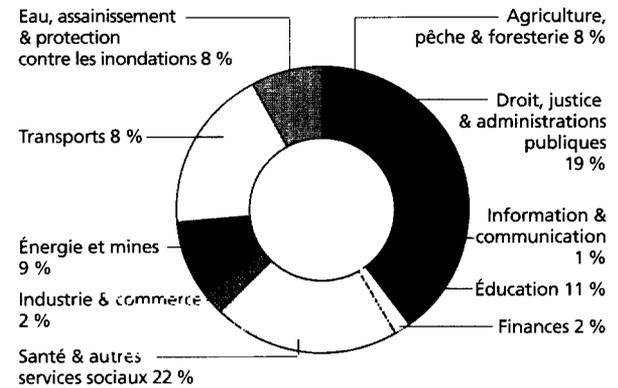


Figure 5.2 Afrique : Répartition sectorielle des prêts de la BIRD et des crédits de l'IDA, Ex. 03
Pourcentage du total (USD 3,7 milliards)



RÉDUCTION DE LA DETTE ET AIDE AU DÉVELOPPEMENT

La Banque poursuit l'action engagée pour aider les pays africains à mettre pleinement à profit les allègements de dette consentis au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (Initiative PPTE) et faire en sorte que les ressources ainsi libérées servent effectivement à atténuer la pauvreté. Dans le cadre de l'Initiative, 22 pays africains ont atteint le point de décision (stade auquel le montant de l'allègement de dette est décidé et où le pays commence à en bénéficier), et 5 ont atteint le point d'achèvement (stade auquel l'allègement du service futur de la dette devient irrévocable). Au 30 juin 2003, les allègements consentis au titre de l'Initiative sur la dette due à la Banque mondiale s'élevaient à 2,31 milliards de dollars, dont 2,13 milliards de dollars pour l'Afrique. Les paiements versés à la Banque au titre du service de la dette ont diminué de plus de 60 %.

Le ratio des dépenses sociales aux recettes publiques dans ces pays n'a cessé d'augmenter, passant de 33 % en 1999 à 54 % en 2002.

Si l'on veut fournir davantage de ressources à l'Afrique, il faut accroître non seulement la quantité, mais aussi la qualité de l'aide. Des pays comme la Tanzanie, par exemple, s'orientent vers un nouveau type de partenariat fondé sur la mise en place d'un système d'examen indépendant de la performance des bailleurs de fonds et du gouvernement bénéficiaire au regard de leurs engagements respectifs. Les stratégies d'aide-pays (CAS) élaborées sous la direction des pays sont au centre du programme d'action adopté au cours de l'exercice 03 par le Partenariat stratégique pour l'Afrique, principal organe régional de coordination de l'aide. L'IDA a entrepris d'appuyer ces stratégies via son programme de prêt.

Tableau 5.1 Prêts de la Banque mondiale aux emprunteurs de la région Afrique, par thème et par secteur, Ex. 94-03 (millions de dollars)

	Ex. 94-97 (Moyenne annuelle)	Ex. 98-99 (Moyenne annuelle)	Ex. 00	Ex. 01	Ex. 02	Ex. 03
THÈME						
Gestion économique	160,7	165,0	78,2	138,5	138,7	37,8
Gouvernance du secteur public	317,4	291,7	495,3	429,6	851,9	452,4
Primauté du droit	38,2	21,0	26,7	34,0	22,5	34,5
Finances et développement du secteur privé	570,6	509,0	466,7	625,8	780,7	383,6
Commerce et intégration	146,3	120,5	53,7	261,5	46,4	37,2
Protection sociale et gestion des risques	78,5	117,2	140,5	376,4	98,3	943,7
Développement social, parité hommes-femmes et lutte contre l'exclusion	140,0	167,6	210,5	491,8	347,4	420,0
Valorisation des ressources humaines	244,3	267,7	208,5	399,4	739,0	811,4
Développement urbain	262,7	253,8	154,9	206,1	279,6	425,5
Développement rural	203,9	393,6	151,8	296,3	329,2	384,1
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	227,9	156,0	172,4	110,0	159,9	223,0
Total	2 390,6	2 463,2	2 159,1	3 369,6	3 793,5	3 737,2
SECTEUR						
Agriculture, pêche et foresterie	156,8	170,0	111,5	212,0	210,4	303,4
Droit, justice et administrations publiques	532,7	610,9	834,9	880,8	906,9	721,8
Information et communication	5,8	36,7	17,3	21,1	33,8	41,4
Éducation	188,3	304,4	189,8	209,5	472,6	421,6
Finances	158,8	53,7	121,7	200,1	192,8	67,2
Santé et autres services sociaux	265,8	273,6	183,1	889,9	616,6	775,9
Industrie et commerce	326,8	94,3	104,7	170,6	266,7	92,7
Énergie et mines	243,3	244,0	176,3	198,0	490,3	334,4
Transports	352,6	533,5	263,9	229,8	491,1	690,5
Eau, assainissement et protection contre les inondations	159,8	142,0	155,9	357,8	112,2	286,3
Total	2 390,6	2 463,2	2 159,1	3 369,6	3 793,5	3 737,2
Dont BIRD	66,1	31,2	97,7	0,0	41,8	15,0
Dont IDA	2 324,5	2 432,0	2 061,4	3 369,6	3 751,6	3 722,2

Note : Les opérations de prêt sont récapitulées dans les 11 grandes catégories thématiques et les 10 grandes catégories sectorielles du nouveau système de codage bidimensionnel, qui comporte 68 thèmes et 57 secteurs. Voir tableau 2.2, page 35. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme ne correspond pas toujours au total indiqué. Pendant l'exercice 03, la Banque a approuvé cinq opérations (Guinée, Mozambique, Niger, Rwanda et Zambie) au titre des phases I et II du Programme plurinational de lutte contre le VIH/SIDA représentant 172,8 millions de dollars de nouveaux engagements de l'IDA.

Pays admis
à emprunter
à la Banque
mondiale :



Asie de l'Est et Pacifique

Cinq ans après la crise financière, l'Asie de l'Est est redevenue la région la plus dynamique du monde au plan économique. La croissance a augmenté de plus de 2 points de pourcentage en 2002 pour s'établir à 6,7 % — taux étonnamment élevé si l'on considère la lenteur de la reprise dans tous les pays et la grande incertitude qui plane sur l'économie mondiale. La Chine est restée la principale locomotive de la région ; elle affiche en effet un taux de croissance de 8 % et entre pour près de 40 % dans la croissance des exportations en provenance d'autres économies d'Asie de l'Est.

Si l'on en croit les estimations, la proportion de pauvres vivant avec moins de 2 dollars par jour est tombée à son niveau le plus bas — approximativement 40 % de la population pour l'ensemble de la région. La pauvreté a reculé dans la plupart des pays, notamment en Indonésie, aux Philippines et en Thaïlande, où les taux de pauvreté, qui avaient augmenté sous l'effet de la crise financière de 1997-1998, sont retombés ensuite au niveau qu'ils atteignaient avant la crise ou à un niveau proche.

En 2003, la reprise dans la région a été perturbée par plusieurs chocs imprévus : l'apparition du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS), l'incertitude née de la guerre en Irak, la hausse du cours des produits pétroliers et le nouvel accès de faiblesse du monde développé. Comme l'épidémie de SRAS a été maîtrisée et que le nombre de nouveaux cas a progressivement diminué à la fin du deuxième trimestre, la croissance de la région devrait cependant atteindre ou dépasser le taux relativement robuste de 5 % en 2003. À plus long terme, les perspectives de la région devraient rester positives, à condition qu'elle continue de privilégier le renforcement de la sécurité publique et de la primauté du droit, le maintien d'une saine gestion macroéconomique et l'amélioration de la gouvernance. Il faut en outre que les pays mènent à terme le programme de restructuration interrompu par la crise, qu'ils renforcent la supervision et la réglementation du secteur financier et qu'ils engagent

des réformes plus larges pour améliorer le climat de l'investissement.

L'AIDE DE LA BANQUE MONDIALE

Pendant l'exercice 03, la Banque mondiale a complété le soutien qu'elle apporte sous forme de conseils et d'assistance technique par de nouveaux prêts, qui s'élèvent au total à 2,3 milliards de dollars. Les interventions de la Banque restent centrées sur les objectifs suivants :

- Améliorer le climat de l'investissement et revitaliser le secteur des entreprises, en particulier soutenir la performance du secteur public et améliorer la gouvernance, la transparence et la responsabilité.
- Donner aux pauvres les moyens d'agir et renforcer la stabilité sociale.
- Traiter les problèmes mondiaux prioritaires, notamment ceux qui concernent l'environnement, les échanges et les objectifs de développement pour le Millénaire (ODM).

INSTAURER UN CLIMAT PORTEUR POUR L'INVESTISSEMENT

La Banque travaille dans plusieurs domaines pour aider les pays à instaurer l'environnement nécessaire pour promouvoir une croissance durable et faire reculer la pauvreté.

Les évaluations du climat de l'investissement qui ont été entreprises au Cambodge, en Chine, en Indonésie, en Malaisie, en Mongolie, aux Philippines et en Thaïlande visent à améliorer le cadre institutionnel de l'investissement privé et à identifier les réformes qui permettront d'accroître la productivité et l'efficacité des entreprises, de manière à créer davantage d'emplois. En Mongolie, un projet de réforme judiciaire a été mis en œuvre pour appuyer la création de tribunaux administratifs, le renforcement des capacités en matière d'information juridique et judiciaire et la formation juridique. En Chine, une équipe d'experts de la Banque conseille de hauts fonctionnaires sur la réforme du secteur financier, en particulier la restructuration du

Asie de l'Est et Pacifique : la région en bref

Population totale : 1,8 milliard

Croissance démographique : 0,9 %

Espérance de vie à la naissance : 69 ans

Mortalité infantile pour 1 000 naissances : 34

Analphabétisme chez les filles : 3 %

RNB 2002 par habitant : 950 dollars

Nombre de personnes porteuses du VIH/SIDA : 2 millions

Note : Les données concernant l'espérance de vie à la naissance, la mortalité infantile pour 1 000 naissances et l'analphabétisme chez les filles se rapportent à 2001. Les autres indicateurs se rapportent à 2002 et sont tirés de la base de données World Development Indicators. Le concept du revenu national brut (RNB) remplace maintenant celui du produit national brut (PNB).

secteur bancaire, le développement du marché des capitaux, le financement des petites entreprises et la prestation de services financiers dans les régions rurales. La Banque met également à profit les examens semi-annuels des perspectives, des tendances et des problèmes de l'économie régionale pour faire avancer la réflexion sur l'action à mener dans tous les pays de la région.

La Banque met l'accent sur les activités novatrices dans l'ensemble de l'Asie de l'Est. Pour aider la région à relever le défi de la haute technologie dans un monde de plus en plus compétitif, une nouvelle étude, *Innovative East Asia: the Future of Growth*, présente un ensemble de mesures visant à développer et renforcer les capacités d'innovation. Le Réseau mondial d'échange du savoir au service du développement (GDLN) offre à partir de 14 centres disséminés dans toute l'Asie des programmes de développement des connaissances intéressant la région ou un pays en particulier. Et une nouvelle initiative, InfoCity, a été lancée pour établir des réseaux électroniques entre municipalités aux Philippines — l'opération sera étendue à la Chine et à l'Indonésie — afin de promouvoir les partenariats et d'échanger des informations sur les pratiques les plus modernes et les innovations les plus récentes en matière de gestion municipale.

Dans le domaine de la gouvernance, la Banque appuie des programmes axés sur la décentralisation de l'appareil de l'État et le renforcement des capacités des administrations publiques ; elle soutient par ailleurs des actions visant à améliorer la transparence du secteur public et à associer davantage les parties prenantes. Elle étudie actuellement plusieurs initiatives dans le domaine de l'administration électronique, afin de déterminer dans quelle mesure la formule pourrait contribuer à diminuer la corruption, en instaurant une plus grande transparence, et à resserrer les relations entre administration et usagers. Deux projets de renforcement des capacités au Cambodge et dans la République populaire démocratique lao visent à renforcer les capacités de l'État dans plusieurs domaines : méthodes de gestion, élaboration et mise en œuvre des politiques, gestion des dépenses publiques, gestion des ressources humaines, gouvernance et administration publique. Et l'Indonésie, grâce au Partenariat pour la réforme de la gouvernance, poursuit ses avancées sur le front de la lutte contre la corruption et celui des réformes de la fonction publique et des secteurs juridique et judiciaire.

DONNER AUX PAUVRES LES MOYENS D'AGIR

La Banque s'intéresse plus particulièrement aux politiques et aux institutions qui aident les ménages à gérer les risques sociaux, facilitent la mise en place d'un véritable cadre d'action sociale et permettent aux pauvres de tirer parti des fruits de la croissance. Un aspect clé de sa stratégie en faveur des pays à faible revenu consiste à aider le gouvernement à élaborer le Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP). Ce document décrit les politiques et les programmes macroéconomiques, structurels et sociaux que le pays doit prendre l'initiative de mettre en œuvre pour promouvoir la croissance et réduire la pauvreté. Le programme de développement rural, qui vise à accroître les

Décaissements de l'exercice 03

BIRD : USD 2 303,5 millions

IDA : USD 774,3 millions

Portefeuille de projets en cours d'exécution au 30 juin 2003 :
USD 23,4 milliards



Au cours de la dernière décennie, l'incidence de la pauvreté a fortement diminué au Viet Nam, comme en témoignent l'augmentation des dépenses par habitant et les nombreux rapports faisant état de l'amélioration générale des conditions de vie.

revenus et les opportunités dans les zones rurales, est un autre élément important de cette stratégie. Plus des trois quarts des pauvres de l'Asie de l'Est vivent en effet dans des régions rurales.

Les programmes sociaux privilégient de plus en plus les initiatives qui donnent aux communautés les moyens d'agir, ainsi que les approches fondées sur la demande, pour promouvoir l'efficacité, la transparence et l'efficacité. Au Timor-Leste, le premier projet de redressement de l'agriculture a pour objet d'aider les communautés à acquérir des animaux de ferme et de l'outillage agricole, à remettre en état des routes et de petits ouvrages d'hydraulique, et à former des agents spécialisés dans le secteur. Le deuxième projet de développement des *kecamatan* aidera 25 à 30 millions d'Indonésiens des régions rurales à développer leur communauté en leur donnant les moyens d'investir dans des infrastructures de base telles que pistes agricoles, canaux de drainage, marchés, conduites d'eau et dans des programmes de distribution de microcrédits.

Le Fonds social pour le Projet de promotion de la paix et du développement des Philippines a pour but de promouvoir le développement durable de Mindanao en fournissant une aide pour l'exécution de projets communautaires et en faisant participer les groupes les plus affectés par le conflit en cours. En Mongolie, le projet axé sur la fourniture de moyens d'existence durables aux pauvres vise à améliorer les conditions de vie des groupes nomades des régions rurales (41 % de la population) en leur donnant de meilleures possibilités d'accès au crédit, en finançant de petits équipements d'infrastructure et en aidant ces groupes à gérer les risques liés à l'économie pastorale. Et, en Chine, où la tuberculose est la principale cause infectieuse de décès, la Banque aide à financer l'expansion du programme national de lutte contre la tuberculose pour atteindre un plus grand nombre de pauvres, qui sont plus particulièrement touchés par la maladie.

PRIORITÉS MONDIALES

La région Asie de l'Est et Pacifique centre ses interventions sur les priorités mondiales suivantes.

Améliorer l'environnement

La Banque incorpore des éléments de protection de l'environnement dans la plupart de ses opérations de prêt en faveur des régions rurales et urbaines et à l'appui des secteurs de l'eau et de l'énergie. Elle a par ailleurs lancé des programmes de gestion forestière au Cambodge, en Chine, dans les Îles Salomon et en Papouasie-Nouvelle-Guinée, et elle fournit des conseils de politique environnementale à l'Indonésie. Elle aide la Chine à atteindre les objectifs fixés en matière de gestion de l'eau, notamment en lui accordant des prêts pour la prévention des crues, le développement des réseaux d'irrigation et la préservation des ressources en eau dans les zones agricoles sèches du nord du pays. Enfin, la série de rapports de suivi de l'environnement établis chaque année dans la plupart des pays d'Asie (à partir des données fournies par les pays eux-mêmes sur les questions

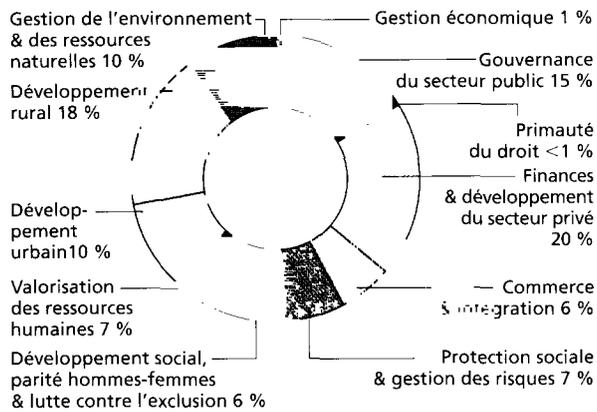
ENCADRÉ 5.3 LES ÉCHANGES EN ASIE DE L'EST

Si l'Asie de l'Est a tiré un énorme profit de l'intégration commerciale, en particulier de la croissance tirée par les exportations, la crise financière qui a frappé la région lui a fait toucher du doigt sa vulnérabilité. Cela est particulièrement vrai pour les pays à faible revenu, dont beaucoup n'ont encore tiré aucun avantage de l'intégration.

Devant ce constat, la Banque étudie l'impact des échanges dans la région et les moyens de renforcer l'intégration régionale afin d'aider les pays à mieux se positionner par rapport à la concurrence et à tirer un meilleur parti du commerce. L'étude porte principalement sur les effets de l'intégration régionale et mondiale sur les pays et les ménages pauvres et sur les secteurs en perte de vitesse. Elle analyse les problèmes propres aux pays, et notamment les obstacles techniques et les normes de produits, la logistique, les secteurs des services, les droits de propriété intellectuelle et les normes régissant l'environnement et le travail.

La Banque complète ses travaux de recherche en organisant des consultations avec les principaux acteurs et des ateliers dans les capitales d'Asie et en engageant, via le GDLN, un dialogue suivi sur les questions commerciales en partenariat avec l'Institut de la Banque mondiale.

Figure 5.3 Asie de l'Est et Pacifique : Répartition thématique des prêts de la BIRD et des crédits de l'IDA, Ex. 03
Pourcentage du total (USD 2,3 milliards)

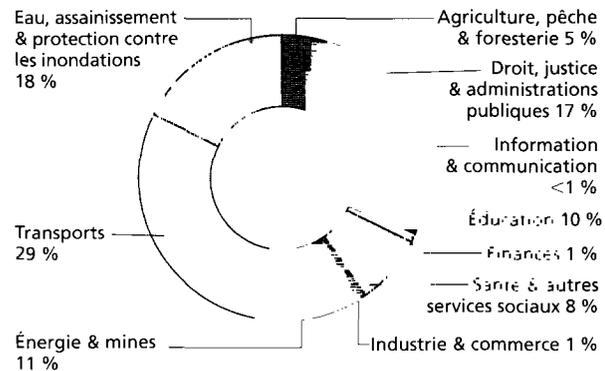


environnementales qui les préoccupent le plus) offre à la Banque le moyen de vérifier que ces questions continuent de figurer parmi les priorités des dirigeants, mais aussi des citoyens, de ces pays.

Promouvoir les échanges

La Banque conseille les pays et la région en s'appuyant sur les études qu'elle consacre à l'impact des échanges sur les économies et à la façon d'améliorer l'intégration dans la région pour stimuler la croissance et aider les pays à atteindre les objectifs de réduction de la pauvreté. Indépendamment du travail effectué avec la Chine sur les questions commerciales, la Banque aide le Cambodge et la République démocratique populaire lao à se doter des moyens nécessaires pour analyser l'impact de l'intégration commerciale et mettre en œuvre des politiques qui servent les intérêts des pauvres. Elle conseille aussi le Viet Nam sur

Figure 5.4 Asie de l'Est et Pacifique : Répartition sectorielle des prêts de la BIRD et des crédits de l'IDA, Ex. 03
Pourcentage du total (USD 2,3 milliards)



les questions ayant trait à l'accès à l'Organisation mondiale du commerce et lui apporte une aide quant aux réformes à engager en vue de cette accession.

Aider les pays à atteindre les objectifs de développement pour le Millénaire

La Banque ne se contente pas de fournir des conseils sur la politique à suivre et d'accorder des prêts pour aider les pays de la région à atteindre les objectifs de développement pour le Millénaire. Elle aide aussi certains pays comme le Cambodge, la Mongolie, la République démocratique populaire lao, la Thaïlande, le Timor-Leste et le Viet Nam à améliorer la collecte et l'analyse des données et à se doter des moyens nécessaires pour suivre l'évolution de la pauvreté et des indicateurs sociaux.

Tableau 5.2 Prêts de la Banque mondiale aux emprunteurs de la région Asie de l'Est et Pacifique, par thème et par secteur, Ex. 94-03 (millions de dollars)

	Ex. 94-97 (Moyenne annuelle)	Ex. 98-99 (Moyenne annuelle)	Ex. 00	Ex. 01	Ex. 02	Ex. 03
THÈME						
Gestion économique	36,5	280,0	0,0	0,0	4,8	29,7
Gouvernance du secteur public	215,8	543,1	556,2	65,1	127,4	341,5
Primauté du droit	73,4	19,2	9,3	3,8	20,3	7,3
Finances et développement du secteur privé	1 393,3	4 441,8	627,6	310,9	512,8	458,8
Commerce et intégration	161,1	333,2	36,2	40,0	43,3	138,0
Protection sociale et gestion des risques	179,3	708,4	55,2	239,4	138,7	161,5
Développement social, parité hommes-femmes et lutte contre l'exclusion	181,6	273,5	72,1	248,0	173,0	143,7
Valorisation des ressources humaines	411,4	406,1	81,1	52,6	226,4	152,7
Développement urbain	734,3	900,8	230,6	433,1	63,6	233,6
Développement rural	913,2	855,6	430,3	341,6	360,9	411,7
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	1 203,7	932,4	880,4	399,3	102,3	232,3
Total	5 503,6	9 694,2	2 979,1	2 133,8	1 773,6	2 310,8
SECTEUR						
Agriculture, pêche et foresterie	464,0	803,8	118,4	109,7	151,2	106,7
Droit, justice et administrations publiques	425,8	1 066,5	590,3	255,3	115,2	385,1
Information et communication	206,9	51,9	20,0	12,5	11,1	6,6
Éducation	417,7	411,6	84,4	14,8	134,6	225,7
Finances	207,4	3 180,8	36,3	89,6	219,2	22,7
Santé et autres services sociaux	253,5	581,6	118,4	217,3	243,8	184,1
Industrie et commerce	242,7	1 569,8	28,8	151,8	9,4	32,5
Énergie et mines	1 623,6	517,0	640,5	142,2	314,5	254,3
Transports	1 121,7	1 133,3	584,4	729,7	540,2	684,3
Eau, assainissement et protection contre les inondations	592,0	377,9	757,7	410,8	34,4	408,7
Total	5 503,6	9 694,2	2 979,1	2 133,8	1 773,6	2 310,8
Dont BIRD	4 385,8	8 800,9	2 495,3	1 136,1	982,4	1 767,1
Dont IDA	1 117,8	893,3	483,8	997,7	791,2	543,7

Note : Les opérations de prêt sont récapitulées dans les 11 grandes catégories thématiques et les 10 grandes catégories sectorielles du nouveau système de codage bidimensionnel, qui comporte 68 thèmes et 57 secteurs. Voir tableau 2.2, page 35. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme ne correspond pas toujours au total indiqué. Dans ce tableau, les chiffres de l'exercice 03 ne tiennent pas compte du financement spécial de 6,5 millions de dollars en faveur du Timor-Leste, ni de la garantie de 75 millions de dollars de l'IDA en faveur du Viet Nam.

Asie du Sud

Les différences politiques, religieuses, ethniques et linguistiques de l'Asie du Sud témoignent de la diversité de la région. Mais, malgré sa diversité, cette région demeure l'une des plus désavantagées du monde. Plus d'un tiers de la population, qui compte 1,4 milliard d'habitants, vit avec moins de 1 dollar par jour, de sorte que l'Asie du Sud abrite près de 40 % des pauvres de la planète. Seulement 55 % des adultes sont alphabétisés, et le taux d'alphabétisation des femmes n'atteint que 44 %. Du seul fait de la taille de sa population, la performance de l'Asie du Sud sera déterminante pour la réalisation des objectifs de développement pour le Millénaire (ODM).

Le taux de croissance de l'Asie du Sud est resté largement positif, le produit intérieur brut ayant progressé de 4,2 % en moyenne pour l'année civile 2002, et ce, malgré le récent ralentissement de l'économie mondiale, les conditions météorologiques défavorables et l'instabilité politique de la région. Ce chiffre masque cependant des résultats inégaux dans les huit pays de la région.

Pendant l'exercice 03, le processus de paix a progressé au Népal et au Sri Lanka, et la communauté internationale a maintenu son engagement en Afghanistan. Au Bangladesh, des progrès encourageants ont été enregistrés sur le front des réformes de la gouvernance depuis les élections générales de 2001. La junte militaire du Pakistan a organisé des élections pour la première fois depuis 1999, et un gouvernement de coalition a été formé.

En Afghanistan, le programme de reconstruction et de développement avance, mais les problèmes de sécurité dans certaines parties du pays et dans les grandes villes demeurent un handicap. Au Népal, malgré le cessez-le-feu conclu entre le gouvernement et les rebelles maoïstes en janvier 2003, le paysage politique reste extrêmement flou depuis la dissolution du Parlement en octobre 2001 et les deux changements de gouvernement intervenus depuis lors. Au Sri Lanka, le processus de paix engagé entre les autorités et les Tigres libérateurs de l'Eelam Tamoul a permis d'entreprendre des réformes indispensables dans les régions dévastées par la guerre, au nord et à l'est du pays.

Aucun consensus clair ne se dégage à propos de la méthodologie à suivre pour mesurer les taux de pauvreté dans la région, mais les travaux d'analyse financière de la Banque au Bangladesh, en Inde, au Népal, au Pakistan et au Sri Lanka offrent de premiers éléments qui permettent de mieux comprendre l'évolution récente de la pauvreté. Au Bangladesh, l'évaluation de la pauvreté effectuée récemment et le document intérimaire de stratégie pour la réduction de la pauvreté élaboré par les autorités montrent que la pauvreté a fortement diminué pendant les années 90. De même, les observateurs s'accrochent en général à reconnaître que la pauvreté a reculé de façon substantielle en Inde pendant cette période, mais que le pays doit s'attacher davantage à résorber les disparités, notamment entre les États, s'il veut atteindre les ODM. Au Pakistan, une nouvelle évaluation de la pauvreté a permis de recueillir des données détaillées sur la pauvreté et conclu que le pays doit réduire les disparités entre les classes sociales s'il veut, à terme, enregistrer une croissance plus forte.

L'AIDE DE LA BANQUE MONDIALE

Les activités de la Banque mondiale en Asie du Sud s'articulent autour de cinq axes interdépendants qui guident la stratégie suivie par l'institution pour s'acquitter de sa mission fondamentale. Il s'agit de la réduction de la pauvreté, la stabilité budgétaire, la gouvernance, le VIH/SIDA et les maladies opportunistes et les problèmes liés à l'eau. Cette stratégie repose sur un certain nombre d'objectifs intermédiaires, à savoir renforcer la gestion macroéconomique, améliorer la gouvernance, instaurer un climat plus favorable aux investissements privés, faciliter l'accès des populations rurales et urbaines pauvres aux services de base, valoriser davantage les ressources humaines, mieux gérer l'environnement naturel et réduire la vulnérabilité des pauvres en atténuant les risques auxquels ils sont confrontés. Les opérations de prêt de la Banque sont déterminées par ces grandes orientations stratégiques et s'appuient sur un vaste programme d'analyses pouvant revêtir diverses formes (rapports, ateliers, notes d'orientation et dialogue avec les gouvernants). Les prêts consentis pendant l'exercice 03 ont représenté 2,9 milliards de dollars, qui ont servi en priorité à financer des réformes et des investissements dans les

Asie du Sud : la région en bref

Total population : 1,4 milliard

Croissance démographique : 1,7 %

Espérance de vie à la naissance : 63 ans

Mortalité infantile pour 1 000 naissances : 71

Analphabétisme chez les filles : 40 %

RNB 2002 par habitant : 460 dollars

Nombre de personnes porteuses du VIH/SIDA : 4,1 millions

Note : Les données concernant l'espérance de vie à la naissance, la mortalité infantile pour 1 000 naissances et l'analphabétisme chez les filles se rapportent à 2001. Les autres indicateurs se rapportent à 2002 et sont tirés de la base de données World Development Indicators. Le concept du revenu national brut (RNB) remplace maintenant celui du produit national brut (PNB).

**Décaissements
de l'exercice 03**
BIRD : USD 700,3 millions
IDA : USD 1 953,6 millions

Portefeuille de projets en cours d'exécution au 30 juin 2003 :
USD 17,8 milliards



Debut des travaux de remise en état du tunnel de Salang financés par le Projet de travaux publics d'urgence et de démarginalisation des communautés en Afghanistan. Ce tunnel est le seul point d'entrée à Kaboul pour l'aide humanitaire et d'autres marchandises, ainsi que pour les réfugiés qui reviennent du nord du pays.

secteurs de l'infrastructure, de l'agriculture, de la santé, de l'éducation et du développement rural. Parmi les autres activités de la Banque dans la région, citons les engagements en cours pour aider l'Afghanistan et le Sri Lanka à se remettre du conflit qui les a affectés et à financer des travaux de reconstruction d'urgence (voir encadré 5.4).

INSTAURER UN CLIMAT PORTEUR POUR L'INVESTISSEMENT

L'instauration d'un climat dynamique et porteur pour l'investissement est une priorité pour l'ensemble de la région, et cela passe d'abord par l'amélioration de la gouvernance. Un autre point tout aussi essentiel est de permettre au secteur privé de contribuer pleinement au développement économique. Les travaux d'analyse, les opérations de prêt et le dialogue avec les gouvernants sur la

politique à suivre visent à instaurer durablement un climat propice à l'investissement.

Le rapport de la Banque mondiale intitulé *Bangladesh: Improving Governance for Reducing Poverty*, publié en janvier 2003, tend à montrer que la priorité doit être accordée aux réformes de gouvernance.

Le Conseil de la Banque a examiné un rapport d'avancement de la stratégie d'aide au Népal (CAS), qui lie le niveau des ressources mises à la disposition du pays par l'institution au rythme des réformes engagées. Un projet d'assistance technique et financière portant sur 16 millions de dollars devrait aider le Népal à moderniser son système bancaire vieillissant. Au vu des efforts déployés par le Sri Lanka pour instaurer une paix durable, l'IDA a accordé un crédit pour aider les autorités à mettre en œuvre un projet de réforme économique et d'assistance technique de 15 millions de dollars destiné à revigorer l'économie et à renforcer le rôle du secteur privé. Sur la base de l'action engagée dans le cadre de cette opération, un crédit de 125 millions de dollars à l'appui de la réduction de la pauvreté va aider le Sri Lanka à améliorer le climat général de l'investissement afin de promouvoir une croissance tirée par le secteur privé. De même, l'Association a accordé au Bangladesh un crédit de soutien au développement de 300 millions de dollars pour aider le pays à améliorer le climat de l'investissement et à lever les contraintes liées à la gouvernance qui brident l'investissement privé.

L'amélioration des routes et d'autres infrastructures qui facilitent les déplacements représente un volet très important des activités de la Banque en Asie du Sud. Ces équipements contribuent en effet largement à faire reculer la pauvreté en abaissant le coût des transports et en élargissant l'accès aux marchés, aux services d'éducation et aux soins de santé. Des projets sont en cours en Afghanistan, au Bangladesh, en Inde et au Népal pour financer les infrastructures dont ces pays ont grand besoin. Ils contribueront à réduire le coût des transports et à faciliter l'accès des pauvres aux services de santé et d'éducation de base. En Inde, le projet routier de 488 millions de dollars dans l'État de l'Uttar Pradesh vise à remettre en état 3 500 kilomètres de routes.

En Afghanistan, le projet d'urgence pour la réorganisation des transports (108 millions de dollars) a pour but de supprimer les goulets d'étranglement dans le secteur et d'appuyer la remise en état des routes et des infrastructures de l'aviation civile. Le projet de travaux publics d'urgence et d'autonomisation des communautés (42 millions de dollars) finance la remise en état du tunnel de Salang, qui couvre une section cruciale de l'axe routier reliant Kaboul à huit provinces du pays. Ce tunnel est aussi le seul point d'entrée à Kaboul pour l'aide humanitaire et d'autres marchandises, ainsi que pour les réfugiés qui reviennent du nord du pays. Au Pakistan, une deuxième génération de prêts d'ajustement pour les administrations provinciales a été approuvée. Elle comprend en particulier un crédit à l'ajustement structurel de 100 millions de dollars en faveur de la Province de Sindh à l'appui du programme de réformes économiques, ainsi qu'un crédit de 90 millions de dollars pour la gestion économique et la lutte contre la

ENCADRÉ 5.4 RÈGLEMENT DES CONFLITS, PAIX, RÉCONCILIATION ET RECONSTRUCTION

Au cours de l'exercice 03, la Banque a prêté son concours au Gouvernement afghan en administrant le Fonds fiduciaire de reconstruction du pays mis en place par la communauté internationale afin de financer une partie des dépenses de fonctionnement de l'État et des traitements de la fonction publique.

Une nouvelle stratégie d'appui transitoire décrit les engagements que la Banque entend prendre au cours des deux prochaines années pour aider le pays à passer d'une situation d'urgence à une dynamique de développement à long terme. Cette stratégie, qui vise à appuyer le programme gouvernemental de développement national, repose sur quatre priorités : améliorer les conditions de vie de la population ; aider les autorités à traiter des questions intéressant la stratégie budgétaire, les institutions et la gestion ; soutenir les réformes dans les domaines de la gouvernance et de l'administration publique ; et aider à promouvoir le développement du secteur privé.

Le programme de prêt à l'Afghanistan a été réactivé au cours de l'exercice 03 avec l'approbation d'un crédit d'urgence de l'IDA pour la réorganisation des transports, d'un montant de 108 millions de dollars, qui vient s'ajouter aux 100 millions de dollars de dons approuvés pour des opérations de reconstruction d'urgence pendant l'exercice 02. C'est parce que l'Afghanistan a apuré toutes ses créances non remboursées à la Banque mondiale qu'il

a pu de nouveau emprunter pour financer des projets visant non plus à faire face à une situation d'urgence, mais à répondre à des besoins de développement à long terme.

Au Sri Lanka, la Banque a restructuré son portefeuille durant l'exercice 03 et approuvé un programme de soutien de 46 millions de dollars pour apporter une aide immédiate aux opérations de reconstruction dans le nord-est du pays. Elle administre par ailleurs le Fonds fiduciaire de reconstruction du nord-est du Sri Lanka, qui a été mis en place pour pourvoir aux besoins immédiats des populations affectées par le conflit antérieur et offrir aux bailleurs de fonds un moyen rapide d'acheminer des ressources. Le Conseil de la Banque a examiné une nouvelle stratégie d'aide au pays cette année. De nouveaux projets ont été adoptés à l'appui de la santé, de l'alimentation en eau des régions rurales et de la réforme du secteur financier.

L'Institut de la Banque mondiale a élaboré des programmes d'acquisition de connaissances adaptés aux objectifs visés par la stratégie d'appui transitoire à l'Afghanistan et la CAS du Sri Lanka. Durant l'exercice 03, l'Institut a mis en place, en Afghanistan et au Sri Lanka, des centres d'enseignement à distance faisant appel aux outils et aux technologies de télé-enseignement les plus récents.

pauvreté en faveur de la province frontalière du nord-ouest, afin de soutenir son programme de réformes économiques et sociales.

DONNER AUX PAUVRES LES MOYENS D'AGIR

La stratégie pour la réduction de la pauvreté de l'Asie du Sud représente un volet central des activités de la Banque dans la région. Il s'agit non seulement de donner à toutes les couches de la société des possibilités d'améliorer leur sort, mais aussi de lever les obstacles qui empêchent les pauvres de participer au développement et de profiter des fruits de la croissance. Les activités visant à donner aux pauvres les moyens d'agir peuvent prendre la forme de travaux d'analyse, de services de conseil ou de prêts. La Banque centre son action sur deux objectifs : promouvoir l'éducation et la santé pour tous et soutenir un mode de développement qui serve les intérêts des pauvres des régions rurales.

Dans le cadre du soutien important qu'elle apporte au secteur social, la Banque s'attache en particulier à promouvoir l'égalité des sexes. En matière de développement rural, le projet de lutte contre la pauvreté au niveau des districts lancé dans l'État de l'Andhra Pradesh, qui couvrait au départ six districts, va bientôt entrer dans une nouvelle phase : le projet sera en effet étendu à l'ensemble de l'État et

ciblera plus précisément les communautés les plus démunies et vulnérables. Cette opération de 150 millions de dollars prévoit une composante de soutien aux écoles qui offrent des possibilités d'internat, en vue d'encourager la scolarisation des filles. Au Bangladesh, le crédit à l'appui du programme d'investissement social, d'un montant de 18,2 millions de dollars, vise les exclus et les groupes vulnérables, en particulier les plus démunis et les femmes. Il prévoit à cet effet des actions de développement institutionnel à l'échelon local et de promotion des organisations villageoises, avec l'aide de la société civile et d'organisations à but non lucratif. En outre, le crédit de soutien au développement du Bangladesh contribuera à améliorer la gestion des dépenses publiques en soutenant des mesures destinées à améliorer globalement la gestion financière et la passation des marchés, et à responsabiliser davantage le secteur public. Au Sri Lanka, le crédit à l'appui de la réduction de la pauvreté financera des activités visant à renforcer la gouvernance du secteur public, à accélérer le développement rural et à améliorer le système de protection sociale. Au Népal, la Banque aide les autorités à mettre en œuvre leur stratégie, qui consiste à transférer aux communautés la gestion des installations d'éducation, de santé, d'irrigation et d'alimentation en eau, en appuyant des projets d'équipement.



UNE PRIORITÉ MONDIALE : LE VIH/SIDA

On dénombre à l'heure actuelle environ 4,1 milliards de personnes vivant avec le VIH/SIDA en Asie du Sud. Bien que le taux d'infection de l'ensemble de la population soit encore faible, en chiffres absolus, l'Inde est l'un des pays qui compte le plus grand nombre d'individus contaminés au monde. Dans les autres pays de la région, la prévalence est faible globalement, mais les taux sont sensiblement plus élevés parmi les groupes qui ont des comportements à haut risque.

Reconnaissant que le Sri Lanka et le Pakistan ont une petite chance d'éviter une épidémie d'ampleur nationale, la Banque a approuvé deux projets au cours de l'exercice 03, qui s'inspirent de l'expérience concluante d'opérations engagées dans d'autres pays d'Asie du Sud. Au Sri Lanka, le projet à l'appui du programme national de prévention du VIH/SIDA (12,6 millions de dollars) vise à financer des actions de prévention et à réduire les réactions de rejet envers les groupes vulnérables. Au Pakistan, le projet à l'appui de la prévention du VIH/SIDA (37,1 millions de dollars) est conçu pour empêcher que le VIH/SIDA s'implante au sein de populations vulnérables et se propage à l'ensemble de la population adulte et pour éviter les réactions de rejet.

Indépendamment des prêts qu'elle consent, la Banque facilite le dialogue entre les pays de la région pour qu'ils partagent les enseignements tirés de l'expérience, les bonnes pratiques en matière d'interventions et les stratégies de recherche. Elle encourage également les pays à collaborer pour traiter des problèmes tels que la migration et la traite des êtres humains. L'Institut de la Banque mondiale (WBI) contribue au renforcement des capacités dans la région en organisant des programmes d'enseignement classiques ou à distance. Durant l'exercice 03, l'Institut a diffusé toute une

En Asie du Sud, aller chercher de l'eau reste souvent une corvée pénible qui prend beaucoup de temps. À Kaboul, une femme est allée puiser de l'eau à un puits communal.

Figure 5.5 Asie du Sud : Répartition thématique des prêts de la BIRD et des crédits de l'IDA, Ex. 03
Pourcentage du total (USD 2,9 milliards)

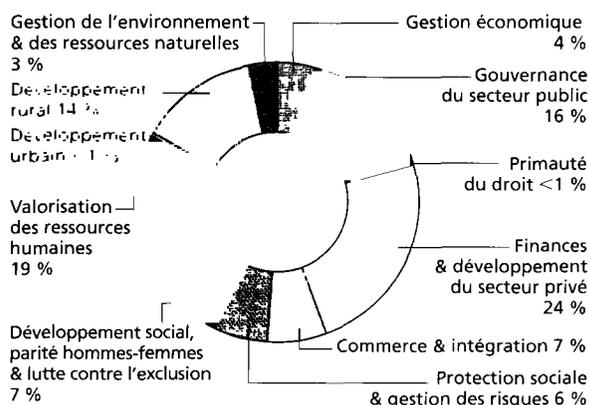


Figure 5.6 Asie du Sud : Répartition sectorielle des prêts de la BIRD et des crédits de l'IDA, Ex. 03
Pourcentage du total (USD 2,9 milliards)

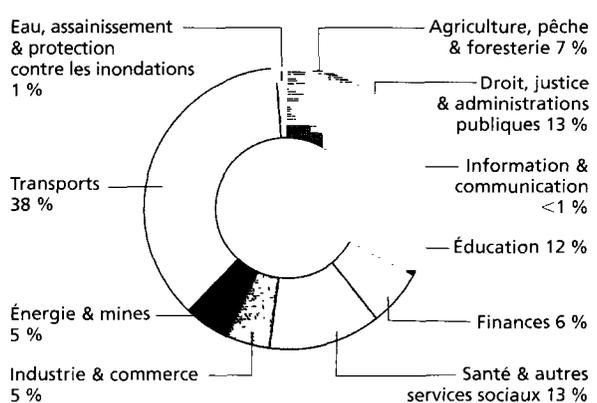


Tableau 5.3 Prêts de la Banque mondiale aux emprunteurs de la région Asie du Sud, par thème et par secteur, Ex. 94-03 (millions de dollars)

	Ex. 94-97 (Moyenne annuelle)	Ex. 98-99 (Moyenne annuelle)	Ex. 00	Ex. 01	Ex. 02	Ex. 03
THÈME						
Gestion économique	40,1	85,3	35,2	47,4	232,5	123,5
Gouvernance du secteur public	37,3	254,9	212,7	261,0	678,0	467,3
Primauté du droit	41,9	89,1	56,5	36,1	59,3	12,5
Finances et développement du secteur privé	682,2	639,2	265,4	865,9	381,6	689,1
Commerce et intégration	0,0	84,5	29,4	398,3	70,0	197,3
Protection sociale et gestion des risques	137,4	162,8	168,0	118,4	164,0	184,4
Développement social, parité hommes-femmes et lutte contre l'exclusion	361,8	328,9	261,5	240,5	414,2	197,3
Valorisation des ressources humaines	308,1	627,5	276,2	124,8	30,2	546,9
Développement urbain	210,6	297,1	300,7	186,8	766,2	2,6
Développement rural	353,0	377,0	426,1	379,5	417,2	403,7
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	407,5	266,8	80,8	587,8	295,2	94,2
Total	2 580,0	3 213,2	2 112,4	3 246,6	3 508,4	2 918,7
SECTEUR						
Agriculture, pêche et foresterie	298,0	534,4	65,0	116,1	328,1	212,6
Droit, justice et administrations publiques	269,4	436,3	407,0	377,4	632,5	372,3
Information et communication	11,8	35,3	54,6	17,7	12,4	11,5
Éducation	324,2	385,1	171,4	206,4	95,9	364,6
Finances	239,9	168,2	46,0	209,7	310,0	185,8
Santé et autres services sociaux	439,2	589,3	393,3	188,1	278,7	369,0
Industrie et commerce	121,4	68,3	85,3	34,0	443,1	144,9
Énergie et mines	360,6	545,9	277,8	746,2	504,8	150,6
Transports	297,6	354,1	590,6	1 294,3	758,1	1 067,6
Eau, assainissement et protection contre les inondations	304,9	96,4	21,4	56,8	144,9	40,0
Total	2 580,0	3 213,2	2 112,4	3 246,6	3 508,4	2 918,7
Dont BIRD	961,7	1 034,0	934,3	2 035,0	893,0	836,0
Dont IDA	1 618,2	2 179,2	1 178,1	1 211,6	2 615,4	2 082,7

Les opérations de prêt sont récapitulées dans les 11 grandes catégories thématiques et les 10 grandes catégories sectorielles du nouveau système de codage bidimensionnel, qui comporte 68 thèmes et 57 secteurs. Voir tableau 2.2, page 35. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme ne correspond pas toujours au total indiqué.

série de programmes d'acquisition de connaissances sur des sujets variés, notamment sur le thème « Sida et communications stratégiques ». Ce cours de formation était destiné aux journalistes couvrant le dossier VIH/SIDA dans

la région de l'Asie du Sud. D'autres activités de renforcement des capacités portaient sur la décentralisation budgétaire et les administrations locales, et sur les échanges agricoles et l'Organisation mondiale du commerce.



Pays admis
à emprunter
à la Banque
mondiale :

Europe et Asie centrale

Les économies d'Europe et d'Asie centrale ont bénéficié d'une reprise solide en 2002, avec un taux de croissance global de 4,6 % pour la région. Au niveau des ensembles sous-régionaux, la croissance a été inégale, avec un taux moyen de 2,9 % pour l'Europe centrale et l'Europe de l'Est, et de 4,7 % pour les pays de la Communauté des États indépendants. Après une profonde récession en 2001, l'économie turque a rebondi pour atteindre un taux de croissance de 7,8 % en 2002. Huit des économies de la région affichent un taux de croissance supérieur à 5 % ; seule la République kirghize a enregistré une contraction de 0,5 % du PIB, sous l'effet de la diminution temporaire de la production d'or et d'électricité.

Nonobstant la tendance récente des pays pauvres d'Europe et d'Asie centrale de la Communauté des États indépendants et de l'Europe du Sud-Est à progresser plus rapidement que les pays d'Europe centrale et orientale, on constate toujours de grandes disparités si l'on considère les niveaux de pauvreté et de développement humain ou le chemin qui reste à parcourir pour atteindre l'objectif d'une croissance durable. Le revenu par habitant varie entre 10 070 dollars en Slovaquie et 200 dollars au Tadjikistan, et la proportion de pauvres est aussi très variable, de plus de 50 % dans les pays relativement plus défavorisés de la région, à moins de 10 % dans la plupart des pays de l'Europe centrale et orientale.

Compte tenu de cette diversité, la Banque adapte les programmes d'aide aux pays en fonction des caractéristiques de chaque sous-région, et ses stratégies sectorielles visent à promouvoir la coopération sous-régionale pour résoudre les problèmes communs. Les programmes concernant les pays de la Communauté des États indépendants et de l'Europe du Sud-Est — où la réduction de la pauvreté pose des problèmes particulièrement difficiles et qui absorbent une part croissante des activités de la Banque dans la région Europe et Asie centrale — mettent l'accent sur le développement institutionnel et la coopération sous-régionale dans les domaines du commerce et des

transports, de l'infrastructure et de l'environnement. Les programmes concernant les pays candidats à l'accès à l'Union européenne et d'autres pays à revenu intermédiaire sont de plus en plus centrés sur les services liés au savoir et le développement de l'économie du savoir. En Turquie, qui a opéré un redressement remarquable depuis le déclenchement de la crise financière, le programme de la Banque met l'accent sur les changements structurels à mettre en œuvre pour que le pays puisse s'engager dans la voie d'une croissance durable et de la stabilité macroéconomique.

ENCADRÉ 5.5 À MOITIÉ PLEIN OU À MOITIÉ VIDE ?

Deux études récentes soulignent à la fois les progrès réalisés par les pays d'Europe et d'Asie centrale et les sérieux problèmes de développement auxquels ils sont confrontés.

L'étude sur l'environnement et la performance des entreprises (BEEPS) de 2002 confirme que le climat de l'investissement s'est nettement amélioré dans l'ensemble des pays de la région depuis 1999. On constate également que « l'impôt corruption » rapporte aux résultats des entreprises diminue et que la corruption n'est plus considérée comme un boulet aussi lourd qu'auparavant. Les pays pauvres de la Communauté des États indépendants et de l'Europe du Sud-Est ne parviennent pas à assurer des services d'infrastructure de base. Et les petites et moyennes entreprises enregistrent une expansion plus forte dans les pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est que dans ceux de la Communauté des États indépendants ou de l'Europe du Sud-Est.

Une autre étude portant sur 20 pays d'Europe et d'Asie centrale, *Achieving the Human Development MDGs in ECA*, conclut que de nombreux pays de cet ensemble, en particulier les pays exclusivement IDA, ont peu de chances d'atteindre un ou plusieurs des OMD ayant trait au développement humain, et que la réalisation des objectifs liés à la santé (à savoir la mortalité infantile, la mortalité maternelle et le VIH/SIDA) est particulièrement incertaine.

L'AIDE DE LA BANQUE MONDIALE

Les opérations de la Banque mondiale dans la région Europe et Asie centrale mettent l'accent sur les réformes de politique économique, le développement institutionnel et les investissements nécessaires pour promouvoir une croissance durable et faire reculer la pauvreté. Les prêts consentis au cours de l'exercice 03 se sont élevés à 2,7 milliards de dollars (0,6 milliard de dollars pour l'IDA et 2,1 milliards de dollars pour la BIRD) et les engagements du Fonds pour l'environnement mondial ont atteint 27,3 millions de dollars. Dans le domaine des services de conseil, 81 rapports analytiques ont été produits et 63 missions d'assistance technique ont été entreprises dans la région. En outre, la Banque a soumis au Conseil des stratégies d'appui transitoire pour le Kosovo et la Serbie-et-Monténégro (ex-République fédérale de Yougoslavie) ; un rapport sur l'avancement de la stratégie d'aide (CAS) à la Bosnie ; et des stratégies d'aide-pays (CAS) pour l'Azerbaïdjan, la Pologne, la République kirghize, le Tadjikistan et la Turquie. La Banque a élaboré des stratégies d'aide pour l'Azerbaïdjan, la République kirghize et le Tadjikistan dans le cadre des Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) que ces pays ont achevés.

INSTAURER UN CLIMAT PORTEUR POUR L'INVESTISSEMENT

Les tendances récentes de la croissance donnent à penser que le climat de l'investissement s'est considérablement amélioré dans la région. Les résultats d'une enquête récente sur les entreprises confirment que ces dernières voient aussi la situation sous un jour bien plus favorable (voir encadré 5.5). Mais les données montrent aussi qu'il reste encore beaucoup à faire dans ce domaine. C'est pourquoi la Banque appuie les réformes de politique économique et la mise en place d'institutions qui permettent de maintenir la stabilité macroéconomique, d'accroître les échanges, d'améliorer la gouvernance du secteur public et du secteur privé, de réduire la corruption, de renforcer le système financier et de développer les infrastructures matérielles nécessaires à la production économique.

Les opérations de la Banque visent à corriger les incitations perverses et les insuffisances du cadre institutionnel qui expliquent au premier chef qu'un climat soit peu porteur pour l'investissement. La Banque apporte son aide pour repérer et modifier les politiques qui suscitent des comportements préjudiciables à l'investissement, comme l'application de taux de droits multiples et de procédures douanières complexes, ainsi que pour améliorer la structure et la performance des institutions, par exemple en créant des organes de réglementation indépendants. Pour renforcer l'efficacité du secteur public, la Banque encourage la participation des populations, la transparence et la responsabilité, et elle aide à améliorer les principales fonctions du secteur public, telles que les douanes, l'administration fiscale et le Trésor.

Population totale : 0,5 milliard

Croissance démographique : 0,1 %

Espérance de vie à la naissance : 69 ans

Mortalité infantile pour 1 000 naissances : 31

Analphabétisme chez les filles : 1 %

RNB 2002 par habitant : 2 160 dollars

Nombre de personnes porteuses du VIH/SIDA : 1,2 million

Note : Les données concernant l'espérance de vie à la naissance, la mortalité infantile pour 1 000 naissances et l'analphabétisme chez les filles se rapportent à 2001. Les autres indicateurs se rapportent à 2002 et sont tirés de la base de données World Development Indicators. Le concept du revenu national brut (RNB) remplace maintenant celui du produit national brut (PNB).

Décaissements de l'exercice 03

BIRD : USD 1 893 millions

IDA : USD 590,3 millions

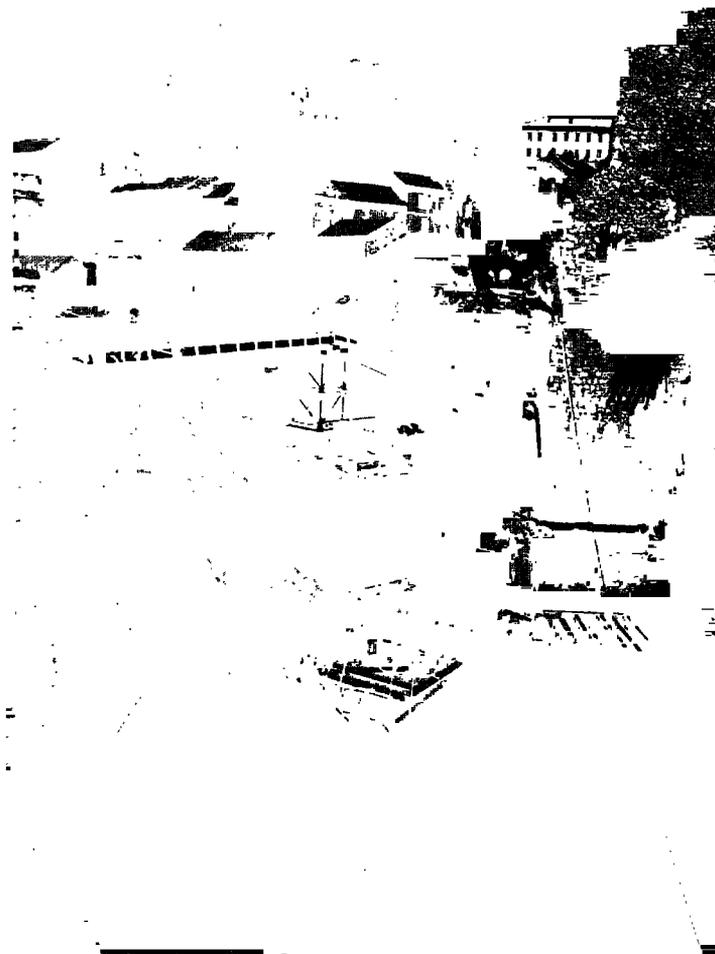
Portefeuille de projets en cours d'exécution au 30 juin 2003 : USD 15,1 milliards



Le Fonds d'investissement social pour l'Arménie (ASIF) finance quelque 268 microprojets. Depuis 1996, un peu plus de 600 000 habitants de communautés à faible revenu ont bénéficié de son aide pour réparer des écoles, financer des hôpitaux et des dispensaires et remettre en état des réseaux d'alimentation en eau.

DONNER AUX PAUVRES LES MOYENS D'AGIR

Bien que les pays de la région Europe et Asie centrale continuent d'afficher des indicateurs de développement humain impressionnants, une évaluation systématique montre qu'un grand nombre des pays relativement plus pauvres de la région qui empruntent à l'IDA ne pourront sans doute pas atteindre les principaux objectifs de développement pour le Millénaire qui concernent le développement humain (voir encadré 5.5). Cette situation s'explique par la dégradation des programmes de valorisation des ressources humaines et d'aide sociale, dont la conception laisse à désirer et qui ne sont pas dotés de ressources suffisantes.



En Bosnie-Herzégovine, le « vieux pont » (Stari Most) de Mostar, qui date du XVI^e siècle, est reconstruit dans le cadre d'un Projet pilote de préservation du patrimoine culturel auquel la Banque et plusieurs pays et organisations internationales participent en apportant concours financier et compétences techniques spécialisées.

Les opérations de la Banque dans le secteur de la valorisation des ressources humaines mettent l'accent sur les incitations à mettre en place pour élargir l'accès aux services de santé et d'éducation et en améliorer la qualité. Dans cette optique, l'institution s'efforce, d'une part, de donner aux bénéficiaires de ces services les moyens d'agir pour exiger des prestations plus accessibles et de meilleure qualité et, d'autre part, de soutenir les efforts déployés par les prestataires de services pour répondre à cette demande. Côté bénéficiaires, la Banque finance donc des opérations qui encouragent la décentralisation, la mise en place de modes de financement faisant le lien entre budgets et prestations fournies, la formulation de programmes de développement axés sur la lutte contre l'exclusion et le recours à des formules

communautaires de prestation de services. Côté prestataires, les opérations sont centrées sur les réformes du secteur public afin d'équilibrer les rôles des différents acteurs s'agissant de fournir et financer les services primaires, secondaires et tertiaires, de moderniser les services, de rationaliser la dotation en personnel et d'améliorer l'administration. Dans le domaine de la protection sociale, la Banque soutient le regroupement des programmes compte tenu des contraintes budgétaires globales ; le recentrage des rôles du secteur public et du secteur privé (par exemple pour le financement des régimes de retraite et la fourniture des prestations) ; la prise en compte plus systématique des besoins des pauvres ; et l'amélioration des incitations à travailler.

PRIORITÉS MONDIALES

Les services de la région Europe et Asie centrale de la Banque centrent leurs activités sur plusieurs priorités mondiales.

L'Éducation pour tous

À l'heure actuelle, seule l'Albanie peut bénéficier de l'Initiative pour l'accélération de l'aide en faveur de l'Éducation pour tous. D'après l'analyse de la Banque, huit autres pays pourraient avoir besoin d'une aide pour atteindre les objectifs de développement pour le Millénaire. L'institution s'efforce actuellement d'aider les plus pauvres de ces pays, à savoir la Moldova et le Tadjikistan, à réunir les conditions voulues pour pouvoir bénéficier de cette initiative.

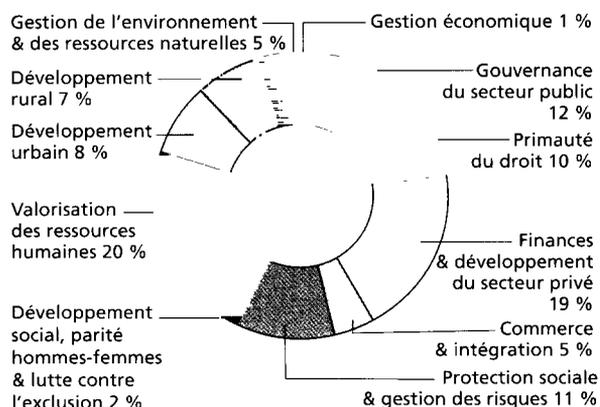
VIH/SIDA

C'est dans la région Europe et Asie centrale que le nombre de cas de VIH/SIDA augmente le plus rapidement en proportion de la population. Si l'on en croit les estimations, 250 000 nouveaux cas d'infection se seraient produits en 2002, portant à 1,2 million de personnes le nombre des porteurs du virus dans la région. Treize pays ont semble-t-il besoin d'une aide prioritaire pour atteindre les ODM. Des engagements de prêt ont été pris en faveur de la Russie et de l'Ukraine, les préparatifs d'un projet au Bélarus sont bien avancés, et un don a été octroyé par l'IDA à la Moldova. La Banque a par ailleurs créé un site web sur le VIH/SIDA dans la région, et évalué les conséquences économiques du sida en Russie en utilisant un modèle économique basé sur des données démographiques.

Santé maternelle et infantile

Plusieurs pays clients d'Europe et d'Asie centrale, et notamment l'Albanie, l'Arménie, le Kosovo, le Kazakhstan, la Moldova, la République kirghize, le Tadjikistan et la Turquie ont besoin d'une aide prioritaire pour atteindre les ODM ayant trait à la santé maternelle et infantile, les politiques publiques et les institutions de ces pays n'étant pas à la hauteur des enjeux. La Banque travaille avec ces emprunteurs pour les aider à renforcer leurs programmes de santé maternelle et infantile.

Figure 5.7 Europe et Asie centrale : Répartition thématique des prêts de la BIRD et des crédits de l'IDA, Ex. 03
Pourcentage du total (USD 2,7 milliards)



Alimentation en eau et assainissement

La région Europe et Asie centrale de la Banque a sélectionné un premier groupe de huit pays devant bénéficier d'un premier train de mesures destinées à les aider à atteindre les ODM relatifs à l'alimentation en eau et à l'assainissement. Ces pays ont été choisis parce qu'ils ont de bonnes chances de progresser nettement en direction des ODM au cours des trois à cinq prochaines années.

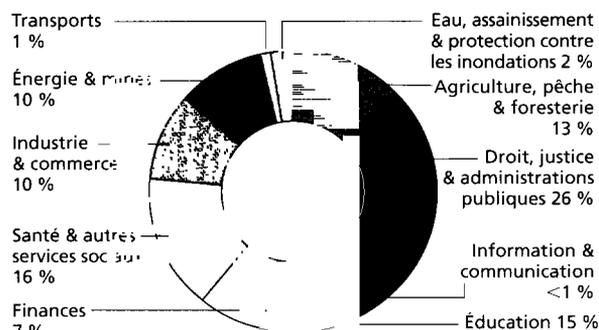
Commerce

Des travaux d'analyse ont été entrepris, et dans certains cas terminés, pour l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Moldova, la République kirghize, la Russie et l'Ukraine, et des études régionales ont été menées à bien pour les pays de la Communauté des États indépendants et de l'Europe du Sud-Est admis à emprunter à l'IDA. La Banque a consenti des prêts à l'Arménie et à des pays de l'Europe du Sud-Est pour les aider à mieux administrer et promouvoir les échanges.

Climat de l'investissement et financement de l'investissement

Des programmes d'évaluation du secteur financier (FSAP) ont été menés à terme pour la Bulgarie, la Croatie, l'Estonie, la Géorgie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Slovénie, et des

Figure 5.8 Europe et Asie centrale : Répartition sectorielle des prêts de la BIRD et des crédits de l'IDA, Ex. 03
Pourcentage du total (USD 2,7 milliards)



activités complémentaires d'assistance technique sont en cours dans plusieurs de ces pays. La Banque a entrepris de nouveaux FSAP dans la Fédération de Russie, la République kirghize et en Ukraine. À la fin de 2002, elle a organisé une conférence régionale sur les moyens de lutte contre le blanchiment des capitaux.

Protection durable de l'environnement

La Banque a apporté son concours à la Conférence des ministres de l'Environnement organisée à Kiev, au cours de laquelle les stratégies élaborées par la Banque pour la région dans les domaines des ressources en eau, de la biodiversité, du développement durable et des objectifs de développement pour le Millénaire ont été examinées. Elle a aussi contribué au processus DSRP en identifiant les liens entre environnement et pauvreté, et elle a achevé l'analyse pilote consacrée aux dépenses de gestion de l'environnement et aux liens entre stratégies de développement national et environnement. Des projets concernant la région de la mer Baltique, la Lituanie, le Kazakhstan et la Roumanie ont été inclus dans le portefeuille du Fonds pour l'environnement mondial, et des projets concernant la protection de l'environnement en Croatie, en Géorgie, au Kazakhstan et en Roumanie sont venus s'ajouter au portefeuille de la BIRD et de l'IDA.

Tableau 5.4 Prêts de la Banque mondiale aux emprunteurs de la région Europe et Asie centrale, par thème et par secteur, Ex. 94-03 (millions de dollars)

	Ex. 94-97 (Moyenne annuelle)	Ex. 98-99 (Moyenne annuelle)	Ex. 00	Ex. 01	Ex. 02	Ex. 03
THÈME						
Gestion économique	386,2	723,2	98,6	127,4	636,1	19,5
Gouvernance du secteur public	400,3	547,7	227,8	95,6	1 313,7	319,2
Primauté du droit	79,2	80,1	160,2	77,4	106,6	265,5
Finances et développement du secteur privé	1 826,3	1 908,0	890,7	1 074,0	2 210,8	512,9
Commerce et intégration	259,3	91,6	143,5	138,4	32,5	120,2
Protection sociale et gestion des risques	248,9	575,6	530,1	381,2	363,9	288,8
Développement social, parité hommes-femmes et lutte contre l'exclusion	48,1	126,9	43,6	65,1	188,8	55,9
Valorisation des ressources humaines	211,0	217,6	278,9	51,1	138,3	553,7
Développement urbain	301,7	248,9	153,6	383,9	65,4	216,7
Développement rural	231,1	331,5	213,4	137,6	309,9	194,9
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	384,5	404,3	301,7	161,3	157,5	122,7
Total	4 376,7	5 255,1	3 042,2	2 693,1	5 523,6	2 670,0
SECTEUR						
Agriculture, pêche et foresterie	197,7	114,5	317,8	139,0	470,4	335,4
Droit, justice et administrations publiques	863,8	1 568,5	796,4	445,2	2 170,9	697,8
Information et communication	69,9	4,5	151,9	8,7	9,6	1,0
Éducation	86,0	299,2	22,7	62,5	83,2	395,0
Finances	525,6	484,0	176,6	803,6	1 295,9	196,8
Santé et autres services sociaux	304,8	359,7	277,8	281,9	524,7	415,3
Industrie et commerce	792,9	817,4	604,7	296,5	552,1	269,0
Énergie et mines	915,2	849,2	398,6	336,6	218,0	262,9
Transports	518,4	533,1	207,1	118,3	67,1	30,6
Eau, assainissement et protection contre les inondations	137,3	225,0	88,5	200,7	131,7	66,3
Total	4 376,7	5 255,1	3 042,2	2 693,1	5 523,6	2 670,0
Dont BIRD	3 949,6	4 406,3	2 733,1	2 154,0	4 894,7	2 089,2
Dont IDA	427,1	848,8	309,1	539,0	628,9	580,8

Note : Les opérations de prêt sont récapitulées dans les 11 grandes catégories thématiques et les 10 grandes catégories sectorielles du nouveau système de codage bidimensionnel, qui comporte 68 thèmes et 57 secteurs. Voir tableau 2.2, page 35. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme ne correspond pas toujours au total indiqué.

Amérique Caraïbe

Les pays ont enregistré une croissance de leur PIB de 0,1 % en 2001. Le Brésil a enregistré le PIB le plus élevé en Amérique latine et dans les Caraïbes, soit 1 000 milliards de dollars, contre 1 000 milliards en 2002, essentiellement en raison de l'augmentation de la consommation qui a frappé l'Amérique latine en 2001. Le PIB du Mexique a augmenté globalement de 0,2 %, tandis que d'autres pays ont enregistré un recul de 1,9 % en 2001.

En Argentine, l'activité économique s'est contractée de 10,9 % en 2002 sous l'effet de deux facteurs — l'abandon du plan de convertibilité, l'absence de soutien de monnaie, impossible pour le pays de rembourser le service public, et une crise économique et institutionnelle, l'absence de consensus quant au programme macroéconomique à adopter. On a constaté quelque signes de redressement durant la deuxième moitié de 2002, mais la crise du pays a pu être aggravée par les pertes de la crise du tourisme et les restrictions touristiques de la pandémie de SARS. Le Paraguay et l'Uruguay ont réduit les envois de fonds des travailleurs expatriés en Bolivie et au Pérou. Lorsque l'Argentine décide de geler les dépôts, les difficultés de l'Uruguay ont été aggravées par les retards inévitables sur les comptes bancaires du pays. Globalement, les sources de financement de l'économie argentine ont provoqué une contraction de près de 11 % de l'économie uruguayenne. Dans le même temps, la polarisation de la situation politique au Venezuela a eu plusieurs conséquences : chute brutale de investissements, sorties importantes de capitaux et fuite nationale à la fin de 2002, dont l'effet combiné a provoqué une contraction de 8,9 % du PIB.

Tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont enregistré un recul de leur PIB par des facteurs externes. Malgré le faible niveau des taux d'intérêt pratiqués dans les pays industrialisés, les entrées brutes de capitaux privés ont diminué de 31 milliards de dollars, soit un recul de 40 % par rapport à l'année précédente. Les investissements étrangers directs nets ont chuté, passant de 62 milliards de dollars en 2001 à 46 milliards de dollars en 2002. L'atmosphère de la croissance aux États-Unis et en Europe a aussi déprimé la demande d'exportations en provenance

d'Amérique latine et des Caraïbes, soit une diminution des exportations de la région de 10,1 % en 2002, contre 11,9 % en 2001. L'absence de soutien financier et les envois de fonds des travailleurs expatriés ont aussi contribué.

Au Brésil, malgré les solides performances de l'économie, l'incertitude entourant la situation de préoccupation liée à la dynamique de croissance et la propagation de la crise financière se sont fait sentir et l'intérieur de la région ont rendu l'investissement et même un bien aux apports de capitaux et à l'activité économique. Les économies du Chili, de l'Équateur, de l'Équateur, du Mexique, du Pérou et de la plupart des pays d'Amérique centrale et des Caraïbes ont subi pendant plus d'une résilience remarquable, compte tenu de la table à des prix des produits de base et du renchérissement du coût des emprunts.

L'AIDE DE LA BANQUE MONDIALE

L'augmentation de la pauvreté est la conséquence la plus dévastatrice des chocs économiques subis par les pays de la région. Au Brésil, par exemple, les niveaux records de paiement d'intérêts au titre des obligations ont été enregistrés pendant la dernière décennie ont coincé avec l'aggravation de la pauvreté. En Argentine, bien que l'on ne dispose pas de chiffres sur la pauvreté permettant de mesurer l'impact de la contraction qui y a été. L'ensemble de l'économie régionale en 2002, les analystes estiment que plus de la moitié des Argentins se sont dans la pauvreté — contre à peu près un tiers au milieu des années 90. Pour répondre aux demandes d'aide d'urgence dans les domaines financier et social résultant de cette situation, la Banque mondiale a mis en place un programme de transferts en faveur des ménages argentins pauvres et approuvé deux prêts d'urgence d'un montant total de 303 millions de dollars pour aider l'Uruguay à faire face à la crise. Cette aide d'urgence a porté le volume total des prêts de la Banque à la région Amérique latine et Caraïbes à 5,8 milliards de dollars pour le moment. La Banque a également renforcé ses stratégies d'aide à la Colombie, à l'Équateur, au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua, au Pérou et au Venezuela, et elle a établi des rapports d'accompagnement pour l'Équateur et l'Uruguay, une note de renforcement

Pays admis
à emprunter
à la Banque
mondiale :

Amérique latine et Caraïbes : la région en bref

Population totale : 0,5 milliard

Croissance démographique : 1,5 %

Espérance de vie à la naissance : 71 ans

Mortalité infantile pour 1 000 naissances : 28

Analphabétisme chez les filles : 5 %

RNB 2002 par habitant : 3 280 dollars

Nombre de personnes porteuses du VIH/SIDA : 1,7 million

Note : Les données concernant l'espérance de vie à la naissance, la mortalité infantile pour 1 000 naissances et l'analphabétisme chez les filles se rapportent à 2001. Les autres indicateurs se rapportent à 2002 et sont tirés de la base de données World Development Indicators. Le concept du revenu national brut (RNB) remplace maintenant celui du produit national brut (PNB).

Décaissements de l'exercice 03

BIRD : USD 6 456,2 millions

IDA : USD 322,2 millions

Portefeuille de projets en cours d'exécution au 30 juin 2003 :
USD 19,8 milliards



Lors d'une réunion à Esmeraldas (Équateur), des représentants de la société civile expriment leur point de vue sur le Projet de développement des populations autochtones et afro-équatoriennes financé par la Banque.

pour Haïti, ainsi que des notes d'orientation pour les équipes gouvernementales nouvellement élues de la Bolivie, du Brésil, de la Colombie, de l'Équateur et du Paraguay. L'objet de ces stratégies est d'aider les pays concernés à instaurer un climat favorable à l'investissement et à améliorer la situation des pauvres en investissant dans les secteurs essentiels de l'eau, de la santé, de l'éducation, de l'électricité et des transports (voir encadré 5.6).

INSTAURER UN CLIMAT PORTEUR POUR L'INVESTISSEMENT

La Banque a octroyé au Guatemala un prêt d'ajustement de 150 millions de dollars afin d'appuyer l'ambitieux programme de réforme engagé par le pays pour renforcer le système financier. Ce programme prévoit notamment des mesures visant à améliorer la législation bancaire, à lutter

contre le blanchiment des capitaux et à faciliter l'accès des citoyens et des ruraux pauvres aux services de crédit et aux services financiers. La Banque a par ailleurs affecté une enveloppe de 41,3 millions de dollars à des projets destinés à améliorer la compétitivité en El Salvador, au Guatemala et au Nicaragua. Elle apporte également un appui à ces pays, ainsi qu'au Costa Rica et au Honduras, sous forme de travaux d'analyse et de conseils pour les aider à négocier un accord de libre-échange avec les États-Unis.

L'attrait que présente un pays pour les investisseurs dépend de sa capacité à mobiliser les compétences, les moyens techniques et les talents d'innovation qui permettent d'accroître la productivité. Une étude de la Banque publiée cette année sous le titre *Closing the Gap in Education and Technology* invite les pays à investir dans le secteur de l'éducation et à mettre en place des mesures qui incitent les opérateurs privés à investir dans des activités de recherche-développement. Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, tout en ayant vu doubler les taux de scolarisation dans le secondaire depuis 1970, affichent souvent des taux d'achèvement inférieurs à ceux d'autres régions, si bien qu'ils accusent un retard dans les domaines du savoir et de la technologie. La Banque s'attache à combler ce retard en fournissant des prêts pour élargir l'accès à l'éducation et améliorer la qualité de l'enseignement au Brésil, en Colombie, en Jamaïque, au Mexique, au Nicaragua, en République dominicaine et en Uruguay.

Une gouvernance efficace est non seulement un gage de bonne gestion de l'économie et de qualité des services publics, mais aussi un facteur important pour attirer et fidéliser les investisseurs dans un pays. La Banque soutient diverses initiatives dans ce domaine, notamment des projets modernisation du système judiciaire en El Salvador et au Honduras ; un programme d'assistance technique au secteur public au Guyana ; la décentralisation de l'administration en Bolivie ; et des programmes visant à améliorer la gestion des municipalités au Brésil, au Mexique et au Nicaragua, entre autres.

ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT POUR LE MILLÉNAIRE

Pour honorer l'engagement qu'elle a pris d'aider les pays à atteindre les objectifs de développement pour le Millénaire (ODM) et en particulier à réduire la mortalité infantile, la Banque travaille avec les gouvernements de la région pour étendre aux pauvres la couverture des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement. En 2000, 85 % de la population de la région avaient accès à une source d'eau améliorée, mais ce chiffre n'atteignait pas 80 % dans certains pays. Dans le cadre de ses opérations de prêt et d'assistance technique à l'appui du secteur de l'eau, la Banque utilise diverses formules faisant appel à des investissements tant publics que privés pour faciliter l'accès des pauvres aux services d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Elle a ainsi financé un projet de 50 millions de dollars pour alimenter en eau 1,3 million de personnes dans les régions rurales du Pérou, une opération de remise

ENCADRÉ 5.6 POUR ÊTRE EFFICACES, LES STRATÉGIES DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ DOIVENT S'APPUYER SUR DES DONNÉES FIABLES

Pour être efficaces, les stratégies de réduction de la pauvreté doivent s'appuyer sur des données fiables concernant les conditions de vie des pauvres. Qui sont les pauvres ? Où vivent-ils ? Que font-ils ? De quoi ont-ils besoin ? Il est indispensable d'obtenir des réponses détaillées à ces questions si l'on veut pouvoir utiliser au mieux les ressources et les financements mobilisés et formuler des politiques et des programmes de lutte contre l'exclusion bien ciblés.

Un programme a été lancé dans dix pays de la région pour améliorer les données statistiques. L'opération *Mejoramiento de las encuestas de las condiciones de la vida* (MECOVI), qui bénéficie du soutien de la Banque mondiale, de la Banque interaméricaine de développement et de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes, fournit une assistance technique aux services nationaux

chargés des statistiques. Il s'agit de les doter des moyens d'effectuer des enquêtes auprès des ménages pour analyser la pauvreté à partir des informations recueillies sur le revenu, la consommation et l'accès aux services. Le programme est achevé au Guatemala, au Paraguay et au Pérou, et il est en cours dans sept autres pays. Des manifestations sont également organisées dans le cadre de ce programme pour sensibiliser l'opinion aux questions ayant trait à la mesure de la pauvreté et aux techniques d'enquête et pour assurer une formation dans ce domaine dans tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. La formation prévoit d'intégrer des données sur l'origine raciale et ethnique des personnes interrogées dans les opérations de collecte des statistiques, de manière à assurer que les populations autochtones et les descendants des populations noires d'Afrique soient pris en compte dans la planification des politiques.

en état de puits et de réseaux d'adduction d'eau et d'assainissement, et des activités visant à promouvoir la conservation des ressources en eau et à améliorer l'efficacité et la qualité des services de l'Office public de l'eau de Lima. Le projet a aussi permis d'étendre les services à quelque 600 000 habitants de bidonvilles qui en étaient jusque-là privés.

Pour atteindre les ODM d'ici 2015, un grand nombre de pays de la région devront consentir de nouveaux investissements dans les secteurs de la santé et de l'éducation de base, ainsi que dans l'infrastructure. La Banque a continué de soutenir l'expansion des réseaux de soins de santé au Mexique, en s'inspirant de l'expérience réussie d'un projet, lancé en 1996, qui avait permis d'étendre les services de base à des communautés autochtones écartées comptant plus de 9 millions de personnes dont beaucoup n'avaient jamais bénéficié de services de santé. La Banque a aussi resserré sa collaboration avec d'autres pays dans le domaine de la prévention du VIH/SIDA, en lançant de nouveaux projets à Grenade et Saint-Kitts-et-Nevis et en continuant d'appuyer des programmes similaires à la Barbade, au Brésil, en Jamaïque et en République dominicaine.

La Banque contribue à protéger durablement l'environnement dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes en appuyant plus de 80 projets actifs qui représentent un montant total de 2,3 milliards de dollars. Cette contribution a été mise en lumière en novembre 2002 lorsque le Président de la Banque, James D. Wolfensohn, a rencontré les dirigeants des habitants de l'Amazone à Belém (Brésil) afin d'examiner la stratégie formulée par le pays pour assurer une gestion durable de la région de l'Amazone. La Banque a soutenu cette stratégie en coordonnant le Programme pilote pour la préservation de la forêt tropicale humide, partenariat doté d'une enveloppe de 340 millions de dollars financée par le Brésil, l'Union européenne, le Groupe des sept pays les plus industrialisés et les Pays-Bas.



Un médecin examine un enfant à l'hôpital public de Palacios (Honduras). La Banque appuie les réformes engagées par le pays pour améliorer la gestion du système de santé et l'organisation des services fournis aux communautés pauvres, afin de réduire les taux de mortalité maternelle, infantile et juvénile et de lutter contre le VIH/SIDA.

Un programme similaire pour la conservation de la biodiversité a été lancé au Mexique et en Amérique centrale, où la Banque travaille avec sept pays pour protéger le Corridor biologique méso-américain. Ce système régional de zones naturelles, de zones tampons et de zones de passage abrite près de 24 000 espèces de flore et plus de 500 espèces de mammifères. En décembre 2002, les pays du corridor, les bailleurs de fonds et les partenaires ont adopté un plan d'activité qui prévoit 70 millions de dollars de nouveaux projets, en sus des 400 millions de dollars déjà promis.

Figure 5.9 Amérique latine et Caraïbes : Répartition thématique des prêts de la BIRD et des crédits de l'IDA, Ex. 03
 Pourcentage du total (USD 5,8 milliards)

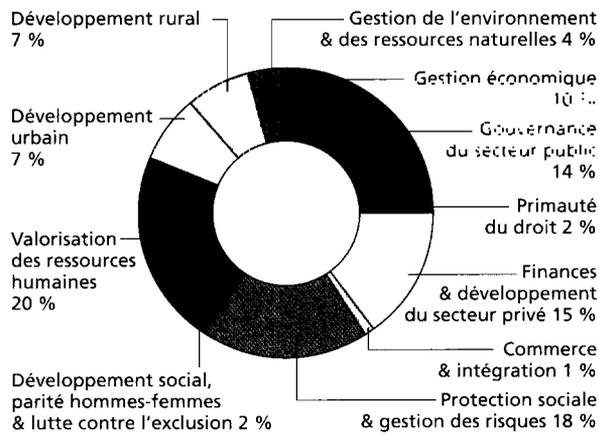


Figure 5.10 Amérique latine et Caraïbes : Répartition sectorielle des prêts de la BIRD et des crédits de l'IDA, Ex. 03
 Pourcentage du total (USD 5,8 milliards)

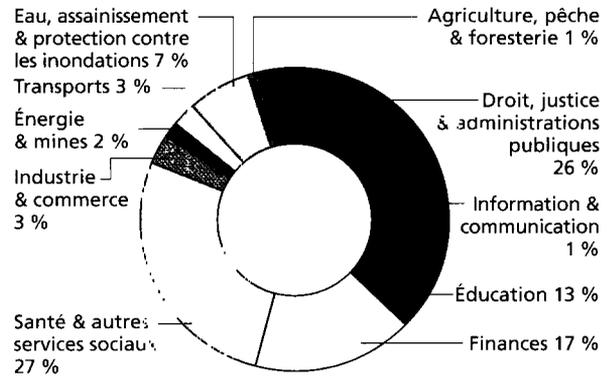


Tableau 5.5 Prêts de la Banque mondiale aux emprunteurs de la région Amérique latine et Caraïbes, par thème et par secteur, Ex. 94-03 (millions de dollars)

	Ex. 94-97 (Moyenne annuelle)	Ex. 98-99 (Moyenne annuelle)	Ex. 00	Ex. 01	Ex. 02	Ex. 03
THÈME						
Gestion économique	359,9	694,0	587,6	570,1	391,0	
Gouvernance du secteur public	516,1	825,2	519,9	1 099,7	1 182,8	
Primauté du droit	70,1	94,1	111,7	202,2	15,5	
Finances et développement du secteur privé	1 115,0	1 626,9	1 056,1	985,4	965,4	
Commerce et intégration	119,2	144,6	160,7	218,3	83,9	
Protection sociale et gestion des risques	453,3	1 002,4	901,2	530,0	310,4	
Développement social, parité hommes-femmes et lutte contre l'exclusion	259,8	359,1	141,5	371,7	248,9	
Valorisation des ressources humaines	617,9	786,9	157,7	471,2	560,4	
Développement urbain	507,6	576,9	53,3	202,0	251,9	
Développement rural	442,4	613,3	103,0	580,8	168,3	
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	490,7	164,8	270,8	68,8	187,4	
Total	4 951,8	6 888,3	4 063,5	5 300,1	4 365,8	
SECTEUR						
Agriculture, pêche et foresterie	253,0	326,4	104,1	72,3	85,0	
Droit, justice et administrations publiques	1 018,3	2 208,9	1 787,8	1 722,9	1 299,5	
Information et communication	16,9	17,2	28,7	97,8	16,5	
Éducation	631,8	659,8	62,8	529,1	560,4	
Finances	747,7	1 089,5	1 195,1	950,5	734,1	
Santé et autres services sociaux	550,9	1 150,5	360,2	904,7	660,5	
Industrie et commerce	83,7	204,2	165,3	38,3	51,4	
Énergie et mines	184,9	98,1	79,3	107,6	445,6	
Transports	872,9	875,6	11,6	650,3	463,1	
Eau, assainissement et protection contre les inondations	595,9	258,0	268,7	226,6	49,8	
Total	4 951,8	6 888,3	4 063,5	5 300,1	4 365,8	
Dont BIRD	4 658,6	6 406,4	3 898,1	4 806,7	4 188,1	
Dont IDA	293,2	481,9	165,4	493,4	177,8	

Note : Les opérations de prêt sont récapitulées dans les 11 grandes catégories thématiques et les 10 grandes catégories sectorielles du nouveau système de codage bidimensionnel, qui comporte 68 thèmes et 57 secteurs. Voir tableau 2.2, page 35. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme ne correspond pas toujours au total indiqué. Au cours de l'exercice 03, la Banque a approuvé, dans le cadre du Programme plurinational de lutte contre le VIH/SIDA pour la région des Caraïbes financé par un Prêt à des programmes évolutifs (APL), trois opérations (Grenade, St-Kitts-et-Nevis, Trinité-et-Tobago) représentant au total 30,1 millions de dollars de nouveaux engagements.

Pays admis
à emprunter
à la Banque
mondiale :

Moyen-Orient et Afrique du Nord

L'incertitude née de la guerre en Iraq et de la crise israélo-palestinienne actuelle a contribué à accentuer le ralentissement économique des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord pendant l'année civile 2002. La croissance économique de la région a été ramenée de 3,2 % en 2001 à 3,1 % en 2002, et la confiance des investisseurs, la croissance des marchés d'exportation et les activités touristiques sont en chute libre.

Malgré les réformes économiques et sociales engagées dans plusieurs pays, les maux dont souffre toujours la région sont souvent les mêmes que ceux qui entravent sa croissance depuis les années 80. Le secteur privé — essentiel pour la création d'emplois — reste sous-développé et n'est pas encore un moteur de croissance pour la région. Les insuffisances des systèmes financiers et des structures de gouvernance continuent de brider son expansion, si bien que la contribution des entreprises privées à l'activité économique reste limitée. Et l'impact des conflits antérieurs se fait sentir à l'échelle de la région, détournant effectivement les ressources et ternissant l'image de la région auprès des investisseurs privés.

À l'heure actuelle, le principal problème économique et social auquel sont confrontés la plupart des pays de la région est le chômage, qui varie entre moins de 5 % dans les économies du Conseil de coopération du Golfe à 30 % environ dans des pays comme l'Algérie et le Yémen. Il dépasse les 50 % en Cisjordanie et à Gaza. À l'échelle de la région, le chômage frappe en moyenne 15 % de la population, mais dans certains pays, la proportion de chômeurs chez les jeunes est deux fois plus élevée. Compte tenu de l'accroissement de la population active, la région devra créer 4 millions d'emplois par an pour faire place aux nouveaux entrants sur le marché du travail.

L'AIDE DE LA BANQUE MONDIALE

L'action de la Banque mondiale dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord continue d'avoir pour principal objet l'instauration d'un climat favorable à

l'investissement et le rétablissement d'une confiance suffisante pour créer des emplois et donner aux pauvres la possibilité de s'instruire et de se former, de sorte qu'ils puissent subvenir durablement à leurs besoins. Pour atteindre ces objectifs, la Banque a défini une stratégie axée sur cinq problèmes communs aux pays de la région, à savoir l'inefficacité du secteur public et de la gouvernance, le développement du secteur privé et la création d'emplois, l'éducation pour apprendre aux jeunes à vivre dans une économie mondialisée, la gestion de l'eau dans une région où le stress hydrique est permanent, et l'inégalité entre les sexes. Durant l'exercice 03, les prêts de la Banque à la région ont atteint 1,1 milliard de dollars, au profit de neuf pays, pour financer 19 projets à l'appui des réformes et de l'investissement dans les secteurs public et privé, de l'éducation, de l'alimentation en eau et de la gestion des ressources naturelles, de l'agriculture et de l'infrastructure.

Compte tenu de l'intérêt grandissant porté par la région à la mise en œuvre de réformes durables, la Banque a continué à partager son savoir et ses conseils dans le cadre d'études économiques et sectorielles programmatiques, qui ont donné lieu à tout un ensemble d'activités d'analyse, de conseil et d'apprentissage. C'est ainsi qu'au Maroc, la Banque a aidé les autorités à mettre au point un examen des dépenses publiques permettant de faire le lien entre dépenses et résultats obtenus. Le premier secteur à faire l'objet d'un tel examen a été celui de la santé. L'institution conseille également la Cisjordanie et Gaza, l'Égypte, l'Iran, la Jordanie et le Liban au sujet de la réforme du régime des pensions. Au niveau régional, elle a organisé le Forum méditerranéen pour le développement à Amman et la Conférence sur le savoir au service du développement à Marseille. Ces rencontres se sont révélées un bon moyen de mobiliser des groupes de la société civile, d'engager un dialogue et d'attirer l'attention des gouvernants sur des questions telles que le statut de la femme, le VIH/SIDA et la gouvernance. En outre, l'Initiative régionale pour l'eau a continué d'encourager la concertation entre pays pour améliorer la gestion des ressources en eau — question d'une importance cruciale dans une région telle que le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, où l'eau fait cruellement défaut.

Moyen-Orient et Afrique du Nord : la région en bref

Le partage des connaissances est au cœur de l'aide que fournit la Banque aux pays du Golfe depuis de nombreuses années. Le programme de services d'assistance technique remboursables a pour objet de fournir une assistance technique et des conseils à titre onéreux à des pays qui ont un niveau de revenu trop élevé pour pouvoir emprunter à la Banque. Le programme de coopération technique avec l'Arabie saoudite, le plus important à ce jour, existe depuis plus d'une vingtaine d'années. Il met l'accent sur les investissements du secteur privé, la réforme de l'infrastructure, la stratégie relative à l'eau et la planification économique à long terme. Au Koweït, le programme a soutenu les réformes engagées par le gouvernement sur plusieurs fronts : participation et investissements du secteur privé, infrastructure, politique budgétaire et valorisation des ressources humaines. Cette année, la Banque a conclu un accord concernant un programme d'assistance technique pluriannuel avec le Koweït pour la période 2004-2005, lequel prévoit le détachement d'un conseiller auprès du ministère des Finances pour une mission de longue durée.

Le conflit en cours en Cisjordanie et Gaza et la détérioration continue de la situation économique et sociale ont conduit la Banque à apporter un soutien d'urgence aux services sociaux et municipaux palestiniens. Deux projets d'appui d'urgence fournissent une aide d'importance cruciale aux secteurs de la santé et de l'éducation. La Banque joue un rôle important en coordonnant l'aide bilatérale et multilatérale fournie à l'Autorité palestinienne. À la requête des bailleurs de fonds, elle a effectué une deuxième évaluation d'urgence de la crise économique et versé 55 millions de dollars à des fonds fiduciaires pour financer des services sociaux indispensables, malgré la phase difficile que traverse cette région.

Après une interruption d'activité de sept ans, la Banque a élaboré, à la requête de l'Iran, une stratégie d'aide intérimaire, qui privilégie le dialogue sur les mesures à prendre et le soutien aux réformes via des opérations de prêt et des services hors prêt dans des secteurs ciblés tels que l'eau, l'assainissement, le logement social et l'environnement. Deux projets ont été approuvés au cours de l'exercice 03, le premier pour réduire l'impact de la pollution de l'eau et de l'air dans les grandes villes, et le second pour remédier aux difficultés économiques et sociales consécutives aux deux tremblements de terre dévastateurs de l'an dernier.

Conformément à la Résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies, la Banque a entrepris une série d'activités pour soutenir la reconstruction et le développement à long terme de l'Iraq. Des préparatifs sont en cours pour procéder à une évaluation des besoins en coordination avec plusieurs organisations bilatérales et multilatérales, dont les Nations Unies, la Banque islamique de développement et l'Union européenne. Une équipe de la Banque mondiale et d'experts internationaux évalue les besoins de reconstruction les plus urgents de l'Iraq, essentiellement dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'électricité, de l'agriculture, de l'eau et de la gestion économique.

Population totale : 0,3 milliard

Croissance démographique : 2,0 %

Espérance de vie à la naissance : 68 ans

Mortalité infantile pour 1 000 naissances : 44

Analphabétisme chez les filles : 26 %

RNB 2002 par habitant : 2 070 dollars

Nombre de personnes porteuses du VIH/SIDA : 0,07 million

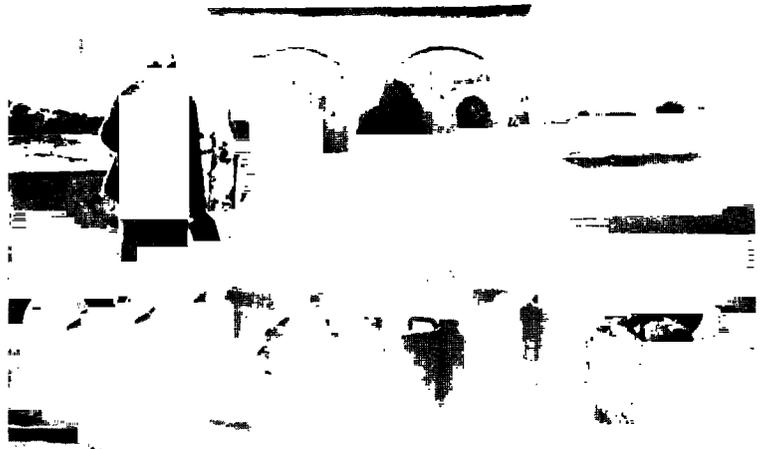
Note : Les données concernant l'espérance de vie à la naissance, la mortalité infantile pour 1 000 naissances et l'analphabétisme chez les filles se rapportent à 2001. Les autres indicateurs se rapportent à 2002 et sont tirés de la base de données World Development Indicator. Le concept du revenu national brut (RNB) remplace maintenant celui du produit national brut (PNB).

Décaissements de l'exercice 03

BIRD : USD 513,6 millions

IDA : USD 152,7 millions

**Portefeuille de projets en cours d'exécution au 30 juin 2003 :
USD 4,8 milliards**



Au Maroc, un projet d'adduction d'eau et d'assainissement finance des installations d'eau potable dans des régions rurales, ce qui réduit d'autant les corvées ménagères.

INSTAURER UN CLIMAT PORTEUR POUR L'INVESTISSEMENT

L'instauration d'un environnement favorable aux entreprises demeure une priorité importante pour la Banque dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, où la géopolitique ajoute encore aux difficultés qu'il y a d'attirer les investisseurs. L'évaluation du climat de l'investissement en Algérie et au Maroc met en lumière les obstacles auxquels sont confrontés les investisseurs. Parmi les principales contraintes identifiées, citons les goulets d'étranglement administratifs, les difficultés d'accès au crédit, et les problèmes que pose l'acquisition de terrains industriels, et les contraintes liées aux ressources humaines, autant de facteurs qui finissent par éroder la compétitivité du secteur privé dans ces pays. La Banque a entrepris des évaluations

ENCADRÉ 5.7 LA POÉSIE AU SERVICE DE L'ALPHABÉTISATION

« Ce n'est pas en restant assis qu'on devient riche, sauf si on est propriétaire de magasins ou qu'on a étudié à l'école » fredonne une femme yéménite qui a appris à écrire des poèmes grâce à un projet pilote dont l'originalité est de s'appuyer sur la richesse de la tradition orale du Yémen pour apprendre à lire et à écrire aux femmes.

Le Yémen, où le quart seulement des femmes adultes est alphabétisé, est confronté à un véritable défi pour réduire les disparités entre garçons et filles dans le domaine de l'éducation et atteindre d'ici à 2015 l'objectif de développement pour le Millénaire qui consiste à promouvoir l'égalité des sexes.

En partenariat avec le ministère yéménite de l'Éducation, le projet financé par la Banque mondiale vise à répondre aux besoins des femmes qui souhaitent pouvoir lire ou écrire des lettres et des documents simples, des versets coraniques courts, les panneaux routiers ou les étiquettes collées sur les boîtes de conserve ou les flacons de pesticides.

C'est ainsi qu'une centaine de femmes des régions rurales ont appris à lire en faisant de la poésie et en partageant leurs poèmes avec les femmes de leur communauté. Le projet a attiré l'attention d'autres bailleurs de fonds et reçu une aide du Fonds social pour le développement du Yémen pour poursuivre et élargir le programme d'alphabétisation.

analogues pour l'Iran, Oman et la Syrie. Cette année, le Groupe de la Banque mondiale a aussi organisé une série de consultations, notamment en Jordanie, au Liban et en Syrie, pour engager un dialogue constructif avec les entreprises locales sur les moyens à mettre en œuvre pour stimuler le commerce et l'investissement. En Afrique du Nord, le programme SMExchange vise à promouvoir l'établissement de partenariats entre des entreprises privées situées de part et d'autre de la Méditerranée. Une initiative conjointe de la Banque et de la SFI complète cette action par des programmes visant à fournir des services améliorés aux entreprises, que ce soit en introduisant de nouveaux instruments de crédit, en simplifiant les procédures d'enregistrement et de délivrance de licences ou en aidant les associations d'entreprises à améliorer la qualité des services qu'elles offrent à leurs membres.

Un secteur public efficace est un préalable indispensable à l'instauration d'un climat favorable à l'investissement. En Tunisie, les municipalités ont de plus en plus de mal à assurer des services de base et un accès aux infrastructures essentielles à une population urbaine qui ne cesse de croître. Aussi la Banque aide-t-elle les autorités locales à mieux gérer les services publics et à en améliorer la performance via des actions de formation, l'informatisation de l'administration fiscale et l'adaptation des procédures opérationnelles. La

Jordanie qui a lancé un ambitieux programme de réformes pour rendre le secteur public plus attentif aux besoins des usagers et pour améliorer la gestion budgétaire et financière et le cadre judiciaire, bénéficie d'un prêt pour financer la deuxième année de l'exécution de ce programme.

DONNER AUX PAUVRES LES MOYENS D'AGIR

Étant donné qu'environ 23 % des 300 millions d'habitants que compte la région Moyen-Orient et Afrique du Nord vivent avec moins de 2 dollars par jour, donner aux pauvres des moyens d'action constitue une stratégie importante pour lutter contre la pauvreté. Grâce à ses services d'analyse, de conseils et de prêt, la Banque s'efforce donc de fournir aux pauvres les compétences, les ressources et l'infrastructure dont ils ont besoin pour améliorer leurs conditions d'existence. Un projet de création d'emplois dans les régions rurales en Algérie a donné du travail aux plus démunis en organisant des activités à fort coefficient de main-d'œuvre, telles que des opérations de reboisement ou la construction d'ouvrages de protection contre les inondations, et en finançant des plantations d'arbres fruitiers et des vignes avec la participation des paysans. Les résultats obtenus dans le cadre du projet ont amené les dirigeants à adopter des méthodes analogues pour leurs programmes de développement rural.

Au Maroc, un projet d'adduction d'eau et d'assainissement dans les régions rurales a permis d'alimenter en eau potable 300 000 personnes et de réduire d'un quart environ l'incidence de la diarrhée chez les enfants. Les enfants, qui devaient aller chercher de l'eau loin de chez eux, ont pu se libérer et consacrer plus de temps à l'étude : la fréquentation des écoles primaires a augmenté de 70 % parmi les filles et de 40 % parmi les garçons.

La société civile commence à peine à s'organiser dans la région, mais la Banque donne déjà aux pauvres les moyens de se faire entendre, comme au Yémen, par exemple, où elle associe des organisations locales à l'élaboration du DSRP. Préparé à l'issue de vastes consultations avec les groupes de la société civile, le premier DSRP du Yémen propose un programme d'action à long terme pour lutter contre la pauvreté. Ce programme vise à promouvoir une croissance économique forte, à valoriser les ressources humaines, à rénover l'infrastructure, à élargir l'accès aux services sociaux et à renforcer les filets de protection sociale (voir encadré 5.7).

PRIORITÉS MONDIALES

Cette année, la région Moyen-Orient et Afrique du Nord a centré ses activités sur les priorités mondiales suivantes.

Santé maternelle et infantile

Les enfants et les jeunes représentant plus de la moitié de la population dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, ils figurent parmi les groupes les plus vulnérables de la société dans les périodes de difficultés économiques et de conflit politique. En coordination avec le Fonds des Nations

Unies pour l'enfance (UNICEF) et d'autres partenaires, la Banque effectue des analyses de la situation et finance des projets de proximité afin d'organiser des services pour les enfants. En Jordanie, elle soutient un programme d'encadrement pour faciliter l'insertion sociale des jeunes à problèmes. En Égypte, la Banque collabore avec des organisations locales pour protéger les enfants qui travaillent et trouver des solutions pour ces jeunes, par exemple en les intégrant au système d'éducation classique ou en mettant au point des programmes informels d'enseignement parallèle à leur intention. En novembre 2002, une conférence organisée sur le thème « Les enfants et la ville » a réuni quelque 80 maires du monde arabe, afin d'étudier les problèmes que posent le développement accéléré des villes et les difficultés des enfants qui vivent dans des logements surpeuplés.

Commerce et intégration

Compte tenu du niveau relativement faible des exportations et des investissements étrangers directs, les stratégies visant à stimuler la croissance par une politique commerciale plus ouverte sur l'extérieur et l'intégration à l'économie mondiale sont très prometteuses pour la région. Dans le cadre de la préparation des Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international organisées cette année à Dubaï, la Banque a effectué une étude sur le climat des échanges et de l'investissement dans la région, étude qui comporte des recommandations sur la politique à adopter pour dynamiser la croissance, créer davantage d'emplois, accroître la productivité et réduire la pauvreté par le développement des échanges et l'intégration.



Un paysan yéménite entretient les canaux d'irrigation de son exploitation le long de la route Sana'a-Taïz. Au Yémen, la pauvreté est un phénomène essentiellement rural, de sorte qu'il est très difficile de combler l'écart entre zones urbaines et régions rurales. La gestion durable et efficace des ressources en eau permet d'accroître la productivité agricole et d'améliorer les conditions de vie des pauvres au Yémen.

Figure 5.11 Moyen-Orient et Afrique du Nord : Répartition thématique des prêts de la BIRD et des crédits de l'IDA, Ex. 03 Pourcentage du total (USD 1,1 milliard)

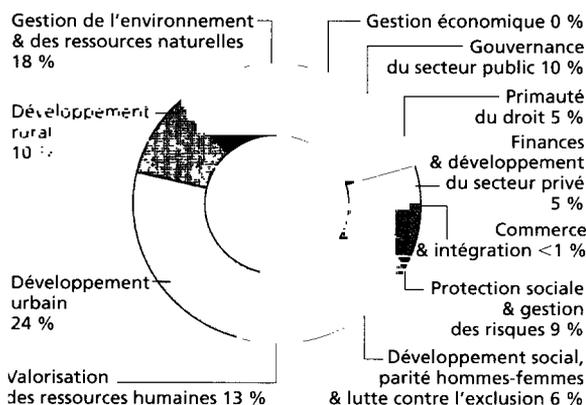


Figure 5.12 Moyen-Orient et Afrique du Nord : Répartition sectorielle des prêts de la BIRD et des crédits de l'IDA, Ex. 03 Pourcentage du total (USD 1,1 milliard)

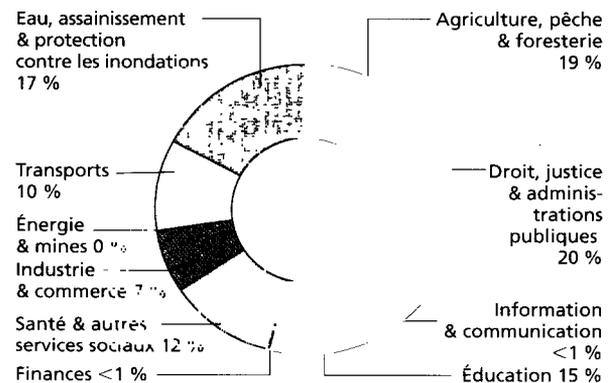
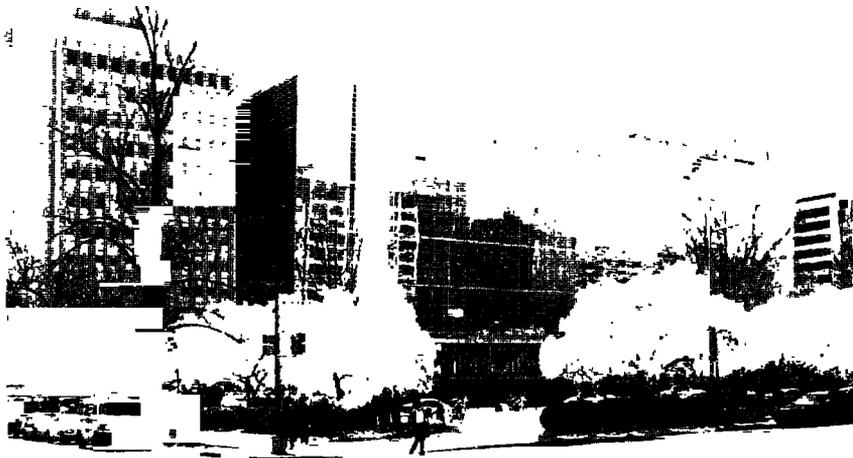


Tableau 5.6 Prêts de la Banque mondiale aux emprunteurs de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, par thème et par secteur, Ex. 94-03 (millions de dollars)

	Ex. 94-97 (Moyenne annuelle)	Ex. 98-99 (Moyenne annuelle)	Ex. 00	Ex. 01	Ex. 02	Ex. 03
THÈME						
Gestion économique	50,5	5,2	0,0	11,9	5,0	0,0
Gouvernance du secteur public	95,6	89,8	130,6	102,6	93,3	106,6
Primauté du droit	40,3	59,5	9,3	56,5	49,1	48,0
Finances et développement du secteur privé	345,8	361,1	61,8	78,8	204,1	48,3
Commerce et intégration	34,6	38,8	3,0	3,4	24,8	3,6
Protection sociale et gestion des risques	65,3	87,4	100,0	5,6	11,0	96,1
Développement social, parité hommes-femmes et lutte contre l'exclusion	69,9	64,5	71,6	52,5	13,4	63,1
Valorisation des ressources humaines	76,3	179,0	187,9	35,7	61,9	140,9
Développement urbain	82,5	125,9	143,5	46,7	55,8	262,7
Développement rural	183,9	175,3	89,2	86,4	14,5	100,6
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	145,4	94,2	123,3	27,5	21,7	186,0
Total	1 161,5	1 280,8	920,0	507,5	554,5	1 056,0
SECTEUR						
Agriculture, pêche et foresterie	203,4	147,9	120,6	46,5	2,9	196,7
Droit, justice et administrations publiques	131,7	236,0	108,9	161,5	74,7	213,6
Information et communication	11,9	33,8	1,3	59,2	69,9	2,3
Éducation	94,6	94,2	197,1	72,3	38,0	154,3
Finances	181,5	190,8	5,3	0,0	110,5	1,9
Santé et autres services sociaux	77,1	159,8	158,9	39,3	41,7	124,2
Industrie et commerce	146,5	168,6	47,9	27,0	71,7	74,3
Énergie et mines	45,9	56,8	0,0	0,0	1,3	0,0
Transports	117,7	81,7	59,6	82,8	70,9	107,9
Eau, assainissement et protection contre les inondations	168,6	110,9	220,5	19,0	73,1	180,9
Total	1 161,5	1 280,8	920,0	507,5	554,5	1 056,0
Dont BIRD	1 005,6	955,5	760,2	355,2	451,8	855,6
Dont IDA	155,9	325,3	159,8	152,3	102,7	200,4

Note. Les opérations de prêt sont récapitulées dans les 11 grandes catégories thématiques et les 10 grandes catégories sectorielles du nouveau système de codage bidimensionnel, qui comporte 68 thèmes et 57 secteurs. Voir tableau 2.2, page 35. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme ne correspond pas toujours au total indiqué. Dans ce tableau, les chiffres de l'exercice 03 ne tiennent pas compte du financement spécial de 45 millions de dollars accordé pour deux projets en Cisjordanie et Gaza.



Chapitre 6

Tableaux

TABLEAU 6.1 Pays admis à emprunter à la Banque mondiale	136
TABLEAU 6.2 Afrique : engagements, décaissements et transferts nets de la Banque mondiale, exercices 02–03	138
TABLEAU 6.3 Asie de l'Est et Pacifique : engagements, décaissements et transferts nets de la Banque mondiale, exercices 02–03	138
TABLEAU 6.4 Asie du Sud : engagements, décaissements et transferts nets de la Banque mondiale, exercices 02–03	139
TABLEAU 6.5 Europe et Asie centrale : engagements, décaissements et transferts nets de la Banque mondiale, exercices 02–03	139
TABLEAU 6.6 Amérique latine et Caraïbes : engagements, décaissements et transferts nets de la Banque mondiale, exercices 02–03	140
TABLEAU 6.7 Moyen-Orient et Afrique du Nord : engagements, décaissements et transferts nets de la Banque mondiale, exercices 02–03	140
TABLEAU 6.8 Opérations approuvées durant l'exercice 03, Afrique	141
TABLEAU 6.9 Opérations approuvées durant l'exercice 03, Asie de l'Est et Pacifique	150
TABLEAU 6.10 Opérations approuvées durant l'exercice 03, Asie du Sud	154
TABLEAU 6.11 Opérations approuvées durant l'exercice 03, Europe et Asie centrale	159
TABLEAU 6.12 Opérations approuvées durant l'exercice 03, Amérique latine et Caraïbes	167
TABLEAU 6.13 Opérations approuvées durant l'exercice 03, Moyen-Orient et Afrique du Nord	175
TABLEAU 6.14 Opérations d'ajustement de la Banque mondiale, exercice 03	178

La Banque mondiale en bref

Structure organique

Gouverneurs et Gouverneurs suppléants	120
Administrateurs et Administrateurs suppléants, nombre de voix et part du total des voix dont ils disposent	124
Direction	126
Adresse des bureaux	127
Le personnel de la Banque mondiale	135

Gouverneurs et Gouverneurs suppléants au 30 juin 2003

Afghanistan	Ashraf Ghani	Anwar Ul-Haq Ahady
Afrique du Sud	Trevor Andrew Manuel	Mandisi Bongani Mpahlwa
Albanie	Kastriot Islami	Fatos Ibrahim
Algérie	Abdellatif Benachou	Abdelhak Bedjaoui
Allemagne	Heidemarie Wiczorek-Zeul	Caio K. Koch-Weser
Angola	Ana Dias Lourenco	Job Graca
Antigua et Barbuda +	Lester B. Bird	Asot A. Michael
Arabie saoudite	Ibrahim A. Al-Assaf	Hamad Al-Sayari
Argentine	Roberto Lavagna	Alfonso de Prat-Gay
Arménie	Vahram Nercissiantz	Karen Chshmarityan
Australie	Peter Costello	Chris Gallus
Autriche	Karl-Heinz Grasser	Thomas Wieser
Azerbaïdjan	Elman Siradjogly Rustamov	Farhad Aliyev
Bahamas +	James H. Smith	Ruth R. Millar
Bahreïn +	Abdulla Hassan Saif	Zakaria Ahmed Hejres
Bangladesh	M. Saifur Rahman	Mirza Tasadduq Hussain Beg
Barbade	Owen S. Arthur	Grantley W. Smith
Bélarus +	Andrei V. Kobayakov	Anatoly I. Sverzh
Belgique	Didier Reynders	Guy Quaden
Belize	Said W. Musa	Sydney J. Campbell
Bénin	Bruno Amoussou	Lazare Sehoueto (vacant)
Bhoutan	Yeshey Zimba	Roberto Camacho
Bolivie	Javier Comboni Salinas	Mila Gadzic
Bosnie-Herzégovine	Adnan Terzic	Serwalo S. G. Tumelo
Botswana	Baledzi Gaolathe	Henrique de Campos Meirelles
Brésil	Antonio Palocci Filho	Yakub Abu Bakar
Brunéi Darussalam +	Haji Hassanal Bolkiah	Bojidar Lubenov Kabaktchiev
Bulgarie +	Milen Veltchev	Etienne Yameogo
Burkina Faso	Jean Baptiste Compaore	Dieudonne Nintunze
Burundi	Athanase Gahungu	
Cambodge	Keat Chhon	Ouk Rabun
Cameroun	Martin Okouda	Daniel Njankouo Lamere
Canada	John Manley	Leonard M. Good
Cap-Vert	Carlos Augusto Duarte Burgo	Victor A. G. Fidalgo
Chili	Nicolas Eyzaguirre	Mario Marcel
Chine	Jin Renqing	Jin Liqun
Chypre	Markos Kyprianou	Christos Patsalides
Colombie	Alberto Carrasquilla	Santiago Montenegro Trujillo
Comores	Younoussa Imani	Moindjie Saadi
Congo, République démocratique du	André-Philippe Futa	Jean-Claude Masangu Mulongo
Congo, République du	Rigobert Roger Andely	Pierre Moussa
Corée, République de	Jin-Pyo Kim	Seung Park
Costa Rica	Alberto Dent Zeledon	Francisco de Paula Gutierrez
Côte d'Ivoire	Bohoun Bouabre	Boniface Britto
Croatie	Mato Crkvenac	Josip Kulisic
Danemark	Per Stig Moller	Carsten Staur
Djibouti	Yacin Elmi Bouh	Simon Mibrathu
Dominique	Swinburne Lestrade	Ambrose M. J. Sylvester
Égypte, République arabe d'	Medhat Hassanein	Faiza Abulnaga
El Salvador	Juan Jose Daboub	Luz Maria Serpas de Portillo

Émirats arabes unis	Hamdan bin Rashid Al-Maktoum	Mohammed Khalfan Bin Khirbash
Équateur	Mauricio Pozo Crespo	Gilberto Pazmino Arias
Érythrée	Berhane Abrehe	Martha Woldegiorghis
Espagne	Rodrigo de Rato Figaredo	Juan Costa Climent
Estonie +	Tonis Palts	Renaldo Mandmets
États-Unis	John W. Snow	Alan P. Larson
Éthiopie	Sufian Ahmed	Mekonnen Manyazewal
Fédération de Russie	Victor Khristenko	German O. Gref
Fidji	Jone Yavala Kubuabola	Tevita Banuve
Finlande	Antti Kalliomaki	Paula Lehtomaki
France	Francis Mer	Jean-Pierre Jouyet
Gabon	Casimir Oye-Mba	Christian Bongo
Gambie	Famara L. Jatta	Dodou B. Jagne
Géorgie	Mirian Gogiashvili	Giorgi Gachechiladze
Ghana	Yaw Osafo-Mafo	Grace Coleman
Grèce	Nikolaos Christodoulakis	Vasilis Rapanos
Grenade	Anthony Boatwain	Timothy Antoine
Guatemala	Eduardo Humberto Weymann Fuentes	Lizardo Arturo Sosa Lopez
Guinée	Cheick Ahmadou Camara	Cellou Dalein Diallo
Guinée-Bissau	Rui Duarte Barros	Verissimo Paulino Nancassa
Guinée équatoriale	Antonio Nve Nseng	Miguel Edjang Angue
Guyana	Bharrat Jagdeo	Saisnarine Kowlessar
Haïti	Faubert Gustave	Venel Joseph
Honduras	Arturo Alvarado	Maria Elena Mondragon de Villar
Hongrie	Csaba Laszlo	Jozsef Thuma
Îles Marshall	Brenson S. Wase	Smith Michael
Îles Salomon	Snyder Rini	Shadrach Fanega
Inde	Jaswant Singh	Subbaraman Narayan
Indonésie	Boediono	Hartadi A. Sarwono
Iran, République islamique d'	Thamaseb Mazaheri-Khorzani	Mohammad Khazaei Torshizi
Iraq	Issam Rashid Hwaish	Hashim Ali Obaid
Irlande	Charlie McCreevy	Tom Considine
Islande	Halldor Asgrimsson	Geir Hilmar Haarde
Israël	David Klein	Ohad Marani
Italie	Antonio Fazio	Lorenzo Bini Smaghi
Jamaïque +	Omar Lloyd Davies	Wesley George Hughes
Japon	Masajuro Shiokawa	Toshihiko Fukui
Jordanie	Bassem I. Awadallah	Hala Bsaiso Lattouf
Kazakhstan	Alexander Sergeevich Pavlov	Kayrat N. Kelimbetov
Kenya	David Mwiraria	Joseph Mbui Magari
Kiribati	Beniamina Tinga	Tebwe Ietaake
Koweït	Mohammad Sabah AlSalem AlSabah	Bader Meshari Al-Humaidhi
Lesotho	M. C. Mphutlane	T. J. Ramotsoari
Lettonie	Valdis Dombrovskis	Aigars Kalvitis
Liban	Fuad A. B. Siniora	Marwan Hemadeh
Libéria	Roland Massaquoi	Charles R. Bright
Libye	Alojeli Abdel Salam Breeni	Ali Ramadan Shnebs
Lituanie +	Dalia Grybauskaitė	Arvydas Kregzde
Luxembourg	Luc Frieden	Jean Guill
Macédoine, ex-République yougoslave de	Petar Gosev	Dimko Kokaroski

(suite page suivante)

Gouverneurs et Gouverneurs suppléants (suite)

Madagascar	Zaza Manitranga Ramandimbiarison	David Rajaon
Malaisie	Mahathir Mohamad	Samsudin Hitam
Malawi	Friday Jumbe	Bingu wa Mutharika
Maldives	Fathulla Jameel	Adam Maniku
Mali	Bassary Toure	Marimantia Diarra
Malte +	John Dalli	Joseph Scicluna
Maroc	Fathallah Oualalou	Abderrazak El Mossadeq
Maurice	Khushhal Chand Khushiram	Ayub Hussein Nakhuda
Mauritanie	Abdellahi Ould Cheikh-Sidia	Mohamed Ould El Abed
Mexique	Francisco Gil Diaz	Agustin Carstens
Micronésie, États fédérés de	John Ehsa	Sebastian L. Anefal
Moldova	Zinaida Grecianii	Dumitru Ursu
Mongolie	Chultem Ulaan	Ochirbat Chuluunbat
Mozambique	Adriano Afonso Maleiane	Manuel Chang
Myanmar	Hla Tun	Than Nwe
Namibie +	Immanuel Ngatjizeko	Carl-Hermann G. Schlettwein
Népal	Prakash Chandra Lohani	Bhanu Prasad Acharya
Nicaragua	Eduardo Montealegre Rivas	Mario Alonso Icabalceta
Niger	Ali Badjo Gamatie	Maliki Barhouni
Nigéria	Adamu Ciroma	Thelma Amata Iremiren
Norvège	Hilde Frafjord Johnson	Olav Kjørven
Nouvelle-Zélande	Michael Cullen	John Whitehead
Oman	Ahmed Bin Abdulnabi Macki	Mohammed bin Nasser Al-Khasibi
Ouganda	Gerald M. Ssendaula	C. M. Kassami
Ouzbékistan	Rustam S. Azimov	(vacant)
Pakistan	Shaukat Aziz	Waqar Masood Khan
Palaos	Casmir Remengesau	Lawrence Alan Goddard
Panama	Norberto Delgado Duran	Domingo Latorraca
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Bart Philemon	Koiari Tarata
Paraguay	Alcides Jimenez Q.	Jose Ernesto Buttner
Pays-Bas	Hans Hoogervorst	Agnes Van Ardenne
Pérou	Javier Silva Ruete	Richard Webb
Philippines	Jose Isidro N. Camacho	Rafael B. Buenaventura
Pologne	Leszek Balcerowicz	Andrzej S. Bratkowski
Portugal	Manuela Ferreira Leite	Francisco Esteves de Carvalho
Qatar +	Yousef Hussain Kamal	Abdullah Bin Khalid Al-Attiyah
République arabe syrienne	Ghassan El-Rifai	Mohamad Bittar
République centrafricaine	Alexis Ngomba	Clement Eregani
République démocratique populaire lao	Chansy Phosikham	Phouphet Khamphounvong
République dominicaine	Jose Lois Malkun	Felix Calvo
République kirghize	Bolat Abildaev	Kubat Abduldaevich Kanimetov
République slovaque	Ivan Miklos	Elena Kohutikova
République tchèque	Bohuslav Sobotka	Oldrich Dedek
Roumanie +	Mihai Nicolae Tanasescu	Emil Iota Ghizari
Royaume-Uni	Valerie Amos	Gordon Brown
Rwanda	Donald Kaberuka	Celestin Kabanda
Sainte-Lucie	Kenny D. Anthony	Trevor Brathwaite
Saint-Kitts-et-Nevis	Denzil Douglas	Wendell Everton Lawrence
Saint-Marin +	Maurizio Rattini	Loris Francini
Saint-Vincent-et-les Grenadines	Ralph E. Gonsalves	Laura Anthony-Browne

Samoa	Misa Telefoni Retzlaff	Hinauri Petana
Sao Tomé-et-Principe	Maria dos Santos Tebus Torres	Genoveva Costa
Sénégal	Abdoulaye Diop	Cheikh Hadjibou Soumare
Serbie-et-Monténégro	Miroslav Ivanisevic	Bozidar Djelic
Seychelles +	Jeremie Bonnelame	Alain Butler-Payette
Sierra Leone	Joseph B. Dauda	Samura Kamara
Singapour	Lee Hsien Loong	Lim Siong Guan
Slovénie	Dusan Mramor	Irena Sodin
Somalie	(vacant)	(vacant)
Soudan	El Zubair Ahmed El Hassan	Sabana Ibrahim Jambo
Sri Lanka	Kairshasp Nariman Choksy	Charitha Ratwatte
Suède	Gunnar Lund	Jan O. Karlsson
Suisse	Joseph Deiss	Micheline Calmy-Rey
Suriname +	Humphrey S. Hildenberg	Stanley B. Ramsaran
Swaziland	Guduza Dlamini	Musa D. Fakudze
Tadjikistan	Safarali Najmuddinov	Akram Suleymanov
Tanzanie	Abdallah Omar Kigoda	Gray S. Mgonja
Tchad	Djimrangar Dadnadj	Mahamat Ali Hassan
Thaïlande	Suchart Jaovisidha	Somchainuk Engtrakul
Timor-Leste	Maria Madalena Brites Boavida	Aicha Bassarewan
Togo	M'Ba Legzim	Mewunesso Baliki Pini
Tonga	Siosua T. T. 'Utoikamanu	'Aisake V. Eke
Trinité-et-Tobago	Patrick Manning	Conrad Enill
Tunisie	Mohamed Nouri Jouini	Abdelhamid Triki
Turkménistan +	Ymamurdy Gandymov	(vacant)
Turquie	Ibrahim H. Canakci	Aydin Karaoz
Ukraine +	Mykola Azarov	Valeriy Khoroshkovskiy
Uruguay +	Ariel Davrieux	Isaac Alfie
Vanuatu	Sela Molisa	Jeffery Wilfred
Venezuela, República Bolivariana de +	Jorge Giordani	Tobias Nobrega Suarez
Viet Nam	Le Duc Thuy	Phung Khac Ke
Yémen, République du	Ahmed Mohamed Sofan	Anwar Rizq Al-Harazi
Zambie	David S. Diangamo	Mukuka L. N. Zimba
Zimbabwe	Herbert M. Murerwa	Leonard Ladislas Tumba

+ Non membre de l'IDA

Structure organique

Administrateurs et Administrateurs suppléants

Nombre de voix et part du total des voix dont ils disposent au 30 juin 2003

Administrateur	Administrateur suppléant	États au nom desquels vote chaque Administrateur	Total des voix	% du total	Total des voix	% du total
Nommés						
Carole Brookins	Robert B. Holland, III	États-Unis	265 219	16,41	1 913 640	13,91
Yuzo Harada	Masanori Yoshida ^b	Japon	127 250	7,87	1 502 886	10,92
Eckhard Deutscher	Eckhardt Biskup	Allemagne	72 649	4,49	966 302	7,02
Tom Scholar	Rosemary B. Stevenson	Royaume-Uni	69 647	4,31	688 291	5,00
Pierre Duquesne	Emmanuel Moulin ^c	France	69 647	4,31	596 483	4,34
Élus						
Kurt Bayer (Autriche)	Gino Alzetta (Belgique)	Autriche, Bélarus ^a , Belgique, Hongrie, Kazakhstan, Luxembourg, République slovaque, République tchèque, Slovaquie, Turquie	77 669	4,80	611 808	4,45
Per Kurowski (Rep. Bol. de Venezuela)	Maria Jesus Fernandez (Espagne)	Costa Rica, El Salvador, Espagne, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Venezuela (República Bolivariana de) ^a	72 786	4,50	297 725	2,16
Ad Melkert (Pays-Bas)	Tamara Solyanyk (Ukraine)	Arménie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie ^a , Chypre, Croatie, Géorgie, Israël, Macédoine (ex-République yougoslave de), Moldova, Pays-Bas, Roumanie ^a , Ukraine ^a	72 208	4,47	500 327	3,64
Marcel Masse (Canada)	Sharon Weber (Jamaïque)	Antigua-et-Barbuda ^a , Bahamas ^a , Barbade, Belize, Canada, Dominique, Grenade, Guyana, Irlande, Jamaïque ^a , Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines	62 217	3,85	583 649	4,24
Amaury Bier (Brésil)	Gil S. Beltran (Philippines)	Brésil, Colombie, Équateur, Haïti, Panama, Philippines, République dominicaine, Suriname ^a , Trinité-et-Tobago	58 124	3,60	412 848	3,00
Franco Passacantando (Italie)	Helena Cordeiro (Portugal)	Albanie, Grèce, Italie, Malte ^a , Portugal, Saint-Marin ^a , Timor-Leste	56 705	3,51	502 901	3,66
Neil F. Hyden ^d (Australie)	Dong-Soo Chin ^e (Rép. de Corée)	Australie, Cambodge, Corée (Rép. de), Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Nouvelle-Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Vanuatu	55 800	3,45	420 963	3,06
Louis K. Kasekende (Ouganda)	J. Mills Jones (Libéria)	Afrique du Sud, Angola, Botswana, Burundi, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Kenya, Lesotho, Libéria, Malawi, Mozambique, Namibie ^a , Nigéria, Ouganda, Seychelles ^a , Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe	55 190	3,41	547 488	3,98
Chander Mohan Vasudev (Inde)	Akbar Ali Khan (Bangladesh)	Bangladesh, Bhoutan, Inde, Sri Lanka	54 945	3,40	596 440	4,34
Tanwir Ali Agha (Pakistan)	Sid Ahmed Dib (Algérie)	Afghanistan, Algérie, Ghana, Iran (République islamique d'), Iraq, Maroc, Pakistan, Tunisie	54 602	3,38	272 525	1,98

Administrateur	Administrateur suppléant	États au nom desquels vote chaque Administrateur	Total des voix	% du total	Total des voix	% du total
Finn Jønck (Danemark)	Inkeri Hirvensalo (Finlande)	Danemark, Estonie ^a , Finlande, Islande, Lettonie, Lituanie ^a , Norvège, Suède	54 039	3,34	683 380	4,97
Pietro Veglio (Suisse)	Jakub Karnowski (Pologne)	Azerbaïdjan, Ouzbékistan, Pologne, République kirghize, Serbie-et-Monténégro, Suisse, Tadjikistan, Turkménistan ^a	47 943	2,97	519 793	3,78
Zhu Guangyao (Chine)	Wu Jinkang (Chine)	Chine	45 049	2,79	273 252	1,99
Yahya Abdulla M. Alyahya (Arabie saoudite)	Abdulrahman M. Almofadhi (Arabie saoudite)	Arabie saoudite	45 045	2,79	488 093	3,55
Alexey G. Kvasov (Fédération de Russie)	Eugene Miagkov (Fédération de Russie)	Fédération de Russie	45 045	2,79	39 082	,28
Mahdy Ismail Aljazzaf (Koweït)	Mohamed Kamel Amr (Égypte, Rép. arabe d')	Bahreïn ^a , Égypte (Rép. arabe d'), Émirats arabes unis, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maldives, Oman, Qatar ^a , République arabe syrienne, Yémen (République du)	43 984	2,72	296 822	2,16
Rapee Asumpinpong (Thaïlande)	Hadiyanto (Indonésie)	Brunéi Darussalam ^a , Fidji, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Népal, République démocratique populaire lao, Singapour, Thaïlande, Tonga, Viet Nam	41 096	2,54	387 404	2,82
Alieto Guadagni (Argentine)	Alfonso C. Revollo (Bolivie)	Argentine, Bolivie, Chili, Paraguay, Pérou, Uruguay ^a	37 499	2,32	243 375	1,77
Paulo F. Gomes (Guinée-Bissau)	Louis Philippe Ong Seng (Maurice)	Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo (République démocratique du), Congo (République du), Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Madagascar, Mali, Maurice, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Tchad, Togo	32 252	2,00	411 957	2,99

Les personnes dont le nom figure ci-après ont également exercé la fonction d'Administrateur ou d'Administrateur suppléant après le 31 octobre 2002 :

Administrateur suppléant	Fin du mandat
Maria Teresa S. Habitan (Philippines)	30 janvier 2003
Nguyen Doan Hung (Viet Nam)	14 février 2003
Jerzy Hylewski (Pologne)	14 mai 2003
Ahmed Sadoudi (Algérie)	24 janvier 2003

Note . La Somalie (802 voix à la BIRD et 10 506 voix à l'IDA) n'a pas participé à l'élection ordinaire des Administrateurs tenue en 2002, et ses voix ne sont pas pris en compte dans le tableau ci-dessus

a. Membre de la BIRD seulement.

b. Sera remplacé par Toshio Oya (Japon) à compter du 7 juillet 2003.

c. Sera remplacé par Anthony Requin (France) à compter du 8 juillet 2003

d. Sera remplacé par John Austin (Nouvelle-Zélande) à compter du 1^{er} août 2003.

e. Sera remplacé par Terry O'Brien (Australie) à compter du 23 juillet 2003.

Structure organique

Direction au 30 juin 2003

Président

James D. Wolfensohn

Directeur général

Shengman Zhang

Directeur général

Jeffrey A. Goldstein

Directeur général

Mamphela Ramphela

Directeur général

Peter Woicke

Premier Vice-président et Directeur financier

Gary Perlin

Premier Vice-président (Économie du développement) et Économiste en chef

Nicholas H. Stern

Vice-président et Responsable de réseau (Politique opérationnelle et Services-pays)

James W. Adams

Vice-président (Secteur financier)

Cesare Calari

Vice-président et Contrôleur

Fayezul H. Choudhury

Vice-président (Amérique latine et Caraïbes)

David de Ferranti

Vice-président (Relations extérieures et Questions concernant les Nations Unies)

Ian A. Goldin

Vice-président et Responsable de réseau (Développement écologiquement et socialement durable)

Ian Johnson

Vice-président (Asie de l'Est et Pacifique)

Jemal-ud-din Kassum

Vice-président et Responsable de réseau (Développement du secteur privé)

Michael U. Klein

Vice-président (Mobilisation des ressources et cofinancement)

Geoffrey B. Lamb

Vice-président (Institut de la Banque mondiale)

Frannie Leautier

Vice-président (Europe et Asie centrale)

Johannes Linn

Vice-président (Afrique)

Callisto Madavo

Vice-président et Chef des services d'information

Mohamed Muhsin

Vice-président et Responsable de réseau (Lutte contre la pauvreté et gestion économique)

Gobind Nankani

Vice-président (Asie du Sud)

Mieko Nishimizu

Vice-président et Secrétaire

Ngozi N. Okonjo-Iweala

Vice-président (Relations extérieures, Europe)

Jean-François Rischard

Vice-président (Moyen-Orient et Afrique du Nord)

Jean-Louis Sarbib

Vice-président et Responsable de réseau (Infrastructure)

Nemat Shafik

Vice-président (Ressources humaines)

Katherine Sierra

Vice-président (Stratégie et gestion des ressources)

Anil Sood

Vice-président (Relations extérieures) et Représentant spécial au Japon

Yukio Yoshimura

Vice-président et Trésorier

Graeme Wheeler

Directeur général (Évaluation des opérations)

Gregory Ingram

Vice-président et Responsable de réseau (Développement humain)

vacant

Vice-président et Conseiller juridique

vacant

Note : Pour en savoir plus, consulter la page « À propos » du site : www.banquemondiale.org

Adresse des bureaux au 30 juin 2003

Siège

1818 H Street N.W.
Washington, D.C. 20433, États-Unis
Tél. : (202) 473-1000
Fax : (202) 477-6391
Courriel : Feedback@worldbank.org
www.worldbank.org

Bureau de New York

Mr. Eduardo A. Doryan
The World Bank,
Office of the Special Representative
to the UN
1 Dag Hammarskjöld Plaza
885 2nd Avenue, 26th Floor
New York, N.Y. 10017, États-Unis
Tél. : (212) 355-5112
Fax : (212) 355-4523
Courriel : Edoryan@worldbank.org

Europe

M. Jean-François Rischard
Vice-président
Banque mondiale
66 avenue d'Iéna
75116 Paris, France
Tél. : (33-1) 40 69 30 00
Fax : (33-1) 40 69 30 64
Courriel : jrischard@worldbank.org
www.worldbank.org/europe

Bruxelles

Mme Haleh Bridi
Représentant spécial auprès de l'Union
européenne
Banque mondiale
10 rue Montoyer
B-1000 Bruxelles, Belgique
Tél. : (32-2) 552 00 52
Fax : (32-2) 552 00 25
Courriel : Hbridi@worldbank.org
www.worldbank.org/eu

Francfort

Mr. Oltmann G. Siemens
The World Bank
Bockenheimer Landstrasse 109
60325 Francfort am Main, Allemagne
Tél. : (49-69) 743-48230
Fax : (49-69) 743-48239

Genève

Banque mondiale
3, chemin Louis-Dunant
Case Postale 66
1211 Genève 20, Suisse
Tél. : (41-22) 748 1000
Fax : (41-22) 748 1030

Londres

The World Bank
New Zealand House
15th Floor, Haymarket
London SW1 Y4TE, Grande-Bretagne
Tél. : (44-20) 7930-8511
Fax : (44-20) 7930-8515

Rome

The World Bank
Via Labicana 110
00184 Rome, Italie
Tél. : (39-06) 77 7101
Fax : (39-06) 70 96 046
www.worldbank.org/europe

Tokyo

Mr. Yukio Yoshimura
Vice-président
The World Bank
10th Floor, Fukoku Seimei Building
2-2-2 Uchisaiwai-cho, Chiyoda-ku
Tokyo 100-0011 Japon
Tél. : (81-3) 3597-6650
Fax : (81-3) 3597-6695
Courriel : Yyoshimura1@worldbank.org
www.worldbank.or.jp/

Afghanistan

Mr. William Byrd
The World Bank
Street No. 15, House No. 19
Opposite Palace #8
Wazir Akbar Khan
Kabul, Afghanistan
Tél. : (0097) 7027 6002
Courriel : Wbyrd@worldbank.org
www.worldbank.org/sar

***Afrique du Sud**

Mr. Faye S. Omar
The World Bank
First Floor, Pro Equity Court
1250 Pretorius Street
Hatfield, Pretoria 0083
République sud-africaine
(adresse postale : P.O. Box 12629,
Hatfield 0028, Pretoria)
Tél. : (27-12) 431-3100
Fax : (27-12) 431-3134
Courriel : Fomar@worldbank.org
www.worldbank.org/afr

Albanie

Mr. Eugen Scanteie
The World Bank
Deshmoret e 4 Shkurtit, No. 34
Tirana, Albanie
Tél. : (355-4) 230 017
Fax : (355-4) 240 590
Courriel : Escanteie@worldbank.org
www.worldbank.org/eca

Algérie

M. Djamel Mostefai
Banque mondiale
19, rue Émile Marquis — Djennane
El Malik — Hydra 16035
Alger, Algérie
Tél. : (213-21) 54-66-66
Fax : (213-21) 54-93-52
Courriel : Dmostefai@worldbank.org

Angola

Mr. Laurence C. Clarke
The World Bank Liaison Office
Rua Alfredo Troni (Edifício BPC)
No. 15, 14 Andar (14th Floor)
Luanda, Angola
(adresse postale : Caixa Postal 1331)
Tél. : (244-2) 394-877
Fax : (244-2) 394-784
Courriel : Lclarke@worldbank.org
www.worldbank.org/afr

* Les directeurs-pays sont basés sur le terrain. Voir la carte des représentations de la Banque à l'étranger et des pays admis à bénéficier des prêts de la Banque mondiale au chapitre 5

Note . Les sites web des Bureaux régionaux sont indiqués aux pages 182 et 183.

Arabie saoudite

Mr. Edgar Saravia
The World Bank
UNDP Building, Diplomatic Quarter
(beside American Embassy)
Riyadh, Arabie saoudite
(adresse postale : P.O. Box 5900,
Riyadh 11432, Arabie saoudite)
Tél. : (966-1) 483-4956
Fax : (966-1) 488-5311
Courriel : Esaravia@worldbank.org
www.worldbank.org/mena

***Argentine**

Mr. Axel van Trotsenburg
Banco Mundial
Edificio Bouchard
Bouchard 547, 27 & 28 Floor
C1106ABG Buenos Aires, Argentine
Tél. : (54-11) 4316-9700
Fax : (54-11) 4313-1233
Courriel : Avantrotsenburg@worldbank.org
www.worldbank.org/lac

Arménie

Mr. Roger Robinson
The World Bank
Republic Square
9 V. Sargsyan Street
Yerevan 375010, Arménie
Tél. : (374-1) 527888
Fax : (374-1) 521787
Courriel : Rrobinson@worldbank.org
www.worldbank.org/eca

***Australie**

Mr. Xian Zhu
The World Bank
Level 19, 14 Martin Place
CML Building
Sydney NSW 2000, Australie
Tél. : (61-2) 9235-6522
Fax : (61-2) 9223-9903
Courriel : Xzhu1@worldbank.org
www.worldbank.org/eap

Azerbaïdjan

Mr. Akbar Noman
The World Bank
91-95 Mirza Mansur Street
Icheri Sheher
Bakou, 370004, Azerbaïdjan
Tél. : (994-12) 922586
Fax : (994-12) 921479
Courriel : Anoman@worldbank.org
www.worldbank.org/eca

***Bangladesh**

Ms. Christine Wallich
The World Bank
3A, Paribagh
Dhaka 1000, Bangladesh
(adresse postale : G.P.O. Box 97)
Tél. : (880-2) 861-1056.966-9301-7
Fax : (880-2) 861-3220
Courriel : Cwallich@worldbank.org
www.worldbank.org/sar

Bélarus

Mr. Vadim P. Voronin
The World Bank
2A Gertsens Street, 2nd Floor
Minsk, 220030
République du Bélarus
Tél. : (375-17) 226-5284
Fax : (375-17) 211-0314
Courriel : Vvoronin@worldbank.org
www.worldbank.org/eca

Belgique

Mme Margret C. Thalwitz
Banque mondiale
10 rue Montoyer, bte 16
B-1000 Bruxelles, Belgique
Tél. : (32-2) 552-00-52
Fax : (32-2) 552-00-25
Courriel : Mthalwitz@worldbank.org
www.worldbank.org/eca

Bénin

Mme Diarietou Gaye
Banque mondiale
Zone résidentielle de la Radio
Cotonou, Bénin
(adresse postale : B.P. 03-2112)
Tél. : (229) 312124
Fax : (229) 312751, 315839
Courriel : Dgaye@worldbank.org
www.worldbank.org/aftr

Bolivie

Mr. John Newman
Banco Mundial
Edificio Victor, piso 9
Calle Fernando Guachalla #342
Sopocachi
La Paz, Bolivie
(adresse postale : Casilla 8692)
Tél. : (591-2) 244-3555
Fax : (591-2) 212-9880
Courriel : Jnewman@worldbank.org
www.worldbank.org/lac

Bosnie-Herzégovine

Mr. Joseph K. Ingram
The World Bank
Hamdije Kresevljakovica 19/5
71000 Sarajevo
Bosnie-Herzégovine
Tél. : (387-33) 440 293
Fax : (387-33) 440 108
Courriel : Jingram@worldbank.org
www.worldbank.org.ba/

***Brésil**

Mr. Vinod Thomas
Banco Mundial
Setor Comercial Norte Quadra 02
Lote A—Edificio
Corporate Financial Center
Conjuntos 204/303/304, 603
Brasília, DF 70712-900, Brésil
Tél. : (55-61) 329-1000
Fax : (55-61) 329-1010
Courriel : Vthomas@worldbank.org
www.worldbank.org/lac

Brésil, Fortaleza

Mr. Antonio Magalhaes
The World Bank Liaison Office
Rua Oswaldo Cruz, No. 01
Edifício Beira Mar Trade Center,
Sala 1710
60125-150 – Fortaleza, Ceará, Brésil
Tél. : (55-85) 242-7200
Fax : (55-85) 242-7177
www.worldbank.org/lac

Brésil, Recife

Mr. Tulio Barbosa
Banco Mundial
Edifício SUDENE, Sala 13S-021
Cidade Universitaria
50670-900 Recife, PE, Brésil
Tél. : (55-81) 3453-1644
Fax : (55-81) 3453-4624
Courriel : Tbarbosa@worldbank.org
www.worldbank.org/lac

Bulgarie

Mr. Oscar de Bruyn Kops
The World Bank
World Trade Center—Interpred
36 Dragan Tsankov Blvd.
1040 Sofia, Bulgarie
Tél. : (359-2) 96 97 229
Fax : (359-2) 971 20 45
Courriel : Odebruynkops@worldbank.org
www.worldbank.org/bg

* Les directeurs-pays sont basés sur le terrain. Voir la carte des représentations de la Banque à l'étranger et des pays admis à bénéficier des prêts de la Banque mondiale au chapitre 5.

Note : Les sites web des Bureaux régionaux sont indiqués aux pages 182 et 183.

Burkina Faso

M. Jean Mazurelle
Banque mondiale
Immeuble BICIA, 3^e étage
Ouagadougou, Burkina Faso
(adresse postale : B.P. 622)
Tél. : (226) 306237
Fax : (226) 308649
Courriel : Jmazurelle@worldbank.org
www.worldbank.org/afr

Burundi

M. Mathurin Gbetibouo
Banque mondiale
Avenue du 18 septembre
Bujumbura, Burundi
(adresse postale : B.P. 2637)
Tél. : (257-2) 22443, 23269
Fax : (257-2) 26005
Courriel : Mgbetibouo@worldbank.org
www.worldbank.org/afr

Cambodge

Ms. Nisha Agrawal
The World Bank
113 Norodom Boulevard
Phnom Penh, Cambodge
(adresse postale : P.O. Box 877)
Tél. : (855-23) 213538, 213639
Fax : (855-23) 210504, 210373
Courriel : Nagrawal@worldbank.org
www.worldbank.org/eap

Cameroun

M. Madani M. Tall
Banque mondiale
Rue 1.792, n° 186
Yaoundé, Cameroun
(adresse postale : B.P. 1128)
Tél. : (237) 221 68 75
Fax : (237) 221 07 22
Courriel : Mtall@worldbank.org
www.worldbank.org/afr

***Chine**

Mr. Yukon Huang
The World Bank
9th Floor, Building A, Fuhua Mansion
No. 8, Chaoyangmen Beidajie
Dongcheng District,
Beijing 100027, Chine
(adresse postale : P.O. Box 100600-9086)
Tél. : (86-10) 6554-3361
Fax : (86-10) 6554-1686
Courriel : Yhuang2@worldbank.org
www.worldbank.org.cn/

***Cisjordanie et Gaza**

Mr. Nigel Roberts
The World Bank
P.O. Box 54842
Jérusalem
Al-Ram Tél. : (972-2) 2366500
Al-Ram Fax : (972-2) 2366543
Gaza Tél. : (972-8) 2823422
Gaza Fax : (972-8) 2824296
www.worldbank.org/mena

Colombie

Mr. Alberto Chueca Mora
Banco Mundial
Carrera 7 No. 71-21
Torre A, piso 16
Apartado 10229
Bogota, Colombie
Tél. : (57-1) 326-3600
Fax : (57-1) 326-3480
Courriel : Achuecamora@worldbank.org
www.worldbank.org/lac

**Congo, République
démocratique du**

M. Onno Ruhl
Banque mondiale
Avenue Wagenia, n° 4847
Kinshasa-Gombe
République démocratique du Congo
Tél. : (243) 994-9015
Fax : (243) 880-7817
Courriel : Oruhl@worldbank.org
www.worldbank.org/afr

Congo, République du

M. Alassane Diawara
Banque mondiale
Immeuble BDEAC, 2^e étage
Boulevard de la Révolution
Boite postale 14536
Brazzaville, République du Congo
Tél. : (242) 81 33 30
Fax : (242) 81 53 16
Courriel : Adiawara@worldbank.org
www.worldbank.org/afr

***Côte d'Ivoire**

M. Mamadou Dia
Banque mondiale
Carrefour rues Booker Washington
et Jacques Aka, Cocody,
Abidjan 01, Côte d'Ivoire
(adresse postale : B.P. 1850)
Tél. : (225) 22 40 04 00
Fax : (225) 22 40 04 61
Courriel : Mdia@worldbank.org
www.worldbank.org/afr

***Croatie**

Mr. Andrew Vorkink, Directeur-pays
Ms. Indira Konjhodzic, Chef-pays
The World Bank
Trg J.E.Kennedy 6b/III
HR-10000 Zagreb, Croatie
Tél. : (385-1) 2357-222
Fax : (385-1) 2357-200
Courriel : Avorkink@worldbank.org
Courriel : Ikonzhodzic@worldbank.org
www.worldbank.hr/

***Égypte, République arabe d'**

Mr. Mahmood A. Ayub
The World Bank
World Trade Center
1191 Corniche EL-Nil, 15th Floor
Boulaq, Le Caire,
République arabe d'Égypte, 11221
Tél. : (20-2) 574-1670
Fax : (20-2) 574-1676
Courriel : Mayub@worldbank.org
www.worldbank.org/mena

Équateur

Mr. McDonald P. Benjamin
Banco Mundial
Calle 12 de Octubre 1830 y Cordero
World Trade Center
Torre B, Piso 13
Quito, Équateur
Tél. : (593-2) 222 0204
Fax : (593-2) 222 0205
Courriel : Mbenjamin1@worldbank.org
www.worldbank.org/lac

Érythrée

Mr. Florian Fichtl
The World Bank
15/17, Tsegai Adig Street
Zone 03, Subzone 01
Asmara, Érythrée
Tél. : (291-1) 12 43 02
Fax : (291-1) 12 43 09
Courriel : Ffichtl@worldbank.org
www.worldbank.org/afr

* Les directeurs-pays sont basés sur le terrain. Voir la carte des représentations de la Banque à l'étranger et des pays admis à bénéficier des prêts de la Banque mondiale au chapitre 5

Note : Les sites web des Bureaux régionaux sont indiqués aux pages 182 et 183.

***Éthiopie**

Mr. Ishac Diwan
The World Bank
Africa Avenue
Bole Road
Addis-Ababa, Éthiopie
(adresse postale : P.O. Box 5515)
Tél. : (251-1) 62 77 00
Fax : (251-1) 62 77 17
Courriel : Idiwan@worldbank.org
www.worldbank.org/afr

***Fédération de Russie**

Mr. Julian F. Schweitzer
The World Bank
Bolshaya Molchanovka 36/1
Moscou 121069, Fédération de Russie
Tél. : (7-095) 745-7000
Fax : (7-095) 745-7002
Courriel : Jschweitzer@worldbank.org
www.worldbank.org/ru/eng/

Gabon

Mme Mehrnaz Teymourian
Banque Mondiale
Quartier Palais de Justice
Section RG — Parcelle n° 222
Boite postale 2183
Libreville, Gabon
Tél. : (241) 73 81 71
Fax : (241) 73 81 69
Courriel : Mteymourian@worldbank.org
www.worldbank.org/afr

Géorgie

The World Bank
5A, 1st Drive, Chavchavadze Avenue
Tbilissi, 380079 Géorgie
Tél. : (995-32) 99-04-48
Fax : (995-32) 99-52-88
www.worldbank.org/eca

***Ghana**

Mr. Mats Karlsson
The World Bank
69 Dr. Isert Road
North Ridge Residential Area
Accra, Ghana
(adresse postale : P.O. Box M. 27)
Tél. : (233-21) 229681
Fax : (233-21) 227887
Courriel : Mkarlsson@worldbank.org
www.worldbank.org/afr

Guatemala

Mr. Eduardo Somensatto
Banco Mundial
13 Calle 3-40
Zona 10, Edificio Atlantis, Piso 14
Ciudad Guatemala, Guatemala
Tél. : (502) 366-2044
Fax : (502) 366-1936
Courriel : Esomensatto@worldbank.org
www.worldbank.org/lac

Guinée

M. Jan Weetjens
Banque mondiale
Immeuble de l'Archevêché
Face Baie des Anges
Conakry, Guinée
(adresse postale : B.P. 1420)
Tél. : (224) 412-770
Fax : (224) 415-094
Courriel : Jweetjens@worldbank.org
www.worldbank.org/afr

Guyana

The World Bank Liaison Office
UNDP Building
42 Brickdam and U.N. Place
Stabroek
Georgetown, Guyana
Tél. : (592) 223 5036
Fax : (592) 225 1384
www.worldbank.org/lac

Haïti

M. Marco Mantovanelli
Banque mondiale
c/o BID, 389 Route de Bourdon
Port-au-Prince, Haïti
Tél. : (509) 510-3797
Fax : (509) 512-5895/(809) 566-7746
Courriel : Mmantovanelli@worldbank.org
www.worldbank.org/lac

Honduras

Mr. Joseph Owen
Banco Mundial
Centro Financiero BANEXPO, 4to Piso
Boulevard San Juan Bosco
Colonia Payaquí
Apartado Postal 3591
Tegucigalpa, Honduras
Tél. : (504) 239-4551
Fax : (504) 239-4555
Courriel : Jowen@worldbank.org
www.worldbank.org/lac

***Inde**

Mr. Michael F. Carter
The World Bank
70 Lodi Estate
New Delhi 110 003, Inde
(adresse postale : P.O. Box 416,
New Delhi 110 001)
Tél. : (91-11) 2461 7241
Fax : (91-11) 2461 9393
Courriel : Mcarter1@worldbank.org
www.worldbank.org.in/

***Indonésie**

Mr. Andrew Steer
The World Bank
Jakarta Stock Exchange Building
Tower 2, 12th Floor
Sudirman Central Business
District (SCBD)
Jl. Jendral Sudirman Kav. 52-53
Djakarta 12190, Indonésie
(adresse postale : P.O. Box 324/JKT)
Tél. : (62-21) 5299-3000
Fax : (62-21) 5299-3111
Courriel : Asteer@worldbank.org
www.worldbank.or.id

Jamaïque

Mr. Errol G. Graham
The World Bank Liaison Office
Island Life Center
6 St. Lucia Avenue
Third Floor
Kingston 5, Jamaïque
Tél. : (876) 960-0459
Fax : (876) 960-0463
Courriel : Egraham@worldbank.org
www.worldbank.org/lac

***Kazakhstan**

Mr. Dennis N. de Tray
The World Bank Almaty Office 41/A
Kazybek bi Street, 4th Floor
480100 Almaty,
République du Kazakhstan
Tél. : (7-3272) 980-580
Fax : (7-3272) 980-581
Courriel : Ddetray@worldbank.org
www.worldbank.org/kz/

Mr. Roman Solodchenko
The World Bank Astana Office
Samal Microdistrict, 14th Floor
Astana Towers, 473000 Astana,
République du Kazakhstan
Tél. : (7-3172) 580-555
Fax : (7-3172) 580-342
Courriel : Sroman@worldbank.org

* Les directeurs-pays sont basés sur le terrain. Voir la carte des représentations de la Banque à l'étranger et des pays admis à bénéficier des prêts de la Banque mondiale au chapitre 5.

Note : Les sites web des Bureaux régionaux sont indiqués aux pages 182 et 183.

***Kenya**

Mr. Makhtar Diop
The World Bank
Hill Park Building
Upper Hill
Nairobi, Kenya
(adresse postale : P.O. Box 30577)
Tél. : (254-2) 260 300
Fax : (254-2) 260 380
Courriel : Mdiop2@worldbank.org
www.worldbank.org/afr

Kosovo

Mr. Sidi Boubacar
The World Bank Liaison Office
Rruga Tirana No. 35
Pristina, Kosovo
Serbie-et-Monténégro
Tél. : (381-38) 249 459
Fax : (381-38) 249 780
Courriel : Sboubacar@worldbank.org
www.worldbank.org/eca

Lesotho

The World Bank Liaison Office
U.N. House
United Nations Road
Maseru, Lesotho
Tél. : (266) 321-480
Fax : (266) 310-619
www.worldbank.org/afr

Lettonie

Mrs. Inguna Dobraja
The World Bank
Smilsu Street 8, 5th Floor
Riga, LV 1162, Lettonie
Tél. : (371-7) 220-744
Fax : (371-7) 814-245
Courriel : Idobraja@worldbank.org
www.worldbank.org/ly/

Liban

Mr. Omar Razzaz
The World Bank
U.N. House
6th Floor
Riad El Solh
Beyrouth 1107 2270, Liban
(adresse postale : P.O. Box 11-8577)
Tél. : (961-1) 987 800
Fax : (961-1) 986 800
www.worldbank.org/mena

Lituanie

Mr. Mantas Nocius
The World Bank
Jogailos Str. 4, 5th Floor
2001 Vilnius, Lituanie
Tél. : (370-5) 210 7680
Fax : (370-5) 210 7681
Courriel : Mnocius@worldbank.org
www.worldbank.lt/

Macédoine, ex-République yougoslave de

Ms. Marie-H. P. Bricknell
The World Bank
34 Leninova Street
91000 Skopje, République de Macédoine
Tél. : (389-2) 117-159
Fax : (389-2) 117-627
Courriel : Mbricknell@worldbank.org
www.worldbank.org/mk/

***Madagascar**

M. Hafez Ghanem
Banque mondiale
Rue Andriamifidy L. Razafimanantsoa,
Anosy (près du ministère des Affaires étrangères)
Antananarivo 101, Madagascar
(adresse postale : B.P. 4140)
Tél. : (261-20) 2256000
Fax : (261-20) 2233338
Courriel : Hghanem@worldbank.org
www.worldbank.org/afr

Malawi

Mr. Dunstan M. Wai
The World Bank
Development House
Capital City
Lilongwe 3, Malawi
(adresse postale : P.O. Box 30557)
Tél. : (265-1) 770 611
Fax : (265-1) 771 158/773 908
Courriel : Dwai@worldbank.org
www.worldbank.org/afr

Mali

Mme Judith Press
Banque mondiale
Immeuble SOGEFIH,
Centre Commercial Rue 32
Quartier du fleuve
Bamako, Mali
(adresse postale : B.P. 1864)
Tél. : (223) 222 22 83
Fax : (223) 222 66 82
Courriel : Jpress@worldbank.org
www.worldbank.org/afr

Maroc

M. Ferid Belhaj
Banque mondiale
7, rue Larbi Ben Abdellah
Rabat-Souissi, Maroc
Tél. : (212-37) 63.60.50
Fax : (212-37) 63.60.51
Courriel : Fbelhaj@worldbank.org
www.worldbank.org/mena

Mauritanie

M. Yves Duvivier
Banque mondiale
Villa n° 30, Lot A
Quartier Socogim
Nouakchott, Mauritanie
(adresse postale : B.P. 667)
Tél. : (222) 525 10 17
Fax : (222) 525 13 34
Courriel : Yduvivier@worldbank.org
www.worldbank.org/afr

***Mexique**

Ms. Isabel M. Guerrero
Banco Mundial
Insurgentes Sur 1605, Piso 24
San Jose Insurgentes
03900 Mexico, D.F., Mexique
Tél. : (52-5) 5480-4200
Fax : (52-5) 5480-4222
Courriel : Iguerrero@worldbank.org
www.worldbank.org/lac

Moldova

Mr. Edward K. Brown
The World Bank
Sciusev str., 76/6, MD 2012
Chisinau, République de Moldova
Tél. : (373-2) 237-065
Fax : (373-2) 237-053
Courriel : Ebrown1@worldbank.org
www.worldbank.org/eca

Mongolie

Mr. Saha Dhevan Meyanathan
The World Bank
11-A Peace Avenue
Ulaanbaatar 210648, Mongolie
Tél. : (976-11) 312-647
Fax : (976-11) 312-645
Courriel : Smeyanathan@worldbank.org
www.worldbank.org/mn

* Les directeurs-pays sont basés sur le terrain. Voir la carte des représentations de la Banque à l'étranger et des pays admis à bénéficier des prêts de la Banque mondiale au chapitre 5.

Note : Les sites web des Bureaux régionaux sont indiqués aux pages 182 et 183.

***Mozambique**

Mr. Darius Mans
The World Bank
Avenue Kenneth Kaunda,
1224 Maputo, Mozambique
(adresse postale : Caixa Postal 4053)
Tél. : (258-1) 49 28 41
Fax : (258-1) 49 28 93
Courriel : Dmans@worldbank.org
www.worldbank.org/afr

***Népal**

Mr. Kenichi Ohashi
The World Bank
Yak & Yeti Hotel Complex,
Lal Durbar,
Katmandou, Népal
(adresse postale : P.O. Box 798)
Tél. : (977-1) 4226793
Fax : (977-1) 4225112
Courriel : Kohashi@worldbank.org
www.worldbank.org/sar

Nicaragua

Ms. Amparo Ballivian
Banco Mundial
De la Rotonda de la
Centroamerica, 400 mts. Abajo
Segundo Piso Edificio SYSCOM
Managua, Nicaragua
Tél. : (505) 270-0000
Fax : (505) 270-0077
Courriel : Aballivian@worldbank.org
www.worldbank.org/lac

Niger

M. Vincent Turbat
Banque mondiale
42 rue des Dallols
Niamey Plateau
B.P. 12402
Niamey, Niger
Tél. : (227) 72 59 29
Fax : (227) 73 55 06
Courriel : Vturbat@worldbank.org
www.worldbank.org/afr

***Nigéria**

Mr. Mark D. Tomlinson
The World Bank
Plot 433 Yakubu Gowon Crescent
Opposite ECOWAS Secretariat
Asokoro District
Abuja, Nigéria
(adresse postale : P.O. Box 2826, Garki)
Tél. : (234-9) 314-5269
Fax : (234-9) 314-5267
Courriel : Mtomlinson@worldbank.org
www.worldbank.org/afr

Ouganda

The World Bank
1 Lumumba Avenue
Rwenzori House, 4th Floor
Kampala, Ouganda
(adresse postale : P.O. Box 4463)
Tél. : (256-41) 230-094
Fax : (256-41) 230-092
www.worldbank.org/afr

Ouzbékistan

Mr. David Pearce
The World Bank
15th Floor of International
Business Center
107 B, Amir Timur Str.
700084, Tashkent, Ouzbékistan
Tél. : (998-71) 1385950
Fax : (998-71) 1385951
Courriel : Dpearce@worldbank.org
www.worldbank.org/eca

***Pakistan**

Mr. John W. Wall
The World Bank
20 A Shahrah-e-Jamhuriyat, Ramna 5,
G-5/1, Islamabad, Pakistan
(adresse postale : P.O. Box 1025)
Tél. : (92-51) 2279641
Fax : (92-51) 2279648
Courriel : Jwall@worldbank.org
www.worldbank.org/sar

Papouasie-Nouvelle-Guinée

Mr. Mahesh Sharma
The World Bank Liaison Office
c/o Holiday Inn
Suite 102
P.O. Box 1981
Boroko, Port Moresby
Papouasie-Nouvelle-Guinée
Tél. : (675) 323-1366
Fax : (675) 323-1526
www.worldbank.org/afr

Paraguay

Mr. Peter M. Hansen
Banco Mundial
Edificio Naciones Unidas
Av. Mcal. Lopez y Saravi
Asunción, Paraguay
Tél. : (595-21) 664-000
Fax : (595-21) 664-002
Courriel : Phansen1@worldbank.org
www.worldbank.org/lac

***Pérou**

Mr. Marcelo Giugale
Banco Mundial
Avenida Alvarez Calderón 185
Piso 7, San Isidro
Lima, Pérou
Tél. : (51-1) 215-0660
Fax : (51-1) 421-7241
Courriel : Mgiugale@worldbank.org
www.worldbank.org/lac

***Philippines**

Mr. Robert V. Pulley
The World Bank
23/F, The Taipan Place Building
Emerald Avenue, Ortigas Center
Pasig City, Metro Manila, Philippines
Tél. : (63-2) 637-5855
Fax : (63-2) 637-5870
Courriel : Rpulley@worldbank.org
www.worldbank.org/eap

***Pologne**

Mr. Roger W. Grawe, Directeur-pays
Mr. Christopher L. Hall, Chef-pays
The World Bank
53, Emilii Plater St.
Warsaw Financial Center, 9th Floor
00-113 Warsaw, Pologne
Tél. : (48-22) 520 8000
Fax : (48-22) 520 8001
Courriel : Rgrawe@worldbank.org,
chall1@worldbank.org
www.worldbank.org/pl/

République centrafricaine

M. Madani M. Tall
Banque mondiale
Rue des Missions
Bangui, République centrafricaine
(adresse postale : B.P. 819)
Tél. : (236) 616138
Fax : (236) 616087
Courriel : Mtall@worldbank.org
www.worldbank.org/afr

* Les directeurs-pays sont basés sur le terrain. Voir la carte des représentations de la Banque à l'étranger et des pays admis à bénéficier des prêts de la Banque mondiale au chapitre 5.

Note : Les sites web des Bureaux régionaux sont indiqués aux pages 182 et 183.

**République démocratique
populaire lao**

M. Enrique O. Crousillat
Banque mondiale
Pathou Xay – Nehru Road
Vientiane, RDP lao
(adresse postale : B.P.345 code 01004)
Tél. : (856-21) 414-209, 450-010
Fax : (856-21) 414-210
Courriel : Ecrousillat@worldbank.org
www.worldbank.org/eap

République dominicaine

Mr. Marco Mantovanelli
Banco Mundial
Calle Virgilio Díaz Ordoñez #36
esq. Gustavo Mejía Ricart
Edificio Mezzo Tempo, Suite 401
4ta. Planta, Santo Domingo,
République dominicaine
Tél. : (809) 566-6815
Fax : (809) 566-7746, 566-7189
Courriel :
Mmantovanelli@worldbank.org
www.worldbank.org/lac

République kirghize

Mr. James Christopher Lovelace
The World Bank
214 Moskovskaya Str.
Bishkek 720010, République kirghize
Tél. : (996-312) 61 06 50
Fax : (996-312) 61 03 56
Courriel : jlovelace@worldbank.org
www.worldbank.org/kg

Roumanie

The World Bank
Boulevard Dacia 83, Sector 2
Bucharest, Roumanie
Tél. : (40-1) 210-1804
Fax : (40-1) 210-2021
www.worldbank.org/ro/

Rwanda

Banque mondiale
Boulevard de la Révolution
Immeuble SORAS
Kigali, Rwanda
(adresse postale : B.P. 609)
Tél. : (250) 572204
Fax : (250) 576385
www.worldbank.org/afr

***Sénégal**

M. John McIntire
Banque mondiale
3 Place de l'indépendance
Immeuble SDIH 5^e étage
Dakar, Sénégal
(adresse postale : B.P. 3296)
Tél. : (221) 849-50-00
Fax : (221) 849-50-27
Courriel : jmcintire@worldbank.org
www.worldbank.org/afr

Serbie-et-Monténégro

Mr. Rory O'Sullivan
The World Bank
Bulevar Kralja Aleksandra 86-90
Belgrade, Serbie-et-Montenegro
Tél. : (381-11) 3023-700
Fax : (381-11) 3023-732
Courriel : Rosullivan@worldbank.org
www.worldbank.org/eca

Sierra Leone

Mr. Richard Lynn Ground
The World Bank
Africanus House
13A Howe Street
Freetown, Sierra Leone
Tél. : (232-22) 227555
Fax : (232-22) 228555
Courriel : Rground@worldbank.org
www.worldbank.org/afr

Singapour

Mr. Peter L. Stephens
The World Bank Liaison Office
#15-08, MAS Building
10 Shenton Way
Singapour, 079117
Tél. : (65) 6324-4612
Fax : (65) 6324-4615
Courriel : Pstephens1@worldbank.org
www.worldbank.org/eap

***Sri Lanka**

Mr. Peter C. Harrold
The World Bank
1st Floor, DFCC Building
73/5, Galle Road
Colombo 3, Sri Lanka
(adresse postale : P.O. Box 1761)
Tél. : (94-1) 448070/1
Fax : (94-1) 440357
Courriel : Pharrold@worldbank.org
www.worldbank.org/sar

Tadjikistan

Mr. Cevdet A. Denizer
The World Bank
Rudaki Avenue 105
Doushanbe, Tadjikistan
Tél. : (992-372) 21-07-56
Fax : (992-372) 51-00-42
Courriel : Cdenizer@worldbank.org
www.worldbank.org/eca

Tanzanie

M. Benno J. Ndulu
The World Bank
50 Mirambo Street
Dar-es-Salaam, Tanzanie
(adresse postale : P.O. Box 2054)
Tél. : (255-22) 2114575
Fax : (255-22) 2113039
Courriel : Bndulu@worldbank.org
www.worldbank.org/afr

Tchad

M. Gregor Binkert
Banque mondiale
Avenue Charles de Gaulle
et Avenue du Commandant Lamy
Quartier Bololo
N'Djamena, Tchad
(adresse postale : B.P. 146)
Tél. : (235-52) 3247, 3360
Fax : (235-52) 4484
Courriel : Gbinkert@worldbank.org
www.worldbank.org/afr

***Thaïlande**

Mr. Ian C. Porter
The World Bank
Diethelm Towers, Tower A
14th Floor, 93/1 Wireless Road
Lumpini, Pathumwan
Bangkok 10330, Thaïlande
Tél. : (66-2) 256-7792
Fax : (66-2) 256-7794/5
Courriel : Iporter@worldbank.org
www.worldbank.or.th

* Les directeurs-pays sont basés sur le terrain. Voir la carte des représentations de la Banque à l'étranger et des pays admis à bénéficier des prêts de la Banque mondiale au chapitre 5.

Note : Les sites web des Bureaux régionaux sont indiqués aux pages 182 et 183.

Timor-Leste

Ms. Elisabeth Huybens
The World Bank
Rua Dos Direitos Humanos
Dili, Timor-Leste
(adresse postale : World Bank Mission,
Timor-Leste, GPO Box 3548, Darwin,
NT 0801, Australie)
Tél. : (670-390) 312-367/324-649
Fax : (670-390) 321-178 (d'Australie
seulement)
Courriel : Ehuybens@worldbank.org
www.worldbank.org/eap

Togo

M. Jean-Michel Happi
Banque mondiale
169 Boulevard du 13 janvier
Immeuble BTCL, 8^e étage
Lomé, Togo
(adresse postale : B.P. 3915)
Tél. : (228) 221.57.77
Fax : (228) 221.78.56
Courriel : jhappi@worldbank.org
www.worldbank.org/afr

Tunisie

Mme Fatma Felah
Bureau de liaison de la Banque mondiale
61 Boulevard Bab Benat
1035 Tunis, Tunisie
Tél. : (216-71) 563-265
Fax : (216-71) 436-475
Courriel : Ffelah@worldbank.org
www.worldbank.org/mena

Turkménistan

Mrs. Guljahan Kurbanova
The World Bank Liaison Office
United Nations Building
Atabaev Street, 40
Ashgabat 744000
Turkménistan
Tél. : (993-12) 350477
Fax : (993-12) 351693
Courriel : Gkurbanova@worldbank.org
www.worldbank.org/eca

***Turquie**

Mr. Ajay Chhibber
The World Bank
Ugur Mumcu Caddesi 88
Kat: 2, 06700 Gaziosmanpasa
Ankara, Turquie
Tél. : (90-312) 446 38 24
Fax : (90-312) 446 24 42
Courriel : Achhibber@worldbank.org
www.worldbank.org.tr/

Ukraine

Mr. Dusan Vujovic
The World Bank
2 Lysenko Street
Kyiv 01034, Ukraine
Tél. : (380-44) 490 6671
Fax : (380-44) 490 6670
Courriel : Dvujovic@worldbank.org
www.worldbank.org.ua/

**Venezuela, República
bolivariana de**

Mr. David Varela
Banco Mundial
Av. Francisco de Miranda
con Av. del Parque
Torre Edicampo, Piso 10,
Campo Alegre
Caracas,
República bolivariana de Venezuela
Tél. : (58-212) 267-9943
Fax : (58-212) 267-9828
Courriel : Dvarela@worldbank.org
www.worldbank.org/lac

***Viet Nam :**

Mr. Klaus Rohland
The World Bank
63 Ly Thai To Street, 8th Floor
Hanoi, Viet Nam
Tél. : (84-4) 934-6600
Fax : (84-4) 934-6597
Contact, Relations extérieures :
Courriel : Krohland@worldbank.org
www.worldbank.org/vn

Yémen, République du

Mr. Robert E. Hindle
The World Bank,
Hadda Street No. 40 off
Damascus Road
Sana'a, République du Yémen
(adresse postale : P.O. Box 18152)
Tél. : (967-1) 413 708
Fax : (967-1) 413 709
Courriel : Rhindle@worldbank.org

Zambie

Mr. Ohene Owusu Nyanin
The World Bank
Anglo American Building
74 Independence Avenue, 3rd Floor
Lusaka, Zambie 10101
(adresse postale : P.O. Box 35410)
Tél. : (260-1) 252-811
Fax : (260-1) 254-283
Courriel : Onyanin@worldbank.org
www.worldbank.org/afr

Zimbabwe

Mr. Ohene Owusu Nyanin
The World Bank
Old Lonrho Building
88 Nelson Mandela Avenue
Harare, Zimbabwe
(adresse postale : P.O. Box 2960)
Tél. : (263-4) 729-611
Fax : (263-4) 708-659
Courriel : Onyanin@worldbank.org
www.worldbank.org.zw/

* Les directeurs-pays sont basés sur le terrain. Voir la carte des représentations de la Banque à l'étranger et des pays admis à bénéficier des prêts de la Banque mondiale au chapitre 5.

Note : Les sites web des Bureaux régionaux sont indiqués aux pages 182 et 183.

Le personnel de la Banque mondiale

Le personnel de la Banque mondiale forme un groupe humain d'une grande diversité ethnique et raciale, qui rassemble des femmes et des hommes aux expériences culturelles, professionnelles et personnelles des plus variées. Les activités de la BIRD et de l'IDA sont assurées par environ 8 800 agents qui travaillent au siège, à Washington, et dans plus de 100 missions résidentes à travers le monde. Les effectifs sont répartis comme suit :

- 54 % sont affectés aux six régions ;
- 17 % travaillent dans les unités de coordination des réseaux et d'autres unités opérationnelles ;
- 29 % relèvent de services financiers, administratifs ou institutionnels ;
- plus de 75 % des agents sont affiliés à un ou plusieurs réseaux.

Décentralisation. Sa présence accrue dans les pays emprunteurs aide la Banque à mieux comprendre les besoins de ses clients, à travailler plus étroitement avec eux et à leur fournir plus rapidement les services dont ils ont besoin. Au total, 68 % des directeurs-pays et 30 % des agents sont en poste dans les représentations de l'institution dans les pays membres, qui recrutent sur place 26 % de leurs effectifs.

Diversité. Plus de 140 nationalités sont représentées au sein du personnel de la Banque mondiale. Les agents des pays de la Deuxième partie constituent 58 % de l'ensemble des effectifs et 36 % du personnel de direction et des cadres supérieurs (voir la liste des pays membres à la page 181).

Depuis plus de dix ans, la Banque mondiale s'attache à promouvoir la parité hommes-femmes et l'égalité raciale. Les femmes représentent aujourd'hui 52 % des effectifs totaux et occupent 24 % des postes de direction et de cadres supérieurs. Les nationaux des pays d'Afrique subsaharienne et des Caraïbes constituent 15 % des effectifs et 7 % du personnel de direction et des cadres supérieurs.

Sur les 31 membres que compte l'équipe de direction de la Banque mondiale (énumérés à la page 126), 11 sont des nationaux de pays de la Deuxième partie, six sont des femmes et sept sont des nationaux de pays d'Afrique subsaharienne.

LE PROGRAMME DE RELATIONS CITOYENNES

Le Groupe de la Banque mondiale, en sa qualité de troisième employeur de la région de Washington, reconnaît la nécessité pour la Banque mondiale et ses agents d'assumer leurs responsabilités citoyennes, à titre individuel et institutionnel,

sur leur lieu de vie et de travail. Conformément à la mission de la Banque, qui est de réduire la pauvreté, le Programme des relations citoyennes s'efforce d'améliorer les conditions de vie des membres de la communauté urbaine de Washington. La Banque encourage le personnel à faire du bénévolat, organise un programme annuel de dons et travaille en partenariat avec des groupes locaux pour renforcer le tissu communautaire.

La famille élargie de la Banque mondiale, qui englobe les membres de la famille des employés et le personnel retraité, représente plus de 25 000 personnes qui résident dans la zone métropolitaine de Washington. D'après une analyse indépendante, la Banque mondiale contribue pour près de 2 milliards de dollars par an à l'économie locale. L'institution a récemment été classée 19^e dans la liste des entreprises les plus philanthropiques de la région de Washington publiée par le *Washington Business Journal* en 2002. La Banque applique localement les principes qui guident son action à l'échelle mondiale en mettant le savoir, les informations et les connaissances spécialisées dont elle dispose au service de la recherche de solutions aux nombreux problèmes auxquels ses agents sont confrontés sur le terrain dans leur action en faveur de l'éducation, de la lutte contre le VIH/SIDA et de la fourniture de soins de santé abordables.

Une contribution majeure du Programme de relations citoyennes est le partenariat qui a été établi dans le domaine de l'éducation avec deux établissements d'enseignement secondaire de Washington (*Cardozo Senior High School* et *Bell Multicultural Senior High School*). Il s'agit d'aider ces écoles à se procurer les ressources pédagogiques et techniques dont elles ont besoin, tout en fournissant aux élèves l'occasion d'acquérir une véritable expérience de travail dans le cadre de stages d'été ou d'activités extra-scolaires. Consciente que la réduction de la pauvreté passe par l'éducation, la Banque, en collaboration avec plusieurs grandes entreprises, a lancé récemment un Fonds de partenariat pour l'enseignement public, qui appuiera la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie pour le système éducatif public du District de Columbia.

À l'heure actuelle, le Programme de relations citoyennes du Groupe de la Banque mondiale prête son concours de diverses manières aux personnes les plus défavorisées de la communauté, que ce soit dans le cadre de partenariats et d'activités de parrainage ou sous forme de don ou de travail volontaire. Son principal objectif est d'atténuer la pauvreté locale en centrant son action sur l'éducation, l'emploi et la formation, les services de santé, et le développement citoyen et socioéconomique.

Tableau 6.1 Pays admis à emprunter à la Banque mondiale

(au 1^{er} juillet 2003)**Pays ayant accès exclusivement aux financements de la BIRD**

Revenu par habitant supérieur à USD 5 115		Îles Marshall	2 350
Corée, République de	9 930	République dominicaine	2 320
Slovénie	9 810	Fidji	2 160
Antigua-et-Barbuda	9 390	Micronésie, États fédérés de	2 150
Palaos	7 140	Fédération de Russie	2 140
Trinité-et-Tobago	6 490	El Salvador	2 080
Saint-Kitts-et-Nevis	6 370	Pérou	2 050
Mexique	5 910	Tunisie	2 000
République tchèque	5 560	Thaïlande	1 980
Hongrie	5 280	Suriname	1 960
Seychelles ^d	NC	Namibie	1 900
		Roumanie	1 850
Revenu par habitant USD 2 936–5 115		Colombie	1 830
Croatie	4 640	Bulgarie	1 790
Pologne	4 570	Jordanie	1 760
Uruguay	4 370	Guatemala	1 750
Chili	4 260	Algérie	1 720
Estonie	4 140	Iran, République islamique d'	1 710
Costa Rica	4 100	Macédoine, ex-République yougoslave de	1 700
Venezuela, República Bolivariana de	4 090	Kazakhstan	1 510
Argentine	4 060	Égypte, République arabe d'	1 470
Panama	4 020	Équateur	1 450
Liban	3 990		
République slovaque	3 950	Revenu par habitant USD 735–1 415	
Maurice	3 850	Bélarus	1 360
Lituanie	3 660	Turkménistan	1 200
Malaisie	3 540	Maroc	1 190
Lettonie	3 480	Swaziland	1 180
Gabon	3 120	Paraguay	1 170
Botswana	2 980	République arabe syrienne	1 130
Belize	2 960	Philippines	1 020
		Chine	940
Revenu par habitant USD 1 416–2 935		Ukraine	770
Brésil	2 850	Iraq ^d	NC
Jamaïque	2 820		
Afrique du Sud	2 600	Revenu par habitant inférieur à USD 735	
Turquie	2 500	Guinée équatoriale	NC

Pays ayant accès à un financement mixte BIRD/IDA^b

Revenu par habitant USD 2 936–5 115		Revenu par habitant inférieur à USD 735	
Sainte-Lucie ^c	3 840	Azerbaïdjan	710
Grenade ^c	3 500	Indonésie	710
Dominique ^c	3 180	Papouasie-Nouvelle-Guinée	530
		Inde	480
Revenu par habitant USD 1 416–2 935		Ouzbékistan	460
Saint-Vincent-et-les Grenadines ^c	2 820	Pakistan	410
		Nigéria	290
Revenu par habitant USD 735–1 415		Zimbabwe ^d	NC
Serbie-et-Monténégro ^d	1 400		
Bosnie-Herzégovine	1 270		
Bolivie	900		

Pays ayant accès exclusivement aux financements de l'IDA^b

Revenu par habitant USD 1 416–2 935		Kenya	360
Maldives ^c	2 090	Soudan ^d	350
Samoa ^c	1 420	Mauritanie	340
		Zambie	330
Revenu par habitant USD 735–1 415		République démocratique populaire lao	310
Tonga ^c	1 410	République kirghize	290
Albanie	1 380	Sao Tomé-et-Principe	290
Cap-Vert ^c	1 290	Gambie	280
Vanuatu ^c	1 080	Cambodge	280
Honduras	920	Tanzanie	280
Djibouti	900	Ghana	270
Guyana	840	Togo ^d	270
Sri Lanka	840	République centrafricaine ^d	260
Kiribati ^c	810	Madagascar	240
Arménie	790	Mali	240
		Ouganda	240
Revenu par habitant inférieur à USD 735		Népal	230
Géorgie	720	Rwanda	230
Congo, République du	700	Burkina Faso	220
Angola	660	Tchad	220
Côte d'Ivoire	610	Mozambique	210
Bhoutan	590	Tadjikistan	180
Îles Salomon	570	Niger	170
Cameroun	560	Érythrée	160
Yémen, République du	490	Malawi	160
Lesotho	470	Guinée-Bissau	150
Sénégal	470	Libéria ^d	150
Moldova	460	Sierra Leone	140
Haïti ^d	440	Burundi	100
Mongolie	440	Éthiopie	100
Viet Nam	430	Congo, République démocratique du	90
Timor-Leste	430	Afghanistan	NC
Guinée	410	Myanmar ^d	NC
Comores	390	Nicaragua	NC
Bénin	380	Somalie ^d	NC
Bangladesh	360		

NC Les chiffres précis ne sont pas connus.

a Méthode de l'Atlas de la Banque mondiale. Les chiffres du RNB par habitant (revenu national brut, anciennement PNB) sont en dollars des États-Unis de 2002

b Les critères d'accès aux crédits de l'IDA sont a) le degré relatif de pauvreté et b) le degré de solvabilité du pays. Pour l'exercice 04, le seuil opérationnel d'admissibilité est un RNB par habitant de 865 dollars en 2002, calculé selon la méthode utilisée pour l'Atlas. Pour avoir accès aux ressources de l'IDA, un pays doit également répondre à certains critères de performance. Dans des cas exceptionnels, l'IDA donne provisoirement accès à ses crédits à des pays qui ont un RNB supérieur au seuil opérationnel et qui entreprennent un effort d'ajustement majeur, mais dont le degré de solvabilité n'est pas suffisant pour qu'ils reçoivent des prêts de la BIRD. Une exception a également été faite dans le cas des petits pays insulaires (voir note de bas de page c).

c Il a été décidé de faire exception au seuil opérationnel d'admissibilité aux crédits de l'IDA (soit, pour l'exercice 04, un RNB par habitant de 865 dollars) pour certains petits pays insulaires qui, sans cela, n'auraient guère, voire aucunement, accès aux concours financiers du Groupe de la Banque, faute d'un degré suffisant de solvabilité. Pour ces pays, la possibilité d'un crédit de l'IDA est envisagée au cas par cas, pour le financement de projets et de programmes d'ajustement visant à renforcer leur capacité d'endettement.

d. Prêts/crédits déclarés improductifs au 30 juin 2003

Tableau 6.2 Afrique : engagements, décaissements et transferts nets de la Banque mondiale, exercices 02–03

(USD millions)

	Congo, République démocratique du		Tanzanie		Nigéria		Total pour la région	
	Ex. 03	Ex. 02	Ex. 03	Ex. 02	Ex. 03	Ex. 02	Ex. 03	Ex. 02
Engagements de la BIRD et de l'IDA	454	500	230	402	230	427	3 737	3 793
Solde non décaissé	440	478	772	765	948	699	9 611	9 723
Décaissements bruts	531	11	26	170	26	26	3 281	2 651
Remboursements	228	—	17	7	205	196	1 059	606
Décaissements nets	303	11	9	163	(179)	(170)	2 222	2 045
Intérêts et commissions	143	—	5	16	73	79	523	373
Transfert net	160	11	4	147	(252)	(249)	1 699	1 672

— Zéro

Note : Le tableau indique la situation des trois pays de la région ayant fait l'objet des plus gros engagements de prêt au cours des deux derniers exercices (02 et 03). Les chiffres ont été arrondis.

Tableau 6.3 Asie de l'Est et Pacifique : engagements, décaissements et transferts nets de la Banque mondiale, exercices 02–03

(USD millions)

	Chine		Viet Nam		Indonésie		Total pour la région	
	Ex. 03	Ex. 02	Ex. 03	Ex. 02	Ex. 03	Ex. 02	Ex. 03	Ex. 02
Engagements de la BIRD et de l'IDA	1 145	563	368	593	584	303	2 311	1 774
Solde non décaissé	5 732	6 794	2 074	2 141	1 889	1 830	11 206	12 594
Décaissements bruts	1 780	2 015	458	332	358	507	3 078	3 591
Remboursements	2 845	1 532	2	2	1 184	956	7 353	3 435
Décaissements nets	(1 065)	483	456	330	(826)	(449)	(4 275)	156
Intérêts et commissions	570	725	12	9	816	911	2 030	2 457
Transfert net	(1 635)	(242)	444	321	(1 642)	(1 360)	(6 305)	(2 301)

Note : Le tableau indique la situation des trois pays de la région ayant fait l'objet des plus gros engagements de prêt au cours des deux derniers exercices (02 et 03). Les chiffres ont été arrondis.

Tableau 6.4 Asie du Sud : engagements, décaissements et transferts nets de la Banque mondiale, exercices 02–03
(USD millions)

	Inde		Pakistan		Bangladesh		Total pour la région	
	Ex. 03	Ex. 02	Ex. 03	Ex. 02	Ex. 03	Ex. 02	Ex. 03	Ex. 02
Engagements de la BIRD et de l'IDA	1 523	2 190	295	800	554	321	2 919	3 508
Solde non décaissé	8 142	8 116	433	527	1 335	1 405	10 480	10 445
Décaissements bruts	1 465	2 089	356	869	560	321	2 654	3 392
Remboursements	3 196	1 467	335	310	123	104	3 736	1 934
Décaissements nets	(1 731)	622	21	559	437	217	(1 082)	1 458
Intérêts et commissions	470	504	154	170	52	49	705	745
Transfert net	(2 201)	118	(133)	389	385	168	(1 787)	713

Note : Le tableau indique la situation des trois pays de la région ayant fait l'objet des plus gros engagements de prêt au cours des deux derniers exercices (02 et 03). Les chiffres ont été arrondis.

Tableau 6.5 Europe et Asie centrale : engagements, décaissements et transferts nets de la Banque mondiale, exercices 02–03
(USD millions)

	Turquie		Ukraine		Fédération de Russie		Total pour la région	
	Ex. 03	Ex. 02	Ex. 03	Ex. 02	Ex. 03	Ex. 02	Ex. 03	Ex. 02
Engagements de la BIRD et de l'IDA	300	3 550	300	330	581	351	2 670	5 524
Solde non décaissé	2 552	4 002	591	347	1 761	1 519	9 168	9 980
Décaissements bruts	788	1 679	27	301	209	376	2 483	3 824
Remboursements	487	427	125	89	607	448	2 316	1 640
Décaissements nets	301	1 252	(98)	212	(398)	(72)	167	2 184
Intérêts et commissions	269	290	69	91	204	298	1 129	1 179
Transfert net	32	962	(167)	121	(602)	(370)	(962)	1 005

Note : Le tableau indique la situation des trois pays de la région ayant fait l'objet des plus gros engagements de prêt au cours des deux derniers exercices (02 et 03). Les chiffres ont été arrondis.

Tableaux

Tableau 6.6 Amérique latine et Caraïbes : engagements, décaissements et transferts nets de la Banque mondiale, exercices 02–03

(USD millions)

	Brésil		Argentine		Mexique		Total pour la région	
	Ex. 03	Ex. 02	Ex. 03	Ex. 02	Ex. 03	Ex. 02	Ex. 03	Ex. 02
Engagements de la BIRD et de l'IDA	1 237	1 566	1 350	735	1 172	660	5 820	4 366
Solde non décaissé	3 218	3 852	1 630	1 902	2 678	3 133	11 436	12 770
Décaissements bruts	1 747	497	1 587	1 190	1 269	813	6 778	3 778
Remboursements	1 371	807	2 156	1 363	1 344	1 304	6 087	4 582
Décaissements nets	376	(310)	(569)	(173)	(75)	(491)	691	(804)
Intérêts et commissions	421	489	448	613	676	794	2 128	2 550
Transfert net	(45)	(799)	(1 017)	(786)	(751)	(1 285)	(1 437)	(3 354)

Note : Le tableau indique la situation des trois pays de la région ayant fait l'objet des plus gros engagements de prêt au cours des deux derniers exercices (02 et 03). Les chiffres ont été arrondis.

Tableau 6.7 Moyen-Orient et Afrique du Nord : engagements, décaissements et transferts nets de la Banque mondiale, exercices 02–03

(USD millions)

	Tunisie		Yémen, République du		Jordanie		Total pour la région	
	Ex. 03	Ex. 02	Ex. 03	Ex. 02	Ex. 03	Ex. 02	Ex. 03	Ex. 02
Engagements de la BIRD et de l'IDA	112	253	177	78	240	5	1 056	554
Solde non décaissé	665	615	539	415	197	127	3 559	3 351
Décaissements bruts	142	227	87	69	162	48	666	632
Remboursements	176	150	21	18	60	58	964	891
Décaissements nets	(34)	77	66	51	102	(10)	(298)	(259)
Intérêts et commissions	82	80	10	9	37	43	452	561
Transfert net	(116)	(3)	56	42	65	(53)	(750)	(820)

Note : Le tableau indique la situation des trois pays de la région ayant fait l'objet des plus gros engagements de prêt au cours des deux derniers exercices (02 et 03). Les chiffres ont été arrondis.

Tableaux

Tableaux 6.8 Opérations approuvées durant l'exercice 03, Afrique

Pays/nom du projet	Réseau ^a	Date	Période	Principal (millions)	
		d'approbation	d'amortissement	DTS ^b	USD
AFRIQUE					
IDA Crédit d'assistance technique pour la mise en place d'un système de paiement régional de la BEAC : la mise en place de mécanismes de paiement régionaux augmentera l'efficacité et la sécurité du système de paiement des six pays membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale. Coût total : USD 22,6 millions.	SF	30/7/02	2013/2042	11,7	14,5
AFRIQUE DU SUD					
BIRD Prêt d'assistance technique pour la gestion financière des collectivités locales : le projet aidera les collectivités locales à mettre en place les systèmes de préparation de budgets et de gestion financière nécessaires pour mener à bien la réforme des finances publiques et assurer une prestation de services efficaces par les administrations locales. Coût total : USD 20 millions.	SPI	12/9/02	2007/2011	s.o.	15,0
ANGOLA					
IDA Don d'urgence à l'appui de la démobilisation et de la réinsertion : l'opération est centrée sur la démobilisation de 85 000 ex-combattants de l'UNITA et 33 000 ex-combattants des FAA. Elle soutiendra leur retour à la vie civile et facilitera la réaffectation aux secteurs économique et social des crédits publics précédemment consacrés aux dépenses militaires. Coût total : USD 33 millions.	VRH	27/3/03	s.o.	24,0	33,0
IDA Crédit d'assistance technique pour la gestion économique : l'objectif est de renforcer la capacité du gouvernement à formuler des analyses et à mettre en œuvre des politiques adéquates dans des domaines fondamentaux de la gestion des ressources publiques. Le projet financera une offre de conseils, d'ateliers, de matériel et de formation en cours d'emploi. Coût total : USD 20 millions.	PREM	27/3/03	2013/2042	12,3	16,6
BÉNIN					
IDA Crédit d'ajustement supplémentaire pour la réforme des dépenses publiques : l'opération bénéficiera à l'économie et à la population en aidant le pays à faire face à des besoins de financement accrus suite à la chute imprévue des cours internationaux du coton. Coût total : USD 10 millions.	PREM	29/10/02	2013/2042	7,6	10,0
BURKINA FASO					
◊ IDA Crédit/don d'investissement et d'entretien pour le secteur des transports : l'objectif est d'accroître durablement la mobilité des personnes et des marchandises. L'amélioration des transports ruraux rendra l'infrastructure sociale et les marchés plus accessibles aux pauvres. Coût total : USD 144,4 millions.	SPI	8/4/03	s.o.	36,0c 30,9d	49,5 42,6
◊ IDA Crédit/don d'assistance technique pour le développement de la compétitivité et des entreprises : l'opération vise à augmenter la compétitivité économique grâce à la réforme et la privatisation des entreprises d'utilité publique. Elle améliorera le climat de l'investissement, favorisera le développement du secteur privé et réduira les contraintes qui entravent le développement des petites et moyennes entreprises. Coût total : USD 34,3 millions.	SPI	4/3/03	2013/2042	18,7c 4,1d	25,2 5,5
◊ IDA Crédit au développement des connaissances et à l'innovation à l'appui d'un centre d'apprentissage au service du développement : l'objectif est de déterminer la viabilité d'un établissement d'enseignement à distance (programme GDLN) capable d'améliorer la mise en œuvre du DSRP et des projets financés par l'IDA et de coordonner les activités des établissements locaux de formation au regard de la politique nationale de renforcement des capacités. Coût total : USD 2,3 millions.	VRH	29/7/02	2012/2042	1,9	2,3

(suite page suivante)

Tableau 6.8 Opérations approuvées durant l'exercice 03, Afrique (suite)

Pays/nom du projet	Réseau ^a	Date	Période	Principal (millions)	
		d'approbation	d'amortissement	DTS ^b	USD
<p>◇ IDA Deuxième crédit à l'appui de la réduction de la pauvreté : le projet améliorera la prestation des services de certains ministères d'exécution, consolidera le cadre fiduciaire en vue d'encourager une utilisation responsable et transparente des fonds publics et des financements extérieurs et renforcera la capacité de l'État à gérer les dépenses publiques. Coût total : USD 35 millions</p>	PREM	11/7/02	2012/2042	28,1	35,0
BURUNDI					
<p>◇ IDA Deuxième don supplémentaire pour l'action sociale : ces ressources complémentaires faciliteront la mobilisation communautaire et financeront de petits sous-projets d'infrastructure de proximité, le développement du jeune enfant via l'offre de services sociaux aux enfants d'âge préscolaire et la réalisation d'enquêtes statistiques rapides sur la situation socioéconomique. Coût total : USD 14,9 millions.</p>	VRH	8/4/03	s.o.	10,3	14,2
<p>◇ IDA Deuxième don supplémentaire pour la santé et la population : l'opération financera la fourniture des services de soins de santé de base indispensables à la réalisation des activités au titre du crédit à l'appui de la lutte contre le VIH/SIDA. Elle appuiera des actions dans le secteur de la santé et renforcera la capacité de l'État à remplir ses fonctions dans ce domaine. Coût total : USD 30,7 millions.</p>	VRH	16/1/03	s.o.	7,2	9,5
<p>◇ IDA Crédit de redressement économique : il s'agit d'améliorer les services publics et sociaux en encourageant l'utilisation plus responsable et transparente des fonds et en appuyant des réformes durables axées sur le redressement économique et la réduction de la pauvreté. Coût total : USD 54 millions.</p>	PREM	29/8/02	2013/2042	40,8	54,0
CAMEROUN					
<p>IDA Troisième crédit d'ajustement structurel — opération financée sur les remboursements de crédits antérieurs de l'IDA.</p>	PREM	6/6/03	2008/2038	2,5	3,3
<p>◇ IDA Crédit d'investissement spécifique pour la concession ferroviaire : l'opération bénéficiera aux usagers des transports et aux producteurs et consommateurs de produits transportés par le rail. L'exploitation du secteur ferroviaire par le secteur privé réduira les coûts et favorisera le recours à des moyens de transport collectifs sans danger pour l'environnement. Coût total : USD 86,6 millions.</p>	SPI	18/7/02	2012/2042	17,2	21,4
<p>IDA Crédit d'investissement spécifique pour l'infrastructure de Douala : le projet bénéficiera à l'ensemble de la population en stimulant l'activité économique et en réduisant le chômage grâce à la remise en état des routes et à l'octroi d'une assistance technique en faveur du développement de l'infrastructure. Coût total : USD 72 millions.</p>	SPI	18/7/02	2012/2042	45,2	56,4
CAP-VERT					
<p>IDA Crédit pour la croissance et la compétitivité : l'objectif est d'améliorer le bien-être de la population locale. Ce projet d'assistance technique permettra au secteur financier de fournir des services de meilleure qualité et au secteur privé de contribuer davantage à la croissance économique et d'être plus compétitif, ce qui se traduira par une amélioration des conditions d'emploi et des retraites. Coût total : USD 13,5 millions.</p>	SPI	13/5/03	s.o.	8,5	11,5
<p>IDA Crédit supplémentaire d'ajustement structurel : l'opération apportera un financement complémentaire à la restructuration afin de consolider la stabilisation macroéconomique et de combler des déficits provoqués par le remboursement accéléré des arriérés de dettes contractées par l'État auprès du secteur privé durant le redressement de l'économie. Coût total : USD 4 millions.</p>	PREM	19/12/02	2013/2042	3,1	4,0

Pays/nom du projet	Réseau ^a	Date	Période	Principal (millions)	
		d'approbation	d'amortissement	DTS ^b	USD
CONGO, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU					
✦ IDA Crédit/don d'urgence plurisectoriel pour la réparation et la reconstruction : la santé de la population sera améliorée grâce à la reconstruction d'infrastructures telles que les transports et l'approvisionnement en eau et en électricité, à la fourniture de services sociaux (éducation, santé) et au développement communautaire. Coût total : USD 454 millions.	SPI	6/8/02	2012/2042	325,6c 33,2d	410,0 44,0
CONGO, RÉPUBLIQUE DU					
✦ IDA Crédit/don de secours d'urgence et d'appui aux communautés : l'opération viendra en aide à des populations qui se remettent d'une situation de crise et vivent dans de petites villes et des régions rurales. Elle financera de petits chantiers de reconstruction et fera appel à des associations communautaires et des ONG. Les réformes économiques bénéficieront d'un appui ciblé. Coût total : USD 41 millions.	PREM	24/6/03	2013/2043	20,3c 9,5d	28,0 13,0
ÉRYTHRÉE					
✦ IDA Crédit pour le secteur de l'éducation : le projet, qui bénéficiera à plus d'un million d'enfants, vise à introduire des réformes qualitatives dans le secteur de l'éducation, afin d'accroître le nombre d'enfants scolarisés, et à financer l'achat de matériel et la formation des enseignants, afin d'améliorer la qualité de l'enseignement de base et de l'enseignement secondaire. Coût total : USD 59,5 millions.	VRH	19/6/03	2013/2043	32,7	45,0
✦ IDA Don supplémentaire d'urgence pour la reconstruction : il s'agit d'atténuer les effets de la sécheresse et de renforcer le programme de reconstruction et de redressement économique à long terme en finançant, dans les zones les plus touchées, des activités dans différents domaines : ressources foncières, services d'appui à l'agriculture, énergie, routes et travaux de génie civil. Coût total : USD 15 millions.	VRH	19/6/03	s.o.	10,9	15,0
ÉTHIOPIE					
✦ IDA Première phase du deuxième don à un programme évolutif pour le développement du secteur routier : le financement de projets de modernisation et de construction de routes fédérales bénéficiera à tous les usagers de la route en diminuant la durée et le coût de leurs déplacements. L'accès à une infrastructure de transport et à des services sociaux de base aura pour effet de stimuler la croissance économique et de réduire la pauvreté. Coût total : USD 219,3 millions.	SPI	17/6/03	s.o.	93,0	126,8
✦ IDA Don à un programme évolutif pour le développement des communautés pastorales : l'opération améliorera les conditions de vie des populations pastorales en les aidant à accroître leur revenu, à avoir accès à des services publics et à mieux se protéger contre la sécheresse. Elle fournira un appui technique et financier à des projets communautaires dans des domaines comme la production animale et végétale, l'approvisionnement en eau, les soins de santé et l'éducation. Coût total : USD 60 millions.	DESD	20/5/03	s.o.	22,0	30,0
IDA Don d'urgence aux zones touchées par la sécheresse : l'objectif est d'aider les familles touchées par la sécheresse à surmonter la crise, de protéger les actifs productifs et de développer des moyens de subsistance durables en recourant au travail collectif pour créer des biens communaux et en fournissant un complément de revenu aux populations concernées. Coût total : USD 60 millions.	DESD	27/3/03	s.o.	43,5	60,0
✦ IDA Crédit supplémentaire pour le premier fonds social de développement et de réhabilitation : l'opération contribuera à réduire la pauvreté en appuyant des projets de développement de proximité par des concours techniques et financiers et en renforçant la capacité d'évaluer les programmes d'aide sociale et d'en assurer le suivi. Coût total : USD 39,8 millions.	VRH	17/12/02	2013/2042	21,5	28,3

(suite page suivante)

Tableau 6.8 Opérations approuvées durant l'exercice 03, Afrique (suite)

Pays/nom du projet	Réseau ^a	Date d'approbation ^b	Période d'amortissement	Principal (millions)	
				DTS ^b	USD
IDA Crédit d'investissement spécifique pour l'accès à l'énergie : 850 000 personnes bénéficieront de ce projet qui leur donnera accès à l'électricité et à des services publics de meilleure qualité. L'élaboration d'une stratégie à long terme prévoyant la participation d'investisseurs privés dans le secteur de l'électricité aidera à renforcer l'économie locale et à prendre en compte les questions environnementales. Coût total : USD 199,1 millions.	SPI	19/9/02	2012/2042	104,9	132,7
IDA Crédit d'assistance technique pour le renforcement des capacités en matière de décentralisation des services : axée sur la réforme et la restructuration des institutions, la mise en place de systèmes et une offre de formation aux niveaux fédéral, régional et local, cette opération dotera le secteur public des moyens de décentraliser davantage la prestation de services. Coût total : USD 29,2 millions.	PREM	23/7/02	2013/2042	20,7	26,2
GHANA					
♦ IDA Crédit/don à l'appui de la réduction de la pauvreté : il s'agit d'améliorer les conditions de vie de la population en finançant la promotion de la croissance, du revenu et de l'emploi, la valorisation des ressources humaines, ainsi que des réformes visant à renforcer la gestion du secteur public. Coût total : USD 125 millions.	PREM	24/6/03	2013/2043	63,9c 26,9d	88,0 37,0
♦ IDA Crédit au développement des connaissances et à l'innovation pour la promotion de partenariats avec les autorités traditionnelles : le projet aidera deux groupes pilotes à associer la population rurale aux activités de développement. Les enseignements tirés permettront de déterminer les secteurs à cibler et les sources d'aide possibles. Coût total : USD 5,5 millions.	DESD	10/3/03	2013/2042	3,7	5,0
♦ IDA Deuxième crédit/don d'investissement spécifique d'appui au programme de santé : en finançant une partie des travaux d'élaboration de la politique et des activités du programme de travail 2002–2006 du ministère de la Santé, ce projet appuiera la mise en œuvre du programme et réduira les inégalités dans le secteur de la santé. Coût total : USD 1 113 millions.	VRH	6/2/03	2013/2042	43,5c 24,5d	57,3 32,3
GUINÉE					
♦ IDA Don d'investissement spécifique plurisectoriel de lutte contre le VIH/SIDA : l'opération vise à prévenir de nouvelles infections par VIH en appuyant des initiatives communautaires et privées destinées à sensibiliser le public et à fournir différents services (dépistage volontaire et conseil, diagnostic et traitement des MST, sécurité transfusionnelle, accès aux préservatifs et traitements antirétroviraux). Coût total : USD 22,3 millions.	VRH	13/12/02	s.o.	15,4	20,3
♦ IDA Crédit au développement des connaissances et à l'innovation pour un programme décentralisé d'électrification rurale : ce projet d'assistance technique aidera à alimenter en électricité 20 000 foyers à l'aide de sources d'énergie renouvelables sans danger pour l'environnement. Il associera au maximum le secteur privé afin de faire bénéficier les zones rurales et périurbaines d'un accès accru aux services. Coût total : USD 17 millions.	SPI	2/7/02	2012/2042	4,1	5,0
KENYA					
♦ IDA Deuxième phase du crédit pour la gestion des ressources des terres arides : les habitants des terres arides bénéficieront de cette opération qui contribuera à leur donner les moyens d'agir et de monter des projets communautaires, à renforcer les systèmes de prévention et de gestion des situations de sécheresse et à financer le développement des terres arides au niveau local. Coût total : USD 77,9 millions.	DESD	19/6/03	2013/2043	43,6	60,0

Pays/nom du projet	Réseau ^a	Date	Période	Principal (millions)	
		d'approbation	d'amortissement	DTS ^b	USD
<p>◊ IDA Crédit à l'appui de la gratuité de l'enseignement primaire : le projet, axé sur les enfants en âge de fréquenter l'école primaire, financera l'achat de manuels scolaires et de matériel pédagogique de meilleure qualité, le perfectionnement des programmes scolaires et le renforcement de l'efficacité des enseignants grâce à une formation. Coût total : USD 55 millions.</p>	VRH	19/6/03	s.o.	36,7	50,0
<p>IDA Crédit pour la réforme de l'économie et du secteur public — opération financée sur les remboursements de crédits antérieurs de l'IDA.</p>	PREM	5/6/03	2010/2040	0,4	0,5
MADAGASCAR					
<p>◊ IDA Crédit de renforcement de la gouvernance dans le secteur des ressources minérales : le projet vise à renforcer la gouvernance et la transparence de la gestion des ressources naturelles, en particulier s'agissant de l'extraction minière artisanale à petite échelle, via la réforme des institutions, l'investissement privé et l'amélioration de la gestion et de la coordination du projet. Coût total : USD 38,7 millions.</p>	SPI	13/5/03	s.o.	23,2	32,0
<p>IDA Crédit de redressement économique d'urgence : ce programme de redressement à court terme bénéficiera à la population et permettra de décaisser rapidement des liquidités pour financer les besoins d'importation et des activités visant à reconstituer les actifs sociaux, économiques et matériels du pays. Coût total : USD 50 millions.</p>	PREM	14/11/02	2013/2042	38,0	50,0
<p>◊ IDA Crédit-programme évolutif pour les transports ruraux : Six millions de ruraux bénéficieront de ce projet qui remettra en état 9 000 km de routes, améliorera l'accès à l'infrastructure sociale (marchés, écoles, centres de santé, etc.) et facilitera les échanges économiques et commerciaux. Coût total : USD 80 millions.</p>	SPI	14/11/02	2012/2042	60,7	80,0
MALAWI					
<p>◊ IDA Crédit/don à un programme évolutif pour le Troisième projet de fonds social : l'opération financera des actions de proximité en faveur des personnes vulnérables pour les aider à se protéger contre les risques liés à la santé, l'éducation, l'hygiène, l'eau, l'énergie, les transports et la sécurité alimentaire. Coût total : USD 78,1 millions.</p>	VRH	10/6/03	2013/2043	24,1c 20,0d	32,8 27,2
<p>◊ IDA Crédit d'investissement spécifique à l'appui d'une gestion transparente et responsable : il s'agit d'encourager l'utilisation efficace, transparente et responsable des deniers publics via le renforcement des systèmes de comptabilité, de gestion financière et de valorisation des ressources humaines. Coût total : USD 27,4 millions.</p>	PREM	6/3/03	2013/2043	17,6	23,7
<p>IDA Crédit/don d'urgence aux zones touchées par la sécheresse : l'opération appuiera la gestion des catastrophes naturelles et évitera l'aggravation du ralentissement macroéconomique provoqué par la crise alimentaire en apportant une aide financière et en soutenant le développement des travaux publics et les investissements sociaux. Coût total : USD 82 millions.</p>	DESD	5/11/02	2013/2042	24,1c 15,9d	29,0 21,0
<p>IDA Crédit supplémentaire pour le projet de mise en valeur des ressources en eau à l'échelon national : les communautés rurales bénéficieront de cette opération qui améliorera les services d'approvisionnement en eau. La construction de réseaux d'adduction d'eau et l'installation de pompes manuelles sur 500 points d'eau profiteront à plus de 350 000 personnes. Coût total : USD 3,2 millions.</p>	SPI	8/8/02	2005/2035	2,4	3,2
MOZAMBIQUE					
<p>◊ IDA Don à l'appui de la lutte contre le VIH/SIDA : l'opération aidera l'État à financer un plan visant à ralentir la progression des MST et du VIH/SIDA, grâce à des actions de prévention, de soins, de sensibilisation et de traitement et à des mesures d'atténuation, avec la participation de la population et de la société civile. Coût total : USD 64 millions.</p>	VRH	28/3/03	s.o.	41,6	55,0

(suite page suivante)

Tableau 6.8 Opérations approuvées durant l'exercice 03, Afrique (suite)

Pays/nom du projet	Réseau ^a	Date	Période	Principal (millions)	
		d'approbation	d'amortissement	DTS ^b	USD
<p>◇ IDA Don à un programme évolutif pour la réforme du secteur public : le projet appuiera la stratégie de réforme du secteur public adoptée par le gouvernement, qui a pour objet d'améliorer la qualité de vie des citoyens via des prestations de services publics plus efficaces, un meilleur ciblage des subventions et des politiques publiques favorables au développement du secteur privé. Coût total : USD 45 millions.</p>	PREM	18/3/03	s.o.	19,4	25,6
<p>IDA Crédit d'ajustement pour la gestion économique et le secteur privé : l'opération vise à rétablir la stabilité macroéconomique, à promouvoir une croissance tirée par le secteur privé, à maintenir une croissance élevée, à réduire la dépendance à l'égard de l'aide extérieure et à accroître les dépenses sociales pour atteindre les objectifs fixés en matière d'éducation et de santé. Coût total : USD 120 millions.</p>	PREM	29/8/02	2012/2042	96,2	120,0
NIGER					
<p>◇ IDA Don plurisectoriel à l'appui de la lutte contre les MST et le VIH/SIDA : il s'agit d'atténuer les effets aux plans médical, social et économique des MST et du VIH/SIDA en appuyant les mesures prises dans différents secteurs pour traiter et soigner les personnes atteintes, sensibiliser le public et la société civile, renforcer les capacités et coordonner et faciliter le projet. Coût total : USD 27,5 millions.</p>	VRH	4/4/03	s.o.	18,2	25,0
<p>◇ IDA Don à un programme évolutif d'action de proximité : ce projet profitera aux communautés pauvres et stimulera la croissance économique en finançant des microprojets et des actions visant à renforcer les capacités locales. L'aide fournie à l'État pour améliorer la gestion de l'écosystème devrait permettre de rehausser le niveau de santé, d'éducation et de sécurité alimentaire. Coût total : USD 43,8 millions.</p>	DESD	20/3/03	s.o.	25,4	35,0
NIGÉRIA					
<p>◇ IDA Crédit à l'appui du partenariat pour l'éradication de la poliomyélite : le projet, qui vise tous les enfants de moins de 5 ans, appuiera les efforts du gouvernement en vue d'éradiquer la poliomyélite d'ici à 2005 en finançant des vaccins supplémentaires destinés aux pauvres. Lorsque le projet sera achevé, un fonds fiduciaire financé par la Fondation Gates et Rotary International permettra de réduire le coût de cette aide en convertissant le crédit en don. Coût total : USD 157,1 millions.</p>	VRH	29/4/03	s.o.	20,9	28,7
<p>◇ IDA Crédit d'investissement spécifique pour le transport urbain à Lagos : 12,8 millions d'usagers des transports bénéficieront de cette opération qui améliorera la gestion du réseau de transports publics. La mise en place d'un cadre réglementaire permettra de remettre en état les réseaux routiers et les systèmes de circulation routière. Coût total : USD 135 millions.</p>	SPI	21/11/02	2013/2037	75,5	100,0
<p>IDA Crédit d'investissement spécifique pour l'éducation de base pour tous : ce projet ciblé sur les enfants en âge de fréquenter l'école primaire vise à améliorer la qualité des installations et du matériel scolaires et du personnel enseignant, à faciliter l'accès à l'éducation grâce à des mesures incitatives, et à renforcer les écoles communautaires. Coût total : USD 129 millions.</p>	VRH	12/9/02	2013/2037	76,3	101,0
UGANDA					
<p>◇ IDA Deuxième crédit/don pour le développement des administrations locales : le projet financera en partie les budgets d'orientation et de fonctionnement des collectivités locales, en vue d'améliorer la performance institutionnelle et d'assurer la viabilité à long terme d'une prestation de services décentralisée qui soit conforme aux intérêts de tous les Ougandais et des autorités locales. Coût total : USD 165 millions.</p>	PREM	29/5/03	2013/2043	36,7c 55,0d	50,0 75,0
<p>◇ IDA Crédit d'investissement spécifique pour le fonds d'action sociale dans le nord de l'Ouganda : environ 30 % de la population bénéficiera de ce projet en faveur du développement de proximité. Il s'agit d'offrir des possibilités d'emplois et d'appuyer des initiatives visant à améliorer les services socioéconomiques et à encourager la réconciliation des communautés. Coût total : USD 133,5 millions.</p>	VRH	23/7/02	2012/2042	80,1	100,0

Pays/nom du projet	Réseau ^a	Date	Période	Principal (millions)	
		d'approbation	d'amortissement	DTS ^b	USD
IDA Deuxième crédit à l'appui de la réduction de la pauvreté : le projet encouragera l'utilisation efficace des ressources publiques, la réforme du service public et les activités en faveur du développement rural, de l'agriculture, des routes rurales, du financement rural et de la gestion des ressources naturelles en appuyant la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté. Coût total : USD 150 millions.	PREM	23/7/02	2012/2042	120,2	150,0
✦ IDA Crédit d'investissement spécifique pour la gestion et l'exploitation durable des zones protégées : l'opération financera des mesures destinées à intéresser les touristes à la faune et au patrimoine culturel de l'Ouganda. Elle encouragera l'adoption de stratégies de gestion rationnelles qui profitent aux populations vivant à l'intérieur et aux alentours des périmètres protégés. Coût total : USD 38 millions.	DESD	9/7/02	2012/2042	21,7	27,0
IDA Crédit supplémentaire spécifique pour la gestion de l'environnement du lac Victoria : le projet permettra de mieux gérer les zones humides, les pêcheries, le boisement et les déchets urbains et industriels afin de procurer aux populations de la région le plus d'avantages possible en termes d'emplois, de revenus et de salubrité de l'eau et de l'environnement. Coût total : USD 4,5 millions.	DESD	9/7/02	2012/2042	3,6	4,5
RWANDA					
✦ IDA Don à l'appui du programme plurinational de lutte contre le VIH/SIDA : l'opération vise à renforcer les mesures de prévention destinées à ralentir la propagation du VIH/SIDA et à développer les soins aux personnes infectées, via une approche plurisectorielle associant des organismes publics et privés et la société civile. Coût total : USD 32 millions.	VRH	31/3/03	s.o.	22,2	30,5
IDA Crédit à l'appui de réformes institutionnelles : le projet vise à améliorer les services publics et sociaux essentiels en renforçant les capacités ; à accroître la production rurale en assurant la sécurité des droits fonciers ; à stimuler l'activité du secteur privé ; et à créer des emplois en améliorant les services financiers et d'infrastructure. Coût total : USD 85 millions.	PREM	3/12/02	2013/2042	64,5	85,0
SÉNÉGAL					
✦ IDA Crédit pour la promotion de l'investissement privé : le projet générera 30 000 emplois dans des communautés rurales et urbaines et créera les conditions qui se prêtent à une participation accrue des opérateurs privés à l'activité économique en finançant la réforme de la politique économique et sectorielle et en facilitant les relations entre secteur public et secteur privé au plan réglementaire. Coût total : USD 56,7 millions.	SPI	20/5/03	s.o.	33,8	46,0
SIERRA LEONE					
✦ IDA Troisième crédit à l'appui du redressement et de la reprise économiques : le crédit permettra de décentraliser et d'améliorer la gestion des ressources publiques et d'instaurer un climat qui encourage le secteur privé à investir, stimulant ainsi la croissance économique. Il facilitera par ailleurs l'importation des biens nécessaires à l'œuvre de reconstruction. Coût total : USD 30 millions.	PREM	20/5/03	s.o.	22,0	30,0
✦ IDA Crédit d'action sociale à l'échelon national : l'opération aidera les populations touchées par la guerre à remettre en état les infrastructures et les services et à se doter de moyens d'action collective dans le cadre de sous-projets de proximité, de programmes pilotes d'amélioration des infrastructures, notamment routières, et de l'assistance technique à la gestion de projet. Coût total : USD 42 millions.	VRH	24/4/03	s.o.	25,4	35,0

(suite page suivante)

Tableau 6.8 Opérations approuvées durant l'exercice 03, Afrique (suite)

Pays/nom du projet	Réseau ^a	Date	Période	Principal (millions)	
		d'approbation	d'amortissement	DTS ^b	USD
<p>◇ IDA Don d'investissement spécifique pour la reconstruction et le développement du secteur de la santé : il s'agit de remettre sur pied le système de prestation de soins en élargissant l'accès aux services, en améliorant les programmes techniques, en faisant appel à la société civile et en encourageant la prestation de soins de santé par le secteur privé. Coût total : USD 21 millions.</p>	VRH	25/2/03	s.o.	15,1	20,0
<p>◇ IDA Don d'investissement spécifique pour la réorganisation de l'éducation de base : l'opération, qui financera la réorganisation des écoles et des services d'enseignement, profitera à 700 000 enfants. Les enseignants bénéficieront de programmes de formation et recevront des indemnités qui leur permettront de se réinstaller dans leur village d'origine. Coût total : USD 42,1 millions.</p>	VRH	25/2/03	s.o.	15,1	20,0
TANZANIE					
IDA Crédit programmatique d'ajustement structurel — opération financée sur les remboursements de crédits antérieurs de l'IDA.	PREM	27/6/03	2010/2040	0,3	0,4
<p>◇ IDA Crédit/don à l'appui de la réduction de la pauvreté : le projet facilitera la mise en œuvre de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté en appuyant des réformes écologiquement viables en faveur du développement du secteur privé et de la gestion du secteur public. Coût total : USD 132 millions.</p>	SPI	29/5/03	2013/2043	73,0c 23,4d	100 32
<p>◇ IDA Crédit de développement agricole participatif et d'autonomisation : il s'agit d'améliorer la production vivrière et le revenu des ménages et de petits groupes de population dans 840 villages environ, en appuyant de petits sous-projets de développement agricole préparés et gérés par des membres de la communauté. Le coût de l'opération sera en partie pris en charge par les participants et le secteur privé. Coût total : USD 70 millions.</p>	DESD	27/5/03	2013/2043	41,5	56,6
<p>◇ IDA Crédit pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement de Dar es Salaam : le projet vise à fournir des services d'alimentation en eau fiables, abordables et durables, et à améliorer les systèmes d'égout et d'assainissement via la remise en état des installations existantes, l'extension du réseau d'adduction d'eau et la mise en conformité des opérateurs commerciaux aux normes du secteur. Coût total : USD 164,6 millions.</p>	SPI	27/5/03	2013/2043	45,0	61,5
TCHAD					
<p>◇ IDA Crédit/don d'investissement spécifique pour la réforme du secteur de l'éducation : axée sur les enfants en âge de fréquenter l'école primaire, l'opération vise à définir le cadre de l'action à mener pour fournir à tous une éducation de base de qualité en facilitant l'accès à l'enseignement et en améliorant la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage. Coût total : USD 119,7 millions.</p>	VRH	18/3/03	2013/2042	14,5c 17,5d	19,1 23,2
IDA Cinquième crédit d'ajustement structurel : le projet appuiera des réformes dans le domaine de la gouvernance et de la gestion des ressources publiques, qui sont des conditions nécessaires à une amélioration de la prestation des services aux pauvres. Trois cent mille familles bénéficieront du processus de réforme dans le secteur du coton. Coût total : USD 40 millions.	PREM	18/3/03	2013/2043	29,6	40,0
<p>◇ IDA Crédit d'investissement spécifique pour la remise en état des services essentiels d'eau et d'électricité : le projet permettra de remettre en état et de développer les systèmes d'eau et d'électricité qui desservent 12 000 familles. Il encouragera une participation accrue du secteur privé et devrait se traduire par une réduction des prix pour les consommateurs. Coût total : USD 55,7 millions.</p>	SPI	10/10/02	2013/2042	41,4	54,8

Pays/nom du projet	Réseau ^a	Date	Période	Principal (millions)	
		d'approbation	d'amortissement	DTS ^b	USD
ZAMBIE					
IDA Deuxième crédit supplémentaire d'assistance technique pour le redressement de l'économie et la promotion de l'investissement : le projet aidera le gouvernement à achever la restructuration des mines de cuivre de Konkola et fournira une assistance technique, des équipements et des services de formation dans le cadre du programme de privatisation. Coût total : USD 10 millions.	SPI	17/6/03	2013/2043	7,3	10,0
✦ IDA Crédit/don d'investissement en faveur de l'environnement de la Copperbelt : il s'agit de remédier aux préjudices causés à l'environnement par le secteur minier suite à la privatisation dudit secteur en finançant des mesures prioritaires de protection de l'environnement et en renforçant les organes de réglementation en place. Coût total : USD 41,8 millions.	DESD	20/3/03	2013/2043	14,1c 15,5d	19,0 21,0
✦ IDA Don à un programme évolutif de lutte contre le VIH/SIDA à l'échelon national (ZANARA) : l'opération, qui est ciblée sur les groupes à haut risque, vise à rendre les programmes de prévention, de soins et d'atténuation de l'impact du VIH/SIDA plus accessibles et à encourager le recours à ces programmes au moyen d'actions communautaires et de sensibilisation. Coût total : USD 46 millions.	VRH	30/12/02	s.o.	33,7	42,0
✦ IDA Crédit/don d'urgence aux zones touchées par la sécheresse : face à la crise récemment provoquée par la sécheresse, le projet aidera à prévenir la famine et la malnutrition, à fournir des services d'approvisionnement en eau, de transport, de santé et d'assainissement, à assurer des moyens logistiques essentiels pour que les enfants restent scolarisés, et à protéger le bétail menacé. Coût total : USD 50 millions.	DESD	19/11/02	2013/2042	22,8c 15,2d	30,0 20,0
IDA Crédit supplémentaire d'assistance technique pour le redressement de l'économie et la promotion de l'investissement : le projet vise à fournir des services de conseil au gouvernement pour l'aider à mener à bien la privatisation des principales entreprises parapubliques et d'utilité publique opérant dans les secteurs de l'électricité, de l'énergie et des télécommunications. Coût total : USD 7,5 millions.	SPI	19/9/02	2012/2042	5,6	7,5
Total				2 825,9	3 737,2

s.o. : Sans objet.

✦ Ce symbole désigne les opérations auxquelles la société civile participe à divers degrés.

Note : Les chiffres ayant été arrondis, les totaux ne correspondent pas toujours à la somme exacte de leurs éléments. c = crédit de l'IDA et d = don de l'IDA

a. DESD : développement écologiquement et socialement durable ; VRH : valorisation des ressources humaines ; SF : secteur financier ; PREM : réduction de la pauvreté et gestion économique ; SPI : secteur privé et infrastructure.

b. Les fonds de l'IDA sont libellés en droits de tirage spéciaux (DTS), qui sont évalués sur la base d'un panier de monnaies. Les montants exprimés en dollars des États-Unis reflètent les taux de change en vigueur lors de la négociation du crédit ou du don.

Tableaux

Tableau 6.9 Opérations approuvées durant l'exercice 03,
Asie de l'Est et Pacifique

Pays/nom du projet	Réseau ^a	Date	Période	Principal (millions)	
		d'approbation	d'amortissement	DTS ^b	USD
CAMBODGE					
<p>◇ IDA Crédit/don pour l'eau et l'assainissement dans les régions provinciales et périurbaines : les villes et les régions périurbaines, en plein essor, bénéficieront de cette opération qui permettra d'assurer durablement des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Des partenariats auxquels participeront le secteur privé, des groupes d'usagers et des communautés locales se chargeront du financement, de l'exploitation et de l'entretien de projets d'amélioration de l'infrastructure et de la gestion de l'environnement. Coût total : USD 23,4 millions.</p>	SPI	22/4/03	2013/2042	12,4c 2,3d	16,9 3,0
<p>◇ IDA Projet d'investissement rural et de gouvernance locale : 7,8 millions d'habitants de 1 110 communes bénéficieront de ce projet qui fournira des biens publics prioritaires. Le financement de la planification et de l'investissement au niveau local et l'appui à l'action des pouvoirs en matière de gestion des projets renforceront les systèmes de gouvernance locaux. Coût total : USD 62,1 millions.</p>	DESD	22/4/03	2013/2043	16,1	22,0
<p>◇ IDA Crédit/don d'investissement et d'entretien à l'appui du secteur de la santé : le projet appuiera une stratégie de gestion sectorielle qui profitera aux pauvres des régions rurales. Il vise à mettre en place des services de santé de qualité, accessibles et peu coûteux, et à maîtriser des maladies infectieuses telles que le paludisme, la dengue, la tuberculose et le VIH/SIDA. Coût total : USD 31,8 millions.</p>	VRH	19/12/02	2013/2042	13,1c 7,6d	17,2 9,8
CHINE					
<p>◇ BIRD Deuxième prêt d'investissement spécifique à l'appui de la route provinciale d'Anhui : le projet fournira les fonds et l'assistance nécessaires à la mise en place d'une infrastructure routière efficace, sûre et rentable. L'amélioration des itinéraires d'accès bénéficiera à la région d'Anhui, au sud-est de la Chine, où les revenus sont faibles. Coût total : USD 631,8 millions.</p>	SPI	24/6/03	2010/2023	s.o.	250,0
<p>BIRD Prêt à un programme évolutif pour l'environnement urbain de Shanghai : le projet, qui financera la gestion des eaux usées et des déchets solides de la ville, la planification et la modernisation urbaines, la gestion de l'environnement urbain et le renforcement des institutions, notamment par des études environnementales, profitera aux habitants de Shanghai. Coût total : USD 512,2 millions.</p>	SPI	17/6/03	2009/2023	s.o.	200,0
<p>◇ BIRD Deuxième prêt d'investissement spécifique à l'appui de l'environnement et du développement urbain de Tianjin : la gestion des eaux usées et les systèmes de transport gagneront en efficacité et en équité grâce à l'opération qui financera le recyclage des eaux usées, le nettoyage des conduites d'égout et la gestion de la pollution dans les banlieues et les voies réservées aux autobus. Coût total : USD 335,5 millions.</p>	SPI	20/5/03	2009/2023	s.o.	150,0
<p>◇ BIRD Prêt pour la centrale de pompage de Yixing : 75 millions de personnes bénéficieront de ce projet qui vise à améliorer l'efficacité du secteur de l'électricité dans la province de Jiangsu. Il s'agit de restructurer le secteur pour encourager le jeu de la concurrence et construire une centrale de pompage. Coût total : USD 582,7 millions.</p>	SPI	20/3/03	2008/2023	s.o.	145,0
<p>BIRD Prêt d'investissement spécifique pour la route Xiaogan-Xiangfan dans la province de Hubei : l'opération, qui vise à mettre en place une infrastructure routière plus efficace, plus sûre et mieux gérée, bénéficiera à 24 millions d'habitants de la province. Elle favorisera le développement socioéconomique, les échanges et l'intégration régionale et rendra les routes plus accessibles dans les zones à faible revenu. Coût total : USD 690,9 millions.</p>	SPI	17/9/02	2008/2022	s.o.	250,0

Pays/nom du projet	Réseau ^a	Date	Période	Principal (millions)	
		d'approbation	d'amortissement	DTS ^b	USD
BIRD Troisième projet routier de Xinjiang : le projet facilitera le commerce interrégional en réduisant les coûts pour les usagers de la route et en améliorant la sécurité routière dans cette province isolée. L'amélioration de l'accès aux services sociaux et aux marchés profitera aux districts pauvres de la province. Coût total : USD 334,2 millions.	SPI	5/9/02	2008/2022	s.o.	150,0
INDONÉSIE					
◇ BIRD/IDA Prêt/crédit à un programme évolutif pour la gestion des ressources en eau et du secteur de l'irrigation ^c : l'opération bénéficiera aux communautés rurales et aux agriculteurs en finançant la remise en état et l'amélioration des réseaux d'irrigation et en facilitant l'accès aux services d'appui à l'agriculture et au microcrédit. Coût total : USD 115,6 millions.	DESD	26/6/03	2009/2023	s.o.	25,0
		26/6/03	2013/2038	17,9	45,0
◇ BIRD/IDA Troisième prêt/crédit à l'appui du développement des kecamatan ^c : le projet vise à améliorer la gouvernance au niveau local dans les régions rurales de l'Indonésie. Il s'agit d'institutionnaliser les processus participatifs et de rentabiliser la fourniture d'équipements socioéconomiques de base, de sorte que les institutions de micro-financement soient mieux à même de gérer et de contrôler durablement les fonds. Coût total : USD 378,6 millions.	DESD	26/6/03	2009/2023	s.o.	204,3
		26/6/03	2013/2038	32,2	45,5
◇ BIRD Prêt à l'appui de la restructuration et du renforcement du secteur de l'électricité à Java et Bali ^c : l'opération appuiera la restructuration financière et institutionnelle de la société nationale d'électricité en vue de renforcer les systèmes d'approvisionnement en électricité et de préparer la restructuration des activités dans le domaine du transport et de la distribution du gaz. Coût total : USD 211,6 millions.	SPI	26/6/03	2008/2023	s.o.	141,0
◇ BIRD/IDA Prêt/crédit à l'appui des services et du personnel de santé ^c : le projet, qui financera l'amélioration de la prestation de services de santé essentiels, permettra aux habitants de quatre provinces d'avoir plus facilement accès à des soins de meilleure qualité, ce qui améliorera l'état de santé au niveau des districts. Il aidera également à renforcer la politique de personnel, ainsi que la valorisation et la gestion des ressources humaines dans un cadre décentralisé. Coût total : USD 429,4 millions.	VRH	12/6/03	2008/2023	s.o.	31,1
		12/6/03	2013/2038	54,0	74,5
◇ BIRD Prêt d'assistance technique pour la fourniture de services d'infrastructure par le secteur privé : les usagers des services d'infrastructure de transport et de télécommunications et d'infrastructure urbaine bénéficieront de cette opération, qui aidera l'État à mettre en place les politiques publiques et le cadre réglementaire qui encouragent les investisseurs privés à financer de grands projets d'infrastructure efficaces et durables. Coût total : USD 19 millions.	SPI	22/5/03	2008/2023	s.o.	17,1
MONGOLIE					
◇ IDA Crédit d'assistance technique pour le renforcement des capacités économiques : le projet aidera le gouvernement à réformer la gestion du secteur public dans un sens favorable à la population, notamment aux pauvres et aux personnes vulnérables. Grâce à ce concours technique et financier, les institutions pourront se doter des moyens, des systèmes et des processus qui leur permettront de mieux établir les budgets et gérer la fonction publique. Coût total : USD 7,8 millions.	PREM	24/6/03	2013/2043	5,5	7,5
PHILIPPINES					
◇ BIRD Prêt d'investissement spécifique KALAHI-CIDSS : 5 300 villages de 40 provinces parmi les plus pauvres du pays bénéficieront de ce projet de prestation intégrée de services sociaux (CIDSS), qui fournira les moyens de renforcer la participation et le développement communautaires dans le cadre de la construction d'écoles, de dispensaires et de systèmes d'assainissement et d'approvisionnement en eau. Coût total : USD 182 millions.	DESD	17/9/02	2010/2022	s.o.	100,0

(suite page suivante)

Tableau 6.9 Opérations approuvées durant l'exercice 03, Asie de l'Est et Pacifique (suite)

Pays/nom du projet	Réseau ^a	Date	Période	Principal (millions)	
		d'approbation	d'amortissement	DTS ^b	USD
<p>◇ BIRD Deuxième prêt d'investissement spécifique à l'appui du développement de proximité via la réforme agraire : ce projet, qui vise à renforcer les capacités communautaires, à encourager l'investissement collectif dans les infrastructures rurales, à adopter de nouvelles techniques agricoles et à faciliter l'accès aux services financiers, profitera à 70 000 foyers agricoles, dont il améliorera le revenu et les conditions de vie. Coût total : USD 74,8 millions.</p>	DESD	26/11/02	2011/2022	s.o.	50,0
<p>◇ BIRD Prêt d'investissement spécifique à l'appui du fonds social de l'ARMM : l'opération appuiera des projets de proximité en faveur de groupes défavorisés dans 500 villages éprouvés par les conflits dans la région musulmane autonome de Mindanao (ARMM). Il s'agit d'élargir l'accès aux services sociaux, de santé et d'éducation, d'aménager des routes d'accès aux marchés ruraux, de créer des emplois et de renforcer les capacités en vue d'améliorer les institutions et la gouvernance. Coût total : USD 40,6 millions.</p>	VRH	5/12/02	2011/2022	s.o.	33,6
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO					
<p>◇ IDA Crédit pour l'exploitation durable des forêts à l'appui du développement rural : les communautés locales de quatre provinces profiteront de ce projet, qui financera des dons et une assistance technique pour renforcer les capacités de gestion de 600 000 hectares de forêts environ et assurer, à terme, le partage des recettes provenant des forêts gérées par des organismes publics et les communautés locales. Coût total : USD 16,5 millions.</p>	DESD	24/6/03	2013/2043	7,2	9,9
<p>◇ IDA Deuxième crédit pour la délivrance de titres de propriété : 200 000 familles recevront des titres de propriété dans le cadre de ce projet qui vise à améliorer la sécurité du régime foncier et à faciliter le développement de marchés fonciers en définissant une politique en la matière et en renforçant les institutions chargées des questions foncières aux niveaux national et local. Coût total : USD 23,9 millions.</p>	DESD	24/6/03	2013/2043	10,8	14,8
SAMOA					
<p>IDA Crédit d'assistance technique pour la réforme des postes et des télécommunications : l'opération encouragera le jeu de la concurrence et l'entrée dans le secteur d'opérateurs privés via des réformes réglementaires et une aide à la gestion de projet. L'amélioration des services postaux bénéficiera à la fois aux ménages et aux entreprises. Coût total : USD 6,3 millions.</p>	SPI	17/12/02	2013/2042	3,4	4,5
VIET NAM					
<p>◇ IDA Deuxième crédit à l'appui de la réduction de la pauvreté : ce financement complémentaire aidera l'État à créer les conditions structurelles, sociales et de gouvernance nécessaires à l'instauration d'un climat économique plus favorable aux opérateurs privés, notamment via la libéralisation du secteur bancaire, des entreprises d'État, du commerce et du secteur privé. Coût total : USD 33,7 millions.</p>	PREM	24/6/03	2013/2043	72,6	100,0
<p>IDA Crédit à l'appui de la réforme de la gestion des finances publiques : l'opération vise à renforcer la capacité de planification, d'exécution et de suivi budgétaire en améliorant la gestion du budget, de la trésorerie et de la dette publique et la planification des investissements. L'amélioration de la prestation de services et de la responsabilité financière profitera à l'ensemble de la population du Viet Nam. Coût total : USD 71,5 millions.</p>	PREM	22/5/03	2013/2043	39,9	54,3
<p>◇ IDA Crédit pour l'enseignement primaire axé sur les enfants défavorisés : grâce à ce concours financier et technique, les filles et les garçons défavorisés de 38 provinces auront plus facilement accès à un enseignement primaire de meilleure qualité. Le projet financera également des interventions en faveur d'enfants en difficulté. Coût total : USD 243,7 millions.</p>	VRH	6/5/03	2013/2043	101,4	138,8
Total				396,4	2 310,8

Pays/nom du projet	Réseau ^a	Date	Période	Principal (millions)	
		d'approbation	d'amortissement	DTS ^b	USD
Financements spéciaux^d					
TIMOR-LESTE					
<p>⇨ IDA Don post-conflit à l'appui de la transition : l'opération financera la formulation générale d'un plan de réduction de la pauvreté et l'élaboration d'un cadre juridique et institutionnel qui favorise l'administration libre et démocratique des affaires publiques, et partant, l'instauration d'un climat favorable à l'activité privée. Coût total : USD 27,3 millions.</p>	SPI	22/7/02	s.o.	s.o.	5,0
<p>⇨ IDA Don d'assistance technique au secteur pétrolier : la population du Timor-Leste bénéficiera de ce projet, qui vise à financer l'exploitation du gisement de gaz de Bayu-Undan et à attirer les investisseurs dans ce secteur. Le don financera également la préparation des instruments juridiques, contractuels et financiers nécessaires. Coût total : USD 0,2 million.</p>	SPI	10/12/02	s.o.	s.o.	0,2
<p>IDA Deuxième don d'assistance technique au secteur pétrolier : le projet aidera deux directions clés du gouvernement à gérer le secteur, ainsi que les recettes qu'il génère, dans l'intérêt de la population du Timor-Leste, et il financera la mise en place d'un nouveau cadre juridique, contractuel et financier qui régira les opérations pétrolières. Coût total : USD 1,7 million.</p>	SPI	18/6/03	s.o.	s.o.	1,3
VIET NAM					
<p>IDA Deuxième phase du projet de centrale électrique Phu My 2 : l'objectif est de confier à un consortium privé le soin de concevoir, construire et exploiter une centrale électrique à cycle combiné. Il s'agit du premier grand projet de construction-exploitation-transfert devant être financé par le secteur privé. Le projet bénéficie d'une garantie partielle des risques souverains par l'IDA. Coût total : USD 480 millions.</p>	SPI	15/10/02	s.o.	s.o.	75,0

s.o. : Sans objet.

⇨ Ce symbole désigne les opérations auxquelles la société civile participe à divers degrés.

Note : Les chiffres ayant été arrondis, les totaux ne correspondent pas toujours à la somme exacte de leurs éléments. c = crédit de l'IDA et d = don de l'IDA

a. DESD : développement écologiquement et socialement durable ; VRH : valorisation des ressources humaines ; SF : secteur financier ;

PREM : réduction de la pauvreté et gestion économique ; SPI : secteur privé et infrastructure.

b. Les fonds de l'IDA sont libellés en droits de tirage spéciaux (DTS), qui sont évalués sur la base d'un panier de monnaies. Les montants exprimés en dollars des États-Unis reflètent les taux de change en vigueur lors de la négociation du crédit ou du don.

c. Financement « mixte » combinant prêt de la BIRD et crédit de l'IDA.

d. Financement assuré par des fonds fiduciaires administrés par la Banque.

Tableaux

Tableau 6.10 Opérations approuvées durant l'exercice 03, Asie du Sud

Pays/nom du projet	Réseau ^a	Date	Période	Principal (millions)	
		d'approbation	d'amortissement	DTS ^b	USD
AFGHANISTAN					
<p>◇ IDA Deuxième don d'urgence pour l'administration publique : l'opération aidera le gouvernement à gérer les ressources publiques de façon plus transparente et responsable afin d'entreprendre une réforme en profondeur de la fonction publique qui se traduira par une amélioration de la prestation des services de base à la population. Coût total : USD 10,9 millions.</p>	PREM	24/6/03	s.o.	6,1	8,4
<p>◇ IDA Crédit/don à l'appui du Programme national d'urgence pour l'emploi et l'infrastructure rurales : ce projet de remise en état de l'infrastructure rurale et de création d'emplois pour la population rurale génèrera environ 6 millions de journées de travail non qualifié et permettra de réparer quelque 2 000 kilomètres de routes rurales et 2 300 mètres de ponts. Coût total : USD 57 millions.</p>	VRH	24/6/03	2013/2043	14,8c 13,6d	20,4 18,8
<p>◇ IDA Don d'urgence pour la refonte et le développement du secteur de la santé : l'opération contribuera à assurer l'accès aux services de santé de base et à développer les prestations dans ce domaine, en particulier pour les femmes et les enfants. Elle aidera à répondre aux besoins urgents des populations rurales pauvres afin de réduire les taux de mortalité infantile et juvénile, de mortalité maternelle, de malnutrition infantile et de fécondité. Coût total : USD 59,6 millions.</p>	VRH	5/6/03	s.o.	43,7	59,6
<p>◇ IDA Crédit d'investissement spécifique d'urgence pour la réorganisation des transports : le projet vise à éliminer sans tarder les principaux goulets d'étranglement dans les transports et à appuyer l'action menée par le gouvernement dans le cadre de programmes routiers et d'aviation civile pour faciliter le redressement économique et social. Coût total : USD 128,8 millions.</p>	SPI	11/3/03	2013/2043	80,0	108,0
BANGLADESH					
<p>◇ IDA Crédit d'assistance technique pour les télécommunications : le projet aidera le gouvernement à ouvrir à la concurrence la fourniture de services et d'infrastructures de télécommunications. L'opération devrait permettre d'élargir l'accès aux services de communication entre personnes dans l'ensemble du pays. Coût total : USD 11,1 millions.</p>	SPI	19/6/03	2013/2043	6,7	9,1
<p>IDA Crédit pour l'amélioration des transports ruraux : jusqu'à 45 millions d'habitants des zones rurales pourraient bénéficier de ce projet axé sur la remise en état d'environ 3 000 kilomètres de routes et la construction de 1 500 mètres de petits ponts et de ponceaux. Le crédit financera également la rénovation d'environ 150 marchés et l'aménagement de 45 digues fluviales, ouvrages d'une importance cruciale pour le transport rural et l'activité marchande. Coût total : USD 255 millions.</p>	SPI	19/6/03	2013/2043	138,0	190,0
<p>◇ IDA Crédit à l'appui du développement : ce crédit soutiendra le document intérimaire de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP-I). Il s'agira, dans un premier temps, d'appuyer des mesures de nature à améliorer le climat de l'investissement et à stimuler la croissance de l'économie, notamment promouvoir la bonne gouvernance, améliorer la condition féminine, investir dans le développement humain et assurer la protection sociale. Coût total : USD 300 millions.</p>	PREM	19/6/03	2013/2043	217,6	300,0

Pays/nom du projet	Réseau ^a	Date	Période	Principal (millions)	
		d'approbation	d'amortissement	DTS ^b	USD
<p>◇ IDA Crédit pour le renforcement de la banque centrale : l'opération aidera la Bangladesh Bank à développer ses ressources humaines et à renforcer le cadre juridique et les capacités de réglementation, de supervision et de recherche à sa disposition pour s'acquitter efficacement de sa fonction de régulation et de supervision des banques et de la politique monétaire du pays. Coût total : USD 46,1 millions.</p>	SF	19/6/03	2013/2043	27,2	37,0
<p>◇ IDA Crédit d'investissement spécifique à l'appui du programme d'investissement social : en appuyant l'action menée par l'État et les organisations non gouvernementales pour associer au processus décisionnel tous ceux qui en sont généralement exclus, en particulier les plus démunis et les femmes, ce projet incitera la population à reprendre à son compte les initiatives de développement local. Coût total : USD 22,5 millions.</p>	DESD	18/3/03	2013/2043	13,5	18,2
INDE					
<p>◇ BIRD Prêt d'investissement spécifique dans le secteur routier du Tamil Nadu : le projet, qui rehaussera la qualité, la capacité et la sécurité de 750 kilomètres de routes, profitera à 62 millions de personnes. En finançant l'entretien d'environ 2 000 kilomètres de routes, l'aménagement des lieux accidentogènes et les moyens d'assurer la gestion du réseau, il améliorera l'infrastructure et le climat de l'investissement dans cet État. Coût total : USD 450 millions.</p>	SPI	17/6/03	2009/2023	s.o.	348,0
<p>◇ IDA Crédit pour le renforcement des capacités de réglementation alimentaire et pharmaceutique : l'opération aidera le gouvernement à renforcer les mécanismes de contrôle de la qualité et de la sécurité des aliments et des médicaments. Les pauvres bénéficieront d'une amélioration de la qualité des aliments et des médicaments et d'une baisse de la morbidité et de la mortalité prématurée. Coût total : USD 72,9 millions.</p>	VRH	5/6/03	2013/2038	39,7	54,0
<p>◇ IDA Crédit à l'appui de la lutte contre la pauvreté rurale dans le district de Chhattisgarh : ce projet ciblé sur les femmes rurales et les populations tribales vise à financer des infrastructures et des activités rémunératrices et à donner à ces groupes de population défavorisés mais dynamiques les moyens d'agir pour atteindre des objectifs de développement socioéconomique. Les administrations locales bénéficieront d'un appui qui les rendra plus efficaces. Coût total : USD 129,4 millions.</p>	DESD	24/4/03	2013/2038	82,2	112,6
<p>◇ IDA Crédit d'investissement spécifique pour la réduction de la pauvreté rurale dans l'Andhra Pradesh : il s'agit de donner aux pauvres des régions rurales les moyens d'améliorer leur sort et leur qualité de vie en participant aux décisions qui influent sur leur existence et leurs moyens de subsistance. Le projet devrait bénéficier à plus de 2 millions de foyers. Coût total : USD 276,1 millions.</p>	DESD	20/2/03	2013/2038	114,0	150,0
<p>◇ BIRD Prêt d'investissement spécifique dans le secteur routier de l'Uttar Pradesh : grâce à ce projet, qui renforcera la capacité, la qualité et la sécurité du réseau routier de l'État, la population pourra accéder plus facilement aux services de santé et d'éducation, se procurer des biens et des services moins coûteux, se rendre sur les marchés et mettre à profit les opportunités commerciales. Coût total : USD 614,8 millions.</p>	SPI	19/12/02	2008/2023	s.o.	488,0

(suite page suivante)

Tableau 6.10 Opérations approuvées durant l'exercice 03, Asie du Sud (suite)

Pays/nom du projet	Réseau ^a	Date d'approbation	Période d'amortissement	Principal (millions)	
				DTS ^b	USD
<p>IDA Crédit d'appui au programme d'amélioration de la qualité de l'enseignement technique et de la formation des ingénieurs : le projet contribuera à doter les jeunes techniciens et ingénieurs des compétences nécessaires pour stimuler la compétitivité et la productivité de l'économie. Il bénéficiera à 100 000 élèves de 20 écoles d'ingénieurs dans six États du pays. Coût total : USD 314 millions.</p>	VRH	14/11/02	2013/2037	189,0	250,0
<p>IDA Crédit supplémentaire pour la santé génésique et infantile : l'aide fournie dans le cadre du projet de santé génésique et infantile sera poursuivie. Le nouveau crédit, qui vise à réduire les taux de mortalité maternelle et infantile, de morbidité et de fécondité non désirée, permettra aux femmes et aux enfants défavorisés des zones rurales et urbaines de recevoir des soins de santé de meilleure qualité. Coût total : USD 309 millions.</p>	VRH	5/9/02	2007/2032	10,0	12,0
<p>◇ IDA Crédit pour la gestion communautaire des forêts dans l'Andhra Pradesh : le projet aidera 14 populations tribales parmi les plus pauvres qui dépendent de la forêt à améliorer leur sort en s'occupant directement de la gestion de 4 millions d'hectares de forêt. L'opération renforcera le cadre juridique régissant les droits communautaires sur le bois d'œuvre et d'autres produits forestiers. Coût total : USD 127,1 millions.</p>	DESD	16/7/02	2012/2037	85,5	108,0
NÉPAL					
<p>IDA Crédit en faveur de l'école communautaire : le projet appuiera le transfert de la gestion des écoles publiques à la collectivité. La gestion communautaire des écoles aura un effet positif sur le plan de la participation, de la qualité, de l'efficacité et de la responsabilité financière. Le projet financera des dons pour encourager l'évolution dans ce sens d'environ 1 500 écoles. Coût total : USD 5,2 millions.</p>	VRH	25/6/03	2013/2043	3,6	5,0
<p>◇ IDA Crédit/don à l'appui du développement du secteur électrique : la population rurale bénéficiera d'un accès accru à l'électricité grâce au raccordement de 47 000 foyers environ. De plus, le projet favorisera l'exploitation du potentiel hydroélectrique du Népal et encouragera l'entrée d'opérateurs privés dans le secteur afin d'en améliorer l'efficacité. Coût total : USD 133,4 millions.</p>	SPI	22/5/03	2013/2043	36,8c 18,4d	50,4 25,2
<p>IDA Crédit d'assistance technique au secteur financier : en appuyant le programme de réforme du secteur financier qui vise à créer, sous la supervision d'une banque centrale moderne et efficace, un système bancaire viable au plan commercial, le projet profitera à l'économie et à la population du Népal. Coût total : USD 30,1 millions.</p>	SF	19/12/02	2013/2042	12,4	16,0
PAKISTAN					
<p>◇ IDA Crédit/don à l'appui de la prévention du VIH/SIDA : il s'agit d'empêcher que le VIH/SIDA s'implante au sein de populations vulnérables et d'éviter les réactions de rejet. Dans le cadre de sa stratégie nationale de lutte contre le VIH/SIDA, le gouvernement compte empêcher la généralisation de l'infection en engageant une action précoce. Coût total : USD 47,8 millions.</p>	VRH	5/6/03	2013/2037	20,2c 6,7d	27,8 9,3
<p>◇ IDA Crédit d'assistance technique pour un système d'évaluation de l'éducation nationale : le projet appuiera la mise en place d'un système d'évaluation de l'éducation qui aidera le corps enseignant à élaborer des programmes scolaires et les parents à mieux apprécier la valeur de l'enseignement dispensé. Coût total : USD 6,9 millions.</p>	VRH	3/6/03	2013/2038	2,7	3,6

Pays/nom du projet	Réseau ^a	Date	Période	Principal (millions)	
		d'approbation	d'amortissement	DTS ^b	USD
<p>◇ IDA Crédit à l'appui du partenariat pour l'éradication de la poliomyélite : l'opération permettra au gouvernement d'acheter des vaccins antipolio oraux. Un partenariat formé par la Banque mondiale, la Bill and Melinda Gates Foundation, le Rotary International et la Fondation des Nations Unies réduira ensuite le coût de l'aide en convertissant le crédit en don, au moyen d'un fonds fiduciaire spécialement créé à cet effet. Coût total : USD 40,8 millions.</p>	VRH	15/5/03	2013/2038	14,7	20,0
<p>◇ IDA Crédit à l'appui de services et d'infrastructures communautaires dans l'Azad Jammu-et-Cachemire : ce projet, qui encouragera les actions efficaces et durables de développement de proximité, la mise en place d'équipements d'infrastructure et la fourniture de services de base faisant appel à la participation communautaire, bénéficiera aux populations à faible revenu. Coût total : USD 27,2 millions.</p>	DESD	9/7/02	2012/2037	16,1	20,0
<p>IDA Crédit d'assistance technique au secteur bancaire : l'opération appuiera l'ambitieux programme de réformes et de mesures financières engagé dans le cadre du récent Projet de diversification des circuits financiers et de développement des activités d'intermédiation. L'objectif est de faire de la State Bank of Pakistan (SBP) une institution moderne et efficace reconnue pour son professionnalisme. Coût total : USD 30,3 millions.</p>	SF	9/7/02	2012/2037	21,3	26,5
<p>◇ IDA Crédit d'ajustement structurel pour la province frontalière du nord-ouest : le projet, qui vise à améliorer l'administration provinciale, appuiera la réforme de la fonction publique, le renforcement des systèmes de prestations d'éducation et de santé publique, ainsi que la réforme de la gestion financière, afin de créer un climat plus porteur pour les entreprises. Coût total : USD 90 millions.</p>	PREM	9/7/02	2012/2037	71,2	90,0
<p>◇ IDA Crédit d'ajustement structurel pour la province de Sindh : l'opération appuiera la restructuration budgétaire et la réforme de la gestion financière. Elle vise également à améliorer la fourniture de services publics via la réforme de différents secteurs (fonction publique, santé, éducation, eau potable et urbanisme) et le renforcement de l'infrastructure et de divers instruments (réglementation, privatisation). Coût total : USD 100 millions.</p>	PREM	9/7/02	2012/2037	79,1	100,0
SRI LANKA					
<p>◇ IDA Crédit à l'appui de la réduction de la pauvreté : il s'agit de promouvoir la croissance économique et d'ouvrir des perspectives aux pauvres en améliorant la gouvernance du secteur public, en instaurant un climat de l'investissement qui rassure et attire les opérateurs privés, et en investissant dans le développement humain et l'autonomisation des populations locales. Le projet soutient la stratégie gouvernementale de réduction de la pauvreté énoncée dans le document intitulé <i>Regaining Sri Lanka</i>. Coût total : USD 125 millions.</p>	PREM	17/6/03	2013/2043	90,7	125,0
<p>◇ IDA Crédit à l'appui d'un enseignement supérieur (premier cycle) plus adapté et de meilleure qualité : l'opération, qui appuie la réforme à long terme de l'enseignement supérieur, aidera à renforcer la capacité institutionnelle et à assurer que l'enseignement dispensé est plus adapté et de meilleure qualité, de sorte que les futurs diplômés aient davantage de chances de trouver un emploi. Coût total : USD 51 millions.</p>	VRH	10/6/03	2013/2043	29,6	40,3
<p>◇ IDA Deuxième don pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement communautaires : le projet permettra à 1,2 million de pauvres des régions rurales, notamment dans des zones touchées par des conflits, d'avoir plus facilement accès à l'eau potable et à des services d'assainissement. Il aidera ainsi le pays à tenir l'engagement pris d'approvisionner en eau potable l'ensemble de la population et de lui fournir des services d'assainissement adéquats d'ici 2010. Coût total : USD 62,4 millions.</p>	SPI	6/5/03	s.o.	28,9	39,8

(suite page suivante)

Tableau 6.10 Opérations approuvées durant l'exercice 03, Asie du Sud (suite)

Pays/nom du projet	Réseau ^a	Date	Période	Principal (millions)	
		d'approbation	d'amortissement	DTS ^b	USD
<p>◇ IDA Crédit d'assistance technique pour la réforme économique : ce projet, qui vise à moderniser et revigorer l'économie et à conférer un plus grand rôle au secteur privé, dotera le gouvernement de moyens renforcés pour mettre en œuvre la réforme économique. Il soutient la stratégie gouvernementale de réduction de la pauvreté énoncée dans le document intitulé <i>Regaining Sri Lanka</i>. Coût total : USD 18,8 millions.</p>	SPI	10/12/02	2013/2042	11,4	15,0
<p>◇ IDA Don à l'appui du programme national de prévention du VIH/SIDA : les groupes très vulnérables et l'ensemble de la population bénéficieront de ce projet, qui vise à limiter la propagation du VIH et des infections par la tuberculose grâce à des programmes de sensibilisation et de responsabilisation. Le projet contribuera à réduire les réactions de rejet et la discrimination à l'égard des personnes vivant avec le VIH/SIDA. Coût total : USD 20,9 millions.</p>	VRH	17/12/02	s.o.	9,6	12,6
Total				1 555,0	2 918,7

s.o. : Sans objet

◇ Ce symbole désigne les opérations auxquelles la société civile participe à divers degrés

Note : Les chiffres ayant été arrondis, les totaux ne correspondent pas toujours à la somme exacte de leurs éléments c = crédit de l'IDA et d = don de l'IDA

a. DESD : développement écologiquement et socialement durable ; VRH : valorisation des ressources humaines ; SF : secteur financier ;

PREM : réduction de la pauvreté et gestion économique ; SPI : secteur privé et infrastructure.

b. Les fonds de l'IDA sont libellés en droits de tirage spéciaux (DTS), qui sont évalués sur la base d'un panier de monnaies. Les montants exprimés en dollars des États-Unis reflètent les taux de change en vigueur lors de la négociation du crédit ou du don.

Tableaux

Tableau 6.11 Opérations approuvées durant l'exercice 03, Europe et Asie centrale

Pays/nom du projet	Réseau ^a	Date	Période	Principal (millions)	
		d'approbation	d'amortissement	DTS ^b	USD
ALBANIE					
IDA Crédit supplémentaire pour l'entretien routier : l'opération, qui vise à améliorer le réseau routier national, financera l'entretien et la réparation de 1 000 kilomètres de routes. Elle permettra de réduire le coût des transports sur un tronçon prioritaire du principal axe routier, ainsi que la fréquence des accidents, et de rendre les services de base plus accessibles dans les régions rurales. Coût total : USD 16,2 millions.	SPI	26/6/03	2013/2023	9,5	13,0
◇ IDA Deuxième crédit à l'appui de travaux communautaires : le projet appuiera des microprojets communautaires qui faciliteront l'accès à des infrastructures socioéconomiques et des services sociaux de qualité. En finançant des programmes de formation et d'assistance technique, ce crédit renforcera les capacités des populations et des collectivités locales. Coût total : USD 24,2 millions.	DESD	24/6/03	2013/2023	10,9	15,0
◇ IDA Crédit d'investissement spécifique à l'appui de la gestion municipale des services d'alimentation en eau et d'assainissement : le projet encouragera la prestation de services d'approvisionnement en eau et d'assainissement par des opérateurs privés via la mise en place d'une formule de gestion sous contrat associant plusieurs villes et reposant sur un système d'incitations. Il aura un impact direct sur les 350 000 habitants des quatre villes concernées. Coût total : USD 21,9 millions.	SPI	28/1/03	2013/2022	11,4	15,0
ARMÉNIE					
◇ IDA Cinquième crédit d'ajustement structurel : le projet fournira les devises nécessaires pour soutenir la balance des paiements et financer le budget sans créer de pressions inflationnistes. Il aidera à maintenir la dynamique de redressement économique et de réduction de la pauvreté en supprimant les obstacles administratifs qui entravent le développement du secteur privé et l'avancement des réformes sociales. Coût total : USD 40 millions.	PREM	13/3/03	2013/2042	30,2	40,0
AZERBAÏDJAN					
◇ IDA Prêt d'investissement spécifique pour l'amélioration de la distribution et de la gestion des eaux d'irrigation : l'opération améliorera l'efficacité et la viabilité financière du système de gestion et de distribution des eaux d'irrigation sur 56 000 hectares en fournissant aide et formation aux associations d'usagers de l'eau et en finançant la modernisation des ouvrages d'irrigation et de drainage. Coût total : USD 39,1 millions.	DESD	17/6/03	2013/2038	25,7	35,0
IDA Crédit-programme évolutif pour le développement du secteur de l'éducation : le projet vise à renforcer les acquis scolaires de tous les élèves et à accroître l'efficacité de l'enseignement général en fournissant des ressources pour améliorer la qualité des programmes, former les enseignants et acquérir du matériel pédagogique de meilleure qualité. Coût total : USD 21 millions.	VRH	27/5/03	2013/2038	13,2	18,0
IDA Crédit pour la remise en état du système d'adduction d'eau du grand Bakou : le projet, qui bénéficiera à l'ensemble de la population, fournira du matériel de réparation d'urgence pour remettre en état le réseau de distribution d'eau dont la structure a été endommagée sur 60 kilomètres par le récent séisme. Il jettera aussi les fondements d'une planification à long terme du développement du secteur. Coût total : USD 14,2 millions.	SPI	10/12/02	2013/2037	10,3	12,9
BOSNIE-HERZÉGOVINE					
◇ IDA Crédit d'assistance technique pour l'assurance sociale : l'assistance technique et la formation de haute qualité fournies par le projet permettront d'accroître l'efficacité et l'efficience des régimes d'assurance maladie et d'assurance vieillesse en facilitant la mise en œuvre des réformes engagées et la formulation des futurs changements à apporter au système d'assurance sociale. Coût total : USD 9,7 millions.	VRH	10/6/03	2013/2023	5,2	7,0

(suite page suivante)

Tableau 6.11 Opérations approuvées durant l'exercice 03, Europe et Asie centrale (suite)

Pays/nom du projet	Réseau ^a	Date	Période	Principal (millions)	
		d'approbation	d'amortissement	DTS ^b	USD
<p>◇ IDA Crédit d'assistance technique pour l'exploitation et la conservation des forêts : le projet vise à réformer l'organisation et la gestion du secteur forestier en vue de mieux gérer les ressources forestières, d'accroître les recettes qu'elles procurent et d'associer les populations locales à l'aménagement des terres boisées et des aires protégées en organisant des activités pilotes d'apprentissage. Coût total : USD 5,1 millions.</p>	DESD	10/6/03	2013/2023	2,8	3,7
<p>◇ IDA Crédit d'investissement spécifique à l'appui du développement de l'agriculture commerciale à petite échelle : l'opération appuiera les initiatives communautaires visant à mettre en place des systèmes de production rentables pour attirer les investisseurs et les argentiers privés, faciliter l'exportation des produits agricoles et renforcer l'infrastructure matérielle et institutionnelle des communautés rurales. Coût total : USD 14,1 millions.</p>	DESD	25/3/03	2013/2023	8,7	12,0
BULGARIE					
<p>◇ BIRD Prêt d'investissement spécifique pour le chauffage urbain : la population locale bénéficiera de ce projet qui fournira le financement et les compétences nécessaires pour améliorer les services de chauffage urbain dans les villes de Sofia et Pernik et répondre à la demande. Le projet permettra également de réduire les pertes d'eau et d'énergie et d'améliorer la qualité de l'air. Coût total : USD 132,7 millions.</p>	SPI	17/6/03	2008/2020	s.o.	34,2
<p>◇ BIRD Prêt d'investissement spécifique à l'appui de la réforme de l'administration fiscale : il s'agit d'aider l'État à se doter d'un système pérenne de perception des impôts via la mise en place d'outils de recouvrement des recettes publiques économiquement efficaces, qui facilitent le développement du secteur privé et soient conformes aux conditions d'adhésion à l'UE. Coût total : USD 63 millions.</p>	PREM	5/6/03	2008/2020	s.o.	34,2
<p>BIRD Prêt programmatique d'ajustement : le projet aidera le gouvernement à atteindre les objectifs qu'il s'est fixés pour 2005 en matière de croissance annuelle, de pauvreté et de diminution du chômage. Il l'aidera à renforcer son capital humain et ses programmes sociaux, en particulier s'agissant de l'éducation, de la santé, des réformes du régime de retraite et de l'action sociale, de sorte qu'il puisse avancer vers l'adhésion à l'UE. Coût total : USD 150 millions.</p>	SPI	20/2/03	2009/2018	s.o.	150,0
<p>◇ BIRD Prêt d'investissement spécifique pour l'investissement social et la promotion de l'emploi : le projet relèvera le niveau de vie des chômeurs de longue durée et des minorités ethniques durant la période de mutation de l'économie et du marché du travail. Il contribuera à créer plus de 700 000 journées de travail en finançant des actions impulsées par les communautés et un soutien actif sur le marché de l'emploi. Coût total : USD 66,7 millions.</p>	VRH	17/12/02	2007/2019	s.o.	50,0
CROATIE					
<p>◇ BIRD Prêt d'investissement spécifique à l'appui du régime de retraite : tous les bénéficiaires des dépenses publiques profiteront du projet, qui renforcera l'efficacité et la transparence des cotisations sociales et de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, en particulier s'agissant du nouveau régime de retraite par capitalisation. Coût total : USD 35,6 millions.</p>	VRH	18/7/02	2007/2017	s.o.	27,3
<p>◇ BIRD Prêt d'investissement spécifique à l'appui de l'enregistrement des biens fonciers et du cadastre : l'opération contribuera à la mise en place d'un système d'administration foncière efficace. Elle créera le premier système officiel d'enregistrement des biens fonciers en Croatie, qui couvrira 1,05 million de parcelles sur quelque 250 000 hectares et qui bénéficiera à plus de 360 000 personnes. Coût total : USD 37,2 millions.</p>	DESD	29/8/02	2008/2017	s.o.	25,7

Pays/nom du projet	Réseau ^a	Date	Période	Principal (millions)	
		d'approbation	d'amortissement	DTS ^b	USD
FÉDÉRATION DE RUSSIE					
<p>◇ BIRD Prêt d'ajustement structurel à l'appui du développement économique de Saint-Petersbourg : l'opération fournira une aide budgétaire et financera la restauration des biens culturels en vue d'ouvrir des perspectives de croissance économique durable à la ville et de lui donner les moyens d'exploiter sa position de « fenêtre sur l'Occident » de la Russie. Coût total : USD 239,8 millions.</p>	SPI	15/5/03	2008/2020	s.o.	161,1
<p>◇ BIRD Prêt d'investissement spécifique pour le renforcement des douanes : le projet fournira des ressources pour moderniser l'administration des douanes, promouvoir des pratiques acceptables dans les échanges commerciaux, encourager le respect du Code des douanes par les contribuables et veiller à son application uniforme. Il appuiera la stabilité macroéconomique et renforcera la transparence et l'efficacité des activités douanières. Coût total : USD 187,2 millions.</p>	PREM	22/4/03	2008/2020	s.o.	140,0
<p>◇ BIRD Prêt d'investissement spécifique pour la lutte contre la tuberculose et le sida : l'opération vise à enrayer la propagation de la tuberculose et du VIH/SIDA en finançant des programmes de suivi et de traitement renforcés et de meilleures stratégies de lutte contre le VIH/SIDA. Coût total : USD 286,2 millions.</p>	VRH	3/4/03	2008/2020	s.o.	150,0
<p>BIRD Prêt d'investissement spécifique pour la mise en œuvre de la réforme de la santé : le projet dotera les institutions fédérales, en particulier le ministère de la Santé, de moyens renforcés pour diriger la réforme du secteur de la santé en Russie. Il appuiera les initiatives de portée régionale axées sur la prestation de services de santé plus équitables et efficaces, notamment l'application expérimentale à l'échelon régional des orientations fixées à l'échelon fédéral. Coût total : USD 41,2 millions.</p>	VRH	18/3/03	2008/2020	s.o.	30,0
<p>BIRD Deuxième prêt d'investissement spécifique à l'appui de la modernisation de l'administration fiscale : le projet permettra de poursuivre le processus de réforme et de modernisation systématiques de l'administration fiscale. Il améliorera l'efficacité administrative, la législation fiscale et l'équité dans l'application des lois fiscales définies dans le nouveau code fiscal du pays. Coût total : USD 158 millions.</p>	PREM	24/10/02	2008/2019	s.o.	100,0
GÉORGIE					
<p>◇ IDA Deuxième crédit à l'appui du fonds d'investissement social : le projet vise à aider les collectivités locales à mettre en place des plans de développement et à aider les populations pauvres à gérer durablement des microprojets. Les communautés qui y participeront bénéficieront de l'amélioration de l'infrastructure économique et sociale. Coût total : USD 30,2 millions.</p>	VRH	15/5/03	2013/2043	11,0	15,0
<p>IDA Crédit supplémentaire à l'appui du fonds d'investissement social : les élèves et le personnel des écoles profiteront de ce projet, qui permettra de rénover les bâtiments scolaires de façon à ce qu'ils résistent aux séismes. Ces travaux stimuleront l'activité économique de la ville de Tbilissi, touchée lors du tremblement de terre du 25 avril 2002. Coût total : USD 6,2 millions.</p>	VRH	13/3/03	2013/2043	3,7	5,0
<p>◇ IDA Crédit pour l'exploitation des forêts : le projet, qui vise à accroître le revenu tiré des produits forestiers et à faciliter l'accès au bois de feu, bénéficiera à 70 000 habitants du Caucase central. La population rurale tirera parti de l'amélioration de la gestion des forêts qui leur permettra d'exploiter au maximum le potentiel forestier et de réduire la pauvreté sans porter atteinte à l'environnement. Coût total : USD 21,3 millions.</p>	DESD	1/8/02	2012/2042	12,6	15,7
<p>IDA Crédit d'investissement spécial à l'appui de la décentralisation et du développement municipal : l'opération aidera les pouvoirs publics, aux niveaux national et local, à améliorer la prestation de services tels que l'approvisionnement en eau, l'assainissement, l'enlèvement des ordures et la réparation des routes ; à financer des actions de formation ; et à mettre en place un programme de prêts aux collectivités locales afin de moderniser l'infrastructure locale. Coût total : USD 30,9 millions.</p>	SPI	1/8/02	2012/2042	15,4	19,4

(suite page suivante)

Tableau 6.11 Opérations approuvées durant l'exercice 03, Europe et Asie centrale (suite)

Pays/nom du projet	Réseau ^a	Date	Période	Principal (millions)	
		d'approbation	d'amortissement	DTS ^b	USD
<p>◇ IDA Crédit d'investissement spécifique pour le développement des soins de santé primaires : le projet renforcera la couverture et la qualité des soins de santé primaires en se fondant sur le modèle de la médecine familiale et générale. Grâce à la prévention, au dépistage précoce et au traitement des maladies, l'ensemble de la population géorgienne bénéficiera d'une meilleure santé. Coût total : USD 24,8 millions.</p>	VRH	1/8/02	2012/2042	16,1	20,3
KAZAKHSTAN					
<p>◇ BIRD Prêt d'investissement spécifique pour la dépollution de la Nura : le projet, qui financera le nettoyage des sites contaminés par le mercure, la fourniture d'une source d'approvisionnement en eau sûre et économique et la reprise de la régulation du débit du fleuve de manière à gérer les crues et à des fins écologiques, bénéficiera à la population du bassin de la Nura. Coût total : USD 67,8 millions.</p>	DESD	8/5/03	2008/2018	s.o.	40,4
KOSOVO					
<p>IDA Don d'assistance technique pour le secteur de l'énergie : l'opération aidera à mettre en place une capacité d'échange d'énergie avec le réseau régional, qui soit commercialement viable à long terme, et à optimiser l'utilisation de la capacité de production existante grâce au dispatching économique. Elle définira le cadre réglementaire qui régira l'investissement privé. Coût total : USD 1,5 million.</p>	SPI	17/6/03	s.o.	1,1	1,5
<p>IDA Quatrième don d'assistance économique : le projet financera et appuiera la mise en œuvre d'un programme de réformes structurelles visant à améliorer la viabilité à moyen terme de la gestion macrobudgétaire, à maintenir des services publics adéquats compte tenu de l'amenuisement de l'aide des donateurs et à encourager une croissance tirée par le secteur privé. Coût total : USD 5 millions.</p>	PREM	17/6/03	s.o.	3,7	5,0
<p>◇ IDA Don pour l'amélioration de la participation à l'éducation : l'opération, qui vise à faciliter l'accès à l'enseignement primaire et secondaire et à hausser le niveau d'instruction des élèves, fournira des dons à 50 % des écoles primaires et secondaires pour financer des cours de formation, des actions de sensibilisation communautaire, du matériel pédagogique et une amélioration des systèmes de gestion de l'enseignement. Coût total : USD 4,6 millions.</p>	VRH	13/5/03	s.o.	3,3	4,5
LETTONIE					
<p>BIRD Deuxième prêt programmatique d'ajustement structurel : ciblée sur le renforcement institutionnel, l'opération permettra de rendre le secteur public plus crédible et efficace en matière de prestation de services, d'appuyer la croissance du secteur privé, de protéger l'économie contre les chocs extérieurs et de mieux préparer le pays pour l'adhésion à l'UE. Coût total : USD 20,2 millions.</p>	PREM	10/9/02	s.o./2017	s.o.	20,2
MOLDOVA					
<p>◇ IDA Projet pour la facilitation des transports et du commerce dans le sud-est de l'Europe : le projet relève d'un programme régional qui vise à renforcer et à moderniser l'administration des douanes et d'autres organismes chargés du contrôle des frontières dans six pays. Il fournira une assistance technique et un financement afin d'améliorer les activités et les formalités de douane via la mise en place de nouveaux systèmes informatisés. Coût total : USD 9,7 millions.</p>	SPI	10/6/03	2013/2043	5,3	7,2
<p>◇ IDA Don à l'appui de la lutte contre le sida : il s'agit d'améliorer la situation sanitaire du pays en finançant et en soutenant les activités de prévention ; en renforçant les programmes de traitement, de soins et d'aide aux patients ; en mettant en œuvre une stratégie de lutte contre la tuberculose et en renforçant la capacité des institutions à lutter contre le VIH/SIDA, les MST et la tuberculose. Coût total : USD 5,7 millions.</p>	VRH	10/6/03	s.o.	4,1	5,5

Pays/nom du projet	Réseau ^a	Date	Période	Principal (millions)	
		d'approbation	d'amortissement	DTS ^b	USD
<p>◇ IDA Crédit pilote pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement : le projet, qui vise à améliorer les conditions de vie de la population des régions rurales, financera la modernisation des systèmes d'approvisionnement en eau des villages ; la fourniture de services techniques et d'ingénierie ; et le renforcement des institutions afin d'accroître la qualité, l'efficacité et la viabilité des services d'alimentation en eau et d'assainissement. Coût total : USD 14 millions.</p>	SPI	20/5/03	2013/2043	8,8	12,0
OUZBÉKISTAN					
<p>◇ BIRD/IDA Prêt/crédit en faveur des zones humides et à l'appui des systèmes de drainage et d'irrigation^c : le projet vise à accroître la productivité de l'agriculture irriguée, les emplois et les revenus dans le Karakalpakstan, ainsi qu'à améliorer la qualité de l'eau du fleuve Amu Darya en finançant l'élimination sans danger des effluents de drainage et la modernisation des systèmes d'irrigation. Coût total : USD 74,6 millions.</p>	DESD	19/6/03	2008/2023 2013/2038	s.o. 18,4	35,0 25,0
RÉPUBLIQUE KIRGHIZE					
<p>IDA Crédit d'ajustement structurel pour la gouvernance : le projet appuiera l'action menée par le gouvernement pour financer des réformes qui permettent de rendre le secteur public plus transparent et à l'écoute des usagers ; de rendre les parties prenantes extérieures plus aptes à demander des comptes ; et d'accroître l'efficacité, l'efficacité et la transparence financière au sein du secteur public. Coût total : USD 20 millions.</p>	PREM	15/5/03	2013/2043	14,7	20,0
<p>◇ IDA Crédit d'assistance technique pour la gouvernance : l'opération a pour objet de rendre le secteur public plus transparent et à l'écoute des usagers, et les parties prenantes extérieures, plus aptes à demander des comptes ; elle vise aussi à accroître l'efficacité, l'efficacité et la transparence financière du secteur public. Elle financera une assistance technique, la modernisation du Trésor et l'amélioration de la gestion de projets. Coût total : USD 10,2 millions.</p>	PREM	15/5/03	2013/2043	5,8	7,8
RÉPUBLIQUE SLOVAQUE					
<p>◇ BIRD Prêt d'assistance technique pour la gestion des finances publiques : l'objectif est de renforcer la capacité institutionnelle du pays pour que les ressources publiques soient utilisées de manière plus efficace, efficiente et transparente, conformément aux priorités fixées par le gouvernement. L'opération contribuera à améliorer le cycle budgétaire, l'analyse macroéconomique et la capacité de gestion de la dette. Coût total : USD 6,5 millions.</p>	PREM	10/6/03	s.o.	s.o.	5,5
ROUMANIE					
<p>◇ BIRD Prêt d'investissement spécifique à l'appui du marché de l'électricité : l'opération permettra la création d'un marché de gros de l'électricité en finançant la remise en état des sous-stations existantes et leur modernisation et en fournissant une assistance technique qui encourage les opérateurs privés à investir durablement dans la relance du secteur de l'électricité. Coût total : USD 113,6 millions.</p>	SPI	12/6/03	2008/2020	s.o.	82,0
<p>◇ BIRD Prêt d'investissement spécifique pour l'éducation rurale : grâce aux ressources et à la formation fournies par le projet, les élèves des régions rurales auront davantage accès à un bon enseignement dispensé par des enseignants qualifiés, ainsi qu'à du matériel pédagogique de qualité, ce qui aura un impact positif sur le taux de passage en classe supérieure et le taux d'achèvement des études. Coût total : USD 91 millions.</p>	VRH	6/5/03	2007/2020	s.o.	60,0

(suite page suivante)

Tableau 6.11 Opérations approuvées durant l'exercice 03, Europe et Asie centrale (suite)

Pays/nom du projet	Réseau ^a	Date d'approbation	Période d'amortissement	Principal (millions)	
				DTS ^b	USD
<p>◇ BIRD Prêt d'investissement spécifique à l'appui de l'exploitation des forêts : les nouveaux propriétaires de forêts ou de terrains privés bénéficieront de ce projet, qui financera la mise en place de systèmes permettant de gérer les terres boisées publiques et privées de façon plus durable, d'enrayer la dégradation des forêts et de stimuler la productivité et la compétitivité des industries forestières. Coût total : USD 31,9 millions.</p>	DESD	19/12/02	2008/2020	s.o.	25,0
<p>BIRD Prêt d'assistance technique pour le renforcement institutionnel du secteur public et du secteur privé : les opérateurs privés et l'ensemble des citoyens du pays profiteront de ce projet, qui financera les mesures restant à prendre dans le secteur privé. La majorité des ressources sera consacrée aux réformes du secteur de l'énergie et du secteur public, afin d'encourager la stabilisation macroéconomique. Coût total : USD 22,3 millions.</p>	SPI	12/9/02	2007/2019	s.o.	18,6
<p>BIRD Deuxième prêt d'ajustement du secteur privé : le projet appuiera des réformes dans différents secteurs : finances, entreprises d'État, énergie, entreprises privées et secteurs sociaux. En matière de protection sociale et de réduction de la pauvreté, il visera principalement à atténuer le coût social de l'ajustement en faisant en sorte que les mécanismes de protection sociale servent les plus défavorisés de façon plus efficiente et efficace. Coût total : USD 300 millions.</p>	SF	12/9/02	2007/2019	s.o.	300,0
<p>SERBIE-ET-MONTÉNÉGR0 IDA Deuxième crédit d'ajustement du système financier et du secteur privé : l'opération aidera les autorités de Serbie-et-Monténégro à mettre en œuvre les réformes réglementaires, institutionnelles et structurelles nécessaires pour accélérer sensiblement la croissance tirée par le secteur privé et la création d'emplois dans un secteur financier assaini. Coût total : USD 80 millions.</p>	SF	10/6/03	2013/2023	58,7	80,0
<p>◇ IDA Crédit à l'appui du secteur de la santé : l'objectif est de financer la restructuration des services de santé afin de mettre en place un système de soins de santé durable, axé sur la performance. Les prestataires seront récompensés pour la qualité et l'efficacité de leur travail, et le régime d'assurance maladie garantira l'accès à des soins abordables et efficaces. Coût total : USD 23,5 millions.</p>	VRH	22/5/03	2013/2023	14,7	20,0
<p>◇ IDA Crédit au développement des connaissances et à l'innovation pour la promotion de l'emploi : le projet expérimentera de nouvelles formules, des programmes efficaces de redéploiement de la main-d'œuvre et des services novateurs à l'intention des chômeurs. Ces réformes du marché du travail atténueront l'impact négatif de la restructuration de l'emploi sur les travailleurs concernés et sur la collectivité. Coût total : USD 5,5 millions.</p>	VRH	5/5/03	2013/2023	2,0	2,8
<p>◇ IDA Crédit d'ajustement pour le secteur social : l'opération vise à appuyer la mise en œuvre de réformes en matière de protection sociale, d'emploi et de santé. Elle financera le maintien de prestations et de services essentiels à l'intention des pauvres. Coût total : USD 80 millions.</p>	VRH	22/4/03	2013/2023	60,4	80,0
<p>IDA Crédit d'assistance technique pour la privatisation et la restructuration des banques et des entreprises : le projet, qui vise à promouvoir la croissance économique tirée par le secteur privé, financera la restructuration de certaines grandes entreprises publiques qui présentent le plus de difficultés en vue de leur privatisation. Il appuiera également la mise en œuvre d'une stratégie intégrée de restructuration du secteur bancaire qui améliorera la viabilité du secteur financier. Coût total : USD 15 millions.</p>	SPI	10/12/02	2013/2022	8,4	11,0

Pays/nom du projet	Réseau ^a	Date	Période	Principal (millions)	
		d'approbation	d'amortissement	DTS ^b	USD
IDA Crédit d'urgence au développement des connaissances et à l'innovation pour la stabilisation de l'approvisionnement en électricité dans la République du Monténégro : l'opération évaluera la réaction des consommateurs aux nouvelles formules expérimentées dans des zones pilotes : lecture à distance des compteurs, facturation automatique et gestion de la consommation. Il s'agit de déterminer les conséquences financières du programme de distribution, l'impact de tels changements sur les capacités institutionnelles et la capacité d'adaptation aux nouvelles modalités de services. Coût total : USD 7 millions.	SPI	15/8/02	2012/2022	3,8	5,0
IDA Crédit d'ajustement structurel (République du Monténégro) : le projet, qui appuiera le programme de réforme du gouvernement et s'attaquera aux déséquilibres budgétaires en finançant des réformes dans cinq domaines (gestion des dépenses publiques, régime de retraite, secteur de l'énergie, marché du travail et climat des affaires), renforcera la viabilité à moyen terme du budget et profitera à l'ensemble de la population. Coût total : USD 15 millions.	PREM	8/8/02	2012/2022	11,9	15,0
IDA Crédit pour faciliter le financement des exportations : la création d'un organisme de crédit à l'exportation stimulera les activités commerciales et exportatrices. Les exportateurs bénéficieront des financements, de la sécurité et de l'assistance technique dont ils ont besoin pour écouler leurs produits sur de nouveaux marchés internationaux. En fournissant des équipements et des matières premières au secteur industriel, le projet accélèrera la croissance économique. Coût total : USD 31,5 millions.	PREM	18/7/02	2012/2022	9,1	11,5
TADJIKISTAN					
◇ IDA Crédit/don à l'appui de la modernisation de l'éducation : les élèves, le personnel enseignant, les parents et l'ensemble de la collectivité bénéficieront de cette opération, qui financera l'amélioration du système éducatif et soutiendra l'action de reconstruction en appuyant des initiatives communautaires de nature à renforcer les capacités locales et des districts. Coût total : USD 24,2 millions.	VRH	15/5/03	2013/2043	9,5c 5,2d	13,0 7,0
TURQUIE					
◇ BIRD Deuxième prêt à un programme évolutif pour l'éducation de base : le projet aidera les enfants issus de familles à faible revenu ou qui ont des besoins particuliers à accéder à un enseignement de meilleure qualité. Il appuiera le développement de l'éducation préscolaire conçue pour aider les enfants issus de familles peu instruites à suivre un enseignement de base. Coût total : USD 356,9 millions.	VRH	16/7/02	2007/2017	s.o.	300,0
UKRAINE					
◇ BIRD Prêt d'investissement spécifique pour la délivrance de titres fonciers ruraux et l'établissement d'un cadastre : le projet vise à améliorer la sécurité et la transmissibilité des droits de propriété, tant pour les populations rurales que pour les populations urbaines, en finançant le renforcement des institutions et la réforme juridique, des cours de formation, la mise en place d'un système de cadastre et la sensibilisation du public à ces questions. Coût total : USD 350,5 millions.	DESD	24/6/03	2009/2023	s.o.	195,1
◇ BIRD Premier prêt à un programme évolutif à l'appui de la modernisation des services fiscaux de l'État : l'objectif est de mettre en place un système viable de recouvrement des recettes fiscales, qui passe notamment par le respect volontaire du système par les contribuables et les tiers payants. La population bénéficiera d'une gestion compétente, honnête et équitable des services fiscaux de l'État et de l'expansion d'un secteur des entreprises efficace. Coût total : USD 85,6 millions.	PREM	5/6/03	2009/2023	s.o.	40,0

(suite page suivante)

Tableau 6.11 Opérations approuvées durant l'exercice 03, Europe et Asie centrale (suite)

Pays/nom du projet	Réseau ^a	Date d'approbation	Période d'amortissement	Principal (millions)	
				DTS ^b	USD
<p>◇ BIRD Prêt d'assistance technique à l'appui de l'e-développement : le projet vise à améliorer l'efficacité du processus décisionnel des gouvernants en matière de passation des marchés publics et de flux documentaires, à encourager le développement du secteur privé et à renforcer la société civile en finançant la mise en œuvre de solutions inédites faisant appel aux technologies de l'information et de la communication. Coût total : USD 6 millions.</p>	SPI	6/5/03	2008/2023	s.o.	5,0
<p>◇ BIRD Prêt d'investissement spécifique pour la lutte contre la tuberculose et le VIH/SIDA : le projet financera la lutte contre la tuberculose et un programme contre le VIH/SIDA visant à prévenir la transmission de l'infection dans les groupes à haut risque. Il contribuera à réduire la pauvreté et à atténuer la discrimination à l'encontre des populations pauvres et marginalisées, qui sont les plus touchées. Coût total : USD 77 millions.</p>	VRH	19/12/02	2008/2023	s.o.	60,0
Total				435,6	2 670,0

s.o. : Sans objet.

◇ Ce symbole désigne les opérations auxquelles la société civile participe à divers degrés

Note : Les chiffres ayant été arrondis, les totaux ne correspondent pas toujours à la somme exacte de leurs éléments. c = crédit de l'IDA et d = don de l'IDA.

a. DESD : développement écologiquement et socialement durable ; VRH : valorisation des ressources humaines ; SF : secteur financier ;

PREM : réduction de la pauvreté et gestion économique ; SPI : secteur privé et infrastructure

b. Les fonds de l'IDA sont libellés en droits de tirage spéciaux (DTS), qui sont évalués sur la base d'un panier de monnaies. Les montants exprimés en dollars des États-Unis reflètent les taux de change en vigueur lors de la négociation du crédit ou du don.

c. Financement « mixte » combinant prêt de la BIRD et crédit de l'IDA.

Tableaux

Tableau 6.12 Opérations approuvées durant l'exercice 03, Amérique latine et Caraïbes

Pays/nom du projet	Réseau ^a	Date	Période	Principal (millions)	
		d'approbation	d'amortissement	DTS ^b	USD
ARGENTINE					
BIRD Prêt d'ajustement structurel à l'appui de la transition économique et sociale : le projet, qui vise à réduire le déficit, éliminer la quasi-monnaie, régulariser le paiement des traitements des enseignants, accroître les crédits budgétaires alloués aux programmes de santé et de protection sociale et soutenir la reprise de la croissance dans les provinces, bénéficiera aux familles à faible revenu. Coût total : USD 500 millions.	PREM	22/5/03	2006/2018	s.o.	500,0
◇ BIRD Prêt d'investissement spécifique aux chefs de famille : ce programme de protection sociale bénéficiera à deux millions de personnes, dont des enfants, vivant dans un ménage où le chef de famille est pauvre et au chômage. Pour pouvoir bénéficier d'une allocation monétaire mensuelle, le chef de famille devra exercer une activité ou suivre une formation. Coût total : USD 1,987 milliard.	VRH	28/1/03	2008/2016	s.o.	600,0
BOLIVIE					
◇ IDA Crédit à un programme évolutif à l'appui de la transformation des zones rurales au moyen d'infrastructures décentralisées : le projet permettra de raccorder plus de 15 000 ménages à faible revenu au réseau électrique et plus de 25 000 nouveaux abonnés au réseau de téléphonie mobile dans des localités rurales. Il appuiera une approche décentralisée qui facilite l'accès à ces services et encourage la participation d'opérateurs privés et de la collectivité. Coût total : USD 38,8 millions.	SPI	17/6/03	2013/2023	15,0	20,0
◇ IDA Crédit d'ajustement structurel à l'appui de la protection sociale : l'opération, en appuyant des programmes de santé, d'éducation et de protection sociale durant la période de difficultés économiques que traverse le pays, aidera des millions de Boliviens à faible revenu. Coût total : USD 107 millions.	VRH	17/6/03	2013/2023	25,4	35,0
◇ IDA Deuxième crédit programmatique d'ajustement structurel à l'appui de la décentralisation : le projet bénéficiera à l'ensemble des Boliviens en appuyant le renforcement de la gouvernance et du cadre réglementaire et en encourageant la population à participer à l'action menée pour rendre les organismes publics récemment décentralisés plus efficaces, transparents et responsables. Coût total : USD 25 millions.	PREM	17/6/03	2013/2023	18,0	25,0
BRÉSIL					
◇ BIRD Deuxième phase du prêt à un programme évolutif pour l'éducation dans l'État de Bahia : l'opération, qui vise à faciliter l'accès à un enseignement primaire et secondaire de meilleure qualité, à fournir du matériel et du mobilier scolaires, à orienter le programme de développement de l'éducation et à renforcer la gestion du secteur, bénéficiera à plus de deux millions de jeunes. Coût total : USD 100 millions.	VRH	27/6/03	2008/2018	s.o.	60,0
◇ BIRD Troisième prêt à l'appui de la lutte contre le sida et les MST : le projet profitera à l'ensemble de la population, aux groupes à haut risque et aux personnes vivant avec le VIH/SIDA. Il permettra d'améliorer la qualité de vie des patients en finançant des traitements antirétroviraux, l'application de techniques améliorées, la fourniture de soins aux personnes infectées et un appui à la protection des droits de l'homme. Coût total : USD 200 millions.	VRH	26/6/03	2008/2018	s.o.	100,0

(suite page suivante)

Tableau 6.12 Opérations approuvées durant l'exercice 03, Amérique latine et Caraïbes (suite)

Pays/nom du projet	Réseau ^a	Date	Période	Principal (millions)	
		d'approbation	d'amortissement	DTS ^b	USD
BIRD Prêt d'assistance technique au secteur de l'énergie : ce projet d'assistance technique ciblé sur le secteur du gaz et de l'électricité vise à approvisionner en électricité 2,5 millions de foyers ruraux pauvres. Il aidera à développer et réglementer le marché, à gérer l'environnement et à planifier l'expansion à long terme du secteur. Coût total : USD 20,1 millions.	SPI	24/6/03	2008/2018	s.o.	12,1
BIRD Deuxième prêt programmatique pour la réforme budgétaire : l'opération, qui appuiera des réformes de la politique budgétaire visant à rendre l'économie moins vulnérable, bénéficiera à l'ensemble des Brésiliens. La planification macrobudgétaire, la maîtrise de l'endettement, la transparence budgétaire, le renforcement des capacités et l'amélioration de l'administration fiscale devraient alimenter une croissance diversifiée, équitable et durable. Coût total : USD 404 millions.	PREM	12/6/03	2009/2013	s.o.	404,0
✧ BIRD Prêt à un programme évolutif pour la réforme du système de santé de l'État de Bahia : le projet fournira une assistance technique et des ressources pour financer des réformes et développer les soins de base. Il aidera ainsi les pauvres à accéder plus facilement aux services de santé de base, tout en améliorant la répartition des services publics, ainsi que l'efficacité et la qualité des dépenses publiques. Coût total : USD 50 millions.	VRH	12/6/03	2009/2013	s.o.	30,0
✧ BIRD Prêt à l'appui de l'amélioration de l'habitat urbain de Recife : il s'agit d'améliorer les conditions de vie de plus de 1,2 million d'habitants des bidonvilles de Recife en finançant des sous-projets grâce auxquels ils pourront accéder plus facilement à des parcs locaux, des routes, ainsi que des systèmes de distribution d'eau, de drainage et d'assainissement améliorés. Coût total : USD 84 millions.	SPI	24/4/03	2008/2017	s.o.	46,0
BIRD Prêt programmatique à l'appui de la réforme du secteur du développement humain : l'opération bénéficiera à des millions de Brésiliens pauvres en améliorant la qualité et la portée des dépenses publiques d'éducation, de santé et d'aide sociale et en protégeant les groupes les plus démunis et les plus vulnérables contre les conséquences des crises économiques. Coût total : USD 505,1 millions.	VRH	25/2/03	2011/2013	s.o.	505,1
✧ BIRD Prêt d'investissement spécifique à la CAIXA pour moderniser le secteur de l'eau : le projet aidera à rendre le secteur de l'eau plus efficient, notamment en développant les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les régions du nord, du nord-est et du centre-ouest du pays. Plus d'un million de nouveaux abonnés seront raccordés au réseau. Coût total : USD 125 millions.	SPI	12/12/02	2008/2017	s.o.	75,0
✧ BIRD Prêt d'investissement spécifique pour la réforme des régimes de retraite municipaux : le projet vise à résoudre les graves problèmes de gestion des retraites auxquels sont confrontées 26 municipalités brésiliennes. Il aidera le ministère de la Sécurité sociale à fournir une assistance technique pour suivre et évaluer la gestion des régimes de retraite et vérifier leur fonctionnement. Coût total : USD 10 millions.	PREM	25/7/02	2007/2017	s.o.	5,0

Pays/nom du projet	Réseau ^a	Date	Période	Principal (millions)	
		d'approbation	d'amortissement	DTS ^b	USD
CHILI					
BIRD Prêt à un programme évolutif à l'appui des sciences pour l'économie du savoir : le projet, qui bénéficiera à l'ensemble de la population, appuiera le développement des sciences et des techniques, encouragera l'innovation et favorisera la compétitivité et la croissance économique en finançant la recherche dans ces domaines. Coût total : USD 50,3 millions.	VRH	22/5/03	s.o.	s.o.	25,3
COLOMBIE					
BIRD Prêt programmatique d'ajustement du secteur financier : l'opération renforcera le système financier colombien en consolidant le secteur des banques publiques afin de réduire les risques budgétaires, en créant un cadre qui se prête à la diversification du secteur du crédit hypothécaire et en finançant les secteurs du microcrédit et des marchés financiers pour que l'économie puisse mieux résister aux chocs extérieurs. Coût total : USD 150 millions.	SF	24/4/03	2014/2014	s.o.	150,0
BIRD Prêt programmatique d'ajustement structurel à l'appui de la réforme budgétaire et institutionnelle : les pauvres bénéficieront de ce projet, qui appuiera la stabilité macroéconomique du pays et aidera l'administration publique à fournir des services de meilleure qualité de nature à promouvoir la paix, créer des emplois et développer l'éducation et les services sociaux. Coût total : USD 300 millions.	PREM	18/3/03	2010/2016	s.o.	300,0
◇ BIRD Prêt d'investissement spécifique pour les services urbains de Bogota : le projet, qui aidera à renforcer l'infrastructure et les services urbains à Bogota en facilitant l'accès à des services de base, notamment de transport, d'eau et d'assainissement, de meilleure qualité, bénéficiera à 600 000 habitants à faible revenu des quartiers les plus déshérités de la ville. Coût total : USD 272,7 millions.	SPI	13/3/03	2008/2020	s.o.	100,0
BIRD Prêt à l'appui de la réforme du financement de l'enseignement supérieur : l'opération, qui bénéficiera aux étudiants économiquement défavorisés des premier, deuxième et troisième cycles, appuiera la création de partenariats stratégiques pour améliorer l'offre de prêts aux étudiants et les aider ainsi à poursuivre des études supérieures. Coût total : USD 287,7 millions.	VRH	23/12/02	2010/2015	s.o.	200,0
◇ BIRD Prêt d'ajustement pour le secteur social : le projet, qui vise à renforcer la protection sociale, à élargir la couverture vaccinale et celle du régime d'assurance maladie et à améliorer la transparence et la surveillance, par les citoyens, des programmes sociaux de l'État, bénéficiera aux pauvres du pays. Coût total : USD 545 millions.	VRH	1/8/02	2007/2017	s.o.	155,0
EL SALVADOR					
◇ BIRD Prêt à l'appui de la modernisation du système judiciaire : la modernisation du système rendra la justice plus transparente et crédible et facilitera l'accès aux services judiciaires. Tous les Salvadoriens bénéficieront de ce projet, qui dissuadera les actes criminels, stimulera la concurrence commerciale et offrira une protection juridique. Coût total : USD 24,1 millions.	PREM	1/8/02	2008/2018	s.o.	18,2

(suite page suivante)

Tableau 6.12 Opérations approuvées durant l'exercice 03, Amérique latine et Caraïbes (suite)

Pays/nom du projet	Réseau ^a	Date	Période	Principal (millions)	
		d'approbation	d'amortissement	DTS ^b	USD
ÉQUATEUR					
✧ BIRD Prêt programmatique à l'appui de la réforme du développement humain : le projet permettra de dispenser des soins de santé à plus de 750 000 mères, de fournir des compléments alimentaires aux trois-quarts des enfants scolarisés dans les écoles primaires et de garantir le revenu de quelque 4,5 millions de nécessiteux et de personnes âgées. Coût total : USD 50 millions.	VRH	27/5/03	2009/2025	s.o.	50,0
✧ BIRD Prêt d'ajustement pour l'assainissement des finances publiques et la compétitivité : le projet, qui bénéficiera à l'ensemble de la population, vise à appuyer l'action globale du gouvernement qui s'efforce de réduire la pauvreté en réformant les impôts, en assurant la transparence budgétaire, en améliorant la fonction publique et en gérant la dette de manière à stimuler la croissance et la compétitivité. Coût total : USD 50 millions.	PREM	27/5/03	2009/2025	s.o.	50,0
GRENADE					
BIRD/IDA (OECO) Prêt/crédit à un programme évolutif pour le développement de l'éducation ^c : le projet bénéficiera aux élèves du secondaire en assurant un accès plus équitable à ce niveau d'enseignement et en finançant des programmes destinés à améliorer la qualité de l'éducation, en particulier l'instruction de base. Coût total : USD 11 millions.	VRH	27/6/03	2008/2018 2013/2038	s.o. 2,9	4,0 4,0
✧ BIRD/IDA Prêt/crédit d'investissement spécifique pour la prévention et la lutte contre le VIH/SIDA ^c : il s'agit de réduire le taux des nouvelles infections par VIH et le taux de mortalité ; d'améliorer par des soins et des traitements la qualité de vie des personnes infectées ; d'encourager la modification des comportements et les actions de prévention et de lutte contre la pandémie ; et de mettre en place de nouveaux comités d'animation. Coût total : USD 7,2 millions.	VRH	25/7/02	2008/2017 2012/2037	s.o. 2,4	3,0 3,0
GUATEMALA					
✧ BIRD Prêt pour la gestion des ressources naturelles dans l'Altiplano occidental : le projet vise à donner aux foyers ruraux, aux groupes communautaires et aux collectivités locales les moyens d'améliorer le revenu rural et à encourager l'adoption de modes de production durables en appuyant des actions communautaires et en associant davantage la collectivité à la gestion des ressources naturelles. Coût total : USD 55,6 millions.	DESD	1/5/03	s.o.	s.o.	32,8
✧ BIRD Deuxième projet de routes principales et rurales : l'opération, qui financera la construction et la remise en état de routes rurales en associant davantage la population aux travaux, permettra à plus de 500 000 habitants d'une région rurale écartée et défavorisée du Guatemala d'accéder plus rapidement aux marchés, aux écoles et aux dispensaires et de bénéficier d'autres services essentiels. Coût total : USD 63,7 millions.	SPI	6/5/03	s.o.	s.o.	46,7
GUYANA					
✧ IDA Crédit à l'appui de la réduction de la pauvreté : le projet vise à stimuler la croissance économique en encourageant la transparence et la responsabilité ; la réforme du secteur public, notamment du fisc et des secteurs des finances, du sucre et de l'eau ; la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie d'éducation ; et l'intensification de la lutte contre le VIH/SIDA. Coût total : USD 12 millions.	PREM	17/12/02	2013/2042	9,1	12,0

Pays/nom du projet	Réseau ^a	Date	Période	Principal (millions)	
		d'approbation	d'amortissement	DTS ^b	USD
<p>◇ IDA Crédit d'assistance technique pour le secteur public : ce projet, qui bénéficiera à l'ensemble de la population, permettra de renforcer la gestion fiduciaire, les capacités institutionnelles et les services sociaux. L'État sera ainsi mieux à même d'administrer et de suivre la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté. Coût total : USD 5,3 millions.</p>	PREM	17/12/02	2013/2042	3,6	4,8
HONDURAS					
<p>IDA Crédit d'assistance technique pour le secteur financier : les Honduriens qui ont recours aux services bancaires et financiers bénéficieront de cette opération qui appuiera l'action engagée par le gouvernement pour formuler et mettre en œuvre un programme de consolidation bancaire, réformer le système de paiement et renforcer les institutions, de sorte que le pays soit mieux à même de résister aux chocs économiques et financiers. Coût total : USD 11 millions.</p>	SF	24/6/03	2013/2043	7,2	9,9
<p>◇ IDA Crédit à l'appui du développement régional dans la vallée du Copán : environ 141 000 habitants de la vallée du Copán bénéficieront de ce projet porteur de possibilités d'investissement et d'emploi. Le crédit permettra de financer des parcs et des sites archéologiques, de lancer des initiatives génératrices de revenus et de faire en sorte que le climat local de l'investissement encourage la mise en valeur du patrimoine et la planification d'activités dans ce domaine. Coût total : USD 13,4 millions.</p>	DESD	20/5/03	2013/2043	8,8	12,0
JAMAÏQUE					
<p>BIRD Deuxième prêt d'ajustement à l'appui du programme de restructuration bancaire et de gestion de la dette : le projet soutiendra le désengagement de l'État du capital de la National Commercial Bank and Life of Jamaica et aidera à achever la mise en place du nouveau cadre juridique, réglementaire et de surveillance du secteur financier du pays. Coût total : USD 75 millions.</p>	SF	24/10/02	2009/2018	s.o.	75,0
<p>◇ BIRD Prêt à l'appui du développement de proximité à l'échelon national : le projet, qui financera des emplois temporaires, des infrastructures et des avantages économiques et sociaux, bénéficiera aux personnes défavorisées. Les fonds seront alloués dans le cadre de contrats communautaires, ce qui incitera les collectivités à collaborer. Coût total : USD 29,8 millions.</p>	SPI	24/10/02	2008/2019	s.o.	15,0
<p>◇ BIRD Deuxième prêt à l'appui de la réforme de l'enseignement secondaire : l'opération aidera toutes les écoles secondaires à offrir aux élèves un enseignement de qualité et des locaux adéquats et à assurer aux enfants de familles défavorisées un accès équitable à l'enseignement secondaire. Coût total : USD 63 millions.</p>	VRH	24/10/02	2008/2019	s.o.	39,8
MEXIQUE					
<p>BIRD Prêt d'ajustement structurel pour le développement des finances rurales : le projet, qui appuiera la réforme du secteur des banques de développement du Mexique, en particulier la liquidation de Banrural et son remplacement par une nouvelle institution financière rurale, profitera aux agriculteurs et aux petites et moyennes entreprises. Coût total : USD 505,1 millions.</p>	SF	12/6/03	2013/2013	s.o.	505,1

(suite page suivante)

Tableau 6.12 Opérations approuvées durant l'exercice 03, Amérique latine et Caraïbes (suite)

Pays/nom du projet	Réseau ^a	Date	Période	Principal (millions)	
		d'approbation	d'amortissement	DTS ^b	USD
BIRD Prêt programmatique d'ajustement structurel pour l'environnement : les pauvres bénéficieront de ce projet, qui appuiera le développement durable en maintenant un équilibre entre la décentralisation des fonctions de gestion de l'environnement de l'État fédéral et le développement socioéconomique. Coût total : USD 202 millions.	DESD	6/8/02	2013/2013	s.o.	202,0
✧ BIRD Prêt d'investissement spécifique pour le développement communal dans les régions rurales : les fonds octroyés aux municipalités rurales pour assurer des services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'électrification, améliorer les routes rurales et construire des écoles et des dispensaires bénéficieront à 5,8 millions de personnes dans quatre États du Mexique. Coût total : USD 633,4 millions.	DESD	16/7/02	2008/2017	s.o.	400,0
✧ BIRD Prêt d'assistance technique pour le développement du secteur du crédit et de l'épargne et le renforcement des capacités du microfinancement rural : le projet, qui renforcera des institutions d'épargne et de crédit, bénéficiera à 60 000 familles rurales qui en dépendent pour obtenir des services financiers. Celles-ci auront ainsi accès au crédit et pourront recevoir des fonds de parents à l'étranger. Coût total : USD 85,4 millions.	DESD	2/7/02	2008/2017	s.o.	64,6
NICARAGUA					
✧ IDA Crédit pour l'électrification des zones rurales non reliées au réseau : l'opération financera la production et la distribution d'énergie électrique dans des régions non desservies par le réseau existant. Quelque 16 000 foyers de régions rurales isolées du centre et de la côte atlantique du pays recevront l'électricité pour la première fois. Coût total : USD 23 millions.	SPI	15/5/03	2013/2043	8,8	12,0
✧ IDA Crédit programmatique d'ajustement structurel : il s'agit d'attirer les investisseurs étrangers ; de réglementer plus strictement le système financier ; de développer et d'améliorer l'enseignement primaire, les services de santé rurale, l'approvisionnement en eau et l'assainissement ; et de renforcer la gestion financière du secteur public, la fonction publique et l'administration des contributions des donateurs. Coût total : USD 15 millions.	PREM	13/3/03	2013/2042	11,4	15,0
PÉROU					
✧ BIRD Prêt d'assistance technique pour faciliter les échanges et améliorer la productivité : les petits et moyens exportateurs bénéficieront de cette opération qui créera des emplois et fournira une assistance technique pour encourager les partenariats dans le secteur privé, expérimenter de nouveaux moyens d'accroître la productivité et améliorer les débouchés sur les marchés d'exportation. Coût total : USD 24 millions.	SPI	5/6/03	2011/2017	s.o.	20,0
✧ BIRD Prêt à un programme évolutif pour le développement de l'éducation rurale et le perfectionnement des enseignants : il s'agit de faciliter l'accès aux programmes préscolaires et aux écoles primaires et secondaires. Le projet financera des investissements, notamment dans un programme novateur de télé-enseignement qui développera à moindre frais l'enseignement secondaire. Coût total : USD 94,2 millions.	VRH	29/5/03	2011/2017	s.o.	52,5

Pays/nom du projet	Réseau ^a	Date	Période	Principal (millions)	
		d'approbation	d'amortissement	DTS ^b	USD
BIRD Prêt supplémentaire pour la gestion et la modernisation du système de distribution d'eau à Lima : le projet, qui appuiera le développement des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement, bénéficiera à 130 000 habitants à faible revenu de quartiers non desservis de Lima. Coût total : USD 29,4 millions.	SPI	25/2/03	s.o.	s.o.	20,0
BIRD Deuxième prêt programmatique à l'appui des réformes sociales : l'opération bénéficiera aux populations pauvres du Pérou en facilitant l'accès aux programmes sociaux, en appuyant la mise en place de mécanismes de protection, en préconisant la transparence des dépenses sociales et en encourageant la participation des intéressés à la prise de décisions. Coût total : USD 100 millions.	VRH	17/9/02	2008/2019	s.o.	100,0
◊ BIRD Prêt d'investissement spécifique à l'appui des services nationaux d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les régions rurales : l'opération permettra à 1,3 million d'habitants de régions rurales d'avoir accès à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Elle financera la remise en état et l'expansion des systèmes actuels, ainsi que la construction de nouveaux ouvrages, et fournira des conseils aux organismes chargés de la réalisation du projet. Coût total : USD 80 millions.	SPI	29/8/02	2011/2016	s.o.	50,0
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE					
◊ BIRD Prêt à un programme évolutif pour la réforme du secteur de la santé : le projet, qui financera la prestation de soins de santé à 2,3 millions de Dominicains, dont 1,7 million de pauvres, devrait permettre de réduire la mortalité maternelle et infantile. Il appuiera l'application des lois portant réforme du secteur de la santé et le financement des systèmes de santé. Coût total : USD 42,7 millions.	VRH	26/6/03	2008/2020	s.o.	30,0
◊ BIRD Prêt à l'appui de l'éducation préscolaire : le projet permettra de fournir des services éducatifs à environ 20 000 enfants. Il s'agit de porter le taux de scolarisation des enfants de 5 ans de 71 % à 86 % d'ici à 2007, tout en réduisant les taux d'abandon et de redoublement. Coût total : USD 62 millions.	VRH	5/9/02	2008/2019	s.o.	42,0
SAINT-KITTS-ET-NEVIS					
BIRD Prêt à un programme évolutif pour la prévention et la lutte contre le VIH/SIDA : l'opération soutiendra des programmes de prévention du VIH/SIDA pour les groupes à haut risque et la population en général. Elle financera des traitements, des soins et une aide aux personnes infectées et renforcera la capacité des institutions du pays à faire face à la pandémie. Coût total : USD 4,5 millions.	VRH	10/1/03	2008/2017	s.o.	4,1
TRINITÉ-ET-TOBAGO					
◊ BIRD Prêt à un programme évolutif pour la prévention et la lutte contre le VIH/SIDA : le projet contribuera à réduire les infections par VIH d'environ 50 % pour ramener l'incidence à 450 cas pour un million d'habitants grâce à des programmes de prévention, de traitement et de sensibilisation. Il permettra également de réduire d'environ 10 % le nombre d'infections en phase active et aidera les sidéens à vivre plus longtemps. Coût total : USD 25 millions.	VRH	27/6/03	2008/2018	s.o.	20,0

(suite page suivante)

Tableau 6.12 Opérations approuvées durant l'exercice 03, Amérique latine et Caraïbes (suite)

Pays/nom du projet	Réseau ^a	Date d'approbation	Période d'amortissement	Principal (millions)	
				DTS ^b	USD
URUGUAY					
BIRD Prêt spécial d'ajustement structurel à l'appui des services publics et du secteur social : les usagers des services publics de santé et d'éducation bénéficieront du maintien de ces services durant la crise économique que traverse le pays. Coût total : USD 101 millions.	SPI	8/4/03	2006/2007	s.o.	101,0
BIRD Prêt d'ajustement structurel à l'appui des services publics et du secteur social : l'ensemble des Uruguayens bénéficieront de ce projet qui vise à réduire le coût des services publics (électricité, gaz naturel, hydrocarbures, télécommunications, poste, eau, assainissement et transports), à en améliorer la qualité et l'efficacité et à en élargir la couverture. Coût total : USD 151,5 millions.	SPI	8/4/03	2008/2017	s.o.	151,5
◇ BIRD Prêt d'ajustement structurel : en appuyant la réforme des finances publiques et de la politique sociale, notamment des mesures garantissant que les programmes de protection sociale ciblent bien les nécessiteux, l'opération aidera les familles et les enfants. Coût total : USD 151,5 millions.	PREM	8/8/02	2008/2017	s.o.	151,5
◇ BIRD Prêt spécial d'ajustement structurel : le renforcement de l'économie bénéficiera à l'ensemble de la population. Le projet soutiendra les mesures budgétaires et l'action du gouvernement en matière de protection sociale et appuiera la restructuration du système bancaire public. Coût total : USD 101 millions.	PREM	8/8/02	2005/2007	s.o.	151,5
Total				112,6	5 820,5

s.o. : Sans objet.

◇ Ce symbole désigne les opérations auxquelles la société civile participe à divers degrés.

Note : Les chiffres ayant été arrondis, les totaux ne correspondent pas toujours à la somme exacte de leurs éléments. c = crédit de l'IDA et d = don de l'IDA.

a DESD : développement écologiquement et socialement durable ; VRH : valorisation des ressources humaines ; SF : secteur financier ;

PREM : réduction de la pauvreté et gestion économique ; SPI : secteur privé et infrastructure.

b Les fonds de l'IDA sont libellés en droits de tirage spéciaux (DTS), qui sont évalués sur la base d'un panier de monnaies. Les montants exprimés en dollars des États-Unis reflètent les taux de change en vigueur lors de la négociation du crédit ou du don.

c. Financement « mixte » combinant prêt de la BIRD et crédit de l'IDA.

Tableaux

Tableau 6.13 Opérations approuvées durant l'exercice 03, Moyen-Orient et Afrique du Nord

Pays/nom du projet	Réseau ^a	Date	Période	Principal (millions)	
		d'approbation	d'amortissement	DTS ^b	USD
ALGÉRIE					
<p>◇ BIRD Deuxième prêt d'investissement spécifique pour l'emploi rural : l'objectif est de générer des emplois dans les régions rurales pauvres des montagnes du nord-ouest et du centre-nord du pays en appuyant la gestion des ressources naturelles, les travaux de génie civil, qui génèrent automatiquement des emplois, et la création d'actifs qui stimulent l'emploi. Coût total : USD 142,9 millions.</p>	DESD	29/4/03	2006/2018	s.o.	95,0
<p>BIRD Prêt à l'appui de la réduction de la vulnérabilité des villes aux catastrophes naturelles : le projet, qui aidera les localités de la wilaya d'Alger à se doter de moyens renforcés pour être moins vulnérables et mieux en mesure de gérer les catastrophes naturelles, financera la remise en état des infrastructures et des logements touchés par les inondations et appuiera des programmes de construction. Coût total : USD 125,1 millions.</p>	SPI	8/8/02	2008/2018	s.o.	88,5
DJIBOUTI					
<p>IDA Crédit supplémentaire pour le développement social et les travaux publics : ce crédit supplémentaire financera l'achèvement de programmes visant à doter les quartiers les plus défavorisés de Djibouti, qui ne bénéficient qu'en partie ou pas du tout du programme de développement social et de travaux publics en cours, d'infrastructures socioéconomiques essentielles. Coût total : USD 5,2 millions.</p>	SPI	26/6/03	2013/2043	3,7	5,0
<p>◇ IDA Don à l'appui de la lutte contre le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose : le projet aidera le gouvernement à financer la lutte contre le VIH/SIDA, les infections sexuellement transmissibles, le paludisme et la tuberculose via le renforcement des capacités, l'accès élargi aux soins préventifs et aux traitements et l'aide aux communautés pour atténuer l'impact de ces infections. Coût total : USD 15 millions.</p>	VRH	29/5/03	s.o.	8,8	12,0
<p>IDA Crédit supplémentaire pour la rénovation d'un axe routier international : l'opération financera le projet de rénovation en cours de l'axe routier international, qui est indispensable à la remise en état de la route reliant le port de Djibouti à l'Éthiopie. Ce pays voisin dépend en effet de Djibouti pour ses échanges et les envois d'aide alimentaire. Coût total : USD 6 millions.</p>	SPI	6/5/03	2013/2042	4,5	6,0
ÉGYPTE, RÉPUBLIQUE ARABE D'					
<p>◇ BIRD Deuxième prêt à l'appui de la gestion des ressources naturelles de Matruh : il s'agit d'améliorer les conditions de vie des populations rurales défavorisées de la zone côtière du nord-ouest du pays. Le projet permettra de réduire la pauvreté en appuyant le développement communautaire, en facilitant l'accès aux services et en renforçant les capacités de conservation et de réhabilitation des ressources naturelles. Coût total : USD 39,8 millions.</p>	DESD	6/3/03	2008/2020	s.o.	12,4
IRAN, RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'					
<p>BIRD Projet de reconstruction d'urgence après le séisme : en finançant la reconstruction des actifs publics et privés et la mise en place d'un système efficace de suivi et de gestion qui permette d'atténuer l'impact de futurs séismes, le projet aidera le pays à surmonter les difficultés socioéconomiques provoquées par le séisme de 2002. Coût total : USD 225 millions.</p>	SPI	3/6/03	2009/2020	s.o.	180,0

(suite page suivante)

Tableau 6.13 Opérations approuvées durant l'exercice 03, Moyen-Orient et Afrique du Nord (suite)

Pays/nom du projet	Réseau ^a	Date	Période	Principal (millions)	
		d'approbation	d'amortissement	DTS ^b	USD
<p>◇ BIRD Prêt d'investissement spécifique à l'appui de la gestion de l'environnement : l'opération contribuera à améliorer la gestion de l'environnement en Iran en renforçant la capacité du ministère de l'Environnement à surveiller la qualité de l'air et de l'eau grâce à des interventions ciblées à Téhéran, Isfahan, Khorasan, Markazi et Khuzestan. Coût total : USD 23 millions.</p>	DESD	8/4/03	2008/2020	s.o.	20,0
JORDANIE					
<p>◇ BIRD Prêt sectoriel d'investissement et d'entretien à l'appui du premier programme de réforme de l'éducation pour l'économie du savoir : il s'agit de financer un programme intégré de réformes de l'enseignement pour faciliter la transformation du système éducatif aux niveaux préscolaire, de base et secondaire, de sorte qu'à l'issue de leurs études, les élèves possèdent les compétences requises par l'économie du savoir. Coût total : USD 370 millions.</p>	VRH	8/5/03	2008/2020	s.o.	120,0
<p>BIRD Deuxième prêt à l'appui de la réforme du secteur public : l'opération aidera le gouvernement à renforcer le système judiciaire, à améliorer les prestations et la gestion des services publics et à réformer la fonction publique pour encourager l'investissement privé et améliorer ainsi la situation financière du pays. Coût total : USD 120 millions.</p>	PREM	2/7/02	2007/2019	s.o.	120,0
LIBAN					
<p>◇ BIRD Prêt d'investissement spécifique à l'appui du patrimoine culturel et du développement urbain : en aidant à mieux gérer et protéger le patrimoine architectural du Liban, le projet favorisera le développement de l'économie et améliorera la qualité de vie autour du centre historique de cinq grandes villes secondaires. Coût total : USD 61,9 millions.</p>	SPI	17/4/03	2010/2018	s.o.	31,5
MAROC					
<p>◇ BIRD Prêt d'investissement spécifique pour le développement de l'agriculture pluviale : l'opération, qui vise à améliorer la situation socioéconomique des petits agriculteurs et des éleveurs dans les zones « bour », financera des projets locaux de développement participatif pour accroître les revenus et donner accès à des équipements ruraux de base, et elle appuiera une croissance agricole durable. Coût total : USD 41,1 millions.</p>	DESD	10/6/03	2009/2023	s.o.	26,8
<p>BIRD Prêt à l'appui de la réforme de la gestion des actifs : l'objectif est de contribuer à améliorer l'efficacité des dépenses publiques via la rationalisation des dépenses d'investissement, d'entretien et de rénovation dans les secteurs de la santé publique et de l'éducation nationale et via la mise en place d'un système efficace de gestion des actifs. Coût total : USD 50 millions.</p>	SPI	5/6/03	2009/2023	s.o.	45,0
<p>◇ BIRD Prêt au développement des connaissances et à l'innovation à l'appui de l'alphabétisation : le projet permettra de tester de nouvelles formules d'enseignement et de gestion des programmes d'alphabétisation des adultes qui, si elles se révèlent efficaces, permettront au gouvernement de mettre en place des programmes d'envergure nationale pour mieux alphabétiser les adultes. Coût total : USD 5,4 millions.</p>	VRH	26/9/02	2008/2022	s.o.	4,1
TUNISIE					
<p>◇ BIRD Troisième prêt à l'appui du développement municipal : l'opération bénéficiera aux résidents, lesquels seront associés à la planification, à la mise en œuvre et à la prestation de services publics de base. Le projet renforcera la capacité de financement des investissements municipaux, ainsi que les moyens à la disposition des collectivités locales et des organismes centraux. Coût total : USD 199,8 millions.</p>	SPI	5/12/02	2006/2019	s.o.	78,4

Pays/nom du projet	Réseau ^a	Date	Période	Principal (millions)	
		d'approbation	d'amortissement	DTS ^b	USD
⇨ BIRD Prêt d'investissement spécifique pour le développement des régions montagneuses et boisées du nord-ouest : en encourageant la diversification des systèmes de production agropastorale et les activités non agricoles génératrices de revenus, le projet aidera les ménages à accroître leur revenu et à améliorer leurs conditions de vie. Coût total : USD 44,9 millions.	DESD	31/10/02	2008/2024	s.o.	34,0
YÉMEN, RÉPUBLIQUE DU					
⇨ IDA Crédit à un programme évolutif pour la gestion de l'eau du bassin de Sanaa : le projet aidera le pays à freiner le tarissement de la nappe souterraine du bassin de Sanaa. Il s'agit de gagner du temps pour permettre à l'économie locale de se reconvertir dans des activités moins consommatrices d'eau et encourager une migration hors de la zone. Coût total : USD 120 millions.	DESD	3/6/03	2013/2043	17,6	24,0
⇨ IDA Crédit à l'appui du développement des villes portuaires : l'opération vise à améliorer le climat de l'investissement, stimuler la croissance et créer des possibilités d'emploi dans les villes portuaires en revitalisant les entreprises, en finançant des stratégies de développement urbain et en renforçant les capacités locales. Coût total : USD 26,5 millions.	SPI	23/1/03	2013/2042	17,7	23,4
⇨ IDA Crédit-programme évolutif pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement des villes : le projet, qui bénéficiera aux résidents, encouragera la participation d'opérateurs privés et financera l'expansion et la modernisation des réseaux de distribution d'eau et d'évacuation des eaux usées, assurant ainsi la prestation de services d'adduction d'eau et d'assainissement efficaces. Coût total : USD 150 millions.	SPI	1/8/02	2012/2042	104,2	130,0
Total				156,5	1 056,1

Financements spéciaux^d

CISJORDANIE ET GAZA

⇨ **Deuxième don d'appui d'urgence au secteur des services** : l'opération, qui bénéficiera aux élèves et aux familles, couvrira le coût de la gestion du projet, de l'achat du matériel, de l'assistance technique et de la formation, en vue d'améliorer la qualité et la prestation des services de protection sociale, d'éducation, de santé et d'aide sociale. Coût total : USD 84 millions.

Don d'urgence pour la remise en état des services municipaux : grâce au projet, la détérioration des services municipaux sera enrayerée et des emplois temporaires seront créés. Il s'agira d'apporter un concours technique et financier aux collectivités locales, de créer des microprojets temporaires et d'établir le lien entre les processus de planification budgétaire de l'administration centrale et ceux de l'administration locale. Coût total : USD 70 millions.

s.o. Sans objet.

⇨ Ce symbole désigne les opérations auxquelles la société civile participe à divers degrés.

Note: Les chiffres ayant été arrondis, les totaux ne correspondent pas toujours à la somme exacte de leurs éléments. c = crédit de l'IDA et d = don de l'IDA.

a. DESD : développement écologiquement et socialement durable ; VRH : valorisation des ressources humaines ; SF : secteur financier ; PREM : réduction de la pauvreté et gestion économique ; SPI : secteur privé et infrastructure

b. Les fonds de l'IDA sont libellés en droits de tirage spéciaux (DTS), qui sont évalués sur la base d'un panier de monnaies. Les montants exprimés en dollars des États-Unis reflètent les taux de change en vigueur lors de la négociation du crédit ou du don.

c. Financement « mixte » combinant prêt de la BIRD et crédit de l'IDA.

d. Financement assuré par des fonds fiduciaires administrés par la Banque.

Tableaux

Tableau 6.14 Opérations d'ajustement de la Banque mondiale, exercice 03

(USD millions)

Pays		Opération	BIRD	IDA	Total
Crédits à l'appui de la réduction de la pauvreté					
Burkina Faso	P075378	Deuxième crédit à l'appui de la réduction de la pauvreté		35	35
Ghana	P076808	Crédit à l'appui de la réduction de la pauvreté		125	125
Guyana	P073851	Crédit à l'appui de la réduction de la pauvreté		12	12
Ouganda	P073671	Deuxième crédit à l'appui de la réduction de la pauvreté		150	150
Sri Lanka	P081718	Crédit à l'appui de la réduction de la pauvreté		125	125
Tanzanie	P074072	Crédit à l'appui de la réduction de la pauvreté		132	132
Viet Nam	P075398	Deuxième crédit à l'appui de la réduction de la pauvreté		100	100
Prêts et crédits programmatiques d'ajustement structurel					
Bolivie	P081402	Deuxième crédit programmatique d'ajustement structurel à l'appui de la décentralisation		25	25
Brésil	P070641	Deuxième prêt programmatique pour la réforme budgétaire	404		404
Brésil	P080746	Prêt programmatique à l'appui de la réforme du secteur du développement humain	505		505
Bulgarie	P067051	Prêt programmatique d'ajustement	150		150
Colombie	P078869	Prêt programmatique d'ajustement du secteur financier	150		150
Colombie	P080831	Prêt programmatique d'ajustement structurel à l'appui de la réforme budgétaire et institutionnelle	300		300
Équateur	P082395	Prêt programmatique à l'appui de la réforme du développement humain	50		50
Équateur	P082739	Prêt d'ajustement pour l'assainissement des finances publiques et la compétitivité	50		50
Jamaïque	P073756	Deuxième prêt d'ajustement à l'appui du programme de restructuration bancaire et de gestion de la dette	75		75
Lettonie	P069890	Deuxième prêt programmatique d'ajustement structurel	20		20
Mexique	P074539	Prêt programmatique d'ajustement structurel pour l'environnement	202		202
Nicaragua	P074760	Crédit programmatique d'ajustement structurel		15	15
Pérou	P073817	Deuxième prêt programmatique à l'appui des réformes sociales	100		100
Tanzanie	P084984	Crédit programmatique d'ajustement structurel (opération financée sur les remboursements de crédits antérieurs de l'IDA)		+	+
Prêts et crédits d'ajustement sectoriel					
Colombie	P069861	Prêt d'ajustement pour le secteur social	155		155
Jordanie	P066826	Deuxième prêt à l'appui de la réforme du secteur public	120		120
Maroc	P005516	Prêt à l'appui de la réforme de la gestion des actifs	45		45
Mexique	P074655	Prêt d'ajustement structurel pour le développement des finances rurales	505		505
Serbie-et-Monténégro	P074868	Deuxième crédit d'ajustement du système financier et du secteur privé		80	80

+ Opérations d'ajustement d'un montant inférieur à 0,5 million de dollars.

Pays		Opération	BIRD	IDA	Total
Prêts et crédits d'ajustement structurel					
Argentine	P083074	Prêt d'ajustement structurel à l'appui de la transition économique et sociale	500		500
Arménie	P075758	Cinquième crédit d'ajustement structurel		40	40
Bangladesh	P081845	Crédit à l'appui du développement		300	300
Bénin	P077574	Crédit d'ajustement supplémentaire pour la réforme des dépenses publiques		10	10
Bolivie	P082700	Crédit d'ajustement structurel à l'appui de la protection sociale		35	35
Burundi	P074602	Crédit de redressement économique		54	54
Cameroun	P084890	Troisième crédit d'ajustement structurel (opération financée sur les remboursements de crédits antérieurs de l'IDA)		3	3
Cap-Vert	P081548	Crédit supplémentaire d'ajustement structurel		4	4
Kenya	P083594	Crédit pour la réforme de l'économie et du secteur public (opération financée sur les remboursements de crédits antérieurs de l'IDA)		1	1
Kosovo	P078380	Quatrième don d'assistance économique		5	5
Mozambique	P049878	Crédit d'ajustement pour la gestion économique et le secteur privé		120	120
Pakistan	P075810	Crédit d'ajustement structurel pour la province de Sindh		100	100
Pakistan	P077834	Crédit d'ajustement structurel pour la province frontalière du nord-ouest		90	90
République kirghize	P071061	Crédit d'ajustement structurel pour la gouvernance		20	20
Roumanie	P067575	Deuxième prêt d'ajustement du secteur privé	300		300
Rwanda	P066385	Crédit à l'appui de réformes institutionnelles		85	85
Serbie-et-Monténégro	P076764	Crédit d'ajustement structurel		15	15
Serbie-et-Monténégro	P078390	Crédit d'ajustement pour le secteur social		80	80
Sierra Leone	P078623	Troisième crédit à l'appui du redressement et de la reprise économiques		30	30
Tchad	P077781	Cinquième crédit d'ajustement structurel		40	40
Uruguay	P077172	Prêt d'ajustement structurel	152		152
Uruguay	P078726	Prêt d'ajustement structurel à l'appui des services publics et du secteur social	152		152
Prêt spécial d'ajustement structurel					
Uruguay	P080263	Prêt spécial d'ajustement structurel	152		152
Uruguay	P081495	Prêt spécial d'ajustement structurel à l'appui des services publics et du secteur social	101		101
Total			4 187	1 831	6 018

Liste des pays de la Première et de la Deuxième parties membres de l'IDA

MEMBRES DE LA PREMIÈRE PARTIE

Afrique du Sud
 Allemagne
 Australie
 Autriche
 Belgique
 Canada
 Danemark
 Émirats arabes unis
 Espagne
 États-Unis
 Fédération de Russie
 Finlande
 France
 Grèce
 Irlande
 Islande
 Italie
 Japon
 Koweït
 Luxembourg
 Norvège
 Nouvelle-Zélande
 Pays-Bas
 Portugal
 Royaume-Uni
 Suède
 Suisse

MEMBRES DE LA DEUXIÈME PARTIE

Afghanistan
 Albanie
 Algérie
 Angola
 Arabie saoudite
 Argentine
 Arménie
 Azerbaïdjan
 Bangladesh
 Barbade
 Belize
 Bénin
 Bhoutan
 Bolivie
 Bosnie-Herzégovine
 Botswana
 Brésil
 Burkina Faso
 Burundi
 Cambodge
 Cameroun
 Cap-Vert
 Chili
 Chine
 Chypre
 Colombie
 Comores
 Congo, République démocratique du
 Congo, République du
 Corée, République de
 Costa Rica
 Côte d'Ivoire
 Croatie
 Djibouti
 Dominique
 Égypte,
 République arabe d'
 El Salvador
 Équateur
 Érythrée
 Éthiopie
 Fidji
 Gabon
 Gambie
 Géorgie
 Ghana

Grenade
 Guatemala
 Guinée
 Guinée équatoriale
 Guinée-Bissau
 Guyana
 Haïti
 Honduras
 Hongrie
 Îles Marshall
 Îles Salomon
 Inde
 Indonésie
 Iran, République islamique d'
 Iraq
 Israël
 Jordanie
 Kazakhstan
 Kenya
 Kiribati
 Lesotho
 Lettonie
 Liban
 Libéria
 Libye
 Macédoine, Ex-République yougoslave de
 Madagascar
 Malaisie
 Malawi
 Maldives
 Mali
 Maroc
 Maurice
 Mauritanie
 Mexique
 Micronésie,
 États fédérés de
 Moldova
 Mongolie
 Mozambique
 Myanmar
 Népal
 Nicaragua
 Niger
 Nigéria
 Oman
 Ouganda
 Ouzbékistan
 Pakistan
 Palaos, République de
 Panama
 Papouasie-Nouvelle-Guinée
 Paraguay
 Pérou
 Philippines
 Pologne
 République arabe syrienne
 République centrafricaine
 République démocratique populaire lao
 République dominicaine
 République kirghize
 République slovaque
 République tchèque
 Rwanda
 Sainte-Lucie
 Saint-Kitts-et-Nevis
 Saint-Vincent-et-les Grenadines
 Samoa
 Sao Tomé-et-Principe
 Sénégal
 Serbie-et-Monténégro
 Sierra Leone
 Singapour
 Slovénie
 Somalie
 Soudan
 Sri Lanka
 Swaziland
 Tadjikistan
 Tanzanie
 Tchad
 Thaïlande
 Timor-Leste
 Togo
 Tonga
 Trinité-et-Tobago
 Tunisie
 Turquie
 Vanuatu
 Viet Nam
 Yémen, République du
 Zambie
 Zimbabwe

Note : Les pays sont classés dans l'une ou l'autre de ces catégories en fonction de leur situation économique. La quasi-totalité des pays de la Première partie contribuent au financement de l'Association internationale de développement et effectuent leurs paiements dans une monnaie librement convertible. Certains pays de la Deuxième partie sont des membres contributeurs et peuvent acquitter la plupart de leurs contributions en monnaie nationale. Pour en savoir plus et prendre connaissance de l'état des voix attribuées aux États membres, des souscriptions et des contributions, se reporter au volume intitulé *The World Bank Annual Report 2003: Volume 2, Financial Statements and Appendices*

Sites web de la Banque mondiale

À propos du Groupe
de la Banque mondiale
www.banquemondiale.org

Actualité du développement
www.worldbank.org/developmentnews

Afrique
www.worldbank.org/afri

Agence multilatérale de garantie
des investissements
www.miga.org

Aide/Questions et réponses
www.worldbank.org/help

Amérique latine et Caraïbes
www.worldbank.org/lac

Architecture financière
internationale
www.worldbank.org/ifa

Asie de l'Est et Pacifique
www.worldbank.org/eap

Asie du Sud
www.worldbank.org/sar

Assemblées annuelles
et Réunions de printemps
www.worldbank.org/annualmeetings

Association internationale
de développement
www.worldbank.org/ida

Banque internationale
pour la reconstruction
et le développement
www.worldbank.org

Base de données sur les projets
www.worldbank.org/projects

Bibliothèque électronique
de la Banque mondiale
www.worldbank.org/elibrary

Bibliothèque
jolis.worldbankimflib.org/external.htm

B-SPAN : Promouvoir
le développement sur le web
www.worldbank.org/wbi/B-SPAN

Bulletins d'information
www.worldbank.org/subscriptions

Cadre de développement intégré
www.worldbank.org/cdf

Calendrier des manifestations
www.worldbank.org/events

Centre international
pour le règlement des différends
relatifs aux investissements
www.worldbank.org/icsid

Contacter la Banque mondiale
www.worldbank.org/contacts

Développement du jeune enfant
www.worldbank.org/children

Développement du secteur privé
www.worldbank.org/privatesector

Développement durable
www.worldbank.org/sustainabledevelopment

Développement rural et agriculture
www.worldbank.org/rural

Développement social
(Évaluation sociale)
www.worldbank.org/socialdevelopment

Développement urbain
www.worldbank.org/urban

Diffusion de l'information
www.worldbank.org/disclosure

Documents de stratégie
pour la réduction de la pauvreté
www.worldbank.org/poverty/strategies

Documents sur le développement
dans le monde
www-wds.worldbank.org

Données et statistiques
www.worldbank.org/data

Droit et justice
www.worldbank.org/legal

Écoles
www.worldbank.org/html/schools

Éducation
www.worldbank.org/education

Emplois et stages
www.worldbank.org/careers

Énergie
www.worldbank.org/energy

Environnement
www.worldbank.org/environment

Europe et Asie centrale
www.worldbank.org/eca

Évaluation
www.worldbank.org/oed

Financement du développement
dans le monde
www.worldbank.org/prospects/gdf2003

Finances
www.worldbank.org/finance

Forum des partenaires
communautaires
www.worldbank.org/communitypartners

Forum du développement
www.worldbank.org/devforum

Gestion des ressources en eau
www.worldbank.org/water

Grupo del Banco Mundial
www.bancomundial.org

Indicateurs du développement
dans le monde
www.worldbank.org/data/wdi

Industries extractives et chimiques
www.worldbank.org/mining

InfoDev (L'Information au service
du développement)
www.worldbank.org/infodev

InfoShop
(Centre public d'information)
www.worldbank.org/infoshop

Initiative en faveur des pays pauvres
très endettés
www.worldbank.org/hipc

Institut de la Banque mondiale
www.worldbank.org/wbi

IPAnet
www.ipanet.net

La parole est aux pauvres
www.worldbank.org/poverty/voices

Le VIH/SIDA et la Banque mondiale
www.worldbank.org/aids

Liaisons mondiales
pour le développement
www.worldbank.org/worldlinks

Lutte contre la corruption
www.worldbank.org/anticorruption

Mécanisme d'octroi de dons
pour le développement
www.worldbank.org/dgf

Mobilisation de ressources
et cofinancement
www.worldbank.org/rmc

Mondialisation
www.worldbank.org/globalization

Moyen-Orient et Afrique du Nord
www.worldbank.org/mena

Objectifs de développement
pour le Millénaire
www.developmentgoals.org

Panel d'inspection
www.worldbank.org/inspectionpanel

Partage du savoir
www.worldbank.org/ks

Participation
www.worldbank.org/participation

Passation des marchés
pour les projets financés
par la Banque
www.worldbank.org/html/opr/procure

Perspectives de l'économie mondiale
www.worldbank.org/prospects/gep2003

PrivatizationLink
privatizationlink.ipanet.net

Produits et services financiers
www.worldbank.org/fps

Protection sociale
www.worldbank.org/sp

Publications
www.worldbank.org/publications

Rapport sur le développement
dans le monde
www.worldbank.org/wdr

Rapports annuels
de la Banque mondiale
www.worldbank.org/annualreport

Recherche
www.worldbank.org/research

Réponse rapide
rru.worldbank.org

Représentations de la Banque
à l'étranger
www.worldbank.org/contacts

Réseau mondial d'enseignement
à distance
www.worldbank.org/disted

Réseau mondial
pour le développement
www.gdnet.org

Réseau Réduction de la pauvreté
www.worldbank.org/poverty

Retraites
www.worldbank.org/pensions

Réunions de Printemps
www.worldbank.org/springmeetings

Santé, nutrition et population
www.worldbank.org/hnp

Secteur public
www.worldbank.org/publicsector

Service-conseil pour l'investissement
étranger
www.fias.net

Société civile
www.worldbank.org/civilsociety

Société financière internationale
www.ifc.org

Statut de la femme
www.worldbank.org/gender

Stratégies d'aide-pays
www.worldbank.org/cas

Télécommunications et informatique
www.worldbank.org/ict

Titres de créance
www.worldbank.org/debtsecurities

Transports
www.worldbank.org/transport

Liste des encadrés, figures et tableaux

ENCADRÉS

- Encadré 1.1 Harmonisation 17
- Encadré 1.2 La Fondation Development Gateway 19
- Encadré 1.3 La Suisse et l'Institut de la Banque mondiale collaborent dans le domaine du renforcement des capacités 23
- Encadré 1.4 Le Cadre de développement intégré, fondement du travail du Groupe de la Banque mondiale 24
- Encadré 2.1 Le réseau mondial d'échange du savoir au service du développement 32
- Encadré 3.1 Efficacité de l'aide et renforcement des capacités 56
- Encadré 4.1 Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce 61
- Encadré 4.2 Recherche, conseil et formation 62
- Encadré 4.3 Examen de la politique de développement — Une représentation nouvelle et globale des priorités et du programme de développement d'un pays 64
- Encadré 4.4 Le Programme Éducation pour tous et l'Initiative accélérée 66
- Encadré 4.5 La situation des handicapés dans les pays en développement 68
- Encadré 4.6 Évaluation internationale de la recherche agronomique et des techniques agricoles 72
- Encadré 4.7 Prêts dans les zones urbaines et rurales 77
- Encadré 4.8 L'initiative pour le renforcement et la réforme du secteur financier (FIRST) 81
- Encadré 4.9 La Conférence panafricaine sur le droit, la justice et le développement, 4-7 février 2003 82
- Encadré 4.10 La parité hommes-femmes et le droit 83
- Encadré 5.1 Le VIH/SIDA en Afrique 90
- Encadré 5.2 L'Université virtuelle africaine 91
- Encadré 5.3 Les échanges en Asie de l'Est 96
- Encadré 5.4 Règlement des conflits, paix, réconciliation et reconstruction 101
- Encadré 5.5 À moitié plein ou à moitié vide ? 104
- Encadré 5.6 Pour être efficaces, les stratégies de réduction de la pauvreté doivent s'appuyer sur des données fiables 111
- Encadré 5.7 La poésie au service de l'alphabétisation 116

FIGURES

- Figure 2.1 Le cycle du projet 33
- Figure 2.2 Prêts de la BIRD et crédits de l'IDA par région, Ex. 03 34
- Figure 2.3 Prêts de la BIRD et crédits de l'IDA par thème, Ex. 03 34

- Figure 2.4 Prêts de la BIRD et crédits de l'IDA par secteur, Ex. 03 34
- Figure 2.5 Prêts de la BIRD par région, Ex. 03 37
- Figure 2.6 Prêts de la BIRD par thème, Ex. 03 37
- Figure 2.7 Prêts de la BIRD par secteur, Ex. 03 37
- Figure 2.8 Rendement net de l'actif 38
- Figure 2.9 Ratio des fonds propres aux prêts au 30 juin 2003 39
- Figure 2.10 Emprunts et placements au 30 juin 2003 39
- Figure 2.11 Affectation prévue du revenu net disponible de l'exercice 03 (3 050 millions de dollars) 39
- Figure 2.12 Engagements de l'IDA par région, Ex. 03 40
- Figure 2.13 Engagements de l'IDA par thème, Ex. 03 40
- Figure 2.14 Engagements de l'IDA par secteur, Ex. 03 40
- Figure 2.15 Source de financement de l'IDA 40
- Figure 2.16 Renforcement de l'action de l'IDA dans les secteurs sociaux 40
- Figure 2.17 Fonds fiduciaires : contributions et décaissements, Ex. 99-03 42
- Figure 2.18 Cofinancements par région, Ex. 00-03 43
- Figure 2.19 Prêts de la Banque et cofinancements, Ex. 00-03 43
- Figure 2.20 Allègement de la dette des pays pauvres très endettés (PPTÉ) — Réduction du stock de la dette et amélioration des ratios du service de la dette 44
- Figure 2.21 Dépenses sociales avant et après l'octroi d'une aide au titre de l'Initiative PPTÉ 44
- Figure 3.1 Malnutrition infantile 48
- Figure 3.2 Achèvement des études primaires 48
- Figure 3.3 Égalité des sexes dans l'enseignement 49
- Figure 3.4 Mortalité infantile 49
- Figure 3.5 Mortalité maternelle 50
- Figure 3.6 Prévalence du VIH/SIDA 50
- Figure 3.7 Source d'eau améliorée 51
- Figure 3.8 Aide publique au développement, nette 51
- Figure 3.9 Portefeuille des projets actifs au 30 juin 2003, par région 52
- Figure 3.10 Projets ayant donné des résultats satisfaisants, 1974-2002 55
- Figure 4.1 Flux nets de financements à long terme vers les pays en développement, Ex. 93-02 75
- Figure 5.1 Afrique : Répartition thématique des prêts de la BIRD et des crédits de l'IDA, Ex. 03 92
- Figure 5.2 Afrique : Répartition sectorielle des prêts de la BIRD et des crédits de l'IDA, Ex. 03 92

- Figure 5.3 Asie de l'Est et Pacifique : Répartition thématique des prêts de la BIRD et des crédits de l'IDA, Ex. 03 97
- Figure 5.4 Asie de l'Est et Pacifique : Répartition sectorielle des prêts de la BIRD et des crédits de l'IDA, Ex. 03 97
- Figure 5.5 Asie du Sud : Répartition thématique des prêts de la BIRD et des crédits de l'IDA, Ex. 03 102
- Figure 5.6 Asie du Sud : Répartition sectorielle des prêts de la BIRD et des crédits de l'IDA, Ex. 03 102
- Figure 5.7 Europe et Asie centrale : Répartition thématique des prêts de la BIRD et des crédits de l'IDA, Ex. 03 107
- Figure 5.8 Europe et Asie centrale : Répartition sectorielle des prêts de la BIRD et des crédits de l'IDA, Ex. 03 107
- Figure 5.9 Amérique latine et Caraïbes : Répartition thématique des prêts de la BIRD et des crédits de l'IDA, Ex. 03 112
- Figure 5.10 Amérique latine et Caraïbes : Répartition sectorielle des prêts de la BIRD et des crédits de l'IDA, Ex. 03 112
- Figure 5.11 Moyen-Orient et Afrique du Nord : Répartition thématique des prêts de la BIRD et des crédits de l'IDA, Ex. 03 117
- Figure 5.12 Moyen-Orient et Afrique du Nord : Répartition sectorielle des prêts de la BIRD et des crédits de l'IDA, Ex. 03 117
- Tableau 5.3 Prêts de la Banque mondiale aux emprunteurs de la région Asie du Sud, par thème et par secteur, Ex. 94-03 103
- Tableau 5.4 Prêts de la Banque mondiale aux emprunteurs de la région Europe et Asie centrale, par thème et par secteur, Ex. 94-03 108
- Tableau 5.5 Prêts de la Banque mondiale aux emprunteurs de la région Amérique latine et Caraïbes, par thème et par secteur, Ex. 94-03 113
- Tableau 5.6 Prêts de la Banque mondiale aux emprunteurs de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, par thème et par secteur, Ex. 94-03 118
- Tableau 6.1 Pays admis à emprunter à la Banque mondiale 136
- Tableau 6.2 Afrique : engagements, décaissements et transferts nets de la Banque mondiale, exercices 02-03 138
- Tableau 6.3 Asie de l'Est et Pacifique : engagements, décaissements et transferts nets de la Banque mondiale, exercices 02-03 138
- Tableau 6.4 Asie du Sud : engagements, décaissements et transferts nets de la Banque mondiale, exercices 02-03 139
- Tableau 6.5 Europe et Asie centrale : engagements, décaissements et transferts nets de la Banque mondiale, exercices 02-03 139
- Tableau 6.6 Amérique latine et Caraïbes engagements, décaissements et transferts nets de la Banque mondiale, exercices 02-03 140
- Tableau 6.7 Moyen-Orient et Afrique du Nord : engagements, décaissements et transferts nets de la Banque mondiale, exercices 02-03 140
- Tableau 6.8 Opérations approuvées durant l'exercice 03, Afrique 141
- Tableau 6.9 Opérations approuvées durant l'exercice 03, Asie de l'Est et Pacifique 150
- Tableau 6.10 Opérations approuvées durant l'exercice 03, Asie du Sud 154
- Tableau 6.11 Opérations approuvées durant l'exercice 03, Europe et Asie centrale 159
- Tableau 6.12 Opérations approuvées durant l'exercice 03, Amérique latine et Caraïbes 167
- Tableau 6.13 Opérations approuvées durant l'exercice 03, Moyen-Orient et Afrique du Nord 175
- Tableau 6.14 Opérations d'ajustement de la Banque mondiale, exercice 03 178

TABLEAUX

- Tableau 2.1 Études économiques et sectorielles par type de produit, Ex. 98-03 31
- Tableau 2.2 Prêts de la Banque mondiale par thème et par secteur, Ex. 94-03 35
- Tableau 2.3 Engagements de la Banque mondiale à des fins d'ajustement, Ex. 00-03 36
- Tableau 2.4 Données financières relatives à la BIRD 38
- Tableau 2.5 Dix principaux bailleurs de fonds fiduciaires 42
- Tableau 5.1 Prêts de la Banque mondiale aux emprunteurs de la région Afrique, par thème et par secteur, Ex. 94-03 93
- Tableau 5.2 Prêts de la Banque mondiale aux emprunteurs de la région Asie de l'Est et Pacifique, par thème et par secteur, Ex. 94-03 98

Sigles et abréviations

ADPIC	Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce	CPIA	Évaluation de la politique et des institutions nationales
AiDA	Informations accessibles sur les activités de développement	CRN	Note de reprise d'un programme dans un pays
APD	Aide publique au développement	DEC	Économie du développement et Économiste en chef (Vice-présidence)
ARDE	Examen annuel de l'efficacité du développement	DESD	Développement écologiquement et socialement durable
ARPP	Rapport annuel sur la performance du portefeuille	DfID	Ministère britannique du développement international
BAD	Banque africaine de développement	DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
Banque	Banque mondiale (BIRD et IDA)	DSRP-I	Document intérimaire de stratégie pour la réduction de la pauvreté
BAsD	Banque asiatique de développement	DTS	Droits de tirage spéciaux
BCEAO	Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest	EPT	Éducation pour tous
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement	FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
BID	Banque interaméricaine de développement	FEM	Fonds pour l'environnement mondial
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement	FIDA	Fonds international de développement agricole
BIsD	Banque islamique de développement	FIRST	Initiative pour le renforcement et la réforme du secteur financier
BMD	Banque multilatérale de développement	FMI	Fonds monétaire international
CAD	Comité d'aide au développement (de l'OCDE)	FRPC	Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance
CAS	Stratégie d'aide-pays	FSAP	Programme d'évaluation du secteur financier
CDI	Cadre de développement intégré	GDLN	Réseau mondial d'échange du savoir au service du développement
CE	Commission européenne	GDN	Réseau mondial pour le développement
CEI	Communauté des États indépendants	GFATM	Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme
CGAP	Groupe consultatif d'aide aux populations les plus pauvres	HNP	Santé, nutrition et population
CGIAR	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale	IAMI	Initiative internationale pour le vaccin contre le sida
CIRDI	Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements	IDA	Association internationale de développement
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	IDA-13	Treizième reconstitution des ressources de l'IDA
CODAM	Comité des questions administratives concernant les Administrateurs		
CODE	Comité pour l'efficacité du développement		
COGAM	Comité des questions administratives concernant la gouvernance et les Administrateurs		

IED	Investissement étranger direct	PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
InfoDev	Programme d'information au service du développement	PPTe	Pays pauvres très endettés
InfoShop	Service d'information et de documentation de la Banque mondiale	PREM	Lutte contre la pauvreté et gestion économique (réseau)
INT	Service de déontologie institutionnelle	PRSC	Crédit à l'appui de la réduction de la pauvreté
LIBOR	Taux interbancaire offert à Londres	PSI	Développement du secteur privé et infrastructure (réseau)
LICUS	Pays à faible revenu en difficulté	PSIA	Étude d'impact sur les conditions de vie et la pauvreté
MAP	Programme plurinational de lutte contre le VIH/SIDA	QAG	Groupe d'assurance de la qualité
MIGA	Agence multilatérale de garantie des investissements	RNB	Revenu national brut
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique	ROSC	Rapport sur l'observation des normes et codes
NERICA	Nouveau riz pour l'Afrique	SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques	SF	Secteur financier
ODM	Objectifs de développement pour le Millénaire	SFI	Société financière internationale
OED	Département de l'évaluation des opérations	SIDA	Syndrome immunodéficient acquis
OIT	Organisation internationale du travail	SPI	Secteur privé et infrastructure
OMC	Organisation mondiale du commerce	SRAS	Syndrome respiratoire aigu sévère
OMS	Organisation mondiale de la santé	TIC	Technologies de l'information et des communications
ONG	Organisation non gouvernementale	UE	Union européenne
ONU	Organisation des Nations Unies	UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA	UVA	Université virtuelle africaine
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole	VIH/SIDA	Virus de l'immunodéficience humaine/syndrome immunodéficient acquis
OPS	Organisation panaméricaine de la santé	VRH	Valorisation des ressources humaines
PCF	Fonds prototype pour le carbone	WBI	Institut de la Banque mondiale
PIB	Produit intérieur brut	WDR	Rapport sur le développement dans le monde
PME	Petites et moyennes entreprises		
PNoWB	Réseau parlementaire sur la Banque mondiale		
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement		

Publications de la Banque mondiale : Titres principaux

- 2002 Annual Review of Development Effectiveness:
Achieving Development Outcomes: The Millennium
Challenge
- Achieving Universal Primary Education by 2015:
A Chance for Every Child
- African Development Indicators 2003
- Agriculture and the WTO: Creating a Trading System
for Development
- Agriculture, Trade, and the WTO: Creating a Trading
Environment for Development
- Analyzing and Managing Banking Risk, 2nd edition
- Annual World Bank Conference on Development
Economics 2003: The New Reform Agenda
- Annual World Bank Conference on Development
Economics, Europe 2003: Toward Pro-Poor Policies—
Aid, Institutions, and Globalization
- Brazil—Equitable, Competitive, Sustainable
- Breaking the Conflict Trap: Civil War and Development
Policy
- Can East Asia Compete? Innovation for Global Markets
- Des villes en mutation : rapport sur la stratégie
de transport urbain - Banque mondiale
- Colombia: The Economic Foundation of Peace
Crisis and Dollarization in Ecuador: Stability, Growth,
and Social Equity
- Doing Business in 2004: Understanding Regulation
Domestic Regulation and Service Trade Liberalization
- East Asia Integrates: A Trade Policy Agenda for Shared
Growth
- Empowerment and Poverty Reduction: A Sourcebook
- Financial Sector Policy for Developing Countries
- Globalization and National Financial Systems
- Global Development Finance 2003: Striving
for Stability in Development Finance
- Global Economic Prospects 2003: Investing to Unlock
Global Opportunities
- HIV/AIDS in Latin America: The Challenges Ahead
- HIV/AIDS in Southeastern Europe: Case Studies
from Bulgaria, Croatia, and Romania
- India and the WTO
- Innovations in Health Service Delivery:
The Corporatization of Public Hospitals
- Innovative East Asia: The Future of Growth
- Investment Climate Around the World: Voices of the
Firms from the World Business Environment Survey
- Land Policies for Growth and Poverty Reduction
- The Little Data Book 2003
- The Little Green Data Book 2003
- Moving People to Deliver Services
- Natural Resources and Violent Conflict: Options
and Actions
- Pension Reform in Europe: Process and Progress
- Private Participation in Health Services
- Promoting Intellectual Property in Developing
Countries
- Regional Integration and Development
- The Right to Tell: The Role of Mass Media in Economic
Development
- Social Reinsurance: A New Approach to Sustainable
Community Health Financing
- A Sourcebook for Poverty Reduction Strategies
- Standards and Global Trade: A Voice for Africa
- Taxation of Financial Intermediation: Theory
and Practice for Emerging Economies
- Tobacco Control Policies: Strategies, Successes,
and Setbacks
- When Things Fall Apart: Qualitative Studies of Poverty
in the Former Soviet Union
- World Bank Africa Database 2003 CD-ROM
- World Bank Atlas 2003
- The World Bank Group Directory: 2002 November
- World Bank Legal Review: Law and Justice
for Development
- World Development Indicators 2003
- Rapport sur le développement dans le monde 2003 :
Un développement durable dans un monde
dynamique — Améliorer les institutions,
la croissance et la qualité de vie
- Rapport sur le développement dans le monde 2004 :
Des services pour les pauvres

Certains des titres ci-dessus ont été abrégés :

Téléphone : 703-661-1580

Courriel : books@worldbank.org

Site web : www.worldbank.org/publications

InfoShop

Téléphone : 202-458-4500

Courriel : infoshop@worldbank.org

Site web : www.worldbank.org/infoshop

L'InfoShop de la Banque mondiale, situé à Washington, rassemble en un seul lieu les études et documents consacrés au développement économique et les informations disponibles sur les activités de l'institution. Il propose des ouvrages publiés par divers éditeurs, y compris des organisations non gouvernementales et d'autres organisations internationales, ainsi que les documents devant être diffusés en application de la politique d'information de la Banque mondiale, des programmes vidéo, des CD-ROM, des cadeaux et d'autres articles. Il met également à la disposition du public des bornes informatiques donnant accès au site web de la Banque. Le public peut également s'informer auprès des centres publics d'information/librairies que la Banque a ouverts dans plusieurs de ses représentations à l'étranger. *Visitez notre librairie en ligne pour consulter la liste des ouvrages disponibles et placer une commande quand vous le désirez.*

Internet : www.worldbank.org/infoshop
Librairie en ligne : www.worldbankinfoshop.org
Adresse : 701 18th St., NW
Washington, DC 20433
(au coin de la 18^e rue et de Pennsylvania Avenue de 9h à 17h, du lundi au vendredi)
Courriel : pic@worldbank.org
Téléphone : 202-458-4500 (9h30-15h30)
Télécopie : 202-522-1500

Centre européen
66, avenue d'Iena
75116 Paris, France
Téléphone : (33-1) 40.69.30.26
Télécopie : (33-1) 40.69.30.69
Courriel : pparis@worldbank.org

Centre de Tokyo
Fukoku Seimei Bldg. 10-F,
Uchisaiwai-Cho 2-2-2, Chiyoda-Ku,
Tokyo 100, Japon
Téléphone : 03.3597.6650
Télécopie : 03.3597.6695
Courriel : ptokyo@worldbank.org (en anglais)
pic@worldbanktokyo.or.jp (pour courriel en japonais)

Copyright © 2003
Banque internationale pour la reconstruction
et le développement/BANQUE MONDIALE
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433, États-unis d'Amérique

Tous droits réservés

Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent rapport n'impliquent de la part du Groupe de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que le Groupe reconnaît ou accepte ces frontières.

Pour tous renseignements sur les droits, licences et autorisations, s'adresser au Bureau des publications de la Banque mondiale :
World Bank
Office of the Publisher
1818 H Street NW
Washington, D.C., 20433
Télécopie : 202-522-2422
Courriel : pubrights@worldbank.org

ISSN 0251-5458
ISBN 0-8213-5613-5

Rédacteur en chef
Cathy L. Gagnet, Bureau des publications, Relations extérieures,
Banque mondiale

Rédacteur adjoint
Caroline L. Banton, Bureau des publications, Relations extérieures,
Banque mondiale

Rédacteur associé
Carollyne Hutter

Production
Mark Ingebretsen, Bureau des publications, Relations extérieures,
Banque mondiale
Monika D. Lynde, Bureau des publications, Relations extérieures,
Banque mondiale
Mary C. Fisk, Bureau des publications, Relations extérieures,
Banque mondiale

Assistant de projet
Tad Doyle

Consultants, rédaction
UpperCase Publication Services
Grammarians, Inc.

Conception
Patricia Hord. Graphik Design

Impression
Graphic Communications, Inc.

Traduction
Division de traduction de la Banque mondiale (GSDTI)

Typographie
Manuella Lea Palmioli, Division de traduction de la Banque mondiale

Clichés
Photo de couverture, page 45, Banque mondiale
Banque mondiale page 59, Nasim Kassum
page 1, Banque mondiale/ page 60, Banque mondiale
Frank R. Vincent page 63, Banque mondiale
page 2, State Council Information page 65, Banque mondiale
Office, Chine page 67, Lynn Fieda
page 4, Michele Iannacci page 70, Banque mondiale
page 8, Banque mondiale page 71, Banque mondiale
page 8, Eli Reed, page 74, John Fiege
A Day in the Life of Africa. page 79, Banque mondiale/
page 9, Richard Lord Samuel Munzele Maimbo
page 9, Keppel FELS Energy page 80, Banque mondiale
Pte. Ltd. page 83, Photographe nigérian
page 9, Gouvernement page 85, Banque mondiale
du Royaume du Maroc page 89, Arne Hoel
page 11, Banque mondiale page 91, Arne Hoel
page 12, Reidar Kvam page 95, Banque mondiale
page 13, Banque mondiale page 100, Richard Lord
page 14, Banque mondiale page 102, Richard Lord
page 14, Banque mondiale page 105, Nick van Praag
page 14, Banque mondiale page 106, Chara Tsitoura
page 14, Michael Foley page 110, Cecilia Guzman
page 15, Banque mondiale page 111, Sebastian Szyd
page 15, Banque mondiale page 115, Banque mondiale/
page 15, Didem Ayvalikli Peter Koenig
page 15, Banque mondiale page 117, Bill Lyons
page 21, Banque mondiale page 119, Banque mondiale/
page 27, Leo Mariboli Frank R. Vincent
page 30, Banque mondiale

MISSION DE LA BANQUE MONDIALE

**LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ AVEC PASSION ET PROFESSIONNALISME
POUR OBTENIR DES RÉSULTATS DURABLES.**

**AIDER LES POPULATIONS À SE PRENDRE EN CHARGE ET À MAÎTRISER
LEUR ENVIRONNEMENT VIA LA FOURNITURE DE RESSOURCES, LA TRANSMISSION
DE CONNAISSANCES, LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET LA MISE EN PLACE
DE PARTENARIATS DANS LES SECTEURS PUBLIC ET PRIVÉ.**

**EXCELLER EN TANT QU'INSTITUTION CAPABLE D'ATTIRER, DE MOTIVER
ET DE DÉVELOPPER UN PERSONNEL DÉVOUÉ, AUX COMPÉTENCES EXCEPTIONNELLES,
QUI SOIT À L'ÉCOUTE ET CAPABLE D'APPRENDRE.**



BANQUE MONDIALE
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433, États-Unis d'Amérique
Téléphone : 202 - 473-1000
Télécopie : 202 - 477-6391
Site web : www.worldbank.org
Courriel : feedback@worldbank.org



ISBN 0-8213-5613-5